

PROCHE-ORIENT

Israël

Recevant M. Rabin à la Maison Blanche M. Carter insiste sur la nécessité de doter l'État hébreu de « frontières défendables »

Washington (A.F.P.). — En accueillant lundi 7 mars à la Maison Blanche, le chef du gouvernement israélien, M. Itzhak Rabin, le président Carter a souligné que leurs entretiens auraient pour objectif essentiel de trouver un terrain d'entente pour l'établissement d'une paix durable au Proche-Orient. Il a insisté notamment sur la nécessité de garantir à Israël des « frontières défendables » qui donneront le sentiment de sécurité, pour l'avenir, à la jeune nation.

Depuis M. Richard Nixon, en 1972, le président des États-Unis n'avait utilisé le terme de « frontières défendables », généralement considéré comme plus favorable à l'État hébreu, que celui de « frontières sûres et reconnues », mentionné par la résolution 242 du Conseil de sécurité.

Devant l'étonnement des journalistes, la Maison Blanche et le Département d'État se sont efforcés de minimiser la portée des propos de M. Carter. A l'issue d'un entretien avec M. Rabin, le secrétaire d'État, M. Cyrus Vance, a déclaré : « Notre position demeure la même ».

« Quand nous parlons de frontières défendables, cette formule ne revêt aucune signification géographique, elle n'est pas incompatible avec notre position en faveur de la résolution 242. »

La plupart des observateurs sont cependant convaincus que ce n'est ni par hasard ni par erreur que M. Carter a parlé de « frontières défendables ». Même si la position américaine sur le tracé des futures frontières au Proche-Orient n'a pas varié, il est incontestable que le président des États-Unis a tenu à manifester avec éclat son soutien à Israël.

Il a également insisté sur l'importance de doter l'État hébreu de « frontières défendables », qu'il avait dit « heureux d'entendre cela ».

Selon un communiqué de la Maison Blanche, M. Carter et Rabin sont convenus que de nombreux problèmes demeurent, mais les conditions leur ont paru favorables pour entreprendre un nouvel effort en vue de la reprise de la négociation de paix. Ils ont estimé important que des progrès soient accomplis cette année.

Plus de deux cents détenus palestiniens poursuivent la grève de la faim à Achkelon

Des lycéens ont manifesté lundi 7 mars à Ramallah, en Cisjordanie, pour la deuxième journée consécutive, en signe de solidarité avec les détenus palestiniens de la prison d'Achkelon, qui font depuis douze jours la grève de la faim.

La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants, qui ont jeté des pierres contre des voitures d'Israéliens.

Selon le *Jerusalem Post*, les détenus palestiniens qui font la grève de la faim à Achkelon sont nourris à l'eau et au thé.

Le journal ajoute qu'un responsable de la prison a démenti que cette méthode soit utilisée sans le consentement des prisonniers et déclare : « Je ne comprends pas pourquoi les détenus préfèrent mourir plutôt que de manger normalement ».

M. Felleis Langer, qui représente l'un des détenus, a affirmé que, d'après son client, les prisonniers « sont forcés d'ingurgiter leur nourriture par des gardiens armés de gourdes ».

Toujours d'après cette source, deux cents trente prisonniers d'Achkelon font la grève de la faim et deux cents autres refusent de travailler ou de recevoir des visites. Ils demandent, selon elle, que leurs conditions de détention soient les mêmes que celles des prisonniers juifs, soit « plus d'espace pour chacun de nous, davantage de visites autorisées, une meilleure nourriture et de meilleurs soins médicaux ».

Les détenus d'Achkelon, qui avaient déjà fait une grève de la faim de cinq semaines en janvier dernier, estiment que les autorités israéliennes n'ont pas tenu les promesses faites à l'époque concernant l'amélioration des conditions de détention.

D'autre part, le mouvement de grève s'est étendu, lundi, à la prison de Jenine, en Cisjordanie, où sont incarcérés une centaine de prisonniers considérés pour atteinte à la sécurité d'Israël. (A.F.P., Reuters.)

Liban

DE VIOLENTS AFFRONTEMENTS ONT OPPOSÉ DANS LE SUD LE « FRONT DU REFUS » AUX AUTRES ORGANISATIONS PALESTINIENNES

(De notre correspondant.)

Beyrouth. — Les violents affrontements entre Palestiniens qui se sont produits lundi 7 mars à Nabatieh confirment que les principales organisations de la résistance ont décidé de s'allier sur la politique syrienne, et de neutraliser, du moins au stade actuel, le « Front du refus » opposé à toute solution négociée de la crise du Proche-Orient.

Ces affrontements, qui ont duré toute la matinée, ont fait de vingt-cinq à cinquante morts, et de cinquante à cent blessés (le bilan varie d'une source à l'autre). Ils font suite à une série d'accrochages moins importants qui s'étaient produits dans la nuit de samedi à dimanche 6 mars à Tyr, autre localité importante du Sud-Liban, où les Palestiniens sont nombreux.

C'est le F.P.L.P., commandement général de M. Ahmed Jibril, pro-syrien, soutenu par la Syrie, qui a attaqué les positions de M. Georges Habbache, la fraction dissidente (Abou-Abbas), du commandement général, et le Front de libération arabe pro-irakien. Le F.A.T.H. de M. Arif al-Hak et le F.D.L.P. de M. Hawatmeh sont à leur tour entrés en scène, et les trois organisations du « Front du refus » ont été délogées de leurs positions à Nabatieh.

Après la fin de la bataille, des patrouilles communes du F.A.T.H. et du F.D.L.P. ont été constituées pour assurer l'ordre.

La force arabe de dissension n'est pas intervenue. Elle ne se trouve d'ailleurs plus à Nabatieh, puisqu'elle s'est repliée à 15 kilomètres au nord-est de cette localité, à la suite des menaces israéliennes. — L. G.

EUROPE

Portugal

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE A PARIS

M. Soares se déclare très satisfait de ses entretiens

Le premier ministre portugais, M. Soares, est parti ce mardi 8 mars pour Bonn et très satisfait de ses entretiens qu'il a eus lundi à Paris avec le président Giscard d'Estaing (qui l'a reçu à déjeuner) et M. Barre. Les deux ministres des affaires étrangères, M. de Górriz et M. de Medeiros Pereira ont eu des entretiens parallèles. « J'ai plaidé la cause de l'intégration du Portugal dans la Communauté », a-t-il souligné. « J'ai obtenu une très bonne compréhension et un appui vis-à-vis de cette proposition », a-t-il dit dans la soirée de lundi. M. Soares a eu d'ailleurs une conférence de presse. M. Barre a-t-il ajouté — a approuvé « l'option européenne » du Portugal.

Le premier ministre portugais ne se fait cependant pas d'illusions sur les difficultés qui l'attendent. Le Portugal posera sa candidature à la fin de mars. Selon la procédure communautaire, la Commission doit donner son avis. « Nous espérons un avis favorable à la fin de l'année ou au début de l'année prochaine », a-t-il dit. M. Soares a précisé la Commission n'est cependant pas favorable à la candidature portugaise, comme l'a indiqué la semaine dernière son

président M. Jenkins, mais son avis n'est pas déterminant.

Le conseil de la Communauté devra se prononcer dans le courant de 1977. C'est une décision politique qui importera le plus au gouvernement de Lisbonne, celui-ci voulant assurer l'avenir de son pays dans le cadre de la Communauté européenne. Ce choix, a souligné M. Soares, est approuvé par 80 % des Portugais. Une fois prise la décision de principe, « nous serons beaucoup plus flexibles », a déclaré le chef du gouvernement de Lisbonne — et nous nous soumettrons à un calendrier d'intégration prolongé dans le temps. M. Soares ne refuse d'ailleurs pas une « formule de transition » à condition qu'elle n'aille pas au-delà de 1985, terme du désarmement douanier prévu par l'accord en vigueur entre la Communauté et le Portugal.

Reste à savoir si le gouvernement français, quel que soit sa sympathie pour le Portugal, envisage favorablement la décision politique qu'attend M. Soares. Deux catégories de problèmes le préoccupent :

1) Les PROBLÈMES AGRICOLES. M. Soares ne les juge pas insolubles. Les produits portugais — a-t-il souligné — ne sont

pas compétitifs sur le marché communautaire. Le seul produit « sensible » pour la France est le vin, et le vin portugais est « très différent du vin français ».

2) L'ÉLARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ. — La Grèce est déjà candidate et l'Espagne suivra l'exemple du Portugal. Comment pourra encore fonctionner une Communauté à douze alors qu'elle fonctionnera déjà à douze ? Cette question a été longuement discutée. « Mais », dit M. Soares, ce n'est pas un problème pour le Portugal. C'est aux pays de la Communauté de faire preuve d'imagination. La crainte d'encombrement à la porte de la Communauté explique d'ailleurs l'hésitation de M. Soares pour obtenir une réponse de principe.

Sur deux points cependant, le premier ministre portugais a obtenu des satisfactions :

1) Pendant l'examen de la candidature de Lisbonne à la France, a-t-il dit, M. Soares a accompagné le Portugal. Les relations bilatérales spéciales permettront aux deux gouvernements d'examiner ensemble « l'harmonisation des problèmes sectoriels ». En somme la procédure communautaire sera complétée par des conversations franco-portugaises simultanées qui éviteront les surprises et les pertes de temps.

2) La France est très favorable à la coopération industrielle bilatérale. M. Barre — dit-on — s'est

montré particulièrement « chaleureux » lors de l'examen de trois dossiers qui tiennent à cœur à M. Soares : la création d'une industrie automobile (qui pourrait intéresser Peugeot-Citroën et Renault), l'extension de la sidérurgie portugaise (pour laquelle la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale sont également sur les rangs), un programme de construction de quatre centrales nucléaires (pour lequel la France est en compétition avec l'Allemagne fédérale). M. Soares, secrétaire d'État portugais à l'Industrie, est arrivé à Paris pour poursuivre l'étude de ces dossiers.

Faute de pouvoir assurer d'avance au Portugal qu'il était sûr de les obtenir à sa candidature au Marché commun, le gouvernement français semble donc disposé à faire pour lui le maximum en dehors du cadre communautaire.

MAURICE DELARUE.

● Une trentaine d'associations de travailleurs portugais ont manifesté toute la journée, du lundi 7 mars, dans les locaux des services portugais de l'immigration, 6, passage Dombasle, à Paris. M. Mario Soares n'avait pu instaurer les lieux le matin comme prévu. Les représentants des associations ont été reçus, par le premier ministre portugais, à l'hôtel Crillon, lundi soir, vers 23 h 30.

Le général Galvão de Melo attaque les militaires modérés

Le général Galvão de Melo, député « indépendant », qui jouit d'une grande popularité, a renoué ses attaques contre les militaires ayant participé au processus de démission de l'armée et qui ont été nommés à la tête du pouvoir. Selon lui, ces militaires sont des « criminels de haute trahison ».

Les personnalités visées sont le général Costa Gomes, ancien président de la République, et les commandants Victor Crespo et Melo Antunes, respectivement haut-commissaire au Mozambique en 1975 et ministre des affaires étrangères de mars 1975 à la formation du premier gouvernement constitutionnel en juillet 1976.

S'adressant au Parlement, le général Galvão de Melo a déclaré : « J'ai assuré à deux reprises contre les officiers qui auraient

favorisé l'installation de gouvernements « contrôlés par Moscou » à Lisbonne et à Maputo.

Cette fois-ci, pourtant, il est allé beaucoup plus loin dans ses propos. Lors d'un meeting organisé par des associations de rapatriés dimanche 6 mars, il a invité le président de la République, le général Ramalho Eanes, « à se libérer et à nous libérer d'assises néfastes créatures ».

Les déclarations du général Galvão de Melo interviennent au moment même où l'offensive contre la gauche militaire prend de l'ampleur. Le *Monde* du 1^{er} mars 1977 et des pressions s'exercent sur le président de la République, le général Eanes, pour qu'il se libère de la droite de ne pas passer à l'action.

Espagne

Les jeux de hasard sont de nouveau autorisés

De notre correspondant

Madrid. — Après cinquante ans d'interdiction, le jeu est de nouveau autorisé en Espagne. Le « Bulletin officiel » de l'État a publié, lundi 7 mars, un décret-loi autorisant les jeux de hasard et modifiant deux articles du code pénal, en vertu desquels étaient punis ceux qui les pratiquaient.

L'interdiction des jeux de hasard remonte à la dictature du

général Primo de Rivera, père de José Antonio, fondateur de la Falange. Mais les Espagnols continuèrent à jouer de façon plus ou moins clandestine. La II^e République tenta la réintroduction d'un jeu, l'estraperlo. Mais le Parlement s'opposa énergiquement à cette « libéralisation », et le gouvernement, alors de droite, fut obligé de démissionner. Le terme *estraperlo* est devenu en Espagne synonyme de marché noir.

Le jeu retrouve droit de cité. Le décret-loi du 7 mars justifie ce changement dans un préambule : « Compte tenu des expériences positives en matière de jeu, nous proposons de lever l'interdiction qui a été imposée par cette mesure... »

En fait, les Espagnols n'ont jamais cessé de jouer : loterie nationale, loterie des Espagnols (tirage hebdomadaire), paris sur les courses de chevaux (tiercé), paris sur le football et quinquelas (tirés du football) pouvaient en effet satisfaire pratiquement tous les désirs de l'amateur. Le bingo était même toléré depuis peu dans les clubs les plus respectables.

Le jeu n'est donc plus « immoral » et les finances publiques devraient y gagner. L'Espagne songe au tourisme de luxe. Saint-Sebastien, le grand rival de Biarritz, retrouvera-t-il son prestige et, dans l'immédiat, à trouver une formule de compromis apte à faire sortir la conférence de l'impasse.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

AFRIQUE

LA « TABLE RONDE » SUR L'AVENIR DE DJIBOUTI

La négociation achoppe sur les modalités d'organisation des élections générales

La « table ronde » de Paris sur l'avenir du Territoire français des Afars et des Issas, qui siège ce mardi 8 mars en séance plénière, est entrée dans sa phase la plus délicate en insistant à l'ordre du jour la question des élections générales.

Les participants dressent d'ores et déjà un bilan provisoire de leurs travaux. Le référendum se tiendra dans le territoire le 24 avril prochain. Cette date, mise en avant par les autorités françaises, a reçu l'aval de tous. Selon toute vraisemblance, l'indépendance sera proclamée entre le 20 et le 30 juin. Ainsi, la période intermédiaire, qui s'accompagne d'une certaine vacance du pouvoir, n'excéderait pas deux mois. La République de Djibouti — ce

sera sans doute le nom du futur État — ferait son entrée solennelle dans la Communauté des pays africains début juillet, à Libreville, lors du « sommet » de l'O.U.A. Cette intronisation ne peut que renforcer l'autorité des futurs dirigeants.

Le dossier du chemin de fer franco-éthiopien (C.F.E.), dont l'utilisation est régie par un traité de 1959, pose quelques problèmes. En vertu de ce traité, l'Addis-Abeba jouit de certains privilèges exorbitants du droit commun : facilités d'accès au port de Djibouti, en temps de guerre, avantages douaniers, etc. Pour les Djiboutiens, le traité, du fait même de l'indépendance, deviendra caduc. Sa renégociation est donc indispensable.

Mais c'est principalement sur les modalités d'organisation des

élections générales qu'achoppent les discussions de Paris. Le F.P.L. jusqu'alors représenté par cinq circonscriptions électorales. Or le Front uni, qui regroupe la L.P.A.I. (Ligue populaire africaine pour l'indépendance), la majorité parlementaire, le F.C.S. (Front de libération de la Côte des Somalis) et une fraction dissidente de l'U.N.L. (Union nationale pour l'indépendance) soulève qu'il soit mis fin à ce découpage. Dans un mémorandum il demande un gouvernement français, outre un représentant de la communauté, de pousser les résidents, à modifier par ordonnance les textes en vigueur afin de rendre possible l'élection au scrutin majoritaire de cette future Assemblée constituante.

A l'appui de sa requête, le Front uni, où la communauté prédomine, fait valoir qu'une telle formule « permettrait d'atteindre les rivalités ethniques. Encore faudrait-il que la communauté afar soit équitablement représentée au sein de la liste unique. La tentation sera forte pour les partis à prédominance somalienne, profitant de leur position majoritaire, de pousser leurs avantages au détriment de la communauté afar. Le président du conseil de gouvernement, M. Abdallah Kamil, afar et partisan résolu d'une « détribalisation » de Djibouti, a senti le danger et émis des réserves à l'égard de la constitution d'une liste unique. Toutefois, une telle procédure, si elle était appliquée honnêtement, aurait l'avantage de donner à l'avenir les diverses représentations ethniques, évitant ainsi les réminiscences de dernière heure.

D'autant que, si la modération de Mogadiscio rassure, la nervosité éthiopienne ne laisse pas d'inquiéter les autorités françaises. Il apparaît que le M.L.D. (Mouvement de libération de Djibouti) et le M.P.L. (Mouvement populaire de libération) ont manifesté leur souci d'organiser « l'ethnie afar », de préciser plus avant ce que signifiait une telle formule. On n'exclut pas à Paris qu'Addis-Abeba incite ses

alliés à fournir leurs armes en vue de préparer une partition de l'État. Mais, pour le moment, ce qui le danger éthiopien peut, à l'inverse, provoquer un surcroît salutaire, en incitant les Djiboutiens, attachés avant tout à leur indépendance, à réserver les rangs et, dans l'immédiat, à trouver une formule de compromis apte à faire sortir la conférence de l'impasse.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

CORRESPONDANCE

Idi Amin
prétexte à racisme

M. Abdou Rajfon, étudiant de sociologie à Paris, nous écrit une longue lettre dont voici l'essentiel : Tout Africain digne de ce nom ne peut être que choqué au plus profond de lui-même par tous les actes de barbarie commis par le sanguinaire maréchal-président-roi Idi Amin. La honte et l'amertume sont encore plus grandes quand dans le miroir votre voisin français lit, amusé mais irrité, un article avec force détails concernant les derniers événements en Ouganda. Même le silence désapprobateur de tous les hommes d'État africains ne peut s'expliquer que par la sacro-sainte non-immixtion dans les affaires d'autrui.

Mais alors pourquoi cet acharnement de la presse française dans ce que j'appellerai le « cas Idi Amin » ? Il n'est plus d'émotions « l'événement » où le maréchal n'apparaît sous ses traits les plus grossiers. Je ne parlerai pas des commentaires élogieux consacrés au « Raid sur Entebbe » par TF 1.

Je n'aurais pas fait cette mise au point si les moyens d'information présentés autre chose sur l'Afrique, et c'est là qu'apparaît la vraie origine de cette campagne : tout ce déchaînement de haine contre le maréchal n'est en fait que l'expression du racisme profond de tous les organes de presse française, longtemps refoulé pour certains besoins de la cause.

LA CADILLAC BLINDÉE DE M. CARRILLO N'EST PAS AU POINT

Gijón (A.F.P., Reuters). — La Cadillac blindée modèle 1956 offerte par M. Carrillo à M. Santiago Carrillo a eu de sérieux problèmes de freins lundi 7 mars sur la route entre Madrid et Gijón, dans les Asturies, ville natale du secrétaire général du parti communiste, où ce dernier se rendait pour la première fois depuis la guerre civile.

Les freins de la voiture, qui pèse 3 tonnes, ont soudainement lâché, et le chauffeur a eu de grandes difficultés pour maîtriser M. Carrillo est arrivé à Gijón à bord d'une autre voiture et avec quatre heures de retard. Deux mille personnes l'attendaient.

● Un communiqué ronfleté, rédigé en français et signé « Commando central des Grupos » (groupes de résistance antifranco) est parvenu lundi 7 mars par la poste à l'A.F.P., expédié de Gijón (Hauts-de-Seine). Ce document, après avoir indiqué qu'un commando des Grupos s'est emparé d'une demi-tonne d'explosifs et de divers matériels dans la poudrière de Villaseca-de-la-Sierra, en Espagne, le 28 février, déclare que « les Grupos poursuivent leurs plans d'accumulation de fonds et de matériel de guerre pour mener jusqu'à son terme la lutte armée contre le fascisme ».

autrement

A gauche, ces chrétiens !

Tout l'équilibre des forces politiques en France risque d'être affecté par le glissement à gauche des chrétiens et, en particulier, par l'action de quelques mouvements et de leurs militants.

Qui et où sont-ils ? Quels types d'itinéraires et de rapports avec les « appareils » et la religion dite « populaire » ? Qu'apportent-ils de neuf ?

Quel est leur poids réel et leur effet d'entraînement ?

N° 8, 224 p. 30 F

Dossiers trimestriels. Vente en librairie (diffusion Stock) ou par abonnement (1 an, 4 numéros : 100 F) ou 120, bd St-Germain, 75280 Paris cedex 06

سكنا في الامل

VOUS SOUHAITEZ NOUVER
OU DÉVELOPPER DES RELATIONS
AVEC LE MONDE ARABE



البنك اللبناني العربي
فرع باريس

**LEBANESE ARAB BANK
FRANCE S.A.**
BANQUE LIBANO-ARABE FRANCE S.A.

Capital : 10 000 000 F

Siège social :

26, RUE DU QUATRE SEPTEMBRE, 75002 PARIS

**VOUS OFFRE
D'IMPORTANTES POSSIBILITÉS**

Grâce à la LEBANESE ARAB BANK S.A.,
nous vous offrons les services de branches
et bureaux de représentation à :

BEYROUTH • TRIPOLI • JAL-EL-DIB
CHEKKA (Liban) • JEDDAH • DUBAI
ABU-DHABI • QATAR
OMAN (Golfe Arabe) • ATHÈNES • LIMASSOL
LONDRES • NEW YORK.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE
LOCATION DE COFFRE-FORTS
CORRESPONDANTS DANS LE MONDE ENTIER

Tél. :
266.52.31
(5 lignes)

Télex
211 194 F
211 195 F

Ad. Télégr.
LARABANK
PARIS

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

**M. Helmut Kohl est réélu
président de l'Union chrétienne démocrate**

De notre correspondant

Bonn. — M. Helmut Kohl a été réélu, lundi 7 mars, président de l'Union chrétienne démocrate au 25^e congrès de ce parti qui a lieu à Düsseldorf. M. Kohl, qui a obtenu 787 voix contre 810, retrouve presque son score d'il y a deux ans. Il était le seul candidat.

Ces élections n'ont apporté aucune surprise. M. Kohl sera entouré de sept vice-présidents (1) et aidé par un nouveau secrétaire général, M. Geisler, qui était son ministre des affaires sociales dans le gouvernement de Rüdiger. L'ancien secrétaire général, M. Biedenkopf, qui a redonné vie à la démocratie chrétienne après ses défaites électorales de 1968 et 1972, avait renoncé à se représenter. Il préfère prendre ses distances pour préparer sa rentrée avant les élections de 1980.

Malgré son succès, M. Kohl est contesté. Les candidats à sa succession sont déjà nombreux. Dès le début de son discours, il a lancé un avertissement à ses concurrents : « Je ne permets pas que quelques-uns cherchent à faire carrière aux dépens du parti. » Au cours de la discussion que les délégués ont souhaité plus longue que prévu, les critiques n'ont pas manqué à l'égard de M. Kohl. Depuis les élections, perdues de justesse, la démocratie chrétienne a manqué de dynamisme. Trop occupée de querelles internes, elle s'est montrée incapable d'exploiter à son profit les erreurs de la coalition libérale socialiste.

Comment

revenir au pouvoir ?

M. Franz Josef Strauss, président du « parti frère », n'a pas pu apporter au congrès le traditionnel salut de la C.D.U., car il voyage en Afrique. Il n'en a pas moins fait dire par son journal, le *Beier Kurier*, qu'il était l'un des hommes de la C.D.U. se représentant. A la veille du congrès de Düsseldorf, un adjoint de M. Strauss a d'ailleurs rappelé que la C.D.U. et la C.S.U. s'étaient mises d'accord, au moment de leurs retrouvailles, pour discuter sérieusement de la création d'un quatrième parti.

Les discussions des démocrates-chrétiens allemands tournent toujours autour du même problème : comment revenir au pouvoir ? Bien que M. Kohl ait demandé pour la C.D.U. « la responsabilité gouvernementale dès que possible », la démocratie chrétienne se prépare à rester pour toute la législature dans l'opposition. Pour les uns elle ne pourra gouverner que si elle obtient la majorité absolue (c'est la thèse de M. Strauss et de ses alliés au sein de la C.D.U.), pour les autres, il lui faut attirer le parti libéral (c'est la politique des modérés du parti). Les deux stratégies se sont affrontées à Düsseldorf. M. Albrecht et Röder, respectivement ministres-présidents de Basse-Saxe et de Sarre, qui gouvernent avec les libéraux, ont insisté sur la valeur exemplaire de leur alliance, tandis que M. Filbinger, chef du gouvernement de Bade-Wurtemberg, rejetait « l'appoint du F.D.P. ».

M. Kohl penche certainement pour la politique de conciliation avec les libéraux, mais il ne peut pas le dire trop haut à cause de son aile droite.

DANIEL VERNET.

(1) Les sept vice-présidents sont : M. Filbinger et Stoltenberg, ministres-présidents du Bade-Wurtemberg et du Schleswig-Holstein ; Dräger et Köppler, présidents des Fédérations de Hesse et de Rhénanie-Westphalie ; Mme Laurien, ministre des affaires culturelles de Rhénanie-Palatinat ; MM. Kater, président des commissions sociales, et Biedenkopf, ancien secrétaire général.

● Le comte Lutz Schwertin von Krosigk, ancien ministre des Finances du Reich et de Hitler, est mort vendredi, à Seewald (Bade-Wurtemberg), à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, après-on lundi. Lors du procès de Nuremberg, le comte avait été condamné à dix ans de prison, mais il avait été libéré en 1951. — (A.F.P.)

● Le président du parti social-démocrate ouest-allemand, M. Willy Brandt, a quitté Francfort dimanche matin 6 mars pour un voyage d'une semaine aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

Italie

« L'Unità » répond à Jean-Paul Sartre

De notre correspondant

Rome. — Les communistes italiens ne sont pas d'accord avec Jean-Paul Sartre, qui écrivait dans le *Monde* du 10 février : « L'Europe que nous présentons M. Carter, Schmidt, Giacobini et Andreotti est sans rapport avec l'intercontinentalisme prolétarien, sans rapport avec l'Europe des travailleurs dont rêve depuis un siècle le mouvement ouvrier occidental. »

Il lui ont récemment répondu dans *L'Unità*, sous la plume de M. Alberto Jacovello, éditeur-adjoint de la revue, que pour le P.C.I., c'était aussi une occasion de relancer le débat sur l'Europe avec le parti communiste français. Sur un ton courtis, M. Jacovello reproche à Sartre de ne voir qu'une partie du problème, de grossir l'entente germano-américaine et de sous-évaluer les contradictions des groupes dominants. Avec de telles idées, écrit-il en substance, la classe ouvrière s'isolait et passerait à côté d'un événement historique au lieu de s'y insérer.

« Il n'y a pas de possibilité de salut sans le renforcement d'une perspective commune entre les divers Etats d'Europe occidentale », affirme l'éditorialiste de *L'Unità*. « Sartre se limite à indiquer les rôles de l'absence. Ceux qui pensent sincèrement, écrit-il, que dans un tel contexte on peut construire une Europe indépendante seraient bien de ne pas s'y fier et de réfléchir. Et puis ? Après avoir réfléchi, Sartre ne nous dit pas ce qu'il conviendrait de faire. Là, à mon avis, il finit par répéter un profond scepticisme sur le rôle du mouvement ouvrier et de la gauche en général, qui le porte à voir l'un et l'autre figés dans une position subalterne ou, dans la meilleure des hypothèses, dans une ténacité éternelle de l'occasion historique. »

« Il semble ne pas se rendre compte que l'hégémonie ne se construit pas par des sauts de l'histoire, mais par de lents processus à travers lesquels s'exprime la capacité d'élaborer et d'indiquer concrètement des lignes unitaires à tous les mouvements qui visent à donner une nouvelle direction à la société. La construction d'une Europe indépendante est aujourd'hui l'un des terrains sur lesquels cette capacité s'exprime et s'affirme. » M. Jacovello écrit, d'autre

part : « Certes, et en cela Sartre a raison, ce qu'il faut combattre aujourd'hui avant tout est la tendance à la domination germano-américaine sur l'Europe occidentale, mais sans perdre de vue deux éléments : le premier est que le leadership germano-américain n'est ni une donnée de fait ni une tendance irréversible ; le second est que l'histoire n'attend jamais les événements, surtout quand leurs efforts pourraient changer le cours des choses. » — R.S.

**DOUBLE SCISSION
DANS L'EXTRÊME GAUCHE**

(De notre correspondant.)

Rome. — Les deux principales formations de l'extrême gauche italienne se scindent en même temps. Une moitié du parti d'unité prolétarienne (P.U.P.) va s'unir à une moitié d'Avant-Garde ouvrière (l'Avant-Garde), laissant probablement les autres tendances fusionner de leur côté. An P.U.P., les communistes dissidents du Manifesto et les anciens socialistes du P.S.I.U.P. qui s'étaient unifiés au cours de l'été 1974, ont publiquement confirmé leur désaccord, qui date, à vrai dire, du jour même de la fusion, car les intellectuels radicaux du P.C.I. n'ont jamais réussi à s'entendre avec les socialistes de gauche. Pour ceux-ci, le parti de M. Berlinguer est l'ennemi principal : le révisionnisme empêche les masses d'avancer, et tous les « antirévolutionnaires » doivent constituer un front commun.

« C'est du maximalisme », a répliqué le groupe du Manifesto. Plutôt que de faire un rassemblement groupusculaire des adversaires du « compromis historique », il faut anéantir le P.C.I. à changer de ligne et favoriser « une entente politique véritable entre les partis de gauche sur un programme d'urgence ». Il y a, depuis les dernières élections, six députés d'extrême gauche à la Chambre (sur un total de six cent trente sièges), réunis dans un même groupe parlementaire. Mais leur électorat ne représente que 1,5 % des suffrages exprimés. Le P.C.I. surveille néanmoins avec beaucoup d'attention cette frange d'élus, qui pourraient changer d'attitude s'il devait un jour entrer dans la majorité. — R.S.

IL EST TOUJOURS DIFFICILE DE S'INFORMATISER.

**Pour l'admettre,
il faut être différent des autres constructeurs d'ordinateurs.**

S'informatiser est une démarche délicate et difficile. Si on vous affirme le contraire, c'est certainement pour vous « vendre » quelque chose.

Digital Equipment ne peut vous épargner le travail indispensable pour vous informatiser. Digital Equipment peut le simplifier. **Digital Equipment: une approche différente.**

Nos clients sont les mieux placés pour connaître leurs besoins avec précision: leurs problèmes leur sont propres. Nous écoutons.

Ils s'adressent à nous car nous pouvons leur proposer non pas des solutions toutes faites, mais des systèmes, véritables outils modulaires et compatibles. Des systèmes susceptibles d'évoluer dans la juste mesure de leurs besoins futurs.

Nous parlons le même langage: il est logique d'associer nos moyens.

Digital Equipment: une position différente.

Nous sommes les pionniers de la mini-informatique temps réel et interactive. Nos 70.000 ordinateurs installés dans le monde entier assurent à nos clients une connaissance directe et permanente de leur application.

Digital Equipment propose une façon vraiment différente de s'informatiser.

Mais peut-être devriez-vous le vérifier... Demandez notre brochure « Produits et Services Informatiques » en adressant votre carte de visite à: Jean-Daniel Bain, Dpt. A, Digital Equipment France, 18, rue Saarinen, 92225, 94528 Rungis Cedex. Tél. 687 23 33.

Genève Tél. (022) 20 40 20;
Bruxelles Tél. (02) 733 98 50.

digital

محکمات النص

ASIE

LE SOUS-CONTINENT INDIEN OU LE ROCHER DE SISYPHE

II. — Céréales : les limites de la « révolution verte »

Dans les trois pays du sous-continent indien, la mise en application de politiques anti-inflationnistes se heurte à des difficultés sociales et politiques. Les mesures de restriction appliquées sans discernement en Inde ont soulevé une vague de mécontentement, amenant finalement les autorités à faire machine en arrière, à la veille des élections générales (« Le Monde » du 8 mars).

« Nous sommes en position d'exporter des céréales », a déclaré triomphalement, il y a plusieurs mois, M. J. Ram, ministre de l'Agriculture, qui a récemment rompu avec M. Gandhi, à suscité quelque surprise, l'Inde ayant été traditionnellement importatrice. Il estime que, grâce surtout à des conditions climatiques favorables, les trois grands pays du sous-continent ont pu engranger en 1975 et 1976 des récoltes exceptionnelles. Pour une fois le taux d'accroissement de la production agricole a alors été supérieur à celui de la population. Mais, nul ne peut dire quelle sera la tendance à plus long terme, encore que le Pakistan paraisse avoir quelques chances de parvenir à une relative « autosuffisance » d'ici à une dizaine d'années. Dès 1972-1973, l'annonce comme une bonne nouvelle agricole, et l'on ne doit pas oublier que la disette frappe l'Asie du Sud de façon quasi « cyclique » tous les cinq ans.

L'« abondance » récente a, cependant, un peu atténué la pression sur le marché céréalière international et a freiné la hausse des prix locaux.

Pour l'Inde, le problème majeur est maintenant celui du stockage de réserves s'élevant à quelque 18 millions de tonnes. Le montant exact de ces stocks de grains est tenu secret. Est-ce pour éviter la spéculation ? Parce qu'ils constituent un « coussin » destiné à faire face aux troubles que ne manquerait pas de provoquer une disette ? Le fait est que celle qu'a connue le Bangladesh en 1974 a entraîné la chute du régime de Mujibur Rahman. Il y a aussi que les réserves d'importation de céréales coûtent très cher et que New-Delhi voudrait bien que les organisations internationales participent au financement.

La consommation individuelle des Indiens s'est-elle améliorée depuis que ce pays possède, de substantielles réserves ? Les disponibilités en grains alimentaires se sont accrues, pour atteindre près de 500 grammes par tête et par jour en 1975-1976 (1). Mais ce chiffre

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

représente une référence « statistique » et ne donne pas une idée précise de la répartition réelle par habitant. De combien de grammes supplémentaires disposent les nombreux Indiens qui vivent au jour le jour ? Si les stocks se sont ainsi accumulés, n'est-ce pas une indication que la demande est limitée par la faiblesse du pouvoir d'achat ? La malnutrition et la sous-alimentation chronique demeurent aussi grandes qu'auparavant et frappent, estime-t-on, environ un tiers des populations. Les calories quotidiennement absorbées par chaque individu sont nettement inférieures aux 2 700 à 2 800 qui constituent le minimum indispensable à un être humain. Dans les régions rurales du Pakistan, la consommation est de 1 848 calories. Au Bangladesh, elle est en dessous de 1 715 calories, moins qu'avant l'indépendance.

Au milieu des années 50, un grand nombre d'économistes, d'agronomes et d'hommes politiques pensaient que la « révolution verte » mettrait un terme à ces graves insuffisances, que la hausse rapide de la production agricole prendrait de vitesse le « boom » démographique, enfin que le drastique problème de l'emploi dans les régions rurales serait atténué. Ils attendaient de la modernisation des pratiques agricoles — en accordant l'irrigation (pour rompre la dépendance à l'égard de la mousson souvent capricieuse), les semences à haut rendement, les engrais et l'aide financière de l'Etat — une transformation de l'agriculture susceptible d'accroître le passage à l'industrialisation.

De bons résultats pour le blé

Dès qu'elles furent introduites dans le nord-ouest du sous-continent — au Pendjab pakistanais et indien, et dans les Etats adjacents de l'Haryana et de l'Uttar Pradesh — ces variétés nouvelles de semences connurent un grand succès. En dix ans, l'Inde mit en irrigation près de 30 millions d'hectares et les semences en variétés de blé amélioré (dont les rendements sont de deux à trois fois supérieurs à ceux d'ordinaire) aujourd'hui 27 millions de tonnes — doublé en six ans (de 1966 à 1971).

Dix ans après le lancement de la « révolution verte », les experts admettent que, pour l'essentiel, les résultats attendus ont été

atteints. La « révolution » a d'abord été celle de la production de blé. Elle ne s'est pas étendue à l'ensemble de l'Inde, bien qu'elle ait touché des territoires où la production de blé était peu familière (Bengale, Bihar) — car les Indiens, comme les Bengalis, demeurent avant tout mangeurs de riz. Or les progrès des variétés nouvelles ont été beaucoup plus lents et difficiles — sauf au Pakistan où ils ont été remarquables — pour cette céréale, dont la culture est plus sensible aux aléas climatiques. Certaines graines se sont mal adaptées aux conditions locales, notamment au régime des pluies. Mais les spécialistes indiens conservent l'espoir d'augmenter la production rizicole de 40 à 50 %.

Deux grands facteurs au moins paraissent avoir freiné l'expansion céréalière : d'une part, ainsi que le reconnaît le rapport indien de 1975-1976 sur la situation économique, tous les moyens d'irrigation sont loin d'être utilisés. Sans doute pourrait-on en dire autant du potentiel hydraulique, largement gaspillé à l'époque des pluies. Sur 140 millions d'hectares se prêtant aux cultures, 46 millions sont irrigués. Il faudra de vingt à vingt-cinq ans pour doubler cette superficie.

D'importants investissements au Pakistan

D'autre part, les engrais ne sont pas suffisamment employés. La consommation moyenne par hectare est faible : 17 kg (elle peut atteindre 40 kg dans les provinces du nord-ouest). On est cependant loin des 578 kg à l'hectare de la Nouvelle-Zélande ou même des 151 kg de l'Egypte ! On estime que 20 % seulement des fermiers utilisent, irrégulièrement, de l'engrais. Cette consommation a diminué pendant un an, après la « crise pétrolière », en raison de la forte hausse des prix. Les usines indiennes de fertilisants ne satisfont que les deux tiers de la demande (3 millions de tonnes). Selon M. Chatteropadhyay, ministre du commerce, en 1975, les céréales et les engrais ont constitué 60 % des achats extérieurs indiens.

Egalement tributaire des importations, le Pakistan espère être autosuffisant en engrais en 1980. Mais le Bangladesh n'entrevoit pas cette possibilité, sauf pour l'azote, et ses recettes extérieures ne lui permettent pas d'en acheter en quantité suffisante. La « révolution verte » marque

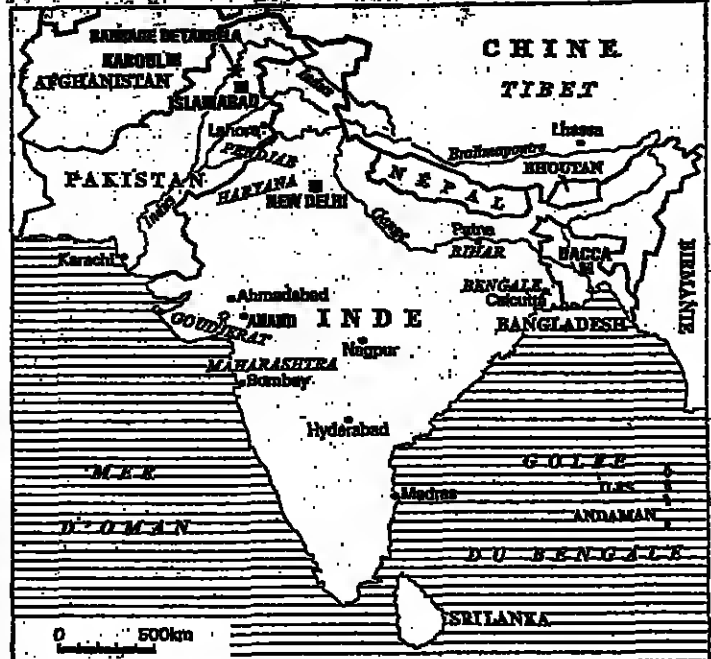
également le pas au Pakistan. Les agriculteurs pendulaires tirent ombrage du fait que, sur un sol identique, les rendements en blé soient deux fois plus élevés de l'autre côté de la frontière. « Les Indiens sont mieux organisés », reconnaît-on à Islamabad. D'énormes investissements avaient pourtant permis, dans les années 60, de doter le bassin de l'Indus — la partie nord du Pakistan — du plus grand réseau d'irrigation du monde : 90 % des terres cultivables sont desservies par 65 000 kilomètres de canaux. Mais l'utilisation de cette eau bienfaisante se fait au prix de gaspillages importants : plusieurs milliers d'hectares, en outre, sont chaque année arrosés à l'agriculture à la suite de remontées de salinité.

Le Pakistan attend de grands bénéfices de la mise en service, au nord de la capitale, du barrage de Tarbela, le plus important au monde. Le plus important au monde : 90 % des terres cultivables sont desservies par 65 000 kilomètres de canaux. Mais l'utilisation de cette eau bienfaisante se fait au prix de gaspillages importants : plusieurs milliers d'hectares, en outre, sont chaque année arrosés à l'agriculture à la suite de remontées de salinité.

De tels travaux sont de nature à améliorer la productivité des rizières, d'autant plus nécessaire que le dry farming, culture en zone sèche, n'a pas, semble-t-il, autant d'avenir dans ce pays qu'en Inde ou au Pakistan, où il y a aussi beaucoup plus d'attention aux variétés à haute productivité de maïs, de millet, de sorgho et des légumineuses riches en protéines. La production vivrière du Bangladesh pourra-t-elle nourrir une population qui, à son rythme actuel de croissance, atteindra au minimum 150 millions d'habitants à la fin du siècle ? Un agronome de la région qui a vu plus de dix ans dans ce pays, M. Branner, constate des progrès : « On dit des fermiers qu'ils sont obstinés et conservateurs ; en fait, il sont flexibles et ils savent innover, pour peu que les moyens leur soient donnés. Ils améliorent parfois les variétés de semences. » Le riz IRRI est populaire, et l'hydre 1976-1976, les ont plantés avec enthousiasme du blé sur des sols où poussait du paddy (riz non décortiqué).

On touche à un problème de fond qui alimente d'âpres mais parfois académiques controverses. A quel bénéfice, la « révolution verte » ? Partout, l'on constate que les fermiers connaissent les variétés nouvelles et la manière de s'en servir ; mais ils n'ont pas les moyens financiers de le faire. Ce sont donc les plus favorisés qui ont les capacités d'investir et d'accroître leur profit. Les paysans pauvres bénéficient seulement de quelques retombées (2). Mais les craintes émises, à l'origine, selon lesquelles la « révolution verte » allait tourner au rouge, creuser l'écart entre riches cultivateurs et paysans pauvres ou ouvriers agricoles et aggraver les antagonismes sociaux, étaient sans doute exagérées. Au Bangladesh, par exemple, le phénomène s'est généralisé. Cet Etat possède, maintenant, le revenu par habitant le plus élevé de l'Inde. Il dispose de la main-d'œuvre en provenance de l'Uttar Pradesh et du Rajasthan voisins.

Inversement, on a vu des capitaux « urbains » prendre le chemin des campagnes. Les progrès de l'agriculture ont engendré l'essor de petites industries villageoises, notamment agro-alimentaires : de nombreuses coopératives, d'autre part, assurent les services en amont et en aval de la



ce point, au Pakistan comme au Bangladesh, sur le développement rural intégré. Un effort spectaculaire est aussi entrepris au Bangladesh pour remettre en état quelques-uns des multiples canaux enlisés qui sillonnent le pays, ou pour construire des digues contre les crues. Ces travaux rappellent les opérations du même genre entreprises en Chine. Des centaines de milliers de travailleurs sont mobilisés pour creuser ces canaux et transporter la terre, parfois avec pour seuls outils leurs mains et un charr. Leur rémunération — une ration de céréales — est fournie par le Programme alimentaire mondial.

De tels travaux sont de nature à améliorer la productivité des rizières, d'autant plus nécessaire que le dry farming, culture en zone sèche, n'a pas, semble-t-il, autant d'avenir dans ce pays qu'en Inde ou au Pakistan, où il y a aussi beaucoup plus d'attention aux variétés à haute productivité de maïs, de millet, de sorgho et des légumineuses riches en protéines. La production vivrière du Bangladesh pourra-t-elle nourrir une population qui, à son rythme actuel de croissance, atteindra au minimum 150 millions d'habitants à la fin du siècle ? Un agronome de la région qui a vu plus de dix ans dans ce pays, M. Branner, constate des progrès : « On dit des fermiers qu'ils sont obstinés et conservateurs ; en fait, il sont flexibles et ils savent innover, pour peu que les moyens leur soient donnés. Ils améliorent parfois les variétés de semences. » Le riz IRRI est populaire, et l'hydre 1976-1976, les ont plantés avec enthousiasme du blé sur des sols où poussait du paddy (riz non décortiqué).

production agricole. Une agriculture moderne, de type résolument capitaliste, est florissante. Le travail de la terre dégage des « surplus ». On assiste à la transformation rapide d'une société traditionnelle et à une diminution du taux de croissance démographique.

Les gouvernements d'Asie du Sud ressentent, d'autre part, la nécessité d'accélérer les réformes dites « agraires ». Au Pakistan, M. Bhutto a ramené récemment de 50 à 40 hectares, pour les terres irriguées, et au double pour les terres non irriguées, le plafond des propriétés individuelles (et non pas familiales). Le premier ministre a également annoncé la distribution de 5 000 000 d'hectares de domaines publics. Mais ces mesures furent prises peu de temps avant les élections générales, dans le but évident de gagner la confiance de la paysannerie (3).

Ces dispositions seront-elles appliquées avec moins de lenteur que les précédentes réformes ? « Le gouvernement, nous dit un spécialiste, dépend trop de l'établissement à bourgeois. Il est politiquement impossible de mettre en œuvre des réformes agraires sans briser le tissu social. Et ceci ne peut se faire que très progressivement. » Les propriétaires terriens du sous-continent, qui jouent traditionnellement un rôle essentiel dans la vie économique et politique, se sont toujours montrés hostiles à l'impulsion du revenu agricole. On le produit n'est pas toujours réinvesti dans l'agriculture.

Peu de terres à distribuer

En Inde, les réformes foncières, relevant des prérogatives des gouvernements régionaux, font depuis longtemps l'objet de tentatives législatives. New-Delhi réclame périodiquement qu'elles soient appliquées avec plus de vigueur. Mais il y a, bien moins de terres à distribuer qu'on ne le croit généralement : 4 % seulement des propriétés ont une étendue de 10 hectares ou plus, et 50 % représentent moins d'un hectare. Le plafond légal de la propriété terrienne (familiale et non pas individuelle), qui varie d'un Etat à l'autre, a diminué depuis 1973 : il est de 5 à 6 hectares pour les terres irriguées, et de 5 hectares pour les non irriguées.

Les propriétés sont encore plus petites — moins d'un demi-hectare par famille, en moyenne — et plus morcelées au Bangladesh, et il y a bien trop peu de terres pour une population si importante. Le croît démographique réduit chaque année la superficie des parcelles familiales, et augmente le prix de la terre. Or 40 % de la population active rurale n'en possède pas du tout.

Rien de notable enfin n'est sérieusement entrepris pour atténuer l'exploitation humaine quasi médiévale qui caractérise les rapports de production. Les métayers peuvent d'autant moins préserver leurs droits sur la terre qu'ils travaillent qu'ils ne connaissent pas, et que leurs activités ne sont généralement pas déclarées. Des incidents, parfois meurtriers, les opposent de temps à autre aux propriétaires, généralement absentéistes. Une enquête au Bengale occidental a montré que les ouvriers agricoles ne savaient pas quel était le montant du salaire légal !

Les sept millions de serfs indiens ignorent, indique le *Times of India*, que le gouvernement les a libérés à deux reprises — la dernière en 1975 — du servage, système qui se perpétue à travers l'usage, pratiqué exclusivement parmi les intouchables et autres sous-hommes. Comment ceux-ci peuvent-ils, dès lors, bénéficier de la « révolution », « verte » ou « blanche » ?

Prochain article :

UNE RÉVOLUTION BLANCHE EN INDE ?

L'Espagne facile.

Air France vous rend maintenant l'Espagne encore plus accessible. Grâce à de nouveaux tarifs aller-retour valables dès le 1^{er} avril au départ de Paris.

ALICANTE	725F
BARCELONE	570F
MALAGA	875F
PALMA	630F
SEVILLE	875F

• L'Espagne plus souvent.

Des prix très réduits, donc des voyages plus fréquents, si vous le souhaitez. Tous les mardis, mercredis, jeudis. Vous voyagez sur les lignes régulières d'Air France ou d'Iberia, ce qui vous garantit la fréquence des vols, la régularité des horaires, la qualité du service à bord.

Pour tous renseignements et précisions complémentaires sur l'application de ces tarifs, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France.

AIR FRANCE

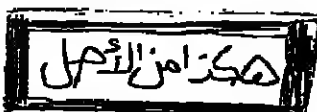
AIR FRANCE LA GARANTIE DES VOLS RÉGULIERS **IBERIA**

• L'Espagne plus longtemps.

Accédez à de nouveaux tarifs correspondant de nouvelles facilités. Pour un séjour d'au moins une semaine et pouvant aller jusqu'à 3 mois, il vous suffit de voyager à 2 personnes minimum (à l'aller comme au retour), 2 enfants de moins de 12 ans comptant pour un adulte.

(1) La production de grains alimentaires — céréales et légumineuses — était élevée, en 1975-1976, à 19 millions de tonnes en Inde, 11 millions de tonnes au Pakistan, et 13 millions de tonnes de riz au Bangladesh. New-Delhi avait importé, la même année, 3 millions de tonnes de blé, mais a décidé de ne procéder à aucun achat de la sorte en 1976-1977. Le Pakistan et le Bangladesh ont importé, en 1975-1976, en grande partie sous la forme de dons, respectivement 1 million de tonnes et 1,5 million de tonnes.

(2) Cf. *Indians Green Revolution*, par Francis French, Princeton. *The Green Revolution in India*, par Sandhu B. Singh, New-Delhi. *The Green Revolution and Rural Labour*, par Farooq C. Azam, New-Delhi. *The Economics of the Green Revolution in Pakistan*, par Mahmood Hasan, Khan, New-Delhi. (3) *Le Monde* date 9-10 janvier 1977.



ASIE

Pakistan

AU TERME D'UN SCRUTIN DONT L'OPPOSITION CONTESTE LA RÉGULARITÉ Le parti de M. Bhutto conserve la majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale

Le Parti du peuple pakistanais (P.P.P.) de M. Bhutto a remporté les élections du lundi 7 mars à une très large majorité. Selon les résultats connus mardi, en fin de matinée, la formation gouvernementale était assurée d'occuper au moins 140 sièges sur les 200 à pourvoir à l'Assemblée nationale. Grâce à cette majorité des deux tiers, le premier ministre pourra, comme par le passé, faire voter les mesures d'exception qu'il jugera nécessaires. Dans l'ancienne Assemblée,

qui comprenait seulement 150 membres, le P.P.P. détenait 108 sièges et bénéficiait du soutien de 8 députés de la Ligue musulmane.

Les dirigeants de l'Alliance nationale pakistanaise — coalition de neuf partis d'opposition — expliquent leur échec par de graves irrégularités dans le déroulement du scrutin. Leur porte-parole a déclaré lundi soir qu'ils avaient été victimes d'un « coup monté » par le pouvoir.

De notre envoyé spécial

Islamabad. — Si elle ne constitue pas une surprise, la victoire du parti gouvernemental au Pakistan est cependant plus large que ne l'espéraient ses dirigeants. Ce succès est dû à la personnalité de M. Bhutto, désormais appelé le « leader du peuple », à l'affaiblissement des méthodes d'intimidation, à un appareil de propagande entièrement au service de la formation gouvernementale, à une politique, enfin, qui, sans être progressiste au sens où on l'entend en Occident, répond dans une certaine mesure aux aspirations populaires.

Certes, la consultation n'aurait pas eu lieu si le Parti du peuple pakistanais (P.P.P.) n'avait pas été sûr de l'emporter. Ses adversaires ayant formé rapidement une union, le premier ministre a dû engager toutes ses forces dans la bataille. Le débat électoral ne s'est jamais élevé, bien haut. L'opposition avait placé au cœur de celui-ci le facteur religieux, la menace d'interpréter l'islam (qui est religion d'état au Pakistan), reléguant ainsi à l'arrière-plan les problèmes plus concrets. Constituée de mouvements islamiques rétrogrades, de droite ou d'extrême droite (à l'exception d'une réurgence du parti national Awami, mouvement régionaliste interdit), l'opposition ne pouvait guère présenter qu'un programme disparate, sans cohérence idéologique, à dominante franchement

réactionnaire. Elle n'offrait pas une alternative réaliste à la politique gouvernementale, malgré la démagogie et l'arbitraire qui caractérisaient parfois celle-ci. Elle n'allait pas non plus de personnalités de la stature de M. Bhutto.

D'autre part, en venant poser le problème du partage des responsabilités entre civils et militaires lors de la sécession, en 1971, de la partie orientale du pays, devenue le Bangladesh, et en votant ainsi une plaie douloureuse, l'opposition a manqué un bon moment. Le rôle de M. Bhutto, qui fut jusqu'à son dernier moment le conseiller de l'ancien chef de l'état, le général Yahya Khan, aujourd'hui en résidence surveillée, n'est sans doute pas éclairci. Le gouvernement a refusé de publier les résultats des travaux de la commission d'enquête créée pour faire toute la lumière sur cette page capitale de l'histoire du pays. Mais il était imprudent d'aborder ce sujet délicat en public.

En dehors des milieux ultra-conservateurs, rigoristes, religieux et régionalistes, les adversaires de M. Bhutto se recrutent dans la bourgeoisie urbaine et rurale, l'une et l'autre rendues inquiètes par le réformisme du régime. A quelques semaines des élections,

le gouvernement avait annoncé à la hâte une réforme agraire visant à la redistribution de terres cultivables au paysans. M. Bhutto avait déjà placé sous contrôle de l'état les principaux secteurs de l'économie, brisé le pouvoir des monopoles industriels et bancaires, nationalisés jusqu'aux moulins à grain.

De telles mesures ne pouvaient que lui aliéner les possédants et soulever des espoirs parmi les paysans et les ouvriers, mais elles sont loin d'avoir porté leurs fruits.

La gauche ne se manifeste guère

M. Bhutto a pu dire naguère qu'il n'y avait pas plus révolutionnaire que lui au Pakistan, et il est vrai que si l'extrême droite y est active, la gauche et l'extrême gauche ne s'y manifestent guère. Les clivages ne s'établissent pas comme dans les démocraties européennes, et le premier ministre parle maintenant de société égalitaire et non plus de socialisme islamique, afin de ne pas dérouter une population dans l'ensemble conservatrice.

Enfin, la politique étrangère, domaine de prédilection du pre-

mier ministre, n'était pas l'enjeu des élections. Ses succès diplomatiques sont reconnus ; sa politique militaire n'est pas contestée. M. Bhutto va pouvoir se consacrer maintenant à l'une de ses grandes ambitions : réunir une conférence des chefs d'état du tiers-monde, puisqu'il n'entend pas à être seulement le leader du peuple pakistanais.

La majorité des Pakistanais, notamment au Pendjab, violent des M. Bhutto le chef de l'unité nationale. Ainsi, tout le monde ne lui tient-il pas rigueur d'avoir réduit au silence le parti national Awami, la principale force politique anticonstitutionnelle au national Awami, la principale dite de la frontière du nord-ouest, l'un et l'autre proches de l'Afghanistan, en s'abstenant d'exprimer un arrêt de la Cour suprême qui a confirmé l'interdiction de ce mouvement prononcée par le gouvernement d'Islamabad en 1974. Le parti gouvernemental n'avait pratiquement jamais eu d'influence dans ces deux régions ; il y a néanmoins conquis le pouvoir ces dernières années en recourant à une politique de force. Il s'y maintient d'autant plus aisément que ses adversaires, notamment au Balouchistan, arguent de la poursuite de la répression, et de la politique de force. Il s'y maintient d'autant plus aisément que ses adversaires, notamment au Balouchistan, arguent de la poursuite de la répression, et de la politique de force.

Les élections provinciales, jeudi, devraient confirmer les résultats de la consultation nationale. G. V.

Allemagne fédérale

● A LA SUITE DE NOUVELLES DÉCLARATIONS du ministre de l'Intérieur, M. Maubacher, sur l'affaire Traube, la coalition CDU-DSU a demandé une réunion de la commission de l'Intérieur. Bundestag. — M. Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate, réclame une « enquête sérieuse ». M. Maubacher, commentant un nouvel article du Spiegel, avait déclaré que la décision de surveiller le savant atomiste avait été prise en septembre 1976, soit plus de trois mois avant l'incident contre la conférence de l'OPEP à Vienne, motif, selon le ministre, de la mesure prise contre M. Traube. — (Corresp.)

Argentine

● DEUX JOURNALISTES ARGENTINS enlevés il y a une semaine par des inconnus armés au siège du magazine satirique *El Nuevo Sur*, ont été relâchés après que celui-ci ait été fermé par le gouvernement afin de « sauvegarder la sécurité nationale du public », ont été libérés, la

A TRAVERS LE MONDE

lundi 7 mars. Les forces de sécurité ont démenti être à l'origine de l'enlèvement des deux hommes, MM. Oscar Chelita et Mario Macías. — (Reuters.)

Birmanie

● M. IENG SARY, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Cambodge, qui se trouvait à Pékin la semaine dernière, est arrivé le lundi 7 mars à Rangoon pour un voyage officiel d'une semaine en Birmanie. — (A.F.P.)

Etats-Unis

● L'AMBASSADE D'U.R.S.S. A WASHINGTON a protesté auprès du gouvernement américain au sujet du traitement infligé à M. Vitali Gan, correspondant de l'agence Tass à Washington. Arrêté le 23 février dernier à son domicile, pour une infraction au code de

la route, affirme Tass, celui-ci avait été conduit au tribunal menottes aux poignets, fouillé, puis placé en cellule jusqu'à l'intervention de son ambassade. Jugent que dans cette affaire la police n'avait pas respecté les engagements d'Helinski, l'ambassade soviétique exige des excuses officielles du gouvernement américain. — (A.F.P., Reuters.)

● LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE a annoncé, vendredi 4 mars, l'octroi d'une ligne de crédit de 7 millions de dollars (35 millions de francs) à Cuba pour financer l'achat de produits agricoles américains. Le crédit permettra l'achat de 57 000 tonnes de céréales fourragères et de 9 000 tonnes de blé. Les remboursements seront échelonnés sur trois ans. — (A.F.P.)

Italie

● LA REVUE « ORDINE PUBBLICO » (Ordre public), desti-

née aux forces de l'ordre, estime que cent quinze groupes subversifs opèrent en Italie. Ils auraient perpétré en cours de cinq dernières années 7 778 attentats ayant entraîné la mort de 71 personnes. Les deux tiers des attentats des cinq dernières années auraient été dirigés contre des personnes de partis (144), des bâtiments publics (397), des usines (397), des relais téléphoniques (110), des trains ou des voies de chemin de fer (58). — (A.F.P.)

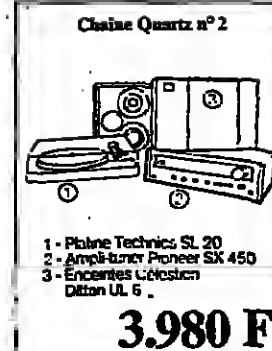
Suisse

● LE GOUVERNEMENT A ANNONCÉ, lundi 7 mars, l'arrestation d'un ressortissant ouest-allemand résident en Suisse et d'un citoyen suisse, soupçonnés d'avoir tenté de vendre à une société étrangère des documents militaires provenant d'un pays voisin. Les deux hommes, qui ont été arrêtés en novembre dernier et sont détenus à Bâle, sont inculpés d'espionnage militaire contre une puissance étrangère. — (Reuters.)

L'ampli-tuner : choisissez la musique, pas les watts inutiles.



Ampli-tuner Pioneer SX 450



Chaine Quartz n° 2

1 - Phono Technics SL 20
2 - Ampli-tuner Pioneer SX 450
3 - Enceintes L'éclat
Détail UL 6

3.980 F

Ne choisissez pas un ampli-tuner trop puissant. Le dossier Quartz-HiFi n° 3 vous explique qu'il vous coûterait inutilement cher : pour connaître la puissance dont vous avez vraiment besoin, remplacez-la par la surface de votre pièce : pour 20 m², un ampli-tuner de 2 x 20 Watts efficaces suffit.

En revanche, soyez exigeant sur la finesse et la qualité du son. Un critère simple : même à fort volume, l'écoute ne doit jamais être fatigante. C'est ainsi que nous avons sélectionné le Pioneer SX 450. Deux autres surprises : une puissance de 2 x 20 Watts (au lieu des 2 x 15 Watts annoncés) et surtout, une musicalité d'une douceur exceptionnelle. Verrez l'écoute avec nous. Et prenez les "Dossiers Quartz-HiFi" que nous avons mis de côté pour vous.

QUARTZ-HIFI
Pour bien réussir votre chaîne.

Neuilly 110, av. Ch. de Gaulle M° Sablon
Paris 31, bd Sébastopol M° Châtelet
Marseille 39, av. J. Cantini (M° Castellane)

TURQUIE 8 jours 1120 F

Scandinavie 141,235 F
Grèce 91,450 F
U.R.S.S. 15,120 F
Turquie 91,120 F
Australie 23,520 F
Inde - Népal 24,520 F
Cochin 24,520 F
Indonésie, Pays de l'Est, Thaïlande, Indes, etc...
Prix comprenant : voyage par avion, séjour en hôtel ou centre de vacances, circuits découverts. Voyages plus spécialement réservés aux 17-94 ans.
Vols à tarifs réduits pour étudiants et jeunes.

payscope international
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02
Veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 77"

nom : _____
adresse : _____
ville : _____ code postal : _____
des prix pour aller plus loin plus longtemps audio 26

Amsterdam pour le week-end 580 F.

Renseignements : République Tours.
61, rue de la Paix 75002 Paris Cedex 11.
Tél. : 355.39.30 ou votre agent de voyages.

Seule SAA relie Paris à Johannesburg sans escale en 747 Super B

Désormais, les nouveaux 747 Super B de South African Airways assurent les seules liaisons sans escale entre Paris et Johannesburg.

Chaque vendredi et chaque dimanche à 20 h 20, vous disposez ainsi, au départ d'Orly-Sud, d'un moyen particulièrement rapide pour vous rendre en Afrique du Sud.

A bord, c'est un chaleureux accueil sud-africain qui vous est réservé, avec les services exclusifs Blue Diamond (première classe) et Gold Medallion (classe économie) : projection de films, musique stéréophonique*, délicieux repas, sélection de grands crus sud-africains. Et n'oubliez pas que SAA vous offre également 15 vols par semaine au

départ des principales villes d'Europe, un réseau intérieur couvrant toute l'Afrique Australe, ainsi qu'un important choix de circuits individuels et de séjours à forfait. Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA. Personne ne connaît l'Afrique du Sud aussi bien que South African Airways.

* Moyennant un léger supplément en classe économie.



South African Airways
Vous êtes chez vous

12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS - TEL. 261.57.57
40 RUE DU PRÉSIDENT - EDHERRIOT 69002 LYON - TEL. 37.83.50

POLITIQUE

La préparation

Les candidatures écologistes peuvent influencer le résultat du scrutin

(Suite de la première page.)

A ce courant qui condamne la civilisation sauvage, le gigantisme industriel et la centralisation se joignent aujourd'hui ceux des simples défenseurs du cadre de vie : des comités de citoyens en colère qui veulent sauver ce qui reste de calme et de verdure dans leur quartier. Dans les grandes villes, les uns et les autres ont fait alliance avec des militants du P.S.U. (comme à Lille, Grenoble

et Lyon) ou avec des « régions-écologistes » (comme à Strasbourg, Rennes et Toulouse). La coalition est compositée, mais le réflexe de départ a partout été le même : refuser l'absence des partis traditionnels, dont aucun n'a fatallement pris en compte les problèmes d'environnement, notamment de participation à la gestion communale pour résoudre ceux-ci « devant chez soi ».

Quel sera le comportement des listes écologistes au second tour ?

La plupart, comme à Paris, ont décidé qu'elles se maintiendront si elles obtiennent 12,5 % de voix des électeurs inscrits (minimum nécessaire pour figurer au second tour). Sinon « les écologistes sont assez nombreux pour se décider eux-mêmes ». Donc, pas de désistement. Quelques exceptions cependant. A Nice, la liste qui se présente dans la circonscription de M. Jacques Médecin se prononcera au second tour pour la gauche. A Lyon, chacun des mouvements écologistes (P.S.U., Amis de la Terre, Mouvement écologique Rhône-Alpes, etc.) reprendra sa liberté au second tour. Il est probable que pour leur part les écologistes ne donneront aucune consigne de vote. A Lille et à Grenoble, par contre, une série de questions aux candidats restant en lice (en particulier à M. Maury et Dubech) puis ils se désisteront — ou ne se désisteront pas — en fonction de réponses.

Et au second tour ?

L'électorat écologique est nouveau, mouvant, incertain, très composite dans ses préférences politiques, et certainement fort peu discipliné. Les consignes n'auront que peu d'effet sur lui. Néanmoins, les douze cents candidatures écologistes impressionnent les formations classiques. M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., a parlé de cette question lundi 7 mars à Radio-Montecarlo (voir page 8). Partout, on s'étonne de la « marée verte », surtout au stade de la réception. Douze cents candidatures, voilà une bien mince cohorte parmi les cinq cent mille Français qui briguent les suffrages du corps électoral. C'est encore plus modeste si l'on songe au demi-million de citoyens groupés autour des cinq ou six mille associations de défense de l'environnement. En revanche, c'est beaucoup pour un mouvement qui n'a aucun passé électoral. On ne souffrait pas d'écologie aux précédentes élections municipales, les candidatures « environnementalistes » se comptent sur les doigts d'une seule main aux législatives de mars 1973. M. René Dumas était seul avec une poignée de bénévoles en 1974, et les candidats « verts » étaient moins d'une vingtaine lors des cantonales de 1976. Cependant, un avertisse-

ment avait été donné qui était passé inaperçu : à Châtigny-Mabry (Vosges), lors d'une élection municipale partielle, il y a un an, la liste présentée par une association recueillait plus de 20 % des voix.

Douze cents candidatures, c'est encore une étonnante performance pour un mouvement qui ne possède ni corps de doctrine, ni leader, ni structure, ni moyens financiers, qui ne tient pas de congrès, qui ne lance aucun mot d'ordre. Les douze cents candidats se sont « auto-décidés » : une génération spontanée qui est la caractéristique même du courant écologique.

On remarquera toutefois que ce courant est particulièrement fort dans les grandes villes. Les concentrations urbaines où les milieux sont les plus favorables aux écologistes sont les plus touchées par la « marée verte » : Paris et l'Ile-de-France, puis les périphériques : Alsace, Rhône-Alpes, Côte d'Azur, Langue doc, Bretagne, Nord. Le centre de l'Hexagone ne bouge pas.

On peut noter aussi que les grandes fédérations de sauvegarde de l'environnement qui couvrent la Côte d'Azur, le Sud-Ouest, la Bretagne, le Nord, ne se

sont pas engagées dans la bataille électorale. Sans à Paris, les notables du mouvement environnementaliste, les universitaires, les scientifiques, sont demeurés cois. Pour un Philippe Saint-Martin submergé sur les listes d'Oratoire ou un Henri Faltre-Luce, conseiller écologique dans le dix-huitième arrondissement, que de « caducques » de l'environnement brillant par leur absence !

D'ores et déjà, en dressant le premier bilan de l'opération « candidatures », le mouvement écologique se félicite de la formidable publicité dont ses idées ont bénéficié. Mais il craint que certains militants ne se laissent

séduire par les délices de l'électorat, du vedettariat ou, plus de la participation au pouvoir. Il redoute aussi que dans la surenchère verte à laquelle se livrent les partis le véritable projet des écologistes soit oublié. A moins que, tout le monde se piquant de résoudre les problèmes du cadre de vie, n'apparaissent enfin les vraies questions : celles qui concernent le type de croissance, le pillage du tiers-monde, en somme de la société industrielle elle-même. « Quelle que soit le résultat de ces élections, conclut un militant, rien désormais ne sera plus comme avant. »

MARC AMERSON-RENDU.

LES CERTITUDES DE BRICE LALONDE

Il a le visage et la silhouette d'un adolescent, mais, déjà, le visage d'un homme qui a dix ans de combat derrière lui. Brice Lalonde, c'est le petit frère et le « grand copain » de tous les écologistes. En costume de velours ou en veste de cuir, il sillonne Paris sur son vélo motorisé, pas besoin, mais toujours présent, l'œil vigilant.

Brice Lalonde est un Parisien presque pur sang. Né à Neuilly, il y a trente et un ans, il a fait Louis-le-Grand et la Sorbonne, où il a décroché une licence en lettres classiques entre deux cours d'archéologie préhistorique et de sociologie. Il vit dans un petit appartement-capharnaüm du 7^e arrondissement, devenu le quartier général des amis de la Terre.

Brice Lalonde est surtout un militant. Bien sûr, il gagne sa vie comme correcteur, dessinateur et journaliste au *Sauvage* (trimestriel écologique du groupe du Nouvel Observateur), mais on l'a vu partout où il se passait quelque chose d'insolite. En mai 1968, à la Sorbonne, par exemple : « J'y ai appris, raconte-t-il, qu'il ne faut jamais attendre quelque chose. Sinon, on ne fait rien. »

Depuis 1971, il est membre des Amis de la Terre, mouve-

ment écologique qui a des sections dans une douzaine de pays. On y mène une réflexion permanente mais approfondie sur la société écologique. Pendant six ans, il a appartenu au P.S.U., dont il a été exclu en novembre 1976 lorsqu'il s'est présenté à l'élection législative partielle du 5^e arrondissement. En 1973, il était avec le général de Gaulle dans le Pacifique pour protester contre les essais nucléaires français. Et, en 1974, il embarquait sur le bateau-mouche électoral de René Dumont.

Demain ? « Il ne faut pas se gonfler la tête, mais je me vois très bien conseiller de Paris. Ce que nous proposons : protéger la vie, travailler autrement, consommer moins, aider le tiers-monde, être autonome... ça peut commencer tout de suite, au ras du pavé. »

Ce qu'il déteste : les technocrates. Ce qu'il aime : rouler à bicyclette, faire la cuisine, dessiner sur son affiche électorale la Paris dont il rêve. Devient-il une vedette ? « L'écologie, c'est d'abord l'autonomie. Nous n'avons pas besoin de leaders, mais je comprends que les gens veulent savoir à présent, qui nous sommes. » Pour lui, c'est le rançon du succès. Un succès qui ne l'étonne pas puisqu'il y a toujours cru. — M. A. Ru.

Les « verts » en campagne

« Des volontaires pour Mout-

lard dimanche matin ? »

Quelques mains se lèvent. « Frédérique, Emmanuelle, Pierre, Mout et Sylvain. Ce va, Emmanuelle, tu vas chercher les canotiers rue Calvin, les chiens sont chez l'écopier du coin, les tracts et les affiches à l'intérieur. Vous vous débrouillez. »

Le système D, l'improvisation et le sourire sont les trois ressorts de la campagne des candidats de Paris-Ecologie. L'autre soir, à la « permanence » du cinquième arrondissement, le local : un atelier pour enfants qu'un sympathisant met à la disposition des militants pour une paire d'heures chaque semaine. Ce sont le père à modeler. Deux lapins mûrissent des carottes dans un coin. On est assis en rond sur des bancs trop petits et l'on distribue le travail pour la semaine : « chaude ». Ils sont une quarantaine, dont une bonne moitié de filles. Des moins de trente ans pour la plupart et quelques « plus de cinquante ». Les candidats : Brice, Geneviève, Chantal et Vincent — sont assés parmi les autres et prennent leur part de boulot. On ne connaît que les prénoms. Pas d'état-major, pas de leader, pas de vedettariat.

La jeune personne qui joue les secrétaires de séance, ex-militante U.D.R., est à peu près la seule qui ait l'expérience d'une campagne électorale. Cette fois, c'est simple : la répartition des tâches tient sur quelques pages d'un cahier d'écolier. Les écologistes n'ont pas d'argent, pas d'organisation, pas de service d'ordre, pas de couleurs d'affiches. Et ils n'en veulent pas.

Ici pas de nuit blanches pour couvrir de ses placards les portails géants des autres candidats. On distribue un journal dans les boîtes aux lettres, on « fait » les marchés et quelques préaux d'école. Sans forces...

Quant à l'affiche-programme — un dessin minutieux représentant un quartier de Paris livré à ses habitants, à la verdure et à la fantaisie — on ne le donne pas : on a le culte de le vendre. Pour payer l'impression du journal et des tracts. Une campagne autofinancée...

« Il faudrait encore trente-six volontaires pour représenter Paris-Ecologie dans les bureaux de vote de l'arrondissement. C'est dur mais indispensable... »

Assise en tailleur à même le carrelage, une juriste confirme la triste nouvelle en lisant à haute voix des passages d'un gros livre rouge : le code électoral. Une dame qui semble « en avoir vu d'autres » explique comment déjouer les truccages et les magouilles lors de l'ouverture des urnes. Les écologistes font leur éducation civique.

Samedi après-midi, rue des Boulonniers, près des arènes de Lutèce. Les écologistes n'ont pas de fric, mais ils ont des idées. Assez chouettes. Cet après-midi, ils font la fête, comme ça, dans la rue. Les riverains ont accueilli d'ouvrir leurs appartements, leurs jardins, leurs boutiques. Un atelier de tirage de plans montre ses machines et offre à boire. Les cafés et les restaurants servent gracieusement les enfants. Des farandoles s'enroulent autour de musiciens ambulants qui jouent pour le plaisir. Un dessinateur crayonne à tour de bras et distribue ses croquis. Ici, on projette un film sur le quartier. Ce sont les communistes du coin qui l'ont prêté. Plus loin, dans une salle de gymnastique, un « clown étonique » fait le pitre, gratouille. Et la campagne électorale dans tout ça ? Brice Lalonde, l'un des candidats de l'arrondissement, s'adresse au soleil dans l'angle d'un jardin et répond aux questions : « Changer la vie à Paris tout de suite ? Mais c'est possible. Regardez autour de vous, il suffit d'arrêter les voitures, d'ouvrir sa porte, et c'est le 19^e au village. »

Dimanche matin, au marché Mouffetard. Macarons à la bonté, les chiquettes sont venues en force. Les distributeurs de tracts du P.S.U., les vendeurs de l'Humanité, les jobatistes aux-étoiles se tiennent à l'écart. Sous les écologistes sont restés au beau milieu de la place Saint-Médard, entre le maraîcher et le poissonnier. Une petite dame aux cheveux gris et deux jeunes filles brandissent leur affiche-bande dessinée : « Quand vous voudrez... » Un monsieur, les mains pleines de tracts multicolores, s'arrête, coute un regard vers les chiquettes, et dit à mi-voix : « Moi, je voterai pour vous. Pour qu'on remplace ces parcomètres, là-bas, par des meronniers. Et aussi pour empêcher tous les paris. »

Puis il s'en va, une affiche sous le bras, s'efforçant entre les militants musclés, avec l'air rigoler d'un gamin qui aurait fait une farce... M. A. R.

LES AMBITIONS DE M. MOTARD

Dans le reportage sur Angoulême (le Monde du 1^{er} mars) nous écrivions que M. Angel Motard, maire socialiste de La Couronne, avait été élu président de la commission départementale du conseil général sous l'appui de la majorité. M. Motard nous écrit pour préciser qu'il n'est pas président, mais secrétaire de cette commission.

Il ajoute :

J'ai posé ma candidature après

accord de tous les membres de l'union de la gauche, et j'ai été élu à l'unanimité, c'est pour ces raisons tout autres que politiques : un membre des radicaux de gauche siège d'ailleurs avec moi à cette commission.

Quant à l'affirmation selon laquelle j'aurais l'appui de M. Béthoré pour conquérir éventuellement la circonscription d'Angoulême, aide motivée par des amis maçonneries, elle relève de la plus haute fantaisie. Je ne suis pas franc-maçon et j'ai aucun lien particulier avec les instances maçonniques. J'ai au cours de la campagne des législatives de 1973 combattu, en ma qualité de suppléant du candidat socialiste, la candidature de M. Béthoré et je la combattrai encore si l'occasion m'en est donnée.

Sans doute le journaliste a-t-il voulu lancer un ballon d'essai et m'amener à une prise de position que beaucoup attendent, soit pour la soutenir, soit pour la combattre.

A chaque élection suffit sa peine, et pour l'instant il s'agit des municipales. « En ce qui concerne les ambitions législatives de M. Motard, nous nous plaçons dans l'hypothèse d'un retrait au départ actuel, et écrivions simplement : « La mairie de La Couronne ne désemplirait manifestement pas que M. Béthoré l'aide éventuellement à conquérir la circonscription, d'autant qu'il en a déjà obtenu une en 1973. »

* *Traffic*, 50, rue Pierre-Charbon, 75006 Paris.

PRESSE

« Le quotidien « Sud-Ouest », édité à Bordeaux, n'a pas paru mardi 8 mars en raison d'un ordre de grève lancé lundi soir par les ouvriers du Livre. Ce mouvement ferait suite à un différend relatif à une page de publicité dont la composition aurait été réalisée à l'extérieur du journal. »

« L'Association des journalistes de l'information sociale (A.I.S.), dans un communiqué publié le 7 mars, réclame « une réforme de la législation sur la diffamation qui tienne respectant la protection de la vie privée des personnes, puisse réduire les obstacles à l'information que rencontrent les journalistes de l'écologie croisée, comme la nouvelle loi montre le compte rendu d'une conférence de presse de la C.G.T. à propos du travail ». D'autre part, l'A.I.S., qui vient de tenir son assemblée générale annuelle, a procédé à la désignation de son nouveau bureau. Président : Jean-Pierre Dumont (le Monde); secrétaire général : Michèle Hour (A.F.P.); secrétaire général adjoint : Gilles Brinon (Radio-Montecarlo); trésorier : Roger Dauphin (le Monde du travail); trésorier adjoint : Luc Quénec (le Monde du travail); membres : Philippe Gallard (Ouest-France) et Benoît Granger (L'Humanité).

« Le « Times » de Londres n'a pas paru mardi 8 mars pour le quatrième jour consécutif en raison d'une grève « sauvage ».

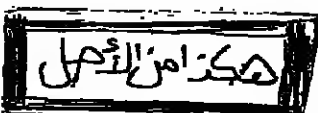
Hausmann/Nation/Parly 2
Vélizy 2/Créteil/Noisy-Galade

Printemps

Marinière
toile coton.
Le 8 ans
69 F

Pantalon
toile coton.
Le 8 ans
49 F

LE TEMPS DES JEUNES JUSQU'AU 17 MARS.



des élections municipales

La jeunesse absente

(Suite de la première page.)

Stimuler de cet incivisme, comme le faisait récemment M. Michel Droit dans une chronique radiophonique, ne conduit pas très loin. Il est peut-être moralement « scandaleux » aux yeux d'un patriote dévoué que les jeunes Français insistent en tête de leurs préoccupations l'abrogation du service militaire. Il n'en reste pas moins que ce signe, ajouté à quelques autres, invite à d'autres sortes d'interrogations. Quelques semaines passées au-delà des frontières, un certain nombre de conversations menées de Rome à Madrid et de Lisbonne à Amsterdam vous mettront en quelque sorte le regard et remettent en « perspective » quelques-uns des problèmes hexagonaux. Comme la vue aérienne aide parfois l'archéologue à découvrir l'enceinte gallo-romaine invisible au ras du sol, un peu de distance autorisée peut-être à jeter sur la France des municipales un oeil surpris. Vu de l'étranger, l'hexagone existait par les élections offre un curieux spectacle.

Première surprise, huit années après le « mai parisien », le même prétexte que naguère paraît s'être ouvert entre la politique et la vie, les mots et les choses. Entre la France des « grands » qui argumentent sur les affiches et celle de chair et de sang qui s'interroge quotidiennement à l'école, l'usine ou le bureau il doit bien y avoir plusieurs années-lumière. Des petites annonces de *Libération* au graffiti du métro en passant par les centaines de journaux « marginaux » qui se sont récemment multipliés en province, toute une vie en marge, toute une pépinière de dévotion pourrissant, que nul parti ne prend plus vraiment en compte. Dans les universités que l'on dit un peu vite séniles, les lycées plus imprévisibles qu'on ne le croit, quantité de « revendications » persistent que ne satisfait évidemment aucun discours électoral. La parole, au contraire, paraît du nouveau consignée par les insti-

tutions adultes de la politique politicienne. Et la jeunesse, au sens strict du terme, de nouveau « dépolitisée ». Ce qui vient de se passer à l'université de Rome, ce qui se passe depuis quelques semaines au sein des comités de citoyens d'Allemagne fédérale devrait inciter à se méfier de cette pseudo-dépolitisation qui n'est jamais que le refus d'une certaine politique.

Vient-on faire croire à un Français de vingt ans que toutes ses angoisses devant la vie urbaine et industrielle qui l'attend ont un rapport direct avec le nombre et les modalités de quelques nationalisations de grandes entreprises ? Peut-on mobiliser les étudiants très longtemps sur des exégèses concurrentes d'un ou deux articles « à la hâte » de la Constitution ? Vient-on convaincre cette génération que toutes les questions posées jadis par le « soulèvement de la vie » se ramènent désormais exclusivement à un pourcentage plus ou moins grand de chômeurs ou aux variations mensuelles de l'indice des prix ?

En fait, le contenu de cette campagne électorale française illustre de façon un peu caricaturale un phénomène qui n'est pas propre à la France. La crise économique et le sentiment diffus d'une prospérité menacée aboutissent à une régression indéniable de la réflexion politique. Comme si toutes les questions « qualitatives » d'avant-hier étaient redevenues incongrues, indécentes même au regard de préoccupations « quantitatives », « sérieuses » désormais sérieuses. La qualité de la vie pèse-t-elle très lourd dans la vie que n'est plus tout à fait assurée en Occident la simple maintenance du niveau de vie ? Le sens du travail salarié et l'aménagement du temps ne paraissent-ils pas futiles devant un million de « cent mille chômeurs » ? Quant aux remises en question de l'école, de la famille, de l'entreprise, de la ville, les voilà ramenées au rang des songes littéraires mieux utilisables par les éditeurs de la rive

gauche que par les états-majors de la rive droite. Tel est en tout cas le discours implicite qui paraît tenir depuis des semaines à la jeunesse l'ensemble de la classe politique française, furieuse d'être dérangée dans ses « jeux » par la fortune électorale soudaine des écologistes.

Vu d'un lycée ou d'une faculté, pourtant, c'est la politique officielle qui semble avoir retrouvé une petite allure d'ITP République, un « vaguement » « rad-son » qu'après tout il n'est pas scandaleux de trouver anachronique. Les succès imprévus des listes écologistes, alors même que l'on croyait la « peur écologique » déjà passée de mode, ont peut-être suscité une protestation devant cette évacuation trop commode — au nom de la crise — des problèmes dits de société. Le débat nucléaire, en France comme en Allemagne, a été précipitamment interrompu par le « pour du manque » (d'énergie) sans être conduit à son terme. Les reproches adressés sur ce point à la gauche française sont révélateurs d'un sentiment de « lâchage », voire de trahison. La revendication féministe, pour citer un autre exemple qui menace l'ordre moral et la famille, embarrasse maintenant tous les partis, aussi peu soucieux les uns que les autres de polémiquer vraiment en ce domaine. Or ce n'est sûrement pas par hasard si ces deux questions sont précisément au centre de mouvements bizarres, qui, en Italie et en Allemagne, viennent de se révéler capables de précipiter des milliers de jeunes dans la rue. Des jeunes « dépolitisés », que les groupuscules d'extrême gauche eux-mêmes désapprouvent depuis longtemps de mobiliser.

« Nous sommes dérangés la mode de la politique sérieuse », s'écriaient-ils y a quelques jours les « Indiens métropolitains » de l'université de Rome. Il n'y a peut-être pas que de la loufoquerie provocante dans cette protestation de fol. Accusés de ne pas être « sérieux » par les partis officiels, les jeunes de Rome, de Paris, de Toulouse, de Bordeaux, ont droit de retourner l'accusation. Entre l'avenir de la coalition socialiste-libérale en Allemagne ou la composition du futur Conseil de Paris et le choix quasi clandestin du « tout nucléaire » pour l'Europe, quel est donc le problème le plus « sérieux » ?

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

Vingt et un ans, socialiste et ambitieux

De notre correspondant

Marseille. — A vingt et un ans, Patrick Mennucci — avec deux « n » — est un jeune homme qui a déjà fait parler de lui. Il est élu conseiller municipal à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), quinze mille habitants, ville nouvelle née du séisme de Fos. Une liste conduite par Mme Maguy Monnier, secrétaire fédérale du parti socialiste. Mais son jeune âge, Patrick Mennucci a déjà derrière lui six années de militantisme. Six années qui, de l'apprentissage du pinceau à celui du poste d'assistant parlementaire des sénateurs des Bouches-du-Rhône qu'il occupe aujourd'hui, l'ont conduit, à dix-neuf ans, au poste de premier secrétaire fédéral du Mouvement des jeunes socialistes des Bouches-du-Rhône. Une multitude d'activités — qu'il mène de front avec des études de sciences politiques à Aix.

« Pour moi, avoue Patrick Mennucci, fils d'un artisan taxi, tout a commencé, comme pour d'autres, en 1968. Moins comme une prise de conscience politique — j'avais quinze ans — que comme un chatouillement de potiche. Mais si je ne prenais pas encore la politique au sérieux, d'autres l'ont fait pour moi. J'ai été exclu du lycée Thiers à Marseille pour avoir distribué des tracts en classe ! Un an après, à quinze ans, j'ai adhéré à la section section socialiste de Marseille. Je suivais Antoine (le sénateur Antoine Andrieux, dont Patrick Mennucci est le fils). C'est durant cette campagne que j'ai commencé à me passionner pour la politique. »

Pinceau au poing

Durant cinq ans, comme « militant de base », le jeune homme a fait ses classes. « Une expérience irremplaçable, avoue-t-il. J'ai appris qu'un élu n'est pas « au-dessus » de ses électeurs. Il doit garder le contact. Mes fonctions de secrétaire parlementaire, qui me permettaient de « tourner » dans les comités du département, me sont également précieuses pour mener notre campagne à Vitrolles. C'est bien d'aller sur le terrain. Avec Maguy, nous visitons cent à cent cinquante personnes par jour. On se fait connaître, on grappe les échos, on établit le contact. Ça, je l'ai appris en suivant les campagnes des élus locaux. Je suis socialiste. Mais pour les jeunes

de ma génération, Jaurès c'est de l'histoire, de France. Léon Blum, de l'histoire contemporaine. J'ai besoin d'exemples vivants, concrets. »

Pas de propos contestataires chez ce militant exemplaire auquel le qualificatif d'« épaté » ne doit pas paraître blessant. Il s'y plaît, dans son parti : « J'y ai trouvé amitié et camaraderie militante. »

Pour mieux se consacrer à sa première campagne personnelle, Patrick Mennucci s'est mis en disponibilité complète : « Sciences-Po, si je ne l'ai pas en juin, je l'aurai en septembre. Profitant de l'expérience acquise sur le terrain, en 1975, à Châteaufort, lorsque, membre d'un groupe de militants envoyés par le maire de Marseille, il vint, « pinceau au poing », donner un coup de main à Mme Edith Cresson dans son assaut contre M. Pierre Abelin, il veut mener une campagne « dépoussiérée » à Vitrolles. Finies les tournées de pinceau au fond des cafés entremêlés. C'est à bord d'un autobus à impériale, loué pour la circonstance, que sera diffusée la bonne parole, et par des moyens audiovisuels.

« Notre liste « bolle » à la répartition socio-professionnelle de cette ville jeune. Sa moyenne d'âge est de trente-trois ans, explique Patrick Mennucci. Nous avons la chance de pouvoir créer la ville où notre génération va vivre. Il ne faut pas la laisser passer. »

Patrick Mennucci a-t-il l'ambition, comme ses modèles, de devenir un « professionnel » de la politique ? Sa réponse est... négative. « Je pense, honnêtement, avoir l'toffe d'un homme politique. Mais ce n'est pas un métier. Mon ambition première est de réussir ma vie. D'être heureux. Si possible dans la perspective d'une victoire de la gauche. Si, vouloir être élu, c'est faire preuve d'ambition, alors je suis ambitieux. Un élu qui prétendrait ne pas l'être serait un menteur à mes yeux. Et la politique, c'est la moitié de ma vie. »

Et si la victoire ne sourit pas du premier coup ? Il a cette réponse spontanée, surprenante : « Si je ne suis pas élu, je pleurerai. J'en suis sûr... » Il se reprend bien vite : « Mais je continuerai, pour dans six ans... »

JEAN CONTRUCCI.

SUR EUROPE 1 ET R.T.L.

Studio vole, studio roule...

Départ d'Orly-Sud à 17 heures. Une heure vingt minutes plus tard, la Caravelle spéciale d'Europe 1, louée par l'intermédiaire de Voyage Conseil (agence de voyages du Crédit agricole), se pose sur le piste d'Hyères. Après un virage au-dessus de la mer, on atterrit à l'aéroport de Toulon, très jolie construction accolée au pays, en harmonie, bien plantée en rase campagne. Dans le hall carrelé, ces messieurs et dames offrent aux passagers le verre de la bienvenue. Le temps que soit installé, dans la Caravelle, le studio volant.

Les choses se sont passées ainsi dans chacune des villes où, depuis le 9 février, environ quatre fois par semaine, Europe 1 a débarqué pour les aéroports de province sont tous gérés par les chambres de commerce. Il était prévu de visiter douze villes. Façon de parler.

En effet, vingt-cinq minutes après l'arrivée, les passagers sont priés de réintégrer l'avion. Les fils sont branchés. La technique est prête. La Caravelle se remplit donc à nouveau, complètement cette fois, puisque les « personnalités » de Toulon sont là, et surtout parce que le presse local est venu, invité par la presse locale, nationale peut-être. Gérard Carreyrou explique : « Nous avons dans l'ensemble visité plutôt des villes du nord et de l'est : Toulon, municipalité la plus lointaine, était un cas exceptionnel, choqué pour l'intérêt du débat électoral, il y a là une situation politique « amusante ».

« Pourquoi se déplacer jusqu'à eux au lieu de faire venir les candidats à Paris ? D'abord, ils sont très pris. Deuxième raison : en attendant, nous créons un événement réel. Tous les journalistes locaux sont pré-

sentés à la Caravelle. Les techniciens réaménagent leurs valises de fer, le studio disparaît. Sur les marches roses de l'aéroport, les adjoints au maire prennent le train... et l'après-midi. Ses amis félicitent Mme Demarçh. Elle a été très bien.

Une demi-heure plus tard, la Caravelle décolle. Un passager est resté à terre : M. Sylvain Floirat est parti en week-end (Saint-Tropez n'est pas loin). Dîner somptueux. On rappelle la tête du 21 février, quand, au retour de Brest, on a été l'universitaire de Gérard Carreyrou, à 3 000 mètres d'altitude.

Un détail : à Toulon, on ne reçoit pas Europe 1. Les habitants de la ville n'auront pas entendu le débat. Ils en recevront des échos par la presse locale, nationale peut-être. Gérard Carreyrou explique : « Nous avons dans l'ensemble visité plutôt des villes du nord et de l'est : Toulon, municipalité la plus lointaine, était un cas exceptionnel, choqué pour l'intérêt du débat électoral, il y a là une situation politique « amusante ».

« Pourquoi se déplacer jusqu'à eux au lieu de faire venir les candidats à Paris ? D'abord, ils sont très pris. Deuxième raison : en attendant, nous créons un événement réel. Tous les journalistes locaux sont pré-

sentés à la Caravelle. Les techniciens réaménagent leurs valises de fer, le studio disparaît. Sur les marches roses de l'aéroport, les adjoints au maire prennent le train... et l'après-midi. Ses amis félicitent Mme Demarçh. Elle a été très bien.

Une demi-heure plus tard, la Caravelle décolle. Un passager est resté à terre : M. Sylvain Floirat est parti en week-end (Saint-Tropez n'est pas loin). Dîner somptueux. On rappelle la tête du 21 février, quand, au retour de Brest, on a été l'universitaire de Gérard Carreyrou, à 3 000 mètres d'altitude.

Un détail : à Toulon, on ne reçoit pas Europe 1. Les habitants de la ville n'auront pas entendu le débat. Ils en recevront des échos par la presse locale, nationale peut-être. Gérard Carreyrou explique : « Nous avons dans l'ensemble visité plutôt des villes du nord et de l'est : Toulon, municipalité la plus lointaine, était un cas exceptionnel, choqué pour l'intérêt du débat électoral, il y a là une situation politique « amusante ».

« Pourquoi se déplacer jusqu'à eux au lieu de faire venir les candidats à Paris ? D'abord, ils sont très pris. Deuxième raison : en attendant, nous créons un événement réel. Tous les journalistes locaux sont pré-

PAS DE DISPUTE

Interruption publicitaire. La pause dure le temps de deux ou trois « spots ». On reprend. Il n'y a pas eu de dispute.

19 h 45. Les auditeurs s'extirpent par l'arrière. Les techniciens réaménagent leurs valises de fer, le studio disparaît. Sur les marches roses de l'aéroport, les adjoints au maire prennent le train... et l'après-midi. Ses amis félicitent Mme Demarçh. Elle a été très bien.

Une demi-heure plus tard, la Caravelle décolle. Un passager est resté à terre : M. Sylvain Floirat est parti en week-end (Saint-Tropez n'est pas loin). Dîner somptueux. On rappelle la tête du 21 février, quand, au retour de Brest, on a été l'universitaire de Gérard Carreyrou, à 3 000 mètres d'altitude.

Un détail : à Toulon, on ne reçoit pas Europe 1. Les habitants de la ville n'auront pas entendu le débat. Ils en recevront des échos par la presse locale, nationale peut-être. Gérard Carreyrou explique : « Nous avons dans l'ensemble visité plutôt des villes du nord et de l'est : Toulon, municipalité la plus lointaine, était un cas exceptionnel, choqué pour l'intérêt du débat électoral, il y a là une situation politique « amusante ».

« Pourquoi se déplacer jusqu'à eux au lieu de faire venir les candidats à Paris ? D'abord, ils sont très pris. Deuxième raison : en attendant, nous créons un événement réel. Tous les journalistes locaux sont pré-

Interruption publicitaire. La pause dure le temps de deux ou trois « spots ». On reprend. Il n'y a pas eu de dispute.

19 h 45. Les auditeurs s'extirpent par l'arrière. Les techniciens réaménagent leurs valises de fer, le studio disparaît. Sur les marches roses de l'aéroport, les adjoints au maire prennent le train... et l'après-midi. Ses amis félicitent Mme Demarçh. Elle a été très bien.

Une demi-heure plus tard, la Caravelle décolle. Un passager est resté à terre : M. Sylvain Floirat est parti en week-end (Saint-Tropez n'est pas loin). Dîner somptueux. On rappelle la tête du 21 février, quand, au retour de Brest, on a été l'universitaire de Gérard Carreyrou, à 3 000 mètres d'altitude.

Un détail : à Toulon, on ne reçoit pas Europe 1. Les habitants de la ville n'auront pas entendu le débat. Ils en recevront des échos par la presse locale, nationale peut-être. Gérard Carreyrou explique : « Nous avons dans l'ensemble visité plutôt des villes du nord et de l'est : Toulon, municipalité la plus lointaine, était un cas exceptionnel, choqué pour l'intérêt du débat électoral, il y a là une situation politique « amusante ».

« Pourquoi se déplacer jusqu'à eux au lieu de faire venir les candidats à Paris ? D'abord, ils sont très pris. Deuxième raison : en attendant, nous créons un événement réel. Tous les journalistes locaux sont pré-

Hausmann/Nation/Parly 2
Vélizy 2/Créteil/Italie-Golconde

Printemps

Robe
100% coton,
manches kimono,
taille coulissée.
Le 8 ans
79 F

LE TEMPS DES JEUNES JUSQU'AU 17 MARS.

élections municipales
du 13 mars -
l'action royaliste

POLITIQUE

Tribune du 13 mars Pour une stratégie socialiste démocrate

par ERIC HINTERMANN (*)

LES socialistes démocrates abordent les élections municipales dans la perspective d'une troisième force située entre, d'une part, le parti communiste et ses proches alliés et, d'autre part, la droite. Ils refusent d'être, comme le parti de François Mitterrand, enfermés dans une alliance avec le P.C. Les élections municipales permettent à la Fédération des socialistes démocrates d'orienter à gauche la gestion d'un certain nombre de nos cités et d'empêcher l'arrivée de conseillers communistes dans les mairies.

Les socialistes démocrates ont dû tenir compte de situations locales très variées d'une ville à l'autre. C'est ainsi qu'ils se présentent sur des listes à dominante socialiste démocrate, par exemple, à Montluçon, Perpignan ou Amboise-les-Gonnesse, dans le Val-d'Oise, La Chapelle-Saint-Luc (Aube). Cette solution n'est malheureusement pas possible partout. Parfois, ils conduisent des équipes élargies, comme à Tulle ou à Saint-Malo.

Dans d'autres villes, les socialistes démocrates participent à des listes de coalition avec des démocrates d'orientation sociale, par exemple, à Nantes, Nice, Grasse, Roubaix, Sarcelles, Saint-Etienne, Le Mans, Besenval, Epemey, Poitiers, Pontolise, etc. Ils y affirment leur personnalité socialiste. Ces alliances ont un caractère municipal. Elles n'impliquent pas l'adhésion à la majorité gouvernementale, même lorsqu'elle est conduite par des hommes qui en font partie.

Ailleurs les socialistes démocrates soutiennent des listes socialistes homogènes menées par des amis du P.S. qui ont réagi à l'obligation d'alliance avec le parti communiste. Enfin, dans les villes de moins de 30 000 habitants où les socialistes démocrates ne présentent pas de candidats et où la loi électorale permet le parachutage, ils appellent les citoyens à écarter, d'une part les communistes, d'autre part les candidats liés à la défense de privilèges ou d'intérêts privés. Les socialistes démocrates recommandent de voter pour les candidats républicains et socialistes qui ensemble constitueront des équipes municipales de troisième force.

Cette troisième voie apparaît dans l'électorat de la majorité et de l'opposition.

Elle est perceptible du côté socialiste où des hommes qui comptent ont refusé l'alliance avec le parti communiste : Arthur Nohbart, président de la communauté urbaine de Lille, André Delafin, député du Pas-de-Calais et maire de Lens, Félix Cicochil, sénateur des Bouches-du-Rhône, maire d'Als. Le cas Gaston Defferre, à Marseille, est particulier dans la mesure où il a annoncé son intention de gérer la deuxième ville de France avec le parti communiste après les élections.

Il aura, d'ici là, habilement réduit la représentation communiste à la portion congrue. Si des maires socialistes, et non des moindres, ont refusé de faire des listes d'union de la gauche, c'est parce qu'ils sont conscients de l'hostilité d'une partie de leur électorat à l'égard du parti communiste. Le fait important est là : de nombreux Français souhaitent un socialisme démocratique sans lien avec le parti communiste. Notre démarche est fondée sur cette constatation.

Notre thèse est, pour être précise, difficile à réaliser, en raison de la loi électorale qui impose la bipolarisation aux élections législatives. C'est pourquoi, nous préconisons la proportionnelle et avons présenté cette revendication au président de la République. Dans le système actuel, il n'est pas commode d'être à la fois en dehors de l'alliance socialiste-communiste et de la majorité gouvernementale, même si des millions de Français sont entre les deux. Notre choix audacieux consiste à rester nous-mêmes. C'est en demeurant socialistes que nous pourrions proposer aux Français la troisième voie socialiste démocrate.

Les socialistes démocrates font aux élections législatives sur la base d'un programme différent du programme commun et de celui du gouvernement actuel. Ils proposeront une politique de développement industriel et agricole de la France qui sera plus ambitieuse pour notre pays que celle du gouvernement, ainsi qu'un véritable plan de lutte contre les injustices sociales. Cet effort nous épargnera l'effondrement qui résulterait du programme commun.

Malgré la difficulté, il faut permettre aux Français d'exprimer un choix différent du programme commun et du libéralisme. Dans une certaine mesure, les élections municipales peuvent déjà dessiner cette troisième voie à laquelle nous voulons donner une direction socialiste démocrate.

(*) Secrétaire général de la Fédération des socialistes démocrates.

Avec Jaltour, découvrez le Japon des Japonais.



Et si vous connaissez déjà le Japon, portez ou Népal, à Boli, à Hong-Kong, aux Philippines, en Corée, à Formose, en Inde, en Thaïlande, à Malaisie, en Indonésie.

Jaltour vous a préparé plusieurs séjours mémorables sur tout l'Extrême-Orient. Et à des prix particulièrement intéressants : Bangkok à partir de 3 100 francs, Hong-Kong à partir de

4 520 francs et le Japon à partir de 5 270 francs. Pour en savoir plus sur tous ces séjours, rendez-vous à votre agent de voyages ou retournez ce bon à Jaltour.

75, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.
Nom : _____
Adresse : _____
Tél. : _____



Succombez aux charmes de "Mademoiselle"

Régalez-vous en un clin d'œil dans les quartiers de la capitale : 3 stations desservent 3 lignes de métro à 250 mètres de votre appartement.



On trouve partout, le lycée Carnot Sec, "Mademoiselle".

Tout près de "Mademoiselle", le centre du quartier de Saint-Lambert offre à tous les enfants rieurs : balcons, leur divers et un grand terrain pour leurs ballons rouges.

Vous aimez l'atmosphère vive et colorée d'un quartier ? Le quartier de Commerce à 250.

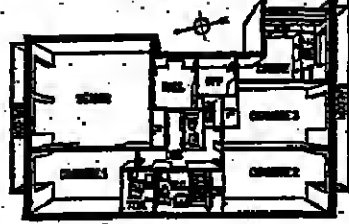
Il suffit d'aller au bois pour être sportif avec les nouveaux équipements du quartier de la Sablonnière : écurie de poneys, terrains de sports, salles d'éducation physique, crèche, école, etc.

Gagnez du temps en groupant vos achats au centre commercial de l'Amiral Roussin. A 100 mètres de "Mademoiselle", de nombreuses boutiques à votre disposition.

Vos enfants n'ont qu'une rue à traverser et ils sont à l'école. Juste en face de "Mademoiselle".

De cette adresse, une fiche d'Etat civil, des renseignements sur les clubs sportifs du quartier : la poste et la mairie sont à 150 mètres.

Du studio en 5 pièces et quelques milliers d'unités (2 pièces en duplex avec jardin). Tous les appartements, sont quelques studios, possèdent balcon ou jardin privé.



"Mademoiselle", un bel immeuble classique et de qualité, en petit centre paisible dans un quartier vivant quand on aime l'animation en évitant de vivre au calme.



52 rue Mademoiselle
SEFRI-CIME 538 52 52

**Sept thèses
pour une
majorité
d'idées**
par
EDGAR FAURE
176 pages
29 francs
ANDRÉ LESQON 40, rue de l'Éperon, 75006 Paris

GSCX Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.
Exposition permanente (8 h - 20 h) de
200 CITROEN de la 2 CV à la SM.
Assurance gratuite (48 h) à tout
acheteur.
Toutes possibilités de crédit.
Demander Monsieur Lemaire.
3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51

SSE
NDRE

FONCTION
MUNICIPALE
Organisation et
gestion
JOSIASCO

AÉRONAUTIQUE

UN NOUVEAU DÉLAI POUR L'ATTESSAGE DE « CONCORDE » A NEW-YORK

A moins d'un miracle... « UNE RÉACTION TERRIBLE » ?

De notre correspondant

New-York. — La décision d'ajournement du port de New-York aura, à court terme, deux conséquences. En premier lieu, elle permettra au gouvernement américain de ne pas offenser M. Callaghan : la mauvaise nouvelle concernant Concorde devait lui parvenir au cours du dîner qu'il a offert par M. Carter à la Maison Blanche. Ensuite, elle reporte — au moins de quelques semaines — l'exécution de l'appareil franco-britannique dont le sort a été comparé par un commentateur à celui de Culmore, le condamné à mort dont l'exécution avait été reportée de semaine en semaine.

Les conditions psychologiques et politiques dans lesquelles la décision du port de New-York devait intervenir embarrassaient les trois gouvernements. Si la mesure de report répond indéniablement à un vœu franco-britannique (déguisé sous la forme d'une considération technique), elle correspond également à un souci de l'administration Carter.

Cela dit, l'avenir de Concorde se présente mal. Les experts savent pertinemment que l'appareil supersonique est capable de respecter au décollage la norme des 112 décibels imposée à Kennedy Airport. Ils savent aussi qu'elle est violée fréquemment par des avions subsoniques. Mais l'opposition des quelque cent mille riverains est purement passionnelle.

Depuis vingt ans, leur vie quotidienne a été polluée par le bruit des avions qui, toutes les trois minutes, survolent leurs maisons. Ils ont tenté en vain de s'opposer aux appareils de plus en plus gros et de plus en plus bruyants qui recevaient droit de cité à Kennedy Airport. Pour la première fois, ils ont la possibilité de barrer la route à un nouvel avion. La colère des riverains et des écologistes est si grande que même si Concorde n'atterrissait que 60 décibels, ils s'opposeraient à sa venue. M. Carey, le gouverneur de l'Etat de New-York, qui espère se faire réélire l'année prochaine, ne tient pas à s'aliéner ce groupe important d'électeurs.

Si Concorde devait être rejeté — et les déclarations faites samedi dernier par M. Carter à la radio paraissent destinées à préparer l'opinion franco-britannique à une mauvaise nouvelle : « Ce ne sera pas, à-t-il dit, en raison d'une controverse technique, mais de la responsabilité incombant au gouvernement fédéral et à son chef. Certes, les gouvernements jouissent aux Etats-Unis d'une grande autonomie vis-à-vis des autorités fédérales, mais lorsqu'il s'agit des intérêts vitaux du pays, diplomatiques, économiques ou militaires, le président sait se faire entendre et dispose de leviers politiques pour influencer les autorités locales. Lorsque, par exemple, le puissant syndicat des dockers refusait d'embarquer

des marchandises à destination des pays socialistes, le gouvernement lui rappelait qu'il était seul autorisé à mener la politique étrangère des Etats-Unis. Pour l'affaire de Concorde, le gouvernement fédéral n'est même pas allé jusqu'à défendre ses propres prérogatives devant le tribunal de New-York. Sa mollesse est si évidente qu'on pense, dans les milieux bien informés, que la cour du Southern District de New-York pourrait débouter, le mardi 15 mars, les Français et les Britanniques, prenant justement texte du fait que la principale partie intéressée, à savoir le gouvernement fédéral, n'avait pas jugé utile de faire respecter son autorité.

Les bonnes manières

Il est vrai que les Français et les Britanniques pourraient ramener à la charge et obtenir au bout de longs mois — l'autorisation d'atterrir pour Concorde, au moins pendant une période d'essai. De toutes manières, les Européens ont décidément très mal joué leur carte. Ils ont péché par excès de scrupules, de bonnes manières et de timidité. On n'attaquerait pas, en Europe, un gouverneur en justice. Aux Etats-Unis, oui.

C'est dès le mois d'octobre qu'ils auraient dû contester les arrêtés de la cour de New-York et des juges fédéraux. Mais ils n'ont rien fait. Ils ont préféré attendre que les groupes de pression se portent quotidiennement, aux Etats-Unis, et celui qui frappe le plus fort, qui l'empêche d'atterrir, est un homme d'affaires, un homme d'affaires américain. C'est dès le mois d'octobre qu'ils auraient dû contester les arrêtés de la cour de New-York et des juges fédéraux. Mais ils n'ont rien fait. Ils ont préféré attendre que les groupes de pression se portent quotidiennement, aux Etats-Unis, et celui qui frappe le plus fort, qui l'empêche d'atterrir, est un homme d'affaires, un homme d'affaires américain.

La bataille, en tout cas, continue à faire rage autour de Concorde. Si le New York Times vient de publier deux articles très objectifs sur la question, des écologistes ont déclaré qu'ils manifesteraient sans cesse devant l'appareil supersonique, s'il était autorisé à atterrir.

L'administration Carter est consciente de l'importance qu'on attache, en France et en Grande-Bretagne, à Concorde, mais elle semble hésiter à déclencher les réactions qu'une décision négative du port de New-York provoquerait dans ces deux pays et fait passer les impératifs de la diplomatie après ceux de la politique intérieure. En l'état actuel des choses, il faudrait un miracle pour que le décalage du port de New-York vienne d'accorder à Concorde débouché à terme sur autre chose qu'une fin de non-recevoir.

LOUIS WIZNITZER.

M. Callaghan part soulagé pour Washington

De notre correspondant

Londres. — Le nouvel ajournement de la décision concernant Concorde est accueilli avec satisfaction dans la capitale britannique. Elle évitera un embarras considérable à M. Callaghan, qui se rend le mercredi 9 mars à Washington pour y rencontrer pour la première fois le président Carter.

On incline à croire ici que les considérations politiques ne sont pas absentes de la décision prise par les autorités de New-York. Une issue négative — qui paraissait de plus en plus probable — aurait gêné le président Carter et le premier ministre britannique dans leurs discussions. Certains se demandent si la proximité des élections municipales françaises n'a pas joué un rôle dans cet ajournement. A Londres, en effet, la conviction est assez répandue que le gouvernement français ne réagirait peut-être pas d'une manière aussi « excessive » s'il ne lui fallait pas prouver, face à l'offensive gaulliste, qu'il défend l'indépendance du pays.

Le gouvernement travailliste ne peut certes se désintéresser du sort de l'avion supersonique. Sans parler de plusieurs milliers de travailleurs qui sont menacés de chômage, lorsque la construction des derniers Concorde — encore inventés — sera achevée, les dirigeants britanniques admettent que seule l'exploitation de la ligne transatlantique pourra atténuer les pertes financières par la mise en service de Concorde.

Londres paraît cependant moins prêt que Paris à s'engager sur la voie d'une confrontation de nature à compromettre ses relations avec Washington. M. Callaghan a fait un geste — assez tardif — en décidant d'emprunter l'appareil supersonique pour se rendre chez le président Carter. A la Chambre des communes, plusieurs députés conservateurs ont cependant dénoncé la politique de Ponce Pilate adoptée par le président américain. L'un d'eux a même demandé un boycottage des vols en provenance de New-York. Mais le gouvernement a laissé à un sous-secrétaire d'Etat au commerce,

M. Davies, le soin d'indiquer que Londres attend du président qu'il fasse honneur à ses obligations en permettant l'atterrissage de Concorde à New-York.

Une bonne partie du public paraît indifférente. A certains égards, même, la cause de ceux qui, de l'autre côté de l'Atlantique, brandissent la bannière de la défense de l'environnement trouve de la sympathie chez beaucoup de Britanniques. La presse est divisée : certains organes populaires suggèrent, de temps à autre, que M. Callaghan se montre aussi résolu que le président Giscard d'Estaing. Le Daily Telegraph et le Yorkshire Post estiment, en revanche, que Français et Britanniques ne devraient pas pousser les choses trop loin et faire de l'appareil supersonique une pomme de discorde.

Pour l'instant, il paraît assez peu probable que le public et le gouvernement soient prêts, au cas où Concorde serait banni de New-York, à envisager sérieusement des représailles à l'égard des Américains. Le sentiment le plus général est qu'une telle attitude conduirait inévitablement à une guerre commerciale transatlantique dangereuse pour la solidarité de l'alliance occidentale et dans laquelle la Grande-Bretagne, la France, comme les autres pays européens, auraient plus à perdre qu'à gagner.

JEAN WETZ.

● M. Stanley Clinton Davis : « Une violation de traité ». — M. Stanley Clinton Davis, sous-secrétaire britannique à l'aviation a laissé entendre devant la Chambre des communes que la Grande-Bretagne pourrait bien exercer des représailles si Concorde n'était finalement pas autorisé à atterrir à New-York. M. Davis a, en effet, précisé que son gouvernement considérerait qu'il s'agissait d'une « violation de traité ». Le traité en question est celui des Bernets de 1964 qui régit les relations aériennes entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. (U.P.I.).

Et si c'était non, comme laissent entendre certains observateurs, y aurait-il une « réaction terrible » ? L'avisement de M. Louis de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, doit-il être pris au sérieux ? Nul doute qu'un refus des responsables new-yorkais d'autoriser Concorde à se poser sur les bords de l'Hudson ne mette à l'épreuve cette lâmeuse « solidarité atlantique » ne provoque une crise de confiance entre des amis de toujours.

Psychologiquement, un tel non-recevoir aurait le plus mauvais effet sur l'opinion publique française et britannique qui la jugerait — injuste et discriminatoire —, comme on a cessé de le lui répéter ces dernières semaines. La blessure serait profonde. R.P.R. Ce la Loire et orléanais du groupe parlementaire Concorde. Malgré tout, le temps des retournelles pourrait sonner plus tôt qu'on ne l'imagine. Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont trop d'intérêts en commun pour se laisser indolument la tête.

Comment concevoir, dans ces conditions, que Paris et Londres soient résolus, au-delà des mois, à opposer une riposte cinglante à un éventuel défilé américain ? Vaine réaction, estiment de nombreux observateurs pour la simple et bonne raison que ceux d'en face sont beaucoup plus gros que nous et que, jouer à ce petit jeu, ils auront tôt fait d'enrayer notre détermination. Toute mesure de rétorsion est, en effet, une arme à double tranchant qui appelle une riposte dont il convient de bien mesurer le coût.

En pareilles circonstances, il est de bonne mesure d'élever le ton, de dramatiser la situation. Jusqu'alors, les autorités new-yorkaises n'ont rien voulu entendre. Qui sait si, en fin de compte, le chantage franco-britannique ne sera pas payant ? A bout d'arguments, Paris et Londres semblent s'être résignés à employer la manière forte.

Même si cette manière très peu diplomatique de traiter une affaire conduit à un échec, au moins les responsables français et britanniques auront-ils l'impression d'avoir fait le maximum pour sauver Concorde. Du moins se seront-ils « couverts » auprès d'une opinion publique qui n'aurait pas manqué de leur reprocher une excessive passivité.

« Faire quelque chose »

D'un côté comme de l'autre de la Manche, personne ne s'aventure, aujourd'hui, à dévoiler un quelconque « plan de bataille ». Il n'est pas nécessaire de prévoir au-delà de trois jours, déclara, lundi 7 mars à sa sortie de l'Elysée, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports. Tout le monde reste dans le vague. M. Newirth affirma : « Je n'ai rien dit de précis ». Quant à la C.F.D.T., elle juge la question « un peu prématurée ».

A la vérité, cette discrétion cache un grand embarras. Tré en vue dans cette affaire, le général d'Orsay s'efforça d'autre réponse que judiciaire, persuadé que cette action ne trahirait pas en longueur. Le plan français est d'abord d'épuiser toutes les voies de recours aux Etats-Unis. « Je présume M. de Guiringaud n'y a rien de bien nouveau. Il était attendu depuis fort longtemps que, en cas de

refus, Air France et British Airways donneraient suite à l'action qu'elles ont engagée devant la Cour du Southern District de New-York.

On voit mal la France sortir de l'ambiance atlantique, comme le propose M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères. On la voit mal aussi interdire aux avions militaires américains le survol de son territoire comme certains le suggèrent. Pas de renversement des alliances. Il est probable qu'en cas de crise la diplomatie reprendra ses droits et que, de nouveau, tout se traitera dans le silence des cabinets.

Inévitables, au premier chef, par le sort de Concorde, les employés de l'Aérospatiale ont mené un mouvement de mesures de représailles contre les Etats-Unis, tel que le boycottage des avions et des produits américains. Mais, à l'échelon national, les organisations professionnelles sont loin de partager l'enthousiasme de ces têtes chaudes — auxquelles elles reprochent parfois de s'engager sur une voie sans issue.

Ainsi, le Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien ne pénétrera pas, par une grève du zèle, les appareils américains dans les pays français. Ce genre d'action est inefficace, souligne-t-il. Concorde pose un problème de politique intérieure américaine et un problème de politique internationale qui nous échappent.

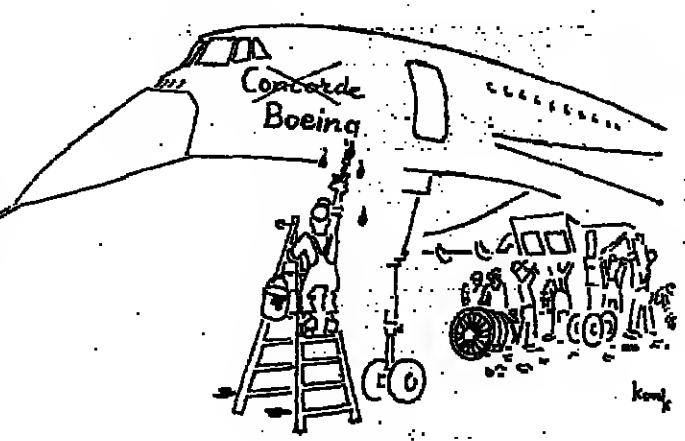
Aussi hostile qu'il soit à l'impérialisme américain, le syndicat C.F.D.T. d'Air France relâchera, le cas échéant, de s'associer bénévolement à l'importante que rassemblerait de manifestants. Une question de loyauté commune avec les « meilleurs camarades ». Les responsables de cette organisation professionnelle apprécient la succès technique de Concorde, mais reprochent au gouvernement d'avoir, en cette affaire, sacrifié au prestige. A leurs yeux, l'avion supersonique ne résume pas, à lui tout seul, la construction aéronautique française.

Le syndicat C.G.T. d'Air France se réserve le droit, en son temps, des mesures ponctuelles. Si besoin est, nous interviendrons plus fermement auprès du gouvernement, car, en matière de redistribution des droits de trafic, indiquent les dirigeants de cette organisation orléanaise.

M. Newirth a beau complier sur « des mouvements de boycottage vus de la case », rien, dans ces réactions américaines, n'indique une levée de masse. Si les mesures de boycottage qu'il préconise ont sans effet, M. René Piquet, membre du bureau politique du P.C., en sera-t-il réduit à aller faire du « sil in » devant la Maison Blanche au cas où Concorde serait interdit de séjour à New-York ? Il ne serait pas gêné, à-t-il dit, d'enlever d'une telle démarche.

Entre les rodomontades des uns et les enfantillages des autres, la voie paraît étroite à qui refuse de se soumettre sans réagir aux volontés du puissant protecteur américain.

JACQUES DE BARRIN.



(Dessin de KONK.)

LE TROISIÈME « ROUND »

Rarement, depuis le fin de la dernière guerre mondiale, l'industrie aéronautique américaine a été à la pointe de l'innovation technologique. Plus souvent, elle a laissé les Européens la devancer et assumer les piteuses pour, ensuite, tirer les leçons de l'expérience et monopoliser, en fin de compte, les succès commerciaux... avec une réussite indéniable.

C'est, en effet, l'industrie britannique — la société de Havilland — qui a mis au point le premier avion de transport civil à réaction, le quadrimoteur Comet-1, capable, après son premier vol du 27 juillet 1949, d'acheminer trente-six passagers sur des étapes de 3 450 kilomètres. On se souvient, depuis, de la série impressionnante des accidents survenus à des Comet en service régulier en 1953 et en 1954. Des accidents liés à la tension et à la fatigue du métal en vol, tout comme un ballon d'enfant se dilate et éclate lorsqu'il s'élève.

Mais l'industrie américaine releva le défi. Boeing mit rapidement fin à l'aviation long-courrier classique à hélices avec son quadrimoteur 707 qui vola, pour la première fois, le 15 juillet 1954 : véritable début du temps d'or de la réaction dans le monde. Douglas suivit, avec le premier vol, le 30 mai 1958, de son premier quadrimoteur DC-8.

A la différence de leurs rivaux britanniques, les industriels américains étaient, cependant, parvenus à concevoir des avions capables de franchir des distances intercontinentales avec cent quarante passagers, même si les premiers Boeing-707 étaient parfois obligés de se poser à Terre-Neuve ou en Irlande, au cours de leurs traversées transatlantiques. Mais, déjà, les Américains avaient relégué au combat l'ennemi britannique le droit d'atterrissage et de survol. A ce jour, Boeing et Douglas ont vendu, respectivement, plus de neuf cents et près

de six cents exemplaires de leurs long-courriers à réaction.

La même démonstration peut être avancée dans le domaine des moyen-courriers à réaction, avec Caravelle, le premier avion de ce modèle dans le monde, conçu par la France, et qui fit son premier vol le 27 mai 1955. Deux cent quatre-vingts Caravelle ont été vendus au total, Boeing, qui fit voler son 727 le 9 février 1963, et Douglas, dont le bimoteur DC-8 a volé pour la première fois le 27 février 1955, continuent, aujourd'hui encore, de livrer leurs moyen-courriers déjà commandés, respectivement, à mille quatre cents et à neuf cents exemplaires dans le monde.

Malgré consolation : les constructeurs américains se contentent de verser la France — à chaque commande d'un de leurs appareils — des redevances modestes qui couvrent le droit, réservé par brevet, d'installer des réacteurs à l'arrière du fuselage, comme Caravelle en a lancé la mode.

Avec le transport civil supersonique et l'atterrissage de Concorde à New-York s'ouvre le troisième « round » de la course à la technique aéronautique. Les Européens, et notamment les Français, ont-ils la possibilité de dépasser les Américains depuis la fin de la guerre ? Douglas, Boeing et Lockheed ne cachent pas qu'ils ont, dans leurs cartons, des plans d'un nouveau supersonique, et ces sociétés ne peuvent accepter de perdre leur suprématie. Aujourd'hui, les Etats-Unis ont acquis 95 % du marché mondial à l'exception des pays de l'Est, disait un jour le conseiller aéronautique du président Nixon. Si l'avance technologique de l'Europe triomphait après 1980 avec Concorde, l'Airbus et le Mercure, il se pourrait qu'un avion sur trois, volant dans le monde, soit européen. Nous ne pourrions le tolérer.

JACQUES ISNARD.

CONFORT

Grande routière, la Ford Granada transporte confortablement 5 personnes. Les sièges bien dessinés sont moelleux et enveloppants. Le silence est reposant et les finitions luxueuses. La suspension à 4 roues indépendantes procure une tenue de route exceptionnelle. Il existe 4 modèles : Granada, Luxe, GL et Ghia. Moteurs à 4 cylindres : 10 CV et 11 CV. 6 cylindres : 13 CV, 15 CV et 17 CV. Faites un essai chez un des 610 concessionnaires, agents et points de vente Ford en France.

Ford Granada

Légendaire robustesse et sécurité.

CHEZ LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS :

ETS. BUFFARD 110/112 bd de Valenciennes PARIS 13 707.79.19	LA CHAPELLE 20 bd de la Chapelle PARIS 13 206.19.40	ROCHES-BOUEN 58/60 av. Foch PARIS 16 905.29.02	R.V.A. 93 bd Raspail PARIS 16 222.73.90	SADVA 19 rue de Valenciennes PARIS 10 600.32.00	SAFTI 76 rue de Valenciennes PARIS 16 553.18.40
---	--	---	--	--	--

دعواتكم للتحليل

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61, rue Froidevaux - 75014 PARIS
A.T.P., S.A. au capital de 942.300 F

150

MODELES VITRES

Superposables - Juxtaposables
Démontables - Accordables
Voir nos combinaisons d'assemblage

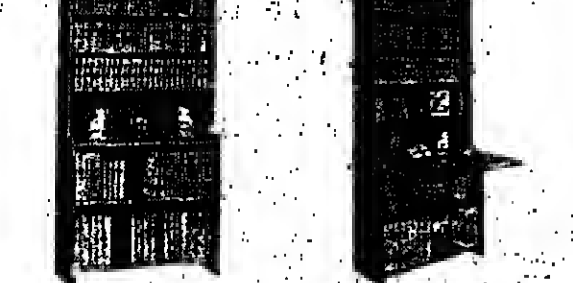
Installez-vous...
ULTRA-RAPIDEMENT
Vous-même!

BIBLIOTHEQUES STANDARD VITRES
7 hauteurs de 64 à 224 cm
4 largeurs : 64 - 78 - 94 - 128 cm
2 profondeurs : 20 et 25 cm



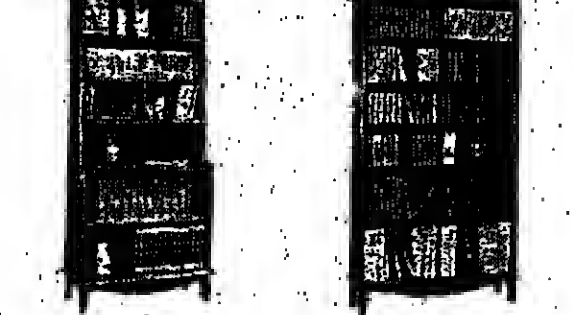
Prof. utile 16,5 cm, ex. 21,5 cm.
Hauteur utile entre les rayons 25 cm.

BIBLIOTHEQUES GRANDE PROFONDEUR
Spécialement conçues pour servir de base à tous vos standards standard ou pour vos plus volumineux ouvrages, livres d'art, disques.
5 hauteurs de 83 à 222 cm
4 largeurs : 64 - 78 - 94 - 128 cm
2 profondeurs : 30 et 38 cm



Prof. utile 28,5 cm, ex. 34,5 cm.
Hauteur utile entre les rayons 38 cm, largeur 33 cm.

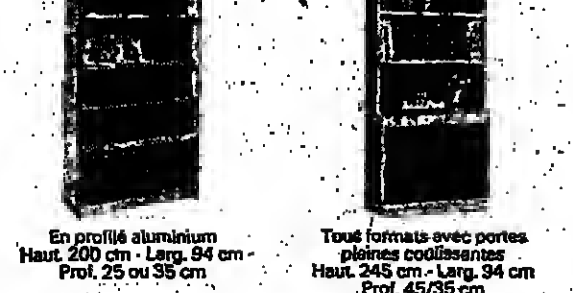
MODELES STANDARD VITRES



TOUS FORMATS
Haut. 196 cm - Larg. 94 cm
Prof. 30/20 cm

BIBLIOTHEQUE SECRETAIRE
Haut. 222 cm - Larg. 94 cm
Prof. 38/25 cm

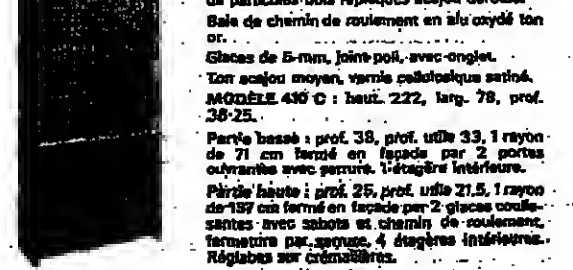
MEUBLES RUSTIQUES VITRES



RUSTIQUE TOUS FORMATS
Haut. 205 cm - Larg. 94 cm
Prof. 42/27,5 cm

RUSTIQUE
Haut. 206 cm - Larg. 116 cm
Prof. 33 cm

BIBLIOTHEQUES CONTEMPORAINES



En profilé aluminium
Haut. 200 cm - Larg. 94 cm
Prof. 25 ou 35 cm

Tous formats avec portes
pleines coulissantes
Haut. 245 cm - Larg. 94 cm
Prof. 45/35 cm

MEUBLES COLLECTIVITES
juxtaposables - vitrés - fermant à clé
2 modèles - 2 largeurs - 2 profondeurs

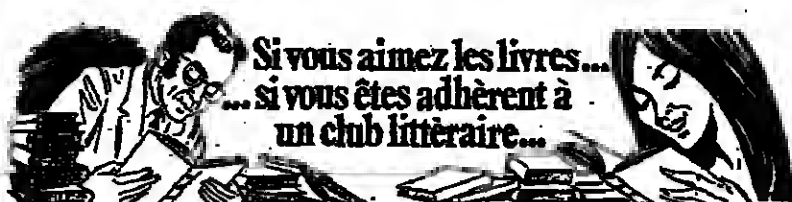


Mis au point pour les collectivités, entièrement fermés à clé :

Côté, armoires et portes pleines en panneaux de particules bois repletés acryl décoloré.
Bale de chemin de roulement en alu oxydé ton or.
Glaces de 5-mm, joint poli, avec onglet.
Tou acryl moyen, vernis collodique satiné.
MODELE 430 C : haut. 222, larg. 78, prof. 38-25.
Partie basse : prof. 38, prof. utile 33, 1 rayon de 71 cm fermé en façade par 2 portes ouvrantes avec serrure. L'étagère inférieure.
Partie haute : prof. 25, prof. utile 21,5, 1 rayon de 155 cm fermé en façade par 2 glaces coulissantes avec serrure et chaîne de roulement, fermeture par serrure, 4 étagères intérieures. Réglettes sur crémaillères.

MODELE MEDICAL
mêmes caractéristiques que les meubles Collectivités mais en STRATIFIÉ BLANC MAT pour hôpitaux, cliniques, docteurs, biologistes, infirmiers. FERMANT ENTIEREMENT A CLE

PRIX IMBATTABLES
LIVRAISON RAPIDE



Si vous aimez les livres...
Si vous êtes adhérent à un club littéraire...
et si vous ne savez plus...
où les mettre

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

La Maison des Bibliothèques de Paris vous dit : voulez-vous les conserver, les protéger, les classer ? Notre catalogue photographique illustré présente plus de 150 modèles de bibliothèques, vitrées ou non, convenant à tous les formats, du Livre de Poche aux grandes Encyclopédies.

Vous y trouverez une très grande variété de modèles STANDARD VITRES, juxtaposables, superposables, qui vous permettront de vous installer TRES RAPIDEMENT VOUS-MEME, en quelques heures, sans aucune fixation, par simple pose.

A DES PRIX IMBATTABLES... COMPARER-LES !
Démontables, pratiques, solides, élégants, pouvant contenir en plus des livres, des disques, des objets d'art, etc.

Leur teinte ACAJOU s'harmonise avec tous les styles. Nos modèles STANDARD, d'une solidité parfaite et d'une stabilité garantie, vous permettront d'augmenter la capacité de votre bibliothèque par SUPERPOSITION, SANS AUTRE ENCOMBREMENT QU'EN HAUTEUR.

Vous pourrez, par JUXTAPOSITION, couvrir de très grandes surfaces murales, utiliser les coins grâce à nos étagères d'angle et agencer votre bibliothèque d'un quart de rond.

Nos modèles STANDARD peuvent être exécutés dans différentes essences de bois, claires ou foncées, et également en stratifié blanc mat non vitré.

MODELES RUSTIQUES EXCLUSIFS JUXTAPOSABLES
Nous vous offrons aussi un choix EXCLUSIF très important de BIBLIOTHEQUES juxtaposables et superposables, de hauteur, largeur et profondeur différentes.

MODELES CONTEMPORAINS EXCLUSIFS JUXTAPOSABLES
Modernes et élégants, présentés en 2 hauteurs, 2 largeurs, 2 profondeurs, 2 couleurs, réalisées en profilé aluminium anodisé brossé, étagères réglables, juxtaposables.

Pouvant être équipés de vitrines.

MODELES COLLECTIVITES JUXTAPOSABLES
Meubles vitrés pouvant être ENTIEREMENT FERMES A CLE.

4 modèles, spécialement mis au point pour les Collectivités, Bibliothèques Municipales, Comités d'Entreprises, Laboratoires, Docteurs, Infirmières, etc.

NOTRE DEPARTEMENT "SUR MESURE"

Se tient GRATUITEMENT à votre disposition pour résoudre, avec vous, tous vos problèmes d'aménagement et assurer l'exécution de meubles bibliothèques modernes ou de style dans différentes essences de bois. Vous recevrez un DEVIS GRATUIT, sans engagement de votre part, dans un délai court et à des prix très étudiés.

Vous pouvez nous consulter pour tous vos problèmes de décoration. Nos spécialistes sont à votre disposition pour Paris et la grande banlieue, afin de vous suggérer une installation peu coûteuse, élégante, dans l'essence de bois qui vous convient.

Nous vous assurons, par avance, que nous apporterons nos meilleurs soins à l'exécution de votre commande. Notre service Après-Vente restera à votre disposition.

Examinez la qualité des matériaux, les techniques modernes de fabrication, la diversité et l'élégance de nos modèles, nos milliers de références de Particuliers et d'Administrations importantes.

En consultant le tarif joint au catalogue, vous pourrez chiffrer exactement le coût de votre installation sans aucune surprise.

Nos expéditions sont FRANCO et rapides toutes destinations France Métropolitaine. Vous serez avisé du délai de l'expédition à la confirmation de votre commande.

Vous visiter nos expositions à Paris et en Province. Vous pourrez ensuite comparer nos Prix, sans surprise, (vitres et port compris). Nous sommes alors sûrs de vous compter parmi nos fidèles clients.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

N.B. : Facilités de Retour en cas de non convenance.

NOS EXPOSITIONS EN PROVINCE

Corps tout les jours, même le Samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h

- * AMIENS : 1, rue des Châlonnais
- * BORDEAUX : 1, rue Duffourd
- * CLERMONT-FD : 1, rue de Clemenceau
- * GRENOBLE : 1, rue de la République
- * LILLE : 1, rue de la République
- * LYON : 1, rue de la République
- * MARSEILLE : 1, rue de la République
- * MONTPELLIER : 1, rue de la République
- * NANTES : 1, rue de la République
- * NICE : 1, rue de la République
- * RENNES : 1, rue de la République
- * STRASBOURG : 1, rue de la République
- * TOULOUSE : 1, rue de la République
- * TOURS : 1, rue de la République

* fermé le lundi matin - * fermé le lundi

BON POUR
catalogue illustré **GRATUIT**

Veuillez m'adresser sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRES contenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, conception, prix, devis, etc.

M. _____

OU téléphonez à 633.73.33

répondeur automatique 24 h sur 24 et jours fériés.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61, rue Froidevaux - 75014 PARIS

Mégastore ouverte tous les jours de 9 h à 19 h sans interruption même le samedi

Métro : Edgar Quinet - Gaité - Raspail, Autobus : 28-38-68-68

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

61, rue Froidevaux - 75014 PARIS
A.T.P., S.A. au capital de 942.300 F

100

COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE

par simple pose, sans aucune fixation
Du meuble individuel au grand ensemble

EXEMPLES DE JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION

MODELES STANDARD VITRES

Étagères en multiplex, montants en aggloméré bois (panneaux de particules) placage acryl traité ébéniste, vernis collodique satiné, tinte acryl s'harmonisant avec tous les styles. Fonds contre-plaqué.

Vitres coulissantes avec onglet, bords doucis.

Pouvant être exécutés en d'autres essences de bois ou présentation : Alamo, Chêne, Sapelli, Merisier.

Bois brut à peindre ou à lacer. En stratifié blanc (non vitré).



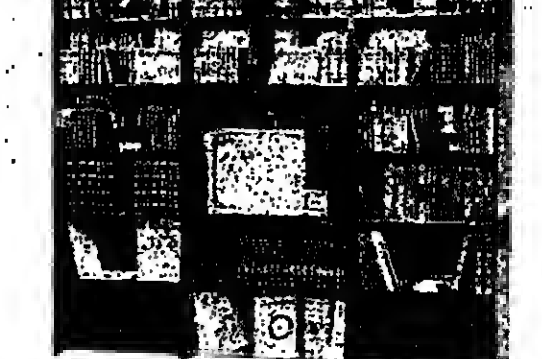
JUXTAPOSITION ET SUPERPOSITION DE 6 MEUBLES STANDARD

VITRES DE DIFFERENTES PROFONDEURS

Sur 3 meubles juxtaposés de 30 cm de profondeur, on a superposé 3 meubles de 20 cm de profondeur, de même largeur, sans aucune fixation, par simple pose.

Largeur de l'ensemble : 226 cm - Hauteur : 280 cm - Contenance : environ 800 volumes divers.

Livres démontés.



JUXTAPOSITION DE MODELES GRANDE PROFONDEUR

Ensemble obtenu en juxtaposant 3 meubles grande profondeur (30 ou 38 cm) sans aucune fixation, par simple pose, permettant l'installation d'un poste de télévision. Largeur de l'ensemble : 250 cm - Hauteur : 222 cm - Contenance : environ 350 volumes (qui peut être augmentée par utilisation de 1/2 solitaires vitrées).

Livres démontés.

BIBLIOTHEQUES RUSTIQUES VITRES

Étagères en multiplex, montants en aggloméré bois (panneaux de particules) placage traité ébéniste, vernis mat satiné. Tinte noyer. Frontons, dessus et socles débordants avec moulures de style en bois massif. Pieds en forme.

Vitres claires, coulissantes avec onglet.

Différentes essences de bois.



JUXTAPOSITION DE GRANDS MODELES RUSTIQUES

Grâce à notre système exclusif de moulures amovibles par simple pose, sans fixation.

Largeur de l'ensemble : 232 cm - Hauteur : 208 cm - Profondeur : 33 cm

Contenance : 400 volumes.

Livres montés.

BIBLIOTHEQUES CONTEMPORAINES

Réalisées en profilé aluminium anodisé brossé et en stratifié blanc ou noir.

Montants et étagères en aluminium. Pince d'extension brevetée A.T.P.

Pieds à vitres plastique noir. Montants et fonds en stratifié double face 5 mm.

Crémaillères aluminium encastrées. Étagères réglables en aggloméré stratifié double face 19 mm. Châssis avant avec 7 alimètres encastrés.



JUXTAPOSITION DE MODELES CONTEMPORAINS

Largeur de l'ensemble : 248 cm - Hauteur : 200 cm - Profondeur : 36 cm.

Contenance : 400 volumes.

Livres démontés - montage très facile à l'aide d'une simple clé jointe.

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

LA GUERRE NAVALE MODERNE : une partie de cache-cache électronique

CRÉER LA SURPRISE ET TIRER LE PREMIER

L'AGENCE mondiale de presse communique. Les troupes de la Zambie, appuyées par des éléments blindés importants, ont franchi, ce matin, la frontière orientale du Botswana. Le Conseil mondial de sécurité s'est réuni d'urgence, sur la demande de la Fédération des Etats hyperboréens (F.E.H.). Les Etats amis australiens (E.A.A.) ont déclaré que l'action zambienne était une réaction défensive justifiée, face aux préparatifs d'agression du Botswana. C'est, encore une fois, de l'attitude des deux grandes puissances, F.E.H. et E.A.A., que dépendra l'issue du nouveau conflit. On croit savoir que les forces navales des deux grandes puissances sont en état d'alerte depuis plusieurs jours.

Sur le bateau amiral

Le poste central d'opérations du porte-avions R... sur lequel l'amiral B... est embarqué, balaye dans une atmosphère de calme et d'application efficace. Les opérations sont dirigées par des pilotes dont les tâches permettent d'interroger le calculateur central. Sur les écrans lumineux apparaissent les réponses, sous forme de chiffres ou de figures symboliques. Ici, le porte-avions et les six escorteurs qui l'accompagnent ; à une trentaine de milles (1) dans le Sud, la frégate à une cinquantaine de milles dans l'Ouest, le convoi, avec son escorte de cinq corvettes. Les informations recueillies par chaque bâtiment, à l'aide de ses radars, de ses sonars (2), de ses détecteurs de radar, de ses intercepteurs radio, sont triées, mises en forme, comparées, appréciées, présentées par des calculateurs spécialement programmés. Ces divers calculateurs échantonnent leurs données par radio. Dans ce « poste central d'opérations », l'amiral dispose de toutes les informations recueillies dans l'ensemble de la force navale. Ainsi, la connaissance d'une zone de rayon de 350 à 400 milles (3) et jusqu'à une altitude de 30 000 mètres autour du porte-avions peut être complète et précise si tous les moyens de détection, en particulier les avions de surveillance maritime embarqués et les radars de veille aérienne, sont employés. C'est l'état de vigilance le plus grand, mais aussi le plus indiscret. Les restrictions imposées par la discrétion pendant l'approche réduisent sensiblement le rayon et l'altitude du volume de vigilance.

Sous le surface de la mer, la capacité de surveillance, tant que les nécessités de discrétion interdisent d'employer des avions de lutte anti-sous-marin, est limitée à quelques milles de rayon et à quelques centaines de mètres de profondeur autour de chaque bâtiment de surface porteur de sonars.

Encore ces instruments laissent-ils des zones d'ombre importantes à cause du comportement capricieux des ondes sismiques en milieu marin. Tout en consultant les tableaux et les écrans du poste central d'opérations, l'amiral B... se remémore sa mission : « Détruire l'aviation et les aérodromes zambiens ; protéger le débarquement des renforts qu'amène le convoi dans le port botswana de Logao ; appuyer les troupes botswana dans leur résistance à l'invasion. » Je ne peux réussir, se dit-il, que si les forces aéronavales australiennes ne s'opposent pas vigoureusement à mon action. Sinon, le gouvernement hyperboréen devrait accepter soit l'escalade de la violence — l'approvisionnement en armes des deux Etats — soit le renoncement à son action de soutien du Botswana. Il me faut, de plus, agir vite pour mettre, dans la journée de demain, l'opinion publique mondiale devant le fait accompli. Tout repose donc sur la surprise.

L'amiral voit alors la revue des dispositions prévues pour créer la surprise : apparitions décalées dans le temps de petits groupes de bâtiments, sous couvert d'exercices ; rassemblement du convoi d'une part, de la force de soutien d'autre part, depuis douze heures seulement, hors des routes maritimes fréquentées, à plus de 500 milles de Logao.

Les forces australiennes sont-elles alertées ? », se demande l'amiral. Tout l'affaire du lendemain dépend de la réponse à cette question. Tout a été fait pour simuler des activités de routine, loin de la zone d'opérations : indiscretions radio-électriques volontaires de certains groupes de bâtiments, exercices de débarquement sur les plages de l'île Tuto ; depuis quarante-huit heures, silences complets sur toutes les fréquences indiscretives. Plus d'émission radio vers la terre ; seules sont autorisées, en cas de besoin urgent, et par très courtes périodes, les émissions radio à très haute fréquence, qui ne peuvent être interceptées à plus de 50 milles. En outre, seuls les radars de navigation, dont le volume d'indiscretion est faible, sont autorisés. L'emploi des radars de veille aérienne, si indiscrets et si caractéristiques, des navires de combat est strictement interdit.

Ainsi, l'amiral espère que ni les satellites d'observation ni les bâtiments espions que les Australiens multiplient sur les mers n'ont pu déterminer sa position et deviner ses intentions.

Il en est sûr, le souci de discrétion diminue les capacités de vigilance des bâtiments. Des sous-marins ou des avions de patrouille maritime australiens pourraient pu détecter les forces hyperboréennes. Mais les zones traversées ne sont pas les zones habituelles des avions australiens. Quant aux sous-marins, il n'est pas impossible que l'un d'eux ait planté le porte-avions depuis son appareillage. Cependant, les Australiens ne peuvent pister tous les porte-avions.

Quoi qu'il en soit, la veille attentive que font tous les bâtiments de la force n'a décelé, jusqu'à présent, aucune présence ni aucune émission radio inquiétante.

Les techniques de la guerre navale n'ont pas cessé de se perfectionner. Dans l'Antiquité, les galères s'opposaient. Puis ce fut le temps des canons. Mais ils n'étaient pas assez efficaces pour couler l'adversaire. Ils pouvaient cependant le paralyser en brisant, par exemple, les mâts, et le combat se terminait par un abordage.

Lors de la dernière guerre mondiale, les canons très perfectionnés, l'aviation et aussi les torpilles pouvaient couler sans

difficulté la plupart des navires adverses. Depuis quelques années, de nouvelles révolutions techniques ont bouleversé toutes ces données. Les missiles guidés à longue portée touchent leur but sans faille sur dix. Il s'agit de tirer le premier, donc de repérer l'ennemi avant de l'avoir été soi-même. Le combat naval se transforme alors en une gigantesque partie de cache-cache : cache-cache électronique, bien sûr, où l'on s'observe à l'aide de radars et où l'on tente de brouiller les transmis-

sions et les radars adverses. Les sous-marins, surtout à propulsion nucléaire, jouent un rôle essentiel. Tapis au fond de l'océan, ils sont difficilement détectables. Depuis la mise au point de ces nouveaux moyens de combat, il y a peu d'affrontements réels entre des forces navales. On ne peut donc qu'imaginer ce qu'ils pourraient être. C'est ce que fait ci-dessous un groupe d'officiers de l'Ecole supérieure de guerre navale, dans un scénario imaginaire, mais vraisemblable.

« Mais, pense l'amiral, plus nous approchons de Logao, plus le danger croît, car c'est près de Logao que l'adversaire a le plus de chances de déployer ses forces. Il faut, si l'adversaire devine notre présence, qu'il nous abandonne toute discrétion, en raison, surtout, du danger encouru par les missiles de l'ennemi. Si j'ai bien reçu du gouvernement l'autorisation d'ouvrir le feu en cas de légitime défense, il est bien clair qu'il me faut tirer le premier... »

Avant l'engagement des missiles, on pourrait se permettre d'hésiter que l'adversaire de surface ait été, confirmant ainsi son caractère hostile. L'arme la plus dangereuse était le canon, sa portée était telle qu'en voyant l'adversaire, et il fallait de nombreux coups pour obtenir un résultat appréciable. On avait le temps de se reconnaître, de s'apprécier et de s'apprécier. Il n'en est plus de même. Un missile peut être lancé d'un bâtiment de surface, d'un sous-marin ou d'un avion, bien avant que le canon ne soit aperçu et donc identifié. De plus, un seul missile à une très forte charge d'explosif suffit à détruire un bâtiment de surface.

« Bien sûr, le fait de tirer le premier pour assurer sa survie peut passer à l'arrière-plan. Mais, une fois l'identification d'autant plus incertaine

qu'elle est difficile. C'est pourquoi il convient d'écarter la vigilance des quatre bâtiments logistiques et du porte-hélicoptères qui composent le convoi qu'il escorte avec les autres corvettes de sa division. Il vient d'ordonner les radars la vitesse et de prendre une formation de défense contre les sous-marins. Le groupe de bâtiments dont il a la responsabilité se dirige à 15 nœuds, vers le port de Logao. La sécurité du convoi et la capacité de riposte immédiate l'emportent maintenant sur la discrétion : tous les sonars sont en marche ; les bruits acoustiques sont fixés à un câble ; les hélicoptères porteurs de missiles ou de torpilles, prêts à décoller.

Le porte-avions et ses escortes aux actions qui pourraient s'engager bientôt. Il pense fournir au convoi une bonne défense anti-sous-marin rapprochée. S'il n'a à faire, comme l'affirment les renseignements en sa possession, qu'à deux sous-marins de type ancien, dont la portée la plus grande est de quelques 10 000 mètres, il espère limiter les dégâts, et, qui sait, être assez discret pour les empêcher de lancer dans de bonnes conditions. En revanche, si l'un de ces sous-marins est armé de missiles lancés à leur but, la partie sera plus difficile. Il a hâte d'apprendre que les porte-avions ont mis en fait les avions et hélicoptères de lutte anti-sous-marin, et que la frégate arrive à la rescousse.

Compartimentor, organiser l'espace maritime, dans la protection et l'élucidation, avec des moyens nombreux et variés, c'est la seule manière d'espérer trouver un sous-marin, tenir son contact et lui expédier les torpilles punitives par les hélicoptères lourds du porte-hélicoptères, les hélicoptères légers des corvettes, ou encore les missiles de la frégate.

Maintenant, l'esprit du capitaine de vaisseau L... est occupé par une autre menace. Les bâtiments de haute mer australiens et les vedettes de la marine zambienne pourraient s'interposer avant l'arrivée au port de Logao. Ils pourraient combiner leurs possibilités : grande portée de détection des bâtiments australiens, vitesse et rapidité des vedettes zambiennes, pour lancer leurs missiles avant que les corvettes hyperboréennes aient soupçonné leur présence.

Heureusement, les avions de surveillance maritime sont là et il faut espérer qu'ils notifieront rapidement le mer de tout escouade et de toute vedette menaçant le convoi et son escorte. De plus, si les sous-marins laissent quelque répit, des hélicoptères pourront aller à y voir un peu plus loin.

Encore une fois, L... rend grâce de la présence des deux porte-avions, qui seule permettent de tenter une telle opération, grâce aux moyens de détection et de traque à longue portée qu'ils apportent.

A 4 heures du matin, la frégate, élément avancé de la flotte hyperboréenne est à 70 milles du cap Logao, un barrage de surveillance aérienne avancée est en place ; l'observateur de l'avion le plus au nord aperçoit, sur son écran radar, trois échos routa à l'ouest ; le chef de bord préviend son chef de patrouille : « Je vais investiguer ces trois échos ». Il plonge... les navires ne sont pas visibles de si haut ; de près, ils montrent des traits réglementaires de chalutiers ; par acquit de conscience, le pilote se rapproche davantage et allume son projecteur ; il perçoit l'éclair d'un canon anti-aérien. Aussitôt, il émet son projecteur et prend de l'altitude, mais il a bien été touché ; le turbo-réacteur calafouté ; avant de s'éjecter, le pilote a le temps de prévenir : « Trois échos, navires de guerre, ils ont ouvert le feu, je suis touché, ma position est connue dans le 205 du cap Logao. »

Le chef de patrouille à haut niveau le porte-avions : « Vous avez entendu Alpha Bravo : je tiens le contact des trois navires ; envoyez hélicoptère de sauvetage. »

Sur tous les navires, l'alerte est donnée.

Le porte-avions se prépare au déclassement des appareils. Les équipes d'alerte se précipitent à leurs postes et une patrouille d'assaut armée de missiles air-mer décolle et fonce dans la nuit, guidée par l'avion d'éclairage qui se tient soigneusement hors de portée des canons anti-aériens des trois vedettes ennemies. La partie est désormais indigne, les avions d'assaut ont chacun deux missiles air-mer autoguidés et les trois tirs de loin, sans larme, pénètrent dans le volume de défense des vedettes lance-missiles ; les trois vedettes sont mises hors de combat vers 4 h 20. Deux coulent et une reste stoppée, en flammes, sur la mer.

Epilogue

Netto correspondant à bord du porte-avions R... communique : « Ainsi que le gouvernement de la Fédération l'a annoncé cette nuit, notre flotte a éliminé des armes et du matériel, qui ont été débarqués ce matin dans le port de Logao. Des fautes, notre aviation d'assaut embarquée a, par des raids précis, détruit presque entièrement l'aviation zambienne et fortement endommagé la piste et les installations de l'aérodrome de Koum. Trois vedettes lance-missiles zambiennes ont été coulées par notre aviation. Des éléments d'une force navale australienne ont été aperçus dans le sud de Logao, mais ne sont pas intervenus. Les opérations continuent. »

L'Agence mondiale de presse communique :

« La Zambie, appuyée par les Etats-Unis australiens, a porté plainte devant le Conseil de sécurité mondial pour l'attaque sauvage de son peuple par les impérialistes hyperboréens. »

Missiles et lutte antimissile

Les missiles modernes sont très guidés. Ils peuvent être lancés, d'un bâtiment de surface, d'un sous-marin ou d'un avion, bien avant que le canon ne soit aperçu et donc identifié. De plus, un seul missile à une très forte charge d'explosif suffit à détruire un bâtiment de surface.

« Bien sûr, le fait de tirer le premier pour assurer sa survie peut passer à l'arrière-plan. Mais, une fois l'identification d'autant plus incertaine

qu'elle est difficile. C'est pourquoi il convient d'écarter la vigilance des quatre bâtiments logistiques et du porte-hélicoptères qui composent le convoi qu'il escorte avec les autres corvettes de sa division. Il vient d'ordonner les radars la vitesse et de prendre une formation de défense contre les sous-marins. Le groupe de bâtiments dont il a la responsabilité se dirige à 15 nœuds, vers le port de Logao. La sécurité du convoi et la capacité de riposte immédiate l'emportent maintenant sur la discrétion : tous les sonars sont en marche ; les bruits acoustiques sont fixés à un câble ; les hélicoptères porteurs de missiles ou de torpilles, prêts à décoller.

Le porte-avions et ses escortes aux actions qui pourraient s'engager bientôt. Il pense fournir au convoi une bonne défense anti-sous-marin rapprochée. S'il n'a à faire, comme l'affirment les renseignements en sa possession, qu'à deux sous-marins de type ancien, dont la portée la plus grande est de quelques 10 000 mètres, il espère limiter les dégâts, et, qui sait, être assez discret pour les empêcher de lancer dans de bonnes conditions. En revanche, si l'un de ces sous-marins est armé de missiles lancés à leur but, la partie sera plus difficile. Il a hâte d'apprendre que les porte-avions ont mis en fait les avions et hélicoptères de lutte anti-sous-marin, et que la frégate arrive à la rescousse.

Compartimentor, organiser l'espace maritime, dans la protection et l'élucidation, avec des moyens nombreux et variés, c'est la seule manière d'espérer trouver un sous-marin, tenir son contact et lui expédier les torpilles punitives par les hélicoptères lourds du porte-hélicoptères, les hélicoptères légers des corvettes, ou encore les missiles de la frégate.

Maintenant, l'esprit du capitaine de vaisseau L... est occupé par une autre menace. Les bâtiments de haute mer australiens et les vedettes de la marine zambienne pourraient s'interposer avant l'arrivée au port de Logao. Ils pourraient combiner leurs possibilités : grande portée de détection des bâtiments australiens, vitesse et rapidité des vedettes zambiennes, pour lancer leurs missiles avant que les corvettes hyperboréennes aient soupçonné leur présence.

Heureusement, les avions de surveillance maritime sont là et il faut espérer qu'ils notifieront rapidement le mer de tout escouade et de toute vedette menaçant le convoi et son escorte. De plus, si les sous-marins laissent quelque répit, des hélicoptères pourront aller à y voir un peu plus loin.

Encore une fois, L... rend grâce de la présence des deux porte-avions, qui seule permettent de tenter une telle opération, grâce aux moyens de détection et de traque à longue portée qu'ils apportent.

Les protagonistes

PORTE-AVIONS
Par son groupe aérien embarqué (40 à 120 avions) : avions et hélicoptères, il dispose d'une capacité de vigilance et de traque insurpassable ; plate-forme d'envol, atelier d'entretien, magasin de munitions, le porte-avions constitue en un volume réduit un potentiel important et renouvelable.
Tonnage : 40 000 ou 50 000 tonnes, 185 m. sur 30 m. (1 200 hommes), ou 220 m. sur 35 m. (2 000 hommes).

FRÉGATE
Navire polyvalent capable d'attaquer sous-marins, navires de surface, avions, et de se défendre contre les missiles. La frégate peut conduire les avions du porte-avions vers l'ennemi. Sa capacité de vigilance et de traque contre les sous-marins et les bâtiments de surface a été accrue par l'embarquement d'hélicoptères.
Tonnage : 7 000 tonnes, 150 m. sur 15 m. (350 hommes).

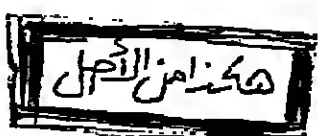
CORVETTE
Navire de petite taille, spécialisé, soit dans la lutte contre avions et bâtiments de surface, soit dans la lutte contre sous-marins et bâtiments de surface. Dans le domaine qui n'est pas de sa spécialité, il ne possède que des armes d'auto-défense.
Tonnage : 1 000 tonnes, 100 m. sur 10 m. (200 hommes).

PORTE-HELICOPTÈRES
N'importe jusqu'à ce jour que des hélicoptères, ce type de bâtiment évolue et embarque maintenant, à la fois, des hélicoptères et des avions à décollage vertical co-cour. Les hélicoptères peuvent, soit transporter des troupes, soit participer à la lutte anti-sous-marin et à la lutte anti-surface. Les avions, comme ceux, plus lourds des porte-avions, participent à la défense de la force navale et à l'attaque de l'ennemi, à terre et à la mer.
Tonnage : 20 000 tonnes, 200 m. sur 35 m. (800 hommes).

VEDETTE LANCE-MISSILES
Illustration moderne du mythe de David et Goliath. Les missiles autopropulsés dont elle est armée ne souffrent pas de réaction de recul, sa taille peut être réduite. Ce petit bâtiment a, contre les bâtiments de surface, une force équivalente à celle d'une corvette. Mais son rayon d'action est faible et il ne peut opérer qu'à court terme.
Tonnage : 400 tonnes, 50 m. sur 5 m. (65 hommes).

SOUS-MARIN NUCLEAIRE D'ATTAQUE
Bâtiment redoutable en raison de sa discrétion, de sa mobilité et de sa grande puissance de frappe. Les plus modernes d'entre eux sont armés de torpilles et de missiles contre bâtiments de surface et sous-marins lancés en plongée. Ils peuvent atteindre des vitesses de 40 nœuds et ont une autonomie quasi illimitée.
Tonnage : de 2 500 à 3 000 tonnes, 75 m. sur 7 m. (50 hommes), à 110 m. sur 10 m. (120 hommes).

LES TECHNIQUES
en cassette



ACTUALITÉ MÉDICALE

CARNET

Le paiement à l'acte : un mal nécessaire ou une idée reçue ?

Est-il vrai, comme on le répète à satiété dans les milieux médicaux, que le paiement à l'acte est un mal nécessaire, la condition inévitable du maintien d'une médecine libérale et personnalisée, et que toute formule différente conduirait nécessairement à la fonctionnarisation et à la disparition du libre choix des malades ?

Les exemples que rapportent ici le docteur Jean-François Lacroix sur l'expérience amé-

ricaine et notre correspondant à Marseille Jean Contrucci sur celle des Bouches-du-Rhône incitent à réfléchir sur la puissance des idées reçues et sur le bien-fondé de leur remise en cause.

L'imminence d'une généralisation de l'assurance-maladie aux États-Unis, promise par le président Carter, donne à cette réflexion une particulière actualité.

Les mutualistes des Bouches-du-Rhône : un modèle de médecine d'équipe

Marseille. — Deux journées « portes ouvertes », organisées en février dernier par l'Union départementale mutualiste des travailleurs des Bouches-du-Rhône (U.D.M.T.), ont permis aux responsables de cet important organisme de protection médico-social, auquel ont adhéré deux cent cinquante mille familles par l'intermédiaire de cent quatre-vingt mutualités affiliées dans les seules Bouches-du-Rhône (soit sept cent cinquante mille personnes environ), de faire un bilan de vingt ans d'activité.

L'U.D.M.T. a présenté, en particulier, certaines formes de l'exercice médical qu'elle développe, singulièrement la pratique d'une médecine d'équipe.

Cette formule est une expérience riche d'enseignements, à laquelle ont aujourd'hui associé cinquante « six » chirurgiens et médecins (spécialistes et généralistes) salariés à plein temps, quatre-vingt-cinq praticiens vacataires, ainsi qu'un important personnel attaché aux activités paramédicales exercées dans les quarante centres médicaux et sociaux du département, tous rémunérés à la fonction.

« Il y a vingt ans, précise M. Louis Callet, président du conseil d'administration de l'U.D.M.T., le corps médical voyait dans la pratique de la médecine d'équipe une « concurrence déloyale », quand ce n'était pas une « médecine à la chaîne » ou « au robot ». Vous savez, passé, dans un deuxième stade, à la neutralité pour arriver, ces dernières années, à une franche collaboration, puisque environ la moitié des malades nous sont adressés par des médecins libéraux ».

Qu'est-ce qui pousse les médecins à postuler (et même à accepter) deux candidatures par jour ?

De notre correspondant

Le docteur J.-F. Rey, médecin-directeur des centres de l'U.D.M.T., fait la distinction entre les médecins déjà installés et les jeunes médecins, très nombreux dans les Bouches-du-Rhône (soit sept cent cinquante mille personnes environ), de faire un bilan de vingt ans d'activité.

« Les charges d'un cabinet de groupe sont, dit le docteur Rey, environ deux fois plus élevées que celles d'un médecin isolé ; des contraintes administratives interdisent d'exercer en cabinet de groupe plurispécialitaire, ce qui risquerait de favoriser une multiplication des actes, par « compagne ».

Quant aux motivations avancées par les médecins libéraux, déjà installés, qui se convertissent à la médecine salariée, le docteur Rey les résume « comme un moyen de rompre l'isolement, un désir de pratiquer une médecine « à l'échelle humaine » (pas plus de vingt malades par jour entre les consultations et les visites) et la possibilité, grâce aux congés hebdomadaires et aux huit jours de stage de recyclage accordés chaque année, de garder le contact avec l'enseignement post-universitaire ».

An 1^{er} janvier 1977, le contrat commun à tous les médecins généralistes ou spécialistes — qui pratiquent la médecine d'équipe dans les centres mutualistes français — a été signé à 224 E. auxquels s'ajoutent une prime de 24 E. par an pour un ancien interne, par exemple, soit 1978 E., une prime d'ancienneté dans la

profession et dans les centres (elle représente 15 % du salaire de base après cinq ans, soit 1.234 F.), une « prime d'ancienneté » pour les visites de nuit ou de week-end chez les médecins généralistes (elle est de 18 %, soit 1.319 F.).

Avec vingt années de recul, les reproches formulés contre cette médecine « fonctionnarisée » par rapport à la médecine libérale ont-ils encore cours ? « La routine que l'on redoute ne guette pas plus un médecin salarié qu'un autre, poursuit la médecine dite « libérale », répond le docteur Jacques Delaunoy, médecin-directeur du centre Paul-Pastor. C'est une question d'individu, pas de système. Nous pensons avoir pris à la pratique traditionnelle de la médecine tout ce qui fait sa valeur et, notamment, avoir conservé ce « dialogue singulier » qui s'établit entre le médecin et son patient, qui nous garde de la routine, ce sont nos malades, leurs exigences et le libre choix qu'ils conservent de s'adresser à nous ou non, ainsi que l'émulation qui s'établit avec nos confrères libéraux. Elle est le gérant de la qualité de notre exercice médical. De plus, nous pouvons en permanence nous soumettre à la critique des praticiens de disciplines différentes qui s'intègrent à l'équipe, mais encore remettre en question notre conception de l'exercice médical, au cours de conseils médicaux mensuels, où toutes les critiques restent possibles. Les comités consultatifs de malades nous permettent également de recueillir critiques et suggestions. Enfin, les médecins travaillant en équipe ne se contentent pas d'exercer leur activité professionnelle : ils sont prêts, présents de la gestion du centre médical.

JEAN CONTRUCCI.

Les centres d'entretien de la santé aux États-Unis

Une histoire chinoise rapportée d'Amérique

Qui n'a pas entendu raconter qu'en Chine ancienne les médecins étaient payés exclusivement par les bien-portants. Quand la maladie frappait l'un de ses clients, le praticien devait alors donner des soins gratuits, jusqu'à la guérison du malade. Ainsi l'incitation pour le médecin était-elle de soigner le plus rapidement et le plus efficacement possible, afin que son patient soit à nouveau en mesure de lui verser, avec gratitude, sa « contribution de santé ».

Ce qui est surprenant dans cette histoire, c'est son caractère antique et exotique. Ceux qui le colportent semblent prévenir qu'une telle formule est utopique, alors qu'elle existe, très près de nous dans le temps et géographiquement.

L'histoire se passe aux États-Unis, et ce simple fait explique en partie la méconnaissance de ce système de prestation de soins appelé Health Maintenance Organization (H.M.O.) que l'on peut traduire par « centres d'entretien de la santé ». Le système de santé américain jouit, en effet, d'une mauvaise réputation en France, parce qu'il semble reposer sur l'exploitation de la maladie par des intérêts privés. S'il est vrai que le système de Sécurité sociale des États-Unis n'est pas comparable au nôtre, il faut cependant savoir que 95 % des Américains sont couverts par un système d'assurance maladie, dont grossièrement la moitié est sous la responsabilité du secteur public. Comme tous les pays industrialisés, les États-Unis connaissent eux-mêmes une crise inflationniste dans leurs dépenses de santé, et recherchent tous les moyens capables de contenir l'escalade des coûts, sans que le qualité des soins n'en souffre.

Par définition, un H.M.O. est un programme de délivrance des soins médicaux assuré par un organisme privé à but non lucratif, sur la base d'une cotisation annuelle. Celle-ci assure le souscripteur de l'accès à l'ensemble des services de soins qu'il offre, l'organisme, depuis les consultations jusqu'aux interventions chirurgicales les plus complexes. L'appellation H.M.O. est strictement contrôlée par le gouvernement, car elle permet d'accéder à des exemptions fiscales et à des subventions nombreuses : un H.M.O. doit, par exem-

ple, mettre à la disposition de sa clientèle des services de diagnostic et de prévention, des cliniques psychiatriques ambulatoires, des centres de désintoxication. Les tarifs d'adhésion sont eux-mêmes dégressifs pour éliminer toute discrimination à l'égard des catégories d'adhésions à haut risque (personnes âgées, maladies chroniques, invalides).

Dans de nombreux cas, les H.M.O. possèdent leurs propres hôpitaux ou consultations. C'est le cas, par exemple, de la célèbre Kaiser Foundation, dans la région de San Francisco, qui groupe plus de cinq millions d'adhésions, et celui de la Cooperative de santé du Fugate Sound, qui fut créée, il y a quinze ans, par de simples usagers, et qui assure actuellement l'organisation des soins des quatre quarts de la ville de Seattle (État de Washington). Il existe maintenant des H.M.O. dans presque toutes les grandes villes américaines, et la formule se développe régulièrement.

L'originalité des H.M.O. tient, en effet, dans l'application du forfait d'honnoraires : la consommation des soins est ainsi supportée par le collectif des médecins, propriétaire de l'entreprise. Le gaspillage est alors éliminé, et les interventions chirurgicales non nécessaires, les hospitalisations prolongées, les prescriptions de compléments, ou encore les achats de matériel de prestige sont alors limités par la conscience qu'a le prescripteur des conséquences matérielles de ses décisions. On indique, par exemple, que la durée de séjour est en moyenne de 40 % inférieure dans les hôpitaux de la Kaiser Foundation à celle des autres hôpitaux de la région, et pour des malades comparables. Mais ces chiffres, qui attirent généralement des commentateurs critiques, touchent en réalité l'existence d'une infrastructure de soins à domicile et de surveillance post-opératoire, qui se substituent aux soins hospitaliers. Au total, le taux de mortalité serait même meilleur dans les H.M.O. que dans les autres systèmes.

Le danger d'une telle formule, pourrait-on lui reprocher, est l'incitation à l'avarice en matière de soins. A cela, répondent les partisans des H.M.O., deux arguments peuvent être opposés :

« Le premier est que les médecins, en règle générale, sont plus sensibles à leur réputation professionnelle qu'à la recherche d'un profit maximum, et qu'ils ne « rognent » pas sur les dépenses qui leur paraissent justifiées. Il faut ajouter à cela que, dans un H.M.O., les médecins sont associés à la prise de décisions, ce qui leur permet de contrôler les dépenses et de limiter les abus. »

« Le second argument » est plus spécifique, et concerne l'Amérique, puisqu'il tient à la nature compétitive des institutions de soins entre elles. Pour peu qu'un H.M.O. ne donne pas satisfaction à ses adhérents, ceux-ci n'hésiteront pas à souscrire ailleurs, non sans avoir auparavant porté plainte et réclamé de justes indemnités. Les associations de consommateurs au « durs » ; tels que le groupe animé par le célèbre avocat Nader, ont joué dans cette affaire un rôle important en publiant périodiquement des véritables « guides de l'adhésant ».

Ainsi, les H.M.O. représentent une formule nouvelle et complète de délivrance des soins, dans laquelle la chaîne « prise en charge-traitement-contrôle-financement » est réduite à son minimum, et dans laquelle les différents acteurs sont non pas adversaires, mais solidaires. Par exemple, les médecins travaillant en équipe ne se contentent pas d'exercer leur activité professionnelle : ils sont prêts, présents de la gestion du centre médical.

* Docteur (Stas-Union).

Naissances

— Isabelle et Patrick Monod ont le 10 mars annoncé la naissance de leur fils Alexandre, 11, avenue du Maine, 75013 Paris.

— Bernard et Jeanine Stoll ont le 6 mars 1977, annoncé la naissance de leur fille Julia, 67000 Strasbourg.

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Brigitte Cassella, fille de M. Jean Cassella et de Mme. née Françoise Malin, avec M. Gérard Passet, fils de M. Hubert Passet et de Mme. née Micheline Labbé.

— M. et Mme Georges Gnaegy, M. et Mme Henri-Georges Martin, ont l'honneur de faire part de leurs fiançailles de leurs enfants, Anne et Denis.

— Reims — Reims — Paris. M. et Mme Jean-Marc Hédelin, ont l'honneur de faire part de leurs fiançailles de leurs enfants, Diane et Henri.

Mariages

— Mme Louis Chamignon, Mme Maurice Hevill, M. et Mme Jean Chamignon, M. et Mme Debusch, ont l'honneur de faire part de leurs mariages de leurs enfants, Isabelle et Martin.

— M. et Mme Jean-Pierre Lacroix, ont l'honneur de faire part de leurs mariages de leurs enfants, Marie-Christine et Christian.

— M. et Mme Henri Pinaud, M. et Mme Raymond Frémont, ont l'honneur de faire part de leurs mariages de leurs enfants, Marie-Christine et Christian.

— M. et Mme Jean-Pierre Lacroix, ont l'honneur de faire part de leurs mariages de leurs enfants, Marie-Christine et Christian.

Décès

— M. Paul Azancot et ses enfants, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 78, boulevard Victor-Hugo, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Michel Darmon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

Obituaires

— M. le gouverneur général Jacques Talon, M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

Obituaires

— M. le gouverneur général Jacques Talon, M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

— M. et Mme Yves Talon, ont l'honneur de faire part de son décès, survenu le 3 mars 1977, 121, rue de la République, 92000 Neuilly.

JUSTICE

Le salariat et les vœux d'un religieux

UN FRÈRE DÉSOBÉISSANT...

Quelle est la nature juridique de la communauté des religieux ? La communauté est-elle un contrat ? Le frère Pierre Flament, appartenant depuis 1968 à la congrégation des religieux des Frères de la Sainte Famille, a-t-il des obligations ?

Après un dissensus survenu avec un directeur, il fut déposé, en 1975, de la communauté des Frères Flament, à la disposition de son supérieur, et en attendant de l'admission, à Angers, dans la congrégation des Frères de la Sainte Famille, pour occuper un emploi laïque, sans pour autant se faire délier de ses vœux. Il réclame donc à ses supérieurs des dommages et intérêts pour la perte de son emploi.

Le frère René Blanchard, responsable de la congrégation, ne veut pas lui donner satisfaction. Le frère Flament s'adresse au tribunal d'instance de Paris afin de lui demander de statuer en cette matière.

Malheureusement pour lui, le juge d'instance se déclare in-

compétent, estimant que les rapports des parties appartenant à la communauté, et non à un contrat, relèvent de la compétence du tribunal de grande instance de Paris, en attendant l'avis du conseil des Frères de la Sainte Famille.

Sans se décourager, le frère Flament porte l'affaire devant le tribunal de grande instance de Paris, en attendant l'avis du conseil des Frères de la Sainte Famille. Il réclame un rappel de salaire avec les intérêts, des dommages et intérêts pour la perte de son emploi, et des dommages et intérêts pour la perte de son emploi.

La cause fut plaidée par le frère Flament et le frère René Blanchard, président de la congrégation, devant le tribunal d'instance de Paris.

An nom du frère Blanchard, M. Julien Comby, avocat, en exécution des vœux qu'il a prononcés, le frère Flament a occupé divers emplois par décision de ses supérieurs révoqués et ad vitam.

La « promesse d'obéissance »

Le tribunal a opté pour la seconde thèse en déclarant notamment :

« (...) Les rapports existant entre l'Institut et Pierre Flament trouvent leur source dans les vœux que celui-ci a prononcés et confirmés par écrit. Ces vœux s'analysent en un contrat à exécution continue, indéterminée quant à la durée, et dont l'objet est la charge des parties des obligations réciproques. Celles de Flament consistent à occuper dans la congrégation la charge de supérieur, à l'exception des emplois qui ne sont pas compatibles avec son état de religieux, et à lui assurer les besoins matériels tandis que ses biens demeurent à la disposition de la communauté. »

« Ce contrat s'exécute tant que le religieux n'est pas délié de ses vœux. En l'acceptant, Pierre Flament s'engage à...

gager ainsi implicitement mais nécessairement à continuer à remplir les obligations qu'il comporte. Le contrat s'est donc rompu et son exécution ne peut être poursuivie. »

« Contrairement à ce qu'affirme le demandeur, il n'a pas été privé abusivement de son emploi puisqu'il lui a été proposé un poste à Angers qu'il n'a pas cru devoir accepter, malgré son vœu d'obéissance, ce à quoi il était tenu par ses supérieurs. Il lui appartient donc, tant qu'il persiste dans ses vœux, d'observer sa promesse d'obéissance à laquelle il manque en refusant la nouvelle affectation décidée par ses supérieurs hiérarchiques. »

En conséquence, le requérant n'est débouté de ses demandes et condamné aux frais du procès.

FAITS DIVERS

Pour la première fois depuis trois ans

LA POLICE ARRÊTE DES TRAFICANTS DE DROGUE OPÉRANT ENTRE LA FRANCE ET LES ÉTATS-UNIS

Les policiers de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants se demandent si la « French Connection » — la route française d'alimentation en héroïne du marché américain — n'est pas sur le point de retrouver la faveur des trafiquants. Pour la première fois depuis 1974, en effet, ils ont arrêté, le 6 mars, sur cet axe, au Havre, une équipe de cinq personnes qui s'approprièrent à faire passer aux États-Unis, via le Havre, 1.700 kilos d'héroïne pure en provenance de Hongkong (nos dernières éditions).

Un premier envoi de 200 grammes de drogue, dissimulé dans le cadre d'un miroir, avait été intercepté à Paderborn (Allemagne), où il avait été déposé par un ressortissant américain recherché outre-Atlantique, Frank Catino, trente-sept ans, par lui, les policiers remonteront la filière et arrêteront les autres membres présumés du réseau : Olivier Müller, trente-deux ans, et Patrick Lemieux, vingt-cinq ans, du Havre ; Jean Fongemol, quarante-trois ans, le fournisseur de la drogue, et Antoine Galliano, soixante-six ans, qui aurait déjà servi à plusieurs reprises de « relais » dans des réseaux de trafiquants.

● Six mineurs sud-africains, dont un Blanc, ont été tués, samedi 7 mars, lors d'un incendie dans la mine d'or de Bufofontein, à 150 kilomètres à l'ouest de Johannesburg. — (A.F.P.)

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Fauriol, directeur de la publication, Jacques Saurat.

Imprimerie : J.B. Saurat, 15, rue de la Harpe, 75001 Paris. 1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission nationale des journaux et publications : n° 57437.

Un congrès des centres de formation professionnelle

Quel avenir pour l'avocat ?

De notre correspondant

Ce n'est pas les avocats français, s'ils veulent résister à la concurrence, concurrence d'autres professions françaises, mais aussi concurrence de leurs confrères étrangers, doivent s'intéresser au monde des affaires. Pour y trouver leur place, il faut être indispensable de recevoir une formation professionnelle intensive. Telles sont les conclusions auxquelles sont arrivés les participants des divers centres de formation professionnelle d'avocats, réunis en congrès, à Caen, samedi 5 et dimanche 6 mars.

Ces centres, créés dans ces dernières années par la loi, en 1971, à l'initiative des professions d'avocats et d'avoués, n'ont pu valablement jouer le rôle qu'ils étaient supposés remplir. Les avocats, en effet, ne sont pas des professionnels de la formation professionnelle. Ils ne sont pas des enseignants, et ils ne sont pas des conseillers juridiques.

En général, leur formation est plus longue que celle des avocats français. Une concurrence qui s'ajoute à celle des sociétés fiduciaires, des sociétés juridiques des experts comptables.

« Un supplément de défense »

D'où le projet qui semble faire l'objet d'un accord : une maîtrise juridique obligatoire (et non plus la licence qui désormais sera délivrée au bout de trois ans d'université), l'étudiant passant un certificat préparatoire à la profession d'avocat. Avec celui-ci, il entrerait dans un centre de formation professionnelle où, pendant douze à quinze mois, rémunéré, il recevrait une formation mi-théorique, mi-pratique qui lui permettrait de mettre en rapport avec d'autres professions que celle à laquelle il se destine. Ce n'est qu'à la fin de cette période qu'il passerait son certificat d'aptitude à la profession d'avocat, et s'il est reçu, prêterait serment et serait inscrit de plein droit au barreau.

THIERRY BRÉHIER

FAITS ET JUGEMENTS

Le « séquestration » du prince Xavier de Bourbon-Parma :

La confusion continue de la séquestration du prince Xavier de Bourbon-Parma. Ce dernier a publié successivement lundi 7 mars deux déclarations faites devant notaire dans la prison de la Cour d'assises de la Seine. La première, datée du 11 décembre 1976, M. Schulz, vingt-huit ans, est en effet l'objet d'une enquête de la justice française. La seconde, datée du 11 mars 1977, M. Schulz, vingt-huit ans, est en effet l'objet d'une enquête de la justice française.

Liquidation des biens de la Reine Pédagogue.

Le tribunal de commerce de Paris a prononcé, lundi 7 mars, la mise en liquidation des biens de la société, la Reine Pédagogue, dont M. Patrick Alloué de Ribemont — toujours inculpé de débaucheries d'armes et de complaisance dans le meurtre de Jean de Broglie, mais rendu en liberté de puis le 1^{er} mars dernier — était le président-directeur général depuis janvier 1976. M. de Ribemont a indiqué qu'il interjetait appel par les voies légales. Cette décision, a-t-il en effet déclaré, n'a pas suivi les conclusions des présidents, et elle n'a pas suivi les conclusions des juges. Elle est donc une décision de justice.

● Un ouvrier meurt électrocuté sur un chantier. — Un ouvrier de vingt-cinq ans, qui travaillait sur un chantier de Pontivy (Morbihan), M. Martin, Plesneux, est mort lundi 7 mars électrocuté par une grue qui avait heurté, au cours d'une manœuvre, une ligne électrique de 17 000 volts.

La confusion continue de la séquestration du prince Xavier de Bourbon-Parma. Ce dernier a publié successivement lundi 7 mars deux déclarations faites devant notaire dans la prison de la Cour d'assises de la Seine. La première, datée du 11 décembre 1976, M. Schulz, vingt-huit ans, est en effet l'objet d'une enquête de la justice française. La seconde, datée du 11 mars 1977, M. Schulz, vingt-huit ans, est en effet l'objet d'une enquête de la justice française.

Le prince Carlos Hugo affirme que son père a été contraint de publier la première déclaration « alors qu'il était aux prises avec des réactions de droite » partisans de son frère Sixte. — « qui l'ont, a-t-il ajouté, soumis à toutes sortes de chantages et de pressions ».

Dans une lettre adressée dimanche 6 mars à son notaire, le prince Xavier de Bourbon-Parma reconnaît que « c'est par des contraintes » qu'il a été isolé et éloigné de son fils Carlos Hugo, et demande que soit corrigé l'effet résultant soit de l'attribution erronée de déclarations que j'ai faites, soit de l'utilisation de déclarations qui m'auraient été prêtées et qui n'ont jamais été formulées ».

Enfin, dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 mars, le prince Xavier de Bourbon-Parma a publié un communiqué dans lequel il déclare : « Hospitalisée à l'hôpital américain depuis huit jours, j'ai été quotidiennement en contact avec mon époux et j'exprime mon indignation que mon fils Carlos Hugo puisse accuser son propre frère Sixte d'avoir enlevé son père... »

SPORTS

BOXE

LA MORT D'EUGÈNE CRIQUI

54 VICTOIRES AVANT LA LIMITE

Mort, dimanche 6 mars, dans une maison de repos de Selles-Saint-Denis, Eugène Criqui était né le 15 août 1893 à Paris. D'abord tourneur sur métaux dans un atelier de Belleville, il fut engagé dans une salle d'entraînement du quartier par l'organisateur de combats Théo Vienne, qui lui fit prendre sa licence professionnelle de boxeur. Il fut champion de France, puis de France Charles, il était vite devenu une attraction de la boxe parisienne, à la période qui précède la première guerre mondiale. Blessé de guerre aux Éparses, la machine trébuchée par une balle allemande, il fut réformé. Il fut engagé dans la vieillesse de la mobilisation, il avait dû s'entraîner devant le poids coq Charles Ledoux, alors sportif partenaire de Georges Carpentier. C'est le même Ledoux qui allait rencontrer en match revanche, au Vel d'Hiv, en 1922, et lui valoir, par une victoire éclair, la consécration de « roi de K.O. ».

Entre-temps, il était arrivé à Eugène Criqui une tragédie qui aurait dû lui interdire à jamais le métier de pugiliste. Blessé de guerre aux Éparses, la machine trébuchée par une balle allemande, il fut réformé. Il fut engagé dans la vieillesse de la mobilisation, il avait dû s'entraîner devant le poids coq Charles Ledoux, alors sportif partenaire de Georges Carpentier. C'est le même Ledoux qui allait rencontrer en match revanche, au Vel d'Hiv, en 1922, et lui valoir, par une victoire éclair, la consécration de « roi de K.O. ».

OMNISPORTS

M. Nelson Paillou n'est pas réélu au comité directeur du C.N.O.S.F.

M. Claude Collard a été réélu, samedi 5 mars, président du C.N.O.S.F. (Comité national olympique et sportif français) qui occupe depuis la fondation de cet organisme, en 1972, tout allait pour le mieux. M. Nelson Paillou, vice-président depuis dix ans, a été exclu du comité directeur. Quelque chose n'allait donc pas ?

Pourquoi ne pas avoir redonné sa place à un homme qui avait si bien rempli sa tâche, apparemment, qu'il fut désigné pour être chef de la délégation française aux Jeux olympiques de Montréal ? Question de personnes, laisse-t-on entendre. M. Paillou aurait eu le tort de dire sans tarder qu'il jugeait le C.N.O.S.F. un peu trop à la remorque du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports. N'était-ce pas traiter en vaseaux les membres d'une assemblée qui n'est ni indépendante ? N'était-ce pas également viser un poste de président qu'on ne tenait pas à lui offrir ?

M. Paillou n'est pas seul à connaître la disgrâce. En même temps que lui a été réélu M. René Mouton, président de la F.E.O.T. (Fédération équestre et gymnique du travail). Les deux noms accolés évoquent quelque réminiscence. En 1973, lors de la préparation de la loi sur le développement du sport, n'est-ce pas M. Mouton et Paillou qui avaient secouru le C.N.O.S.F. ? On les avait encouragés, et suivis en partie, dans la mesure où ils servaient des intérêts bien ordonnés.

Maintenant que la loi est votée, ces porte-parole deviennent plus ennuyeux qu'utiles. N'aurait-il pas pour une œuvre de contestation d'autant plus mal venue qu'ils sont l'un comme l'autre, et ne s'en cachent pas, des hommes de gauche ? Bons gestionnaires, nul ne saurait le contester, mais mal orientés politiquement. A la trappe !

RUGBY

Un match de rugby peut-il s'interpréter de la même façon, qu'il soit vu à la télévision ou au stade même ? Il ne le semble pas, et pour des raisons diverses, qu'expose ici Jean Lacouture, après avoir assisté au France-Ecosse du 5 mars, dans un fauteuil.

La télévision fait écran

Quel est le « vrai match » ? Celui qui se joue sur le terrain, mille spectateurs du Parc des Princes ou celui qui voit vingt-cinq millions de télé-spectateurs ? A condition de savoir que ce n'est en tout cas pas « le même match », et bon de se retrouver de temps à autre calé dans son fauteuil, face à l'écran. Ce que favorise la télévision, c'est celle qui restera peut-être, qui fera figure de vérité définitive parce que c'est la vérité du plus grand nombre.

En toute sincérité, la vision déformée, ça ne tient pas. Bien sûr, il y a des matches pour la « télé », de ces combats minutés, limités, à un ring étroit, à voir au microscope. — Ici, que France-Ecosse 1976, qui fut un affrontement de pliers dans un mouchoir de poche. Mais le brillant, le mouvement, le festival de l'équipe de France — qui s'est aperçue samedi, qu'on a des chances d'être plus forts à quinze qu'à neuf, — nous ne l'avons vu à l'écran que tronqué, réduit, amoindri. La comparaison avec le match Angleterre-Galles de Cardiff, assez ternes d'ailleurs, était instructive.

Un rugby de mouvement tel que nous l'ont offert cette fois-ci les Français est mal traduit, mal transmis chez nous. Dans cette espèce de dialogue ou de double langage qui devrait s'instaurer entre les détails et les ensembles, entre les gros plans et les panoramiques, et aussi entre l'image et la parole, ce sont toujours les premiers qui sont chez nous choisis de préférence. Si bien qu'un décalage irrémédiable s'établit entre le commentaire des spécialistes, qui voient l'ensemble du jeu, et les images par trop concentrées sur des effets — trophées de deuxième ligne, introductions en mêlée — qui nous sont obstinément données.

Ce qui manque à la télévision française, c'est véritablement une unité de regard, une orientation du reportage par le

plus compétent, qu'il soit, d'ailleurs, homme d'images ou homme de mots. Sans quoi on continuera à voir ceci et à entendre cela, et à souffrir d'une perpétuelle attente des images, « de situation ». A plusieurs reprises, samedi, et notamment lors du premier essai français, puis sur une tentative de Bassit, il était pratiquement impossible de savoir si le jeu se déroulait sur le ligne de mêlée ou sur celui des 22 mètres.

Que le match de Cardiff semblait « lisible », après cela. — Très beau, c'est vrai, et l'on n'y a rien vu de tel — sur l'écran — en un seul coup d'œil. J.P.R. Williams, — qui a été déboulé collectivement de la troisième ligne française, déboulé incompréhensible, ou qui a été déboulé par le « perçage d'Aguirre ».

C'est lui que la télévision peut reprendre l'avantage, car ces gestes que l'on voudrait ne jamais voir finir, qu'on souhaite fixer à jamais, elle nous les restitue. Et quelle joie de revoir alors l'arrière du quinze de France déboulé au ralenti avec une sorte de majesté pour-mant, reprendre son souffle et changer de rythme en pleine course ! Quel plaisir que cette vision de plénitude, que cette joie des gestes exacts !

Et puis la télévision peut nous constituer aussi en juges, en nous laissant revoir d'autres gestes, d'une autre nature. Juges, nous l'aurions été bien autrement que les dirigeants français, qui se sont donnés le ridicule de disqualifier le champion Jean Gachassin, l'enchanteur de naguère, pour avoir parlé sans leur autorisation à la télévision (il, mais ont osé garder en équipe de France et désigner pour Dubin Gérard Chollet, auteur d'un geste inqualifiable que la télévision d'une vingtaine de pays a montré en gros plan, dans toute sa crudité).

JEAN LACOUTURE.

مكتبة

Jean Barthe
J.-F. Heisser
Planes-G. Ivaldi

C. Balif - Varose Mahler
ORCH. NATIONAL DE FRANCE
direction : Marc SOUSTROT
RADIO-FRANCE, Salles et Agences

© 1994 Columbia Pictures Industries, Inc. All rights reserved. TM & © 1994 Columbia Pictures Industries, Inc. All rights reserved.
GENE WILDER • JILL CLAYBORN
TRANSAMERICO
PATRICK McKEE
 with NEIL PATTON • CLYTON JAMES
 Conduite par DELILLO • D.

100 per cent USA

RECEIVED JAN 10 1964

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

POUR LEUR DÉPARTEMENT
PROMOTION ET PUBLICITÉ
LES 3 SUISSES recherche

UN JEUNE DIPLOME

De formation commerciale et littéraire :
Ecole supérieure de commerce, Ecole
de journalisme, Faculté de lettres (ou
ayant une expérience de quelques
années dans la publicité).

Celui-ci participera au sein d'une équipe
de promotion à la création, à la
conception, et à la rédaction de docu-
ments de vente par correspondance.
Une imagination concrète, le goût du
commerce et des facilités de rédaction
publicitaire et promotionnelle sont
indispensables.

Lieu de travail métropole Nord.

Adresser votre C.V. accompagné d'une
photo et d'une courte lettre donnant
les raisons de votre intérêt pour ce poste
au Directeur du Personnel

3 SUISSES FRANCE
12, rue de la Centenaire
59170 CROIX



IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE RENOMMÉE MONDIALE
recherche pour sa
DIVISION PRODUITS NOUVEAUX
à LYON

DIRECTEUR COMMERCIAL

Capable de :
— lancer une gamme d'engins de maintenance en
usine ;
— créer un réseau commercial ;
— rechercher et négocier la représentation et la
distribution de produits similaires ou complémentaires
d'origine étrangère.
Il peut faire état de sa réussite dans ce domaine
ou dans la commercialisation de produits simi-
laires.
Il parle couramment l'anglais (obligatoire).

CHEF DE VENTE

Ayant une expérience et étant confirmé dans la
vente de matériels de maintenance y compris de
châssis d'élevateurs d'usine.
Il sera placé sous les ordres du Directeur Commercial
recherché.
Les informations complémentaires seront données
dès le premier contact.

Envoyer votre dossier en précisant la référence
sous la n° 2075 à COMPTON Publicité
20, avenue de l'Opéra, 75000 Paris Cedex 01.

LE GLITEC, A LYON, EST UN BUREAU
D'ÉTUDES ET DE PILOTAGE DE
TRAVAUX. Pour développer son service
bâtiments industriels, le Directeur Général
cherche un ingénieur

chef de projets

Ses missions :
— assurer personnellement l'exécution des
contrats en relation avec les maîtres d'ouvrages
et sous-traitants éventuels ;
— dans un deuxième temps, développer la
clientèle en vendant des interventions de
maîtrise d'œuvre, direction de chantiers, entre-
prise générale, études techniques.
Ce poste convient à un ingénieur-fluide
(shvapeur-électricité) de formation type AM.
Il a l'expérience de réalisations de bâtiments
industriels complexes.

Écrire à Mme G. DILL, ss réf. 404 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

le groupe MAISONS CHALET IDÉAL
2e constructeur français de maisons
individuelles

offre le poste de

DIRECTEUR

de sa filiale

SOLOGNE INFORMATIQUE

société de traitement à façon implantée à
Romorantin (41).

Métier utile : 3/12, bande, 3741

• Nous demandons une expérience de chef
de service système IBM 3 et GAP II d'au
moins 3 ans.

• Age minimum 35 ans.

Le secret des candidatures est assuré.

Adresser votre lettre manuscrite, avec C.V.
détaillé, photo récente et présentations à :

SOLOGNE INFORMATIQUE

Allée de Gombault - 41200 Romorantin

SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE FRANÇAISE
en fort développement, faisant partie d'un
groupe MULTINATIONAL, recherche pour sa
DIRECTION ADMINISTRATIVE
ET FINANCIÈRE

un responsable

qui doit progressivement accéder à la position de
DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER

sous l'autorité de la Direction Générale, le
candidat aura :
— la responsabilité de la Comptabilité Générale,
la charge de la provision, de la gestion de la
Trésorerie et des relations avec les établisse-
ments financiers ;
— l'élaboration et la rédaction de toutes questions
d'ordre juridique, fiscal ou social ;
— du domaine administratif (Contrats, Assu-
rances) sur le personnel.

Le poste conviendrait à une personne âgée de 35 ans
au moins, ayant plusieurs années d'expérience,
sensibilisée à l'informatique, diplômée HEC -
ESCP - DEC dynamique, ayant une bonne organi-
sation et des contacts humains.
Lieu de travail : Seine - Maritime.

Adresser candidature manuscrite, avec C.V.
détaillé, photo et lettre de motivation à :

S.A.F.F.C.A.
BP 362-08 - 75265 PARIS CEDEX 08

Les Maisons Bruno-Petit

TROISIÈME CONSTRUCTEUR FRANÇAIS
DE MAISONS INDIVIDUELLES

recherchent pour leur filiale

NORMANDIE

— C.A. 76 : 20 millions de francs.

— C.A. prévu 77 : 20 millions de francs.

DE FORMATION SUPPLÉMENTAIRE (École de Comm.)

Secrétaire général

Membre de l'équipe de Direction, il sera responsable
de l'ensemble des activités comptables, financières
et administratives.

Écrire sous la référence B 76,
41, rue des Sorbiers - 92150 MEUDON.

COST ACCOUNTING MANAGER TOULOUSE

Une société filiale d'un important groupe inter-
national et spécialisée dans la fabrication de
produits électroniques recherche un chef
de comptabilité analytique pour effectuer son
travail. Basé à Toulouse et rattaché direc-
tement au Directeur Financier, il sera respon-
sable d'une équipe de 3 personnes. Il
dirigera les ingénieurs de fabrication, contrôlera
les coûts et analysera les variations. Il
effectuera pour ce qui concerne son domaine
le reporting vers le siège européen. Il partici-
pera à la mise en place des procédures de
contrôle d'inventaire. Enfin il aidera à la
mécanisation des travaux de sa section.

Le poste convient à un homme de 35 ans mini-
mum, possédant un diplôme comptable
supérieur et une expérience en cost accounting
acquise dans une société anglo-saxonne. Le
salaires annuel de départ sera de
F 70.000 à 80.000 selon l'expé-
rience. Des possibilités de promo-
tion sont offertes au sein du groupe.

Écrire s/réf. 6002 à J.N. CRETE
Tour Majas Montparnasse
33, avenue du Maine
75730 Paris Cedex 15

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FINANCIÈRE
recherche

pour le développement de ses agences de LYON -
BORDEAUX - LILLE - ANNECY - ST-ETIENNE

CADRES FINANCIERS

Les candidats (es) devront posséder :

— une bonne formation bancaire (niveau moyen
terme - crédit long terme) ;

— de bonnes connaissances comptables, fiscales et
juridiques ;

— la pratique et le goût des contacts.

Adresser C.V. photo et présentations s/réf. 2.440
P. LORRAU S.A. 10, rue de Louvois
75003 PARIS CEDEX 03 qui transmettra.

ingénieur chef de production

110 000 F/an

Diplômé A.M. ou équivalent, ayant au moins 32 ans, plusieurs
années d'expérience de commandement en usine et en
fabrication, et de solides connaissances en anglais.

Il aura la responsabilité de la production et des moyens techniques.
Possibilités intéressantes en Commandement et Sécurité.

Toutes informations sur cette offre seront données
confidentiellement au téléphone de lundi au vendredi

8h42-9h30-13h30-14h15h
par Informations Carrière

SVP 11-11 qui demandera
un rendez-vous aux
candidats concernés.

On peut aussi adresser
son dossier, réf. 585
55, avenue de Wagram
75017 Paris

ALUMINIUM PECHINEY

recherche
pour ses établissements de Province
(ALPES - PYRÉNÉES)

JEUNES CADRES ADMINISTRATIFS

pour la FONCTION PERSONNEL

Débuteurs ou ayant déjà 2 ou 3 ans
d'expérience.

Formation supérieure : Droit, Sciences Po,
HEC...

Dans un premier temps ils occuperont les
fonctions d'Adjoint au Chef des Services
Administratifs et du Personnel d'un des
établissements de la Société.

Après plusieurs années d'expérience ils
pourront se voir confier la responsabilité
des Services Administratifs et du Personnel
d'un des établissements ou être orientés
vers d'autres fonctions.

Longues possibilités d'évolution de carrière
dans le cadre du Groupe PECHINEY -
LIGNE - KULHMANN.

Adresser C.V. détaillé à DRP ALUMINIUM
PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS.

KALAMAZOO

SYSTEMES D'AFFAIRES

recherche
dans le cadre de son expansion Nationale

ATTACHÉS COMMERCIAUX (HOMMES ou FEMMES)

POUR SES AGENCES DE :

LILLE
25, place de la Gare
Tél. : 30/35, 45, 54 et 55.

LYON
1, rue de la Barre
Tél. : 78/42, 52, 58 et 57.

DEMANDEURS : BAC G. Diplôme commercial ou
comptable, la carte de l'organisation.

Nous leur proposons, après une période de forma-
tion dans notre Centre à Bordeaux, la gestion
d'un secteur commercial afin de vendre des sys-
tèmes de gestion et d'implanter de nouvelles
méthodes de travail dans des entreprises privées
et publiques.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou
écrivez-nous.

offres d'emploi

NOTRE GROUPE

TRAITE 1,5 MILLIARD DE C.A.
ET COMPREND 5.000 PERSONNES.

Nous recherchons une importance primor-
diale au climat de collaboration et à la
qualité des hommes.

Nous sommes largement implantés hors de
France.

L'activité multisectionnelle de nos 30 filiales
est essentiellement commerciale mais, en
général, à caractère technique.

Notre développement est souple et
constant.

Nous recherchons la collaboration de
2 jeunes :

ASSISTANTS DE DIRECTION FUTURS RESPONSABLES

Diplômés HEC - ESSEC - ESCP
ayant déjà de préférence, première
expérience.

Nous leur proposerons après un rapide
passage au Siège (pendant lequel ils feront
connaissance du Groupe et s'initieront à
ses activités et méthodes de gestion) une
affectation dans une filiale pour complé-
ment de formation.

Leur carrière se développera ensuite
dans les différentes filiales notamment
en Afrique en poste d'exploitation ou
d'état-major.

Env. lettre man. avec CV ss le No 2067 à :

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

80.000/110.000 F

Nous sommes l'une des divisions d'un groupe
multinational. Notre activité consiste à étudier la
demande du marché, distribuer et suivre les
matières premières plastiques fabriquées par notre
maison mère.

Le poste que nous avons à pourvoir se situe dans
la région parisienne, mais si vos aspirations vont
porter vers la région RHONE-ALPES, SUD-EST
de la France, nous pourrions également en parler.

Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire d'avoir
entre 3 et 5 ans d'expérience de la vente des
matières plastiques aux entreprises. Une formation
de chimiste vous aidera dans vos contacts externes
et internes, mais compte tenu de votre expérience,
c'est surtout votre personnalité qui nous intéresse.

Alors, nous comptons sur votre rayonnement, votre
capacité de contact, votre sens politique, votre
diplomatie, votre courtoisie et, dans une certaine
mesure, votre agressivité pour vous aider à réussir.

C'est un poste très indépendant. Il est évolutif.

La pratique effective de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence 3352

INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE

28, avenue de Messine
75008 PARIS

A qui nous avons confié cette recherche.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

PARIS 20 000 \$ +

est recherché par un groupe international, spécia-
lisé dans la vente et la maintenance d'équipements
électroniques de contrôle.

Faisant partie de l'équipe de Direction et en
étroite relation avec le Directeur Financier
Européen, la fonction consiste à :
— assurer, avec
rigueur, la responsabilité des comptes d'exploi-
tation, des bilans et des deux mensuels selon les
procédures américaines ;
— participer à toutes les
opérations de comptabilité générale, les déclara-
tions fiscales et la paie ;
— planifier et contrôler le
Cash Flow, suivre le recouvrement des créances.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat âgé
de 22 ans environ, ayant un diplôme d'une grande
école commerciale complété par un D.E.C.S. et
pratiqueant couramment l'anglais. Une formation
dans un Cabinet d'audit, ou 2 à 3 années d'expé-
rience acquise au sein d'une société anglo-saxonne,
est indispensable.

La rémunération ne sera pas inférieure à 20 000 \$
et pourra être augmentée en fonction des com-
pétences du candidat.

Les personnes intéressées
doivent envoyer C.V., lettre
manuscrite, photo (recente),
et résumés de réalisations
sous réf. 21-488 MA CLAP
3 av. Faidherb 75008 Paris.

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

CLAP

<

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

bonlieux Sud-Ouest Paris

recherche

INGÉNIEUR position II

Formation Grande École
type A. et M. ou E.N.S.I.
spécialité électronique
ou électromécanique

En tant qu'adjoint technique du Chef du service
chiffres export (140 personnes), il aura pour
missions principales :

- de définir ou améliorer les méthodes d'installation de mise en service et de recette des centraux téléphoniques ;
- d'en surveiller l'application par les équipes de chantier ;
- d'être le lien actif entre les équipes de chantier et les équipes techniques (service ingénierie).

Ce poste conviendrait à un ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience des chantiers d'installation de matériels de commutation téléphonique ou téléphonique et parlant couramment l'anglais. Disponibilité indispensable : voyages fréquents et de courte durée à l'étranger.

Env. C.V. et prétentions (avec photo) sous n° 2241
Cantessé Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

TERRAIRE LA STÉ LA PLUS IMPORTANTE EN EUROPE DANS SON DOMAINE

300 MEJAN DE RECETTES
TRÈS BIEN GÉRÉE ET DYNAMIQUE
(Recettes x 2 tous les 4 ans)
rech. pour PARIS

JEUNE CADRE SUPÉRIEUR COMPTABLE

ADJOINT COMPTABLE et FISCAL (au sens le plus large) du Responsable comptable et financier : supervision COMPTABILITÉ générale, Facturation, Paie, ... ; BILAN, déclarations fiscales et pour autorités de tutelle. Perfectionnement des procédures de CONTRÔLE DE GESTION.

INDISPENSABLE

- Très solide formation générale et comptable : EXPÉRIENCE en D.E.C.S.
- 5 ans minimum d'EXPÉRIENCE COMPTABLE et GESTION BUDGÉTAIRE à un niveau élevé dans UNE SOCIÉTÉ IMPORTANTE.
- PRACTIQUE COURANTE DE LA FISCALITÉ DES SOCIÉTÉS.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV, détaillé, photo, prétentions s. réf. 3730 à

SC sélection conseil

TECHNICO-COMMERCIAL

75.000/80.000 F

Filiale d'un important groupe international, nous sommes leader dans le domaine de la connexion électrique.

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un technico-commercial (ing. ou B.T.S. en électromécanique ou équivalent) pour prendre en charge le développement de notre pénétration commerciale sur le marché des télécommunications.

Bien que technicien, vous devrez faire preuve d'imagination et d'agressivité commerciale, participer au développement de nos produits et assurer leur introduction sur le marché.

Vous êtes un homme de terrain, parfaitement autonome et doté d'une grande facilité de contact aux niveaux les plus élevés.

De notre côté, nous mettrons tout en œuvre pour vous aider à réussir.

Le poste est évolutif.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence 3348

INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS

INGÉNIEUR EN CHEF INFORMATIQUE

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE ET DE
CONSTRUCTION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS de très grande envergure, implantée à Paris, regroupant 3.000 personnes, nous étions notre département informatique et créons un poste de responsable de groupe de projets importants (gestion matériels, de documents) mettant en œuvre les bases données et un matériel très puissant (IBM 370/168).

L'ingénieur en Chef que nous recherchons doit être issu d'une Grande École et justifier d'une expérience effective de l'informatique de gestion en milieu industriel.

L'expansion de notre Société et son affiliation à un groupe important autorise de larges possibilités d'évolution.

Ecrire sous réf. 6352 à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

etap

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE FRANÇAIS

recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR DES FILIALES ALLEMANDES

CE POSTE DOIT ÉVOLUER RAPIDEMENT
VERS DES FONCTIONS DE

DIRECTEUR ADJOINT

RATTACHÉ AU DIRECTEUR GÉRANT DES
FILIALES ALLEMANDES (INDUSTRIELLES ET
COMMERCIALES) CE CADRE SUPÉRIEUR
AURA LA RESPONSABILITÉ :

de coordonner et de promouvoir la pénétration du groupe sur le marché allemand, son activité s'étendra aux problèmes commerciaux, financiers, juridiques et de développement technique.

Ce poste peut convenir à un candidat formation supérieure (Grande École Ingénieur ou Commercial) de premier plan, ayant 3 à 10 ans d'expérience des affaires, possédant parfaitement la langue et la culture allemande et l'environnement allemand.

Son lieu de résidence, après un stage à Paris et dans les filiales allemandes, sera déterminé en fonction de la meilleure efficacité à Paris ou dans une ville frontalière (France ou Allemagne).

Ecrire sous référence MW 411 AM

FIRME INDUSTRIELLE FRANÇAISE LIÉE A
PUISSANT GROUPE EUROPEEN (équipement
électrique pour automobiles) recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

32 ans min. ayant formation complémen-
taire marketing pour poste à créer d'

ADJOINT MARKETING

DU DIRECTEUR COMMERCIAL

capable assurer à partir d'une étude permanente du marché et de contacts étroits avec les grands clients de la firme, l'élaboration et la mise en œuvre :

- d'une politique des produits ;
- d'une stratégie de distribution.

IL S'AGIT D'UN POSTE D'AVENIR PERMET-
TANT A TERME RAPPROCHE L'ACCESSION
A DES FONCTIONS DE RESPONSABILITÉS
IMPORTANTES

Une solide expérience du marketing de
produits industriels, la connaissance de
l'allemand ou d'au moins une parfaite
connaissance de l'anglais sont indispen-
sables.

LE TRAITEMENT ANNUEL NE SERA PAS
INFÉRIEUR A

120.000 F

Ecrire sous référence CM 403 CM

TRÈS IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
FRANÇAIS RECHERCHE POUR SES SERVICES
TRAVAUX NEUFS PARIS

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ÉLECTRICITÉ-RÉGULATION

ESR-IEG-AM (automatismes et équiva-
lent, ayant 1 à 3 ans d'expérience pro-
fessionnelle.

INTÉGRÉ A UNE ÉQUIPE PLURIDISCIPLI-
NAIRE TRÈS QUALIFIÉE, IL PARTICIPERA A
L'ÉTUDE ET A LA RÉALISATION DE GRANDS
PROJETS POUR LA FRANCE ET L'ÉTRANGER

Situation très intéressante et évolutive
pour candidat de premier plan.

Ecrire sous référence KU 415 AM

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE
2.000 PERSONNES - PARIS LA DÉFENSE
RECHERCHE

CADRE SERVICE DU PERSONNEL

Il s'agit d'animer, coordonner, contrôler la
paie de 10 usines et assurer tous les
contacts nécessaires, tant internes qu'ex-
ternes (Unionnisme, banques, ...)

Le titulaire du poste pourra élargir son
rôle à des fonctions d'assistance aux
usines concernant des problèmes de per-
sonnel en général.

SITUATION STABLE ET ÉVOLUTIVE POUR
CANDIDAT RIGOREUX ET MÉTHODIQUE

ayant une solide expérience de la paie et
l'habitude de travailler avec l'informatique.

Ecrire sous référence EO 410 AM

Cadre de Direction

Directeur de Produits Chimiques auprès des industries automobiles, aéronautiques, pharmaceutiques, chimiques, etc. Très actif, impliqué dans la banlieue Sud-Est de Paris, connaît une rapide expansion. Aussi un dirigeant cherche-t-il à faire partager les responsabilités de l'évolution de son entreprise en créant ce poste.

Dans un premier temps, ce jeune collaborateur prendra en main :

- la planification des objectifs et leur suivi ;
- la détermination des moyens à mettre en œuvre ;
- la mise en œuvre de ces moyens ;
- la gestion des ressources humaines ;
- la gestion des ressources financières ;
- la gestion des ressources matérielles ;
- la gestion des ressources techniques ;
- la gestion des ressources administratives ;
- la gestion des ressources juridiques ;
- la gestion des ressources fiscales ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;
- la gestion des ressources artistiques ;
- la gestion des ressources scientifiques ;
- la gestion des ressources technologiques ;
- la gestion des ressources éducatives ;
- la gestion des ressources sanitaires ;
- la gestion des ressources sociales ;
- la gestion des ressources culturelles ;
- la gestion des ressources sportives ;

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

FILIALE D'UN GROUPE D'IMPORTANCE MONDIALE

Une comptable

Ayant l'expérience d'une comptabilité complète de PME.
Connaissances dactylographiques nécessaires.
Adresser C.V. sous référence RUDEL (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE PARIS

EDITEUR DE PUBLICATIONS (presse périodique)

Copable de prendre rapidement en charge la gestion d'une ou de plusieurs revues (réduction, publicité, diffusion).

- Diplômé enseignement supérieur ;
- Plusieurs années d'expérience nécessaires ;
- Anglais apprécié.

Détermination absolue. Les candidats pourront contacter les Sociétés auxquelles ils souhaitent que leur C.V. ne soit pas transmis.

ÉCRIRE sous N° 10837
S.A. MARCO EILFA
10-12, rue du Colonel-Driant - 75001 PARIS.

REFLEXIONS...

- 1ère étape : UN INVESTISSEMENT : vos études supérieures
- 2ème étape : UN OBJECTIF : la recherche d'une carrière
- 3ème étape : UN MOYEN : la VENTE ! mais pas à n'importe quel prix.
- cycle de formation continu
responsabilités immédiates
supports publicitaires permanents
- 4ème étape : UNE ACTION : écrivez sous référence 7396 à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

Des postes sont à pourvoir dans la plupart des grandes villes de France

IMPT CENTRE
TECHNIQUE
Réseau Soc-Éco
recherche pour son
SERVICE FORGE

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

Il assistera le chef de service dans les études expérimentales et théoriques des techniques diverses de forage et d'exploration, ainsi que dans les études de conception des matériels et de l'installation dans ce domaine.

Anglais lu et parlé. Allen. souhaité.

Adresser C.V., photo et présent. à :
M. 233 CONTESSÉ Publ.
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9. 1^{er}.

UNE DES PREMIÈRES ENTREPRISES FRANÇAISES DE BATIMENT

- CA 2 milliards de francs, plus de 10 000 collaborateurs - réputée pour son dynamisme et son agilité commerciale cherche pour son siège à Paris un

responsable études de prix exportation

Intégré à une petite équipe chargée de la coordination, de la préparation des projets, de leur présentation aux clients il réalisera les études de prix pour le gros œuvre, les corps d'état secondaires techniques et non techniques et participe à l'ensemble des projets. Agé d'au minimum 35 ans, ingénieur TP ou équivalent, il a au moins dix ans de direction de chantiers bâtiments TCE et une bonne pratique des études de prix. Il parle anglais couramment. La connaissance de l'arabe est un atout supplémentaire.

Écrire à Y. CORCELLE réf. 3186 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue Royale - 75008 PARIS
LYON - MILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

IMPT CENTRE
TECHNIQUE
Réseau Soc-Éco
rech. pour travaux
d'études dans le domaine
des LUBRIFIANTS

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

Ayant des connaissances en mécanique, métallurgie hydraulique, thermique et chimie organique.

Anglais lu et parlé. Allemand souhaité.

Adresser C.V., photo et présent. à :
M. 233 CONTESSÉ Publ.
20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9. 1^{er}.

BANQUE INTERNATIONALE

Ayant ouvert récemment une succursale à Paris, recherche

CHEF COMPTABLE

- Pour mise en place et tenue de la comptabilité.
 - Établissement des bilans mensuels et comptes d'exploitation.
 - Relations avec les autorités de tutelle.
- En outre il se verra confier diverses tâches, fiscalité, paie, gestion administrative du personnel ; tout problème administratif en général.
- Le candidat, âgé de 30 ans minimum, niveau D.E.C.S., aura :
- Une expérience de plusieurs années dans un poste analogue.
 - Le titre de FONDEUR DE POUVOIRS.
 - Anglais souhaitable.

Envoyer C.V., photo et présentations sous la référence 9448 A :

ORGANISATION et PUBLICITÉ

SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION FILIALE FRANÇAISE D'UNE MULTINATIONALE

recherche

adjoint au directeur financier

- Il sera chargé de la tenue de la comptabilité, de l'établissement des tableaux de bord budgétaires et mensuels et de la répartition des prévisions financières à court terme.
- Il assurera, d'autre part, le Directeur Financier dans les tâches administratives relatives à la fiscalité et aux problèmes juridiques et sociaux (pays, etc.).
- Formation DECS ou équivalente. Connaissance de l'anglais appréciée.
- 65 000 F/an avec perspectives d'avenir.
- Localisation à Paris. Vainqueur souhaitable.

Envoyer C.V. détaillé sous référence 924-M. Réponses et discrétion assurées.

guillon sélection
23, av. de Livry - 93340 LE RAINCY

SERI RENAULT Engineering

recherche

Un ingénieur Grande Ecole ou Equivalent

ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine des « Techniques et matériels nucléaires »

- Le candidat de formation E.C.P., A. & M., ICAM, ECAM, IDN ou BTS + CNAM, se caractérisera par un esprit logique et objectif, le sens de l'observation et du concret ;
- Il aura un excellent contact humain pour établir un dialogue permanent et communiquer avec des gens de tous niveaux ;
- une expérience de l'entretien d'unités industrielles sera particulièrement appréciée, de même que des connaissances en ergonomie ;
- La rémunération attractive tiendra compte de la formation et de l'expérience du candidat ou de la candidate retenu pour ce poste.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et présentations à :
Service du personnel de la
SERI - B.P. 19
2, av. du Vieux Etang
78390 Bois d'Arey

SERI RENAULT ENGINEERING

GRANDE BANQUE PARISIENNE

recherche un

CADRE DE COMPTABILITÉ

qui participera en équipe, sous la direction d'un expert comptable, à des tâches variées de réorganisation comptable.

- 30 ans environ ;
- Plusieurs années d'expérience pratique de la comptabilité bancaire ;
- Habitué aux systèmes de gestion informatisés ;
- Niveau D.E.C.S.

Outre les connaissances techniques, il devra faire preuve d'un esprit d'analyse et surtout d'initiative et d'adaptation dans la recherche de solutions aux problèmes nouveaux.

La rémunération sera étudiée en fonction de l'expérience antérieure.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous la référence 251-41 à :
L.T.M. Consultants
Département Sélection Cadres
62, rue de Valenciennes - 75001 PARIS

L.T.M. Consultants

directeur transport

120 000 F +

L.T.M. CONSULTANTS - Logistique Transport
Recherche pour une Société de transport dans l'activité de transport d'urgence et surtout les domaines de transport, un Directeur pour son Agence de Paris. Il devra assurer le développement de cette Agence (70 personnes), considérée comme un Centre d'Exploitation particulièrement important.

Il participera à la définition des objectifs de l'entreprise après avoir apporté la preuve de son efficacité.

Ce poste nécessite une expérience de la gestion, la mise des relations humaines et de l'organisation appliquée au transport.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo et présentations sous référence 251-41 à :
L.T.M. Consultants
Département Sélection Cadres
62, rue de Valenciennes - 75001 PARIS

L.T.M. Consultants

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son siège

RÉGION PARISIENNE CHEF DU SERVICE ÉTUDES DE PRIX

- Expérience chaudière.
- Compétence et autorité indispensables.
- Poste sédentaire mais actif.
- Age indifférent.

Adresser candidature manuscrite, C.V. et photo, n° 1801, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9. 1^{er}.

Suite à l'implantation avec succès de nos quatorze premières concessions, J.M.S. Distribution poursuit son effort et vous propose de monter votre propre affaire.

Vous êtes un fort VENDEUR, vous disposez d'un téléphone, d'une voiture et d'une pièce ou d'un garage pouvant servir à stocker des produits.

Depuis plusieurs années, vous songez à devenir votre propre patron pour gagner davantage, mieux vous épanouir, être indépendant et avoir la sécurité de l'emploi ; mais vous n'avez jamais rencontré d'opportunités valables.

POURQUOI NE DEVIENDRIEZ-VOUS PAS CONCESSIONNAIRE J.M.S. ?

Nous sommes une société de produits cosmétiques élaborés après plusieurs années de recherche par une équipe de scientifiques et vous offrons la possibilité de développer votre propre affaire, dans des conditions tout à fait exceptionnelles où vous aurez la possibilité de gagner très rapidement votre vie dès le premier mois.

Envoyer votre candidature avec C.V., sous référence Md, J.M.S. Distribution S.A., 124, rue Fondaudou, 33090 BORDEAUX.

Chef Comptable

80.000 F + LONGJUMEAU

Une PME française spécialisée dans le marquage et la publicité, effectif 80 personnes, C.A. annuel 15.000.000 F, recherche son Chef Comptable.

Dépendant directement du Directeur Général, il prendra en charge toutes les tâches de comptabilité inhérentes à l'Entreprise et sous-traitées à l'extérieur au plan informatique.

Ce poste sera confié à un candidat, 30 ans minimum, de préférence diplômé d'Études Comptables Supérieures, DECS... ou équivalent, et justifiant d'une expérience professionnelle de plusieurs années acquise si possible au sein d'une PME ou d'une PMI.

Adresser lettre man. + C.V. détaillé, sous réf. 6049/M à :
SÉLÉ CEGOS
SURESNES CEDEX, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

SÉLÉ CEGOS

directeur de succursales PARIS EST ET OUEST

- Pour une Société Commerciale de distribution spécialisée dans la vente de machines de bureau.
- Sous l'autorité du Directeur Régional Paris, ils auront les responsabilités suivantes :
 - gestion commerciale
 - gestion technique, administrative et financière
 - animation et gestion des hommes.
- Il est requis :
 - une formation technique-commerciale
 - une expérience prolongée et récente de la direction d'une force de vente sur des produits similaires ou proches.
 - une personnalité forte, capable d'être le catalyseur des énergies pour une nouvelle expansion.

PARIS - réf. 2332 / F

directeur de l'engineering

PARIS 200 000 F +

- Pour une très importante Société d'engineering américaine spécialisée dans la conception et la réalisation d'unités pétrochimiques clés en main.
- Il sera chargé de diriger les services habilités à concevoir sur le plan technique, les projets ou unités (raffineries, complexes pétrochimiques, etc) dont la réalisation est confiée à la Société.
- Le poste requiert un homme de 40 ans minimum, ayant acquis au moins quinze ans d'expérience dans la conception de raffineries clés en main. Cette expérience doit avoir été acquise au sein d'une société d'engineering spécialisée dans la même activité et doit lui avoir permis d'acquérir une haute compétence technique reconnue dans la profession.

PARIS - réf. 2815 / B

Adresser C.V. détaillé + photo + lettre manuscrite motivée sous référence choisie à :
ORES CEF 105, Bd. Haussmann - 75008 PARIS.

ORES

HB NETWORK INFORMATION SERVICES

filiale de BOWENWELL INFORMATION SYSTEM et la Compagnie des MACHINES BULL

Recherche pour la Région Parisienne uniquement :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Chargés de la promotion et la vente des services et des produits de la Société sur un marché en expansion.

De formation supérieure commerciale ou technique, ayant une bonne connaissance de la langue anglaise et 2 à 3 ans minimum d'expérience de la vente de services ou de l'informatique.

INGÉNIEURS D'APPLICATIONS

Participant au développement des applications chez les utilisateurs de tous secteurs professionnels, en les consultant sur la conception et les assistants pour la réalisation.

De formation supérieure technique ou commerciale, ayant une bonne connaissance de la langue anglaise. L'expérience antérieure sera appréciée.

RESPONSABLE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ayant acquis par une expérience de plus de 5 ans la connaissance des équipements de transmissions de données (modems, terminaux légers et lourds) et des problèmes liés à l'utilisation des lignes et réseaux P.T.T.

Une expérience des problèmes de transmissions de données par réseaux commutés, notamment à 1200 bauds ainsi que la connaissance de la langue anglaise seraient particulièrement appréciées.

Envoyer candidature avec et présentations en rappelant le poste à :
Monsieur B. NOBLE, Directeur du Personnel France,
HB - S.I.E. Tour Atlantique - Cedex 06 - 92000 PARIS La Défense.

HB - S.I.E. Tour Atlantique

HB - S.I.E. Tour Atlantique

HB - S.I.E. Tour Atlantique

HB - S.I.E. Tour Atlantique

HB - S.I.E. Tour Atlantique

HB - S.I.E. Tour Atlantique

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

CHARGE D'ETUDES
niveau Ingénieur.
Obligé d'études supérieures.
Bonne connaissance
des problèmes de transport
et d'exploitation de la route.
Mission : analyses techniques
et études sectorielles.
Adresser lettre manuscrite
et C.V. à Service régional
de l'équipement d'Ile-de-France,
division des infrastructures et
des transports, 19-25 rue Molit,
75022 PARIS 12e.

TECHNICO-COMMERCIAL

3 ans d'expérience minimum.
Salaire important.
Tél. pour rendez-vous 743-14-46.

INGENIEUR COMMERCIAL

Importance sociale
porte de la Villette
rech. PROGRAMMEURS
Ecr. avec C.V. et prétentions
réf. voir STATERG 60 bis, r.
Réaumur Paris-2, qui transmet.

UN PROGRAMMEUR ANALYSTE

(niveau V 1)
Attraité par la création
et la mise en œuvre
d'importantes applications
de gestion.
Une expérience en gestion
sur mini ordinateur
est souhaitable.

IF.E.R.P.

PROFESSEURS
D'ANGLAIS
(Langue maternelle Anglaise)
Expér. + bonne présentation
Envoyer C.V. à IF.E.R.P.,
Berkeley Building, 19 & 21 rue
de Valenciennes, 75001 PARIS
LA DEFENSE Cedex 19

2 Responsables de Marché

30 à 40 ans, form. école comm.
ou équival. Expér. C.V. + photo
à G. Desmarest, Optic 200, SP 17,
86300 JAUNAY-CLAM.

UN INGENIEUR E.T.P.

OU SIMILAIRE
Intéressé par les problèmes
de travail
Lieu de travail :
MAISON-ALFORT.

RESPONSABLE

ADMINISTRATION
COMMERCIALE
Le candidat devra, d'ici moins
de 24 heures, avoir acquis une
expérience de 10 ans de l'usage
des procédures d'administration
des ventes, y compris
de préférence la SAV.
Expér. d'information appréciable.
Ambiance et cadre agréables.
Bonne perspective et possibilité
de gérer un serv. de 10 pers. et
d'élargir son domaine d'activité.
Ecrire avec prétentions sous
référence SAC/RS,
17, rue de la Boétie, PARIS-16.

RECH. TELELISTE

PARF.
FRANCAIS - ANGLAIS
Libre immédiatement. Se présenter
à l'Agence de recrutement
STAM, 11, rue d'Anvers, Paris-9.

COMPTABLE

COMPTABLE BILINGUE
FRANCAIS - ANGLAIS
com. comptabilité internationale
Tél. : 75-71-73
Monsieur ou Madame
ou écr. à : M. F. Wilson,
Paris-16.

5 PROGRAMMEURS

18, av. Victor, Paris (14)
Tél. : 75-25-75
Société Multisectorielle recherche, pr
maison familiale de vacances
ouverte tous les jours, 15 personnes
admission 30 ans min. poste perma-
nent. Ecrire avec prétentions
et C.V. à :
MNDG, 3 place des Victoires,
75002 Paris Cedex 01.

AGENCE PUBLICITE/MARAI

recrute
Standardistes talentueux
Bonne formation, correction,
à l'heure pour envoi.
Salaire avantageux.
Env. C.V. et photo à M. MARCAIS
34, rue de Valenciennes, 75001 PARIS
S.A. d'Intérêt Rech. pour des
emplois bureau, technico. Ecr.
par C.V. : 75-35-01 et 75-35-02

INGENIEURS DEBUTANTS

Nous recherchons de jeunes ingénieurs en uni-
versitaires pour les formes d'information spécialisées
en système d'exploitation.
Nous sommes une Société de Génie Informatique
en progression rapide, nos partenaires sont parmi
les plus importantes entreprises. Notre force réside
dans la qualité de notre équipe.

Nous offrons à nos collaborateurs un travail de
réalisation sur des nouveaux systèmes et de nou-
velles méthodes de requalification des Centres
Informatiques.
Envoyer lettre manuscrite, curricula vitae et photo à :
PUBLIVAL n° 7310
70, rue du Point-du-Jour, 92100 BOULOGNE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

Banlieue NORD-EST, recherche :
INGENIEUR COMMERCIAL
pour la VENTE des instruments de mesure.
Adresser C.V. et photo à n° 02308 CONTEXTE
Publicité, 30, avenue de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

PROFESSEUR SECURITE

PROFESSEUR mathématiques
niveau lycée, pour classes C.A.P.
B.E.P., demandé pour rentrée
Prochain. Ecrire sous pli fermé
rue Ampère, 93000 PONTAISE.

AGENCE DE PUBLICITE

QUARTIER MARAIS
pour poste à plein temps d'urgence
J.H. Chef de groupe de Compta-
bilité, 4 à 5 d'expérience, pour
gestion facturation et comptes
clients.
Ce poste demande une bonne
connaissance de l'achat d'es-
pace en agence et l'habilité
de l'information.
Env. C.V. et photo à P. MARCAIS
34, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

UN TECHNICIEN SUPERIEUR ELECTROCHIMISTE

CONFIRME
Responsable du suivi des
études dans le laboratoire
de la chimie de la corrosion
et de la galvanoplastie.
Il sera plus particulièrement
chargé de l'exécution de la
partie expérimentale des
études d'électrochimie appli-
cées.
Lecture de l'anglais technique
indispensable.
Adm. C.V. photo et prétentions,
à n° 82318 CONTEXTE, Publicité,
30, avenue de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

PIECES AUTOMOBILE 2e MAIN

FILIALE COMMERCIALE
d'un grand magasin
de pièces automobiles
(90 % à l'EXPORTATION)
rech. pour LEVALLOIS (93)

Chef des ventes export

Suivi des clients.
Renforcement des structures
de distribution pays par pays.
Prospection de nouveaux
clients à l'étranger.
Sur le terrain,
par absence de 1 à 3 semaines.

HOMME DE L'EXPORTATION

5/6 ans d'expérience
en pièces automobiles
en pièces industrielles.
Anglais courtois.
Espagnol souhaité.

DISCRETION ABSOLUE

Lettre manuscrite, C.V. détaillé,
référer, et photo, à n° 82318
CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

AT 2, AT 2 B AT 3 P, AT P

CIRCUITS LOGIQUES
TECHNICIEN INFORMATIQUE
pour dépannage
d'ordinateurs.
Sérieuses références exigées.
Env. C.V. et photo à n° 82318
CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE 300 M/AN

PIÈCES 4e de
PRINCIPAUX GROUPE
FRANCAIS (multisectorielle)
recherche pour siège
banlieue OUEST PARIS.

Chef comptable

PRISE EN CHARGE de la
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
de 2 à 3 postes devant être
révisées : ne pas
seulement (contrat 70).

INDISPENSABLE

AVOIR DELIA-DORIE
COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
(en titre ou en second)
d'une Société Industrielle
importante.
Connaissance pratique
des problèmes comp-
tables et fiscaux.
Y compris paie.

LETRE MANUSCRITE, C.V. DÉTAILLÉ

référer, et photo, à n° 82318
CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

ST. URGY MARKET, SERV.

CABINET SPÉCIAL
de études marchés industrielles
recherche
UN CHARGE D'ETUDES
4 ANS D'EXPERIENCE.
Capable coord. études de manière
autonome. Pour avoir, rapide
directeur d'études.

UN CHARGE D'ETUDES

DEBUTANT
OU 1 AN D'EXPERIENCE
ENQUÊTEURS - PIGISTES
(FREE - LANCE)
SECRÉTAIRE DIRECT.
Env. C.V. détaillé et prétentions
à S.U.M.S., B.P. 3 94200 Clichy

capitales ou

proposé com.
JEUNE MANAGER, 33 ans
débutant dans une entreprise
d'import-export, recherche
PAYSANNE Polytechnique
rech. collaboration commerciale
et technique : de chantiers
navals professionnels du trans-
port aérien et du tourisme.
Ecr. à T. 06.55.04, Régie-Presses
10 bis, rue Réaumur, Paris-2.

GROUPE DE BUREAUX INTERN.

de REPRÉSENTATION
Nous recherchons à présenter
votre matériel ou d'avoir
l'activité de vos produits.
Ecr. à T. 06.55.04, Régie-Presses
10 bis, rue Réaumur, Paris-2.

propositions

diverses
ENTRAIDE CADRES
AIDE EMPLOI
DEMANDE EMPLOI
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo
à n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

information

emploi
POUR TROUVER UN EMPLOI
Le CIDEH (Centre d'Informa-
tion de l'Emploi) recherche
sans but lucratif, vous propose
GUIDE COMPLET (200 pages).
Env. C.V. et photo à n° 82318
CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

travail à domicile

Demande
Sténodactylo machine IBM
direction travaux même magé-
tisme. Après 18 heures au : 250-47-69.
J. Femme, espagnole, ch. trav.
COUTURE ET RETOUCHE.
Monsieur, Paris-16, Tél. : 260-74-01.
Type minime, très, franc et
bien. Travail rapide et soigné.
Proch. mod. Tél. Jeanne ou :
63-77-94.

occasions

Achat très cher bijoux, bijoux
argenterie, ... PERROND S.A.,
27, av. V. Hugo, ÉTOILE.
Vente et occasion - Echange.

représent. offre

représent. offre
METO
Filiale du groupe International Dymo,
leader des systèmes d'étiquetage,
dans le commerce moderne, recherche
REPRÉSENTANT
Expérimenté et introduit pour assurer les
contacts (conseils, services, ventes) avec notre
clientèle de magasins en ligne-service multi-
Bret de Paris. Remunération : fixe important,
primes, participation, 5 semaines de congés
payés, voiture anonyme de société.
Envoyer C.V. manuscrite et photo à Méto
Solfatino S.A. 112 avenue du Général-Lederc
75220 Virvray à l'attention de M. Rampoin.

BOUGIES

MARCHEL
ASNIÈRES
recherche
un jeune
I.U.T. GESTION
ayant 2 à 3 ans expér. dans
une unité de production
Env. C.V. photo et prétentions
à n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

ENTREPRISE GRAM

INGENIEUR
ELECTRICIEN
pour :
- diriger et développer son
département d'électricité
- effectuer les principales
études techniques et de
calculs.
- Contrôler le travail des
Ateliers.
- Contrôler de chantiers.
Formation Ingénieur et expér.
études et chantiers multiples.
Env. C.V. détaillé, photo et
prétentions à :
SIRAM
1200 Z.I. de BOISGNY

secrétaires

Secrétaires de direction

DIRECTEUR EXPLOITATION
D'UN IMPORTANT DÉPARTEMENT
D'UNE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
à PARIS
désire s'adjointre
UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Bilingue Français-Anglais
Excellente STENO-DACTYLO, titulaire d'une solide
expérience et habituée à prendre des initiatives.
Appointements et avantages sociaux en rapport.
Ecrire en adressant C.V. photo et n° 1.475
CONTEXTE Publ., 30, av. Opéra, PARIS-14, q. 12.

LEADER

DE LA MODE
MASCULINE
ALLEMANDE
recherche
pour sa société de vente à PARIS
SECRÉTAIRE DE DIRECTION
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

de direction

Secrétariat
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

Secrétaires

Secrétaires
STENO-DACTYLO
Parlément bilingue, allemand, français et
sténodactylo.
• Très bonnes notions de comptabilité ;
• Hautes responsabilités de travail ;
• Soigne présentation, dynamisme et références
exigées ;
• 25 ans minimum.
Envoyer C.V. photo et prétentions à
n° 82318 CONTEXTE, Publicité, 30, avenue
de l'Opéra, PARIS-14, q. 12.

demandes d'emploi

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

H.E.C. - C.P.A.
Groupe immobilier de premier rang
recherche
Poste équivalent, niveau Direction générale, dans
groupe bancaire ou financier avec larges responsab.
Ecrire n° 538 à Le Monde, 19-25 rue Molit,
75022 PARIS 12e.

DIRECTEUR FINANCIER

ET DU CONTRÔLE DE GESTION
H.E.C., 15 ans d'expérience et de responsabilité
dans les domaines :
• Planification et Prospective ;
• Gestion des Services de Comptabilité générale
et analytique ;
• Fiscalité ;
• Contrôle interne ;
• Contrôle de Gestion et Planification ;
• Information de Gestion
ORGANISATEUR ET ANIMATEUR
Anglais courtois, étudie toutes propositions.
Ecrire n° 7, 088-580 M. REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Dame américaine

7 ANS UNIVERSITÉ
ayant une :
- longue expérience des affaires financières en
tant que rédactrice financière plus spécialisée
dans l'information comme :
PROGRAMMEUR utilisant COBOL.
cherche situation intéressante
dans entreprise financière ou société financière.
Ecrire sous le n° T. 58855 M. à REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

DIRECTEUR DE TRÈS HAUT NIVEAU

dimension internationale - 35 ans, parlant anglais,
allemand, russe, formation Grande Ecole.
Possédant 20 années d'expérience de Directeur Gé-
néral d'entreprises industrielles et de sociétés com-
merciales de 300 à 2.000 personnes appartenant aux
plus grands groupes français et internationaux.
Ayant réussi des opérations de parachutage dans
des affaires particulièrement délicates, cherche
DIRECTION GÉNÉRALE
de société à développer ou à reprendre en main.
Pr 1er entretien, écrire au n° 01.894 à CONTEXTE
Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-14, qui transmet.

DIRECTEUR DE TRÈS HAUT NIVEAU

dimension internationale - 35 ans, parlant anglais,
allemand, russe, formation Grande Ecole.
Possédant 20 années d'expérience de Directeur Gé-
néral d'entreprises industrielles et de sociétés com-
merciales de 300 à 2.000 personnes appartenant aux
plus grands groupes français et internationaux.
Ayant réussi des opérations de parachutage dans
des affaires particulièrement délicates, cherche
DIRECTION GÉNÉRALE
de société à développer ou à reprendre en main.
Pr 1er entretien, écrire au n° 01.894 à CONTEXTE
Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-14, qui transmet.

DIRECTEUR DE TRÈS HAUT NIVEAU

dimension internationale - 35 ans, parlant anglais,
allemand, russe, formation Grande Ecole.
Possédant 20 années d'expérience de Directeur Gé-
néral d'entreprises industrielles et de sociétés com-
merciales de 300 à 2.000 personnes appartenant aux
plus grands groupes français et internationaux.
Ayant réussi des opérations de parachutage dans
des affaires particulièrement délicates, cherche
DIRECTION GÉNÉRALE
de société à développer ou à reprendre en main.
Pr 1er entretien, écrire au n° 01.894 à CONTEXTE
Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-14, qui transmet.

DIRECTEUR DE TRÈS HAUT NIVEAU

dimension internationale - 35 ans, parlant anglais,
allemand, russe, formation Grande Ecole.
Possédant 20 années d'expérience de Directeur Gé-
néral d'entreprises industrielles et de sociétés com-
merciales de 300 à 2.000 personnes appartenant aux
plus grands groupes français et internationaux.
Ayant réussi des opérations de parachutage dans
des affaires particulièrement délicates, cherche
DIRECTION GÉNÉRALE
de société à développer ou à reprendre en main.
Pr 1er entretien, écrire au n° 01.894 à CONTEXTE
Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-14, qui transmet.

DIRECTEUR DE TRÈS HAUT NIVEAU

dimension internationale - 35 ans, parlant anglais,
allemand, russe, formation Grande Ecole.
Possédant 20 années d'expérience de Directeur Gé-
néral d'entreprises industrielles et de sociétés com-
merciales de 300 à 2.000 personnes appartenant aux
plus grands groupes français et internationaux.
Ayant réussi des opérations de parachutage dans
des affaires particulièrement délicates, cherche
DIRECTION GÉNÉRALE
de société à développer ou à reprendre en main.
Pr 1er entretien, écrire au n° 01.894 à CONTEXTE
Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-14, qui transmet.

DIRECTEUR DE TRÈS HAUT NIVEAU

dimension internationale - 35 ans, parlant anglais,
allemand, russe, formation Grande Ecole.
Possédant 20 années d'expérience de Directeur Gé-
néral d'entreprises industrielles et de sociétés com-
merciales de 300 à 2.000 personnes appartenant aux
plus grands groupes français et internationaux.
Ayant réussi des opérations de parachutage dans
des affaires particulièrement délicates, cherche
DIRECTION GÉNÉRALE
de société à développer ou à reprendre en main.
Pr 1er entretien, écrire au n° 01.894 à CONTEXTE
Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-14, qui transmet.

DIRECTEUR DE TRÈS HAUT NIVEAU

dimension internationale - 35 ans, parlant anglais,
allemand, russe, formation Grande Ecole.
Possédant 20 années d'expérience de Directeur Gé-
néral d'entreprises industrielles et de sociétés com-
merciales de 300 à 2.000 personnes appartenant aux
plus grands groupes français et internationaux.
Ayant réussi des opérations de parachutage dans
des affaires particulièrement délicates, cherche
DIRECTION GÉNÉRALE
de société à développer ou à reprendre en main.
Pr 1er entretien, écrire au n° 01.894 à CONTEXTE
Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-14, qui transmet.

DIRECTEUR DE TRÈS HAUT NIVEAU

dimension internationale - 35 ans, parlant anglais,
allemand, russe, formation Grande Ecole.
Possédant 20 années d'expérience de Directeur Gé-
néral d'entreprises industrielles et de sociétés com-
merciales de 300 à 2.000 personnes appartenant aux
plus grands groupes français et internationaux.
Ayant réussi des opérations de parachutage dans
des affaires particulièrement délicates, cherche
DIRECTION GÉNÉRALE
de société à développer ou à reprendre en main.
Pr 1er entretien, écrire au n° 01.894 à CONTEXTE
Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-14, qui transmet.

DIRECTEUR DE TRÈS HAUT NIVEAU

dimension internationale - 35 ans, parlant anglais,
allemand, russe, formation Grande Ecole.
Possédant 20 années d'expérience de Directeur Gé-
néral d'entreprises industrielles et de sociétés com-
merciales de 300 à 2.000 personnes appartenant aux
plus grands groupes français et internationaux.
Ayant réussi des opérations de parachutage dans
des affaires particulièrement délicates, cherche
DIRECTION GÉNÉRALE
de société à développer ou à reprendre en main.
Pr 1er entretien, écrire au n° 01.894 à CONTEXTE
Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-14, qui transmet.

DIRECTEUR DE TRÈS HAUT NIVEAU

dimension internationale - 35 ans, parlant anglais,
allemand, russe, formation Grande Ecole.
Possédant 20 années d'expérience de Directeur Gé-
néral d'entreprises industrielles et de sociétés com-
merciales de 300 à 2.000 personnes appartenant aux
plus grands groupes français et internationaux.
Ayant réussi des opérations de parachutage dans
des affaires particulièrement délicates, cherche
DIRECTION GÉNÉRALE
de société à développer ou à reprendre en main.
Pr 1er entretien, écrire au n° 01.894 à CONTEXTE
Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-14, qui

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 10
Plaques encadrées 2 col. et +	40,00	45,76
La ligne colonne	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 10
"Plaques encadrées"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	39,88
"Plaques encadrées"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente appartements vente constructions neuves fonds de commerce propriétés

Paris Rive droite

MARAI 325-44-34
Imm. XVIII^e sur 20 Pcs
renov. Solaire.
PAUL-DOUMER 235-44-71
Ours Immeuble 200 m² eau 54
pièces. 150 m².
ILE SAINT-LOUIS 1041
Pied-à-terre. Ours. Studio. Kil-
chen. W.C. Bains. Excellent état.
Ch. 100 m². 179.000 F.
PROMOC 225-15-89
BO MONTMORENCY
Solaire. 100 m².
54 ans. 1975. 179.000 F.
BUTTE MONTMARTRE 5 P.
VUE PANORAMIQUE S/ PARIS
Très calme. Solaire. 100 m².
54 ans. 1975. 179.000 F.
BUTTE MONTMARTRE 5 P.
VUE PANORAMIQUE S/ PARIS
Très calme. Solaire. 100 m².
54 ans. 1975. 179.000 F.
TROCADÉRO
Imm. p. de l. 2^e ét. 3 balcons.
Salon à manger. 43 chbres.
Tr. clair. 2 ch. serv. 74-65-41.

PLAQUE DES VOIES

17^e - RESIDENTIEL
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
AVENUE TRUDAINE (978)
Imm. p. de l. 2^e ét. 3 balcons.
Salon à manger. 43 chbres.
Tr. clair. 2 ch. serv. 74-65-41.
INVESTISSEURS
Rendement très élevé.
Indication du capital investi.
STUDIOS. 2-3 P. DUPLEX
12 programmes.
Location à gestion assurée.
GROUPE VIDAUD
15, rue de la Paix. 75001 Paris.
Tél. : 225-15-30.

CARDINAL-LEMOINE

PPTAIRE VO dans bel imm.
renov. PETIT STUDIO.
Kitch. equip. salle bains.
cuisine central. APPART. EN
DUPLEX 70 m². 179.000 F.
cours-jardin. 72-25-74.
CHAMP-DE-MARS (Près)
Eleg. elev. vue. Solaire.
220 m². 179.000 F. 74-65-41.
LUXEMBOURG
7, rue Meyer-Collard.
Polaire vend direct.
Lundi. Mardi. 14 h à 17 h.
Cuis. 5 balcs. wc. Sur place
2 chbres. calme. Solaire. 34-58-31.
PRÉS QUAI DE SEINE. Part.
vo exceptionnel. 45.000 F. 54
m². 179.000 F. 74-65-41.
CHAMP-DE-MARS
Grand appartement exceptionnel.
Prix élevé. EUROPA. 72-25-74.
PRÉS SAINT-SULPICE. Char-
mant apt 85 m² env. Partail
état. 200.000 F. 74-65-41.
M^e MONTMARTRE. Urgent.
Ravissant duplex, salon 2
chbres. calme. Solaire. 34-58-31.
LUXEMBOURG. Bon imm.
p. de l. 2^e ét. 3 balcons. 179.000 F.
11 h à 17 h. mercredi. 74-65-41.
R. URSULINES. 3 chbres.
15, R. URSULINES. 3 chbres.

Province

TIGNES. Prop. vend STUDIO
35 m². 179.000 F. 74-65-41.
St. Veuve. Prop. vend
Ecr. DE PINS. VULMIE.
7200 BOURG-SAINT-MAURICE.

appartem. achat

RECHERCHONS appartem.
coques 100 m². 179.000 F.
Paris. Propriétaires et march.
de biens. 100 m². 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
ACHÈTE DIRECTEMENT COMPANT
URGENT 2 à 4 pièces PARIS.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
DISPOSE PAIEMENT COMPT.
CHEZ NOTAIRE. achetez urgent
2 à 4 pièces. 179.000 F.
11 h à 17 h. mercredi. 74-65-41.
JOAN FEUILLE 54, av. de la
Monte-Picquet. 11 h à 17 h. mercredi.
reçu. PARIS 15^e et 7^e pour bons
clients appartem. 100 m².
et imm. PAIEMENT COMPT.

PARIS (XI^e) - MEUBLES STANDING

« LES JARDINS DE VOLTAIRE »
74 appartements, du Studio au 5 P. 179.000 F.
Appartement-Léonard.
« RESIDENCE RICHARD-LEMOIR »
60 appartements, du Studio au 5 P. 179.000 F.
Appartement-Léonard.
« RESIDENCE AMBROISE »
97 appartements, du Studio au 5 P. 179.000 F.
Appartement-Léonard.
S.A. AZED
25-27, boulevard Richard-Léonard.
Tél. : 355-35-34 +

locations non meublées

Paris
XV^e 60 PAVOIS. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
17^e PLACE D'ITALIE
Immeuble récent. confort.
SANS COMMODITÉ.
3 P. 51 m². 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
PARIS 11^e
SANS COMMODITÉ.
Immeuble tout confort.
5 P. 100 m². 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
ST-PLACIDE. 165 m². 54
m². 179.000 F. 74-65-41.
EUROPE - Calme. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
20^e GAMBETTA - Part.
Studio excellent et calme. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
11^e M^e de la Chapelle - Part.
bon standing. 65 m². 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
GRAND APPARTEMENT 6 P.
179.000 F. 74-65-41.
ALICE professionnelle. 4000 P.
179.000 F. 74-65-41.

locations meublées

Paris
MALESHERBES
Part. loué. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
Région parisienne
Montargis. Loué direct. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.

locations meublées

Paris
MALESHERBES
Part. loué. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
Région parisienne
Montargis. Loué direct. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.

Paris Rive gauche

IDEAL INVESTISSEURS
ACHETEURS AVISÉS dans
tous secteurs. 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
DEOEN. BUCI
Magnifique 3 P. 179.000 F.
URGENT. 74-65-41.
MONTMARTRE CH. MIOU
CHARMANT STUDIO CALME.
120 m². 179.000 F. 74-65-41.
BELLE OMBRE XVIII^e siècle
Elegant apt de réception.
250 m². 179.000 F. 74-65-41.
17^e M^e de la Chapelle. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BAC - SAINT-GERMAIN
4 P. 2 balcs. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
CHARLES-BOUCHÉ. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
MARTIN. Dr. Ours. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
PRÉS AV. Saxe. 3 P. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
LACROIX. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
HAUTE-SEINE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
20^e CITE DES FLEURS
dans H.P. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
VICTOR-HUGO BEAU
179.000 F. 74-65-41.
PONT-MIRABEAU. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
TROCADÉRO. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
9^e - TT CFT. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.

Paris Rive gauche

IDEAL INVESTISSEURS
ACHETEURS AVISÉS dans
tous secteurs. 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
DEOEN. BUCI
Magnifique 3 P. 179.000 F.
URGENT. 74-65-41.
MONTMARTRE CH. MIOU
CHARMANT STUDIO CALME.
120 m². 179.000 F. 74-65-41.
BELLE OMBRE XVIII^e siècle
Elegant apt de réception.
250 m². 179.000 F. 74-65-41.
17^e M^e de la Chapelle. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BAC - SAINT-GERMAIN
4 P. 2 balcs. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
CHARLES-BOUCHÉ. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
MARTIN. Dr. Ours. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
PRÉS AV. Saxe. 3 P. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
LACROIX. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
HAUTE-SEINE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
20^e CITE DES FLEURS
dans H.P. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
VICTOR-HUGO BEAU
179.000 F. 74-65-41.
PONT-MIRABEAU. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
TROCADÉRO. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
9^e - TT CFT. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.

Région parisienne

NEUILLY. rue calme. vue dég.
Imm. 4^e ét. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BAGNEUX. 4 P. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
ST-CLAUDE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.

appartements occupés

12^e - VUE SUR SEINE
URGENT A SAISIR
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.

bureaux

BANQUE cherche local approx.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.

locations meublées

Paris
MALESHERBES
Part. loué. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
Région parisienne
Montargis. Loué direct. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.

locations meublées

Paris
MALESHERBES
Part. loué. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
Région parisienne
Montargis. Loué direct. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.

locations meublées

Paris
MALESHERBES
Part. loué. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
Région parisienne
Montargis. Loué direct. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.

locations meublées

Paris
MALESHERBES
Part. loué. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
Région parisienne
Montargis. Loué direct. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.

Paris Rive gauche

IDEAL INVESTISSEURS
ACHETEURS AVISÉS dans
tous secteurs. 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
DEOEN. BUCI
Magnifique 3 P. 179.000 F.
URGENT. 74-65-41.
MONTMARTRE CH. MIOU
CHARMANT STUDIO CALME.
120 m². 179.000 F. 74-65-41.
BELLE OMBRE XVIII^e siècle
Elegant apt de réception.
250 m². 179.000 F. 74-65-41.
17^e M^e de la Chapelle. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BAC - SAINT-GERMAIN
4 P. 2 balcs. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
CHARLES-BOUCHÉ. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
MARTIN. Dr. Ours. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
PRÉS AV. Saxe. 3 P. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
LACROIX. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
HAUTE-SEINE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
20^e CITE DES FLEURS
dans H.P. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
VICTOR-HUGO BEAU
179.000 F. 74-65-41.
PONT-MIRABEAU. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
TROCADÉRO. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
9^e - TT CFT. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.

Paris Rive gauche

IDEAL INVESTISSEURS
ACHETEURS AVISÉS dans
tous secteurs. 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
DEOEN. BUCI
Magnifique 3 P. 179.000 F.
URGENT. 74-65-41.
MONTMARTRE CH. MIOU
CHARMANT STUDIO CALME.
120 m². 179.000 F. 74-65-41.
BELLE OMBRE XVIII^e siècle
Elegant apt de réception.
250 m². 179.000 F. 74-65-41.
17^e M^e de la Chapelle. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BAC - SAINT-GERMAIN
4 P. 2 balcs. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
CHARLES-BOUCHÉ. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
MARTIN. Dr. Ours. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
PRÉS AV. Saxe. 3 P. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
LACROIX. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
HAUTE-SEINE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
20^e CITE DES FLEURS
dans H.P. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
VICTOR-HUGO BEAU
179.000 F. 74-65-41.
PONT-MIRABEAU. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
TROCADÉRO. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
9^e - TT CFT. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.

Région parisienne

NEUILLY. rue calme. vue dég.
Imm. 4^e ét. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BAGNEUX. 4 P. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
ST-CLAUDE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULOGNE. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.

appartements occupés

12^e - VUE SUR SEINE
URGENT A SAISIR
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.

bureaux

BANQUE cherche local approx.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.
BOULEVARD. 179.000 F.
179.000 F. 74-65-41.

locations meublées

Paris
MALESHERBES
Part. loué. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.
Région parisienne
Montargis. Loué direct. 179.000 F.
S. P. B. 100 m². 179.000 F.
Profession libérale permise.
P. 2. 200.000 F. 74-65-41.

locations meublées

AUJOURD'HUI

ÉCONOMIE

MÉTÉOROLOGIE MOTS CROISÉS



SITUATION LE 8-3-77 A 0h GMT.
Evolution probable du temps en France entre le mardi 8 mars à 6 heures et le mercredi 9 mars à 6 heures.
La zone dépressionnaire qui recouvre le nord de l'Atlantique dirige vers l'Europe occidentale un courant perturbé de secteur sud-ouest, mais les hautes pressions continentales s'opposent à une extension des perturbations à travers la France.
Mercredi 8 mars, de la Bretagne et de la Vendée à la frontière belge, un flux assez fort de secteur sud-ouest, maintiendra un temps doux, souvent très nuageux, avec des pluies passagères ou des averses. Sur les autres régions, il y aura quelques brouillards au lever du jour dans les vallées du Sud-Ouest, du Centre et de l'Est, et quelques nuages bas matinaux sur la Bourgogne et la Haute-Normandie. Des belles éclaircies prédomineront ensuite dans un flux de secteur sud faible à modéré, et les températures seront en hausse. Toutefois, au cours de l'après-midi, le ciel deviendra plus nuageux sur l'Alsace, le Massif Central et le sud du Bassin parisien.
Mardi 9 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1 023,5 millibars, soit 73 millibars de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 mars; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8): Ajaccio, 16 et 5 degrés; Biarritz, 21 et 8; Bordeaux, 20 et 7; Brest, 13 et 8; Caen, 16 et 4; Cherbourg, 13 et 7; Clermont-Ferrand, 22 et 7; Dijon, 20 et 7; Grenoble, 17 et 5; Lille, 16 et 7; Lyon, 17 et 8; Marseille, 18 et 8; Nancy, 16 et 10; Nantes, 15 et 6; Nice, 17 et 10; Paris-La Bourget, 17 et 5; Pau, 22 et 7; Perpignan, 16 et 8; Rennes, 14 et 8; Strasbourg, 15 et 6; Tours, 16 et 8; Toulouse, 17 et 8; Pointe-à-Pitre, 30 et 22.
Températures relevées à l'étranger: Alger, 24 et 8 degrés; Amsterdam, 12 et 5; Athènes, 18 et 11; Badajoz, 11 et 5; Bonn, 18 et 8; Bruxelles, 18 et 8; Casablanca, 21 et 16; Copenhague, 7 et 2; Genève, 15 et 8; Lisbonne, 19 et 10; Londres, 14 et 5; Madrid, 17 et 6; Moscou, -10 (min); New-York, 8 et 2; Palma-de-Majorque, 18 et 8; Rome, 18 et 7; Stockholm, 5 et 1; Téhéran, 18 et 7.

Journal officiel
Sont publiés au Journal officiel des 7 et 8 mars 1977:
DES DÉCRETS
● Modifiant le coût des marchés publics.

Stages
● La Maison des jeunes et de la culture de Villepreux propose un stage « écologique ». Il aura lieu, chaque mercredi, de 9 heures à 17 heures, du 24 avril au 25 juin.
* M. J. C. de Villepreux, 462-29-31, en direction de la jeunesse et des sports, 920-34-06.

PROBLEME N° 1705

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								

HORIZONTALEMENT
1. Devoir conjugal. — 2. Préface. — 3. N'aurait même pas la chance de pouvoir regarder passer les trains. — 4. Complément d'approbation. — 5. Pour l'obtenir, il a fallu la bûche. — 6. Un qui savait enflammer. — 7. Un qui savait enflammer. — 8. Un qui savait enflammer. — 9. Un qui savait enflammer.

VERTICALEMENT
1. En voilà un qui promet! — 2. Pâleur d'orient. — 3. Le régime des pensions. — 4. On a un caractère aimable. — 5. Bouffées d'encens. — 6. Organe rond. — 7. Contre sa fragilité à de solides voisins. — 8. Fait partie de la famille. — 9. Poète. — 10. Recherche le beau rôle. — 11. Chénise. — 12. Delle l'analyse. — 13. Ne supporte rien quand il n'est pas solide. — 14. Engendre une naturelle amertume. — 15. Ennemi dans une bergère.

Solution du problème n° 1704
Horizontalement
1. Hétéroclite. — 2. Ébénier. — 3. Agacé. — 4. V. T. L. Non. — 5. V. T. L. Non. — 6. V. T. L. Non. — 7. V. T. L. Non. — 8. V. T. L. Non. — 9. V. T. L. Non. — 10. V. T. L. Non. — 11. V. T. L. Non. — 12. V. T. L. Non. — 13. V. T. L. Non. — 14. V. T. L. Non. — 15. V. T. L. Non. — 16. V. T. L. Non. — 17. V. T. L. Non. — 18. V. T. L. Non. — 19. V. T. L. Non. — 20. V. T. L. Non. — 21. V. T. L. Non. — 22. V. T. L. Non. — 23. V. T. L. Non. — 24. V. T. L. Non. — 25. V. T. L. Non. — 26. V. T. L. Non. — 27. V. T. L. Non. — 28. V. T. L. Non. — 29. V. T. L. Non. — 30. V. T. L. Non. — 31. V. T. L. Non. — 32. V. T. L. Non. — 33. V. T. L. Non. — 34. V. T. L. Non. — 35. V. T. L. Non. — 36. V. T. L. Non. — 37. V. T. L. Non. — 38. V. T. L. Non. — 39. V. T. L. Non. — 40. V. T. L. Non. — 41. V. T. L. Non. — 42. V. T. L. Non. — 43. V. T. L. Non. — 44. V. T. L. Non. — 45. V. T. L. Non. — 46. V. T. L. Non. — 47. V. T. L. Non. — 48. V. T. L. Non. — 49. V. T. L. Non. — 50. V. T. L. Non. — 51. V. T. L. Non. — 52. V. T. L. Non. — 53. V. T. L. Non. — 54. V. T. L. Non. — 55. V. T. L. Non. — 56. V. T. L. Non. — 57. V. T. L. Non. — 58. V. T. L. Non. — 59. V. T. L. Non. — 60. V. T. L. Non. — 61. V. T. L. Non. — 62. V. T. L. Non. — 63. V. T. L. Non. — 64. V. T. L. Non. — 65. V. T. L. Non. — 66. V. T. L. Non. — 67. V. T. L. Non. — 68. V. T. L. Non. — 69. V. T. L. Non. — 70. V. T. L. Non. — 71. V. T. L. Non. — 72. V. T. L. Non. — 73. V. T. L. Non. — 74. V. T. L. Non. — 75. V. T. L. Non. — 76. V. T. L. Non. — 77. V. T. L. Non. — 78. V. T. L. Non. — 79. V. T. L. Non. — 80. V. T. L. Non. — 81. V. T. L. Non. — 82. V. T. L. Non. — 83. V. T. L. Non. — 84. V. T. L. Non. — 85. V. T. L. Non. — 86. V. T. L. Non. — 87. V. T. L. Non. — 88. V. T. L. Non. — 89. V. T. L. Non. — 90. V. T. L. Non. — 91. V. T. L. Non. — 92. V. T. L. Non. — 93. V. T. L. Non. — 94. V. T. L. Non. — 95. V. T. L. Non. — 96. V. T. L. Non. — 97. V. T. L. Non. — 98. V. T. L. Non. — 99. V. T. L. Non. — 100. V. T. L. Non. — 101. V. T. L. Non. — 102. V. T. L. Non. — 103. V. T. L. Non. — 104. V. T. L. Non. — 105. V. T. L. Non. — 106. V. T. L. Non. — 107. V. T. L. Non. — 108. V. T. L. Non. — 109. V. T. L. Non. — 110. V. T. L. Non. — 111. V. T. L. Non. — 112. V. T. L. Non. — 113. V. T. L. Non. — 114. V. T. L. Non. — 115. V. T. L. Non. — 116. V. T. L. Non. — 117. V. T. L. Non. — 118. V. T. L. Non. — 119. V. T. L. Non. — 120. V. T. L. Non. — 121. V. T. L. Non. — 122. V. T. L. Non. — 123. V. T. L. Non. — 124. V. T. L. Non. — 125. V. T. L. Non. — 126. V. T. L. Non. — 127. V. T. L. Non. — 128. V. T. L. Non. — 129. V. T. L. Non. — 130. V. T. L. Non. — 131. V. T. L. Non. — 132. V. T. L. Non. — 133. V. T. L. Non. — 134. V. T. L. Non. — 135. V. T. L. Non. — 136. V. T. L. Non. — 137. V. T. L. Non. — 138. V. T. L. Non. — 139. V. T. L. Non. — 140. V. T. L. Non. — 141. V. T. L. Non. — 142. V. T. L. Non. — 143. V. T. L. Non. — 144. V. T. L. Non. — 145. V. T. L. Non. — 146. V. T. L. Non. — 147. V. T. L. Non. — 148. V. T. L. Non. — 149. V. T. L. Non. — 150. V. T. L. Non. — 151. V. T. L. Non. — 152. V. T. L. Non. — 153. V. T. L. Non. — 154. V. T. L. Non. — 155. V. T. L. Non. — 156. V. T. L. Non. — 157. V. T. L. Non. — 158. V. T. L. Non. — 159. V. T. L. Non. — 160. V. T. L. Non. — 161. V. T. L. Non. — 162. V. T. L. Non. — 163. V. T. L. Non. — 164. V. T. L. Non. — 165. V. T. L. Non. — 166. V. T. L. Non. — 167. V. T. L. Non. — 168. V. T. L. Non. — 169. V. T. L. Non. — 170. V. T. L. Non. — 171. V. T. L. Non. — 172. V. T. L. Non. — 173. V. T. L. Non. — 174. V. T. L. Non. — 175. V. T. L. Non. — 176. V. T. L. Non. — 177. V. T. L. Non. — 178. V. T. L. Non. — 179. V. T. L. Non. — 180. V. T. L. Non. — 181. V. T. L. Non. — 182. V. T. L. Non. — 183. V. T. L. Non. — 184. V. T. L. Non. — 185. V. T. L. Non. — 186. V. T. L. Non. — 187. V. T. L. Non. — 188. V. T. L. Non. — 189. V. T. L. Non. — 190. V. T. L. Non. — 191. V. T. L. Non. — 192. V. T. L. Non. — 193. V. T. L. Non. — 194. V. T. L. Non. — 195. V. T. L. Non. — 196. V. T. L. Non. — 197. V. T. L. Non. — 198. V. T. L. Non. — 199. V. T. L. Non. — 200. V. T. L. Non. — 201. V. T. L. Non. — 202. V. T. L. Non. — 203. V. T. L. Non. — 204. V. T. L. Non. — 205. V. T. L. Non. — 206. V. T. L. Non. — 207. V. T. L. Non. — 208. V. T. L. Non. — 209. V. T. L. Non. — 210. V. T. L. Non. — 211. V. T. L. Non. — 212. V. T. L. Non. — 213. V. T. L. Non. — 214. V. T. L. Non. — 215. V. T. L. Non. — 216. V. T. L. Non. — 217. V. T. L. Non. — 218. V. T. L. Non. — 219. V. T. L. Non. — 220. V. T. L. Non. — 221. V. T. L. Non. — 222. V. T. L. Non. — 223. V. T. L. Non. — 224. V. T. L. Non. — 225. V. T. L. Non. — 226. V. T. L. Non. — 227. V. T. L. Non. — 228. V. T. L. Non. — 229. V. T. L. Non. — 230. V. T. L. Non. — 231. V. T. L. Non. — 232. V. T. L. Non. — 233. V. T. L. Non. — 234. V. T. L. Non. — 235. V. T. L. Non. — 236. V. T. L. Non. — 237. V. T. L. Non. — 238. V. T. L. Non. — 239. V. T. L. Non. — 240. V. T. L. Non. — 241. V. T. L. Non. — 242. V. T. L. Non. — 243. V. T. L. Non. — 244. V. T. L. Non. — 245. V. T. L. Non. — 246. V. T. L. Non. — 247. V. T. L. Non. — 248. V. T. L. Non. — 249. V. T. L. Non. — 250. V. T. L. Non. — 251. V. T. L. Non. — 252. V. T. L. Non. — 253. V. T. L. Non. — 254. V. T. L. Non. — 255. V. T. L. Non. — 256. V. T. L. Non. — 257. V. T. L. Non. — 258. V. T. L. Non. — 259. V. T. L. Non. — 260. V. T. L. Non. — 261. V. T. L. Non. — 262. V. T. L. Non. — 263. V. T. L. Non. — 264. V. T. L. Non. — 265. V. T. L. Non. — 266. V. T. L. Non. — 267. V. T. L. Non. — 268. V. T. L. Non. — 269. V. T. L. Non. — 270. V. T. L. Non. — 271. V. T. L. Non. — 272. V. T. L. Non. — 273. V. T. L. Non. — 274. V. T. L. Non. — 275. V. T. L. Non. — 276. V. T. L. Non. — 277. V. T. L. Non. — 278. V. T. L. Non. — 279. V. T. L. Non. — 280. V. T. L. Non. — 281. V. T. L. Non. — 282. V. T. L. Non. — 283. V. T. L. Non. — 284. V. T. L. Non. — 285. V. T. L. Non. — 286. V. T. L. Non. — 287. V. T. L. Non. — 288. V. T. L. Non. — 289. V. T. L. Non. — 290. V. T. L. Non. — 291. V. T. L. Non. — 292. V. T. L. Non. — 293. V. T. L. Non. — 294. V. T. L. Non. — 295. V. T. L. Non. — 296. V. T. L. Non. — 297. V. T. L. Non. — 298. V. T. L. Non. — 299. V. T. L. Non. — 300. V. T. L. Non. — 301. V. T. L. Non. — 302. V. T. L. Non. — 303. V. T. L. Non. — 304. V. T. L. Non. — 305. V. T. L. Non. — 306. V. T. L. Non. — 307. V. T. L. Non. — 308. V. T. L. Non. — 309. V. T. L. Non. — 310. V. T. L. Non. — 311. V. T. L. Non. — 312. V. T. L. Non. — 313. V. T. L. Non. — 314. V. T. L. Non. — 315. V. T. L. Non. — 316. V. T. L. Non. — 317. V. T. L. Non. — 318. V. T. L. Non. — 319. V. T. L. Non. — 320. V. T. L. Non. — 321. V. T. L. Non. — 322. V. T. L. Non. — 323. V. T. L. Non. — 324. V. T. L. Non. — 325. V. T. L. Non. — 326. V. T. L. Non. — 327. V. T. L. Non. — 328. V. T. L. Non. — 329. V. T. L. Non. — 330. V. T. L. Non. — 331. V. T. L. Non. — 332. V. T. L. Non. — 333. V. T. L. Non. — 334. V. T. L. Non. — 335. V. T. L. Non. — 336. V. T. L. Non. — 337. V. T. L. Non. — 338. V. T. L. Non. — 339. V. T. L. Non. — 340. V. T. L. Non. — 341. V. T. L. Non. — 342. V. T. L. Non. — 343. V. T. L. Non. — 344. V. T. L. Non. — 345. V. T. L. Non. — 346. V. T. L. Non. — 347. V. T. L. Non. — 348. V. T. L. Non. — 349. V. T. L. Non. — 350. V. T. L. Non. — 351. V. T. L. Non. — 352. V. T. L. Non. — 353. V. T. L. Non. — 354. V. T. L. Non. — 355. V. T. L. Non. — 356. V. T. L. Non. — 357. V. T. L. Non. — 358. V. T. L. Non. — 359. V. T. L. Non. — 360. V. T. L. Non. — 361. V. T. L. Non. — 362. V. T. L. Non. — 363. V. T. L. Non. — 364. V. T. L. Non. — 365. V. T. L. Non. — 366. V. T. L. Non. — 367. V. T. L. Non. — 368. V. T. L. Non. — 369. V. T. L. Non. — 370. V. T. L. Non. — 371. V. T. L. Non. — 372. V. T. L. Non. — 373. V. T. L. Non. — 374. V. T. L. Non. — 375. V. T. L. Non. — 376. V. T. L. Non. — 377. V. T. L. Non. — 378. V. T. L. Non. — 379. V. T. L. Non. — 380. V. T. L. Non. — 381. V. T. L. Non. — 382. V. T. L. Non. — 383. V. T. L. Non. — 384. V. T. L. Non. — 385. V. T. L. Non. — 386. V. T. L. Non. — 387. V. T. L. Non. — 388. V. T. L. Non. — 389. V. T. L. Non. — 390. V. T. L. Non. — 391. V. T. L. Non. — 392. V. T. L. Non. — 393. V. T. L. Non. — 394. V. T. L. Non. — 395. V. T. L. Non. — 396. V. T. L. Non. — 397. V. T. L. Non. — 398. V. T. L. Non. — 399. V. T. L. Non. — 400. V. T. L. Non. — 401. V. T. L. Non. — 402. V. T. L. Non. — 403. V. T. L. Non. — 404. V. T. L. Non. — 405. V. T. L. Non. — 406. V. T. L. Non. — 407. V. T. L. Non. — 408. V. T. L. Non. — 409. V. T. L. Non. — 410. V. T. L. Non. — 411. V. T. L. Non. — 412. V. T. L. Non. — 413. V. T. L. Non. — 414. V. T. L. Non. — 415. V. T. L. Non. — 416. V. T. L. Non. — 417. V. T. L. Non. — 418. V. T. L. Non. — 419. V. T. L. Non. — 420. V. T. L. Non. — 421. V. T. L. Non. — 422. V. T. L. Non. — 423. V. T. L. Non. — 424. V. T. L. Non. — 425. V. T. L. Non. — 426. V. T. L. Non. — 427. V. T. L. Non. — 428. V. T. L. Non. — 429. V. T. L. Non. — 430. V. T. L. Non. — 431. V. T. L. Non. — 432. V. T. L. Non. — 433. V. T. L. Non. — 434. V. T. L. Non. — 435. V. T. L. Non. — 436. V. T. L. Non. — 437. V. T. L. Non. — 438. V. T. L. Non. — 439. V. T. L. Non. — 440. V. T. L. Non. — 441. V. T. L. Non. — 442. V. T. L. Non. — 443. V. T. L. Non. — 444. V. T. L. Non. — 445. V. T. L. Non. — 446. V. T. L. Non. — 447. V. T. L. Non. — 448. V. T. L. Non. — 449. V. T. L. Non. — 450. V. T. L. Non. — 451. V. T. L. Non. — 452. V. T. L. Non. — 453. V. T. L. Non. — 454. V. T. L. Non. — 455. V. T. L. Non. — 456. V. T. L. Non. — 457. V. T. L. Non. — 458. V. T. L. Non. — 459. V. T. L. Non. — 460. V. T. L. Non. — 461. V. T. L. Non. — 462. V. T. L. Non. — 463. V. T. L. Non. — 464. V. T. L. Non. — 465. V. T. L. Non. — 466. V. T. L. Non. — 467. V. T. L. Non. — 468. V. T. L. Non. — 469. V. T. L. Non. — 470. V. T. L. Non. — 471. V. T. L. Non. — 472. V. T. L. Non. — 473. V. T. L. Non. — 474. V. T. L. Non. — 475. V. T. L. Non. — 476. V. T. L. Non. — 477. V. T. L. Non. — 478. V. T. L. Non. — 479. V. T. L. Non. — 480. V. T. L. Non. — 481. V. T. L. Non. — 482. V. T. L. Non. — 483. V. T. L. Non. — 484. V. T. L. Non. — 485. V. T. L. Non. — 486. V. T. L. Non. — 487. V. T. L. Non. — 488. V. T. L. Non. — 489. V. T. L. Non. — 490. V. T. L. Non. — 491. V. T. L. Non. — 492. V. T. L. Non. — 493. V. T. L. Non. — 494. V. T. L. Non. — 495. V. T. L. Non. — 496. V. T. L. Non. — 497. V. T. L. Non. — 498. V. T. L. Non. — 499. V. T. L. Non. — 500. V. T. L. Non. — 501. V. T. L. Non. — 502. V. T. L. Non. — 503. V. T. L. Non. — 504. V. T. L. Non. — 505. V. T. L. Non. — 506. V. T. L. Non. — 507. V. T. L. Non. — 508. V. T. L. Non. — 509. V. T. L. Non. — 510. V. T. L. Non. — 511. V. T. L. Non. — 512. V. T. L. Non. — 513. V. T. L. Non. — 514. V. T. L. Non. — 515. V. T. L. Non. — 516. V. T. L. Non. — 517. V. T. L. Non. — 518. V. T. L. Non. — 519. V. T. L. Non. — 520. V. T. L. Non. — 521. V. T. L. Non. — 522. V. T. L. Non. — 523. V. T. L. Non. — 524. V. T. L. Non. — 525. V. T. L. Non. — 526. V. T. L. Non. — 527. V. T. L. Non. — 528. V. T. L. Non. — 529. V. T. L. Non. — 530. V. T. L. Non. — 531. V. T. L. Non. — 532. V. T. L. Non. — 533. V. T. L. Non. — 534. V. T. L. Non. — 535. V. T. L. Non. — 536. V. T. L. Non. — 537. V. T. L. Non. — 538. V. T. L. Non. — 539. V. T. L. Non. — 540. V. T. L. Non. — 541. V. T. L. Non. — 542. V. T. L. Non. — 543. V. T. L. Non. — 544. V. T. L. Non. — 545. V. T. L. Non. — 546. V. T. L. Non. — 547. V. T. L. Non. — 548. V. T. L. Non. — 549. V. T. L. Non. — 550. V. T. L. Non. — 551. V. T. L. Non. — 552. V. T. L. Non. — 553. V. T. L. Non. — 554. V. T. L. Non. — 555. V. T. L. Non. — 556. V. T. L. Non. — 557. V. T. L. Non. — 558. V. T. L. Non. — 559. V. T. L. Non. — 560. V. T. L. Non. — 561. V. T. L. Non. — 562. V. T. L. Non. — 563. V. T. L. Non. — 564. V. T. L. Non. — 565. V. T. L. Non. — 566. V. T. L. Non. — 567. V. T. L. Non. — 568. V. T. L. Non. — 569. V. T. L. Non. — 570. V. T. L. Non. — 571. V. T. L. Non. — 572. V. T. L. Non. — 573. V. T. L. Non. — 574. V. T. L. Non. — 575. V. T. L. Non. — 576. V. T. L. Non. — 577. V. T. L. Non. — 578. V. T. L. Non. — 579. V. T. L. Non. — 580. V. T. L. Non. — 581. V. T. L. Non. — 582. V. T. L. Non. — 583. V. T. L. Non. — 584. V. T. L. Non. — 585. V. T. L. Non. — 586. V. T. L. Non. — 587. V. T. L. Non. — 588. V. T. L. Non. — 589. V. T. L. Non. — 590. V. T. L. Non. — 591. V. T. L. Non. — 592. V. T. L. Non. — 593. V. T. L. Non. — 594. V. T. L. Non. — 595. V. T. L. Non. — 596. V. T. L. Non. — 597. V. T. L. Non. — 598. V. T. L. Non. — 599. V. T. L. Non. — 600. V. T. L. Non. — 601. V. T. L. Non. — 602. V. T. L. Non. — 603. V. T. L. Non. — 604. V. T. L. Non. — 605. V. T. L. Non. — 606. V. T. L. Non. — 607. V. T. L. Non. — 608. V. T. L. Non. — 609. V. T. L. Non. — 610. V. T. L. Non. — 611. V. T. L. Non. — 612. V. T. L. Non. — 613. V. T. L. Non. — 614. V. T. L. Non. — 615. V. T. L. Non. — 616. V. T. L. Non. — 617. V. T. L. Non. — 618. V. T. L. Non. — 619. V. T. L. Non. — 620. V. T. L. Non. — 621. V. T. L. Non. — 622. V. T. L. Non. — 623. V. T. L. Non. — 624. V. T. L. Non. — 625. V. T. L. Non. — 626. V. T. L. Non. — 627. V. T. L. Non. — 628. V. T. L. Non. — 629. V. T. L. Non. — 630. V. T. L. Non. — 631. V. T. L. Non. — 632. V. T. L. Non. — 633. V. T. L. Non. — 634. V. T. L. Non. — 635. V. T. L. Non. — 636. V. T. L. Non. — 637. V. T. L. Non. — 638. V. T. L. Non. — 639. V. T. L. Non. — 640. V. T. L. Non. — 641. V. T. L. Non. — 642. V. T. L. Non. — 643. V. T. L. Non. — 644. V. T. L. Non. — 645. V. T. L. Non. — 646. V. T. L. Non. — 647. V. T. L. Non. — 648. V. T. L. Non. — 649. V. T. L. Non. — 650. V. T. L. Non. — 651. V. T. L. Non. — 652. V. T. L. Non. — 653. V. T. L. Non. — 654. V. T. L. Non. — 655. V. T. L. Non. — 656. V. T. L. Non. — 657. V. T. L. Non. — 658. V. T. L. Non. — 659. V. T. L. Non. — 660. V. T. L. Non. — 661. V. T. L. Non. — 662. V. T. L. Non. — 663. V. T. L. Non. — 664. V. T. L. Non. — 665. V. T. L. Non. — 666. V. T. L. Non. — 667. V. T. L. Non. — 668. V. T. L. Non. — 669. V. T. L. Non. — 670. V. T. L. Non. — 671. V. T. L. Non. — 672. V. T. L. Non. — 673. V. T. L. Non. — 674. V. T. L. Non. — 675. V. T. L. Non. — 676. V. T. L. Non. — 677. V. T. L. Non. — 678. V. T. L. Non. — 679. V. T. L. Non. — 680. V. T. L. Non. — 681. V. T. L. Non. — 682. V. T. L. Non. — 683. V. T. L. Non. — 684. V. T. L. Non. — 685. V. T. L. Non. — 686. V. T. L. Non. — 687. V. T. L. Non. — 688. V. T. L. Non. — 689. V. T. L. Non. — 690. V. T. L. Non. — 691. V. T. L. Non. — 692. V. T. L. Non. — 693. V. T. L. Non. — 694. V. T. L. Non. — 695. V. T. L. Non. — 696. V. T. L. Non. — 697. V. T. L. Non. — 698. V. T. L. Non. — 699. V. T. L. Non. — 700. V. T. L. Non. — 701. V. T. L. Non. — 702. V. T. L. Non. — 703. V. T. L. Non. — 704. V. T. L. Non. — 705. V. T. L. Non. — 706. V. T. L. Non. — 707. V. T. L. Non. — 708. V. T. L. Non. — 709. V. T. L. Non. — 710. V. T. L. Non. — 711. V. T. L. Non. — 712. V. T. L. Non. — 713. V. T. L. Non. — 714. V. T. L. Non. — 715. V. T. L. Non. — 716. V. T. L. Non. — 717. V. T. L. Non. — 718. V. T. L. Non. — 719. V. T. L. Non. — 720. V. T. L. Non. — 721. V. T. L. Non. — 722. V. T. L. Non. — 723. V. T. L. Non. — 724. V. T. L. Non. — 725. V. T. L. Non. — 726. V. T. L. Non. — 727. V. T. L. Non. — 728. V. T. L. Non. — 729. V. T. L. Non. — 730. V. T. L. Non. — 731. V. T. L. Non. — 732. V. T. L. Non. — 733. V. T. L. Non. — 734. V. T. L. Non. — 735. V. T. L.

L'ÉVÉNEMENT

LES NATIONALISATIONS

COMME en 1973 et en 1974, le débat sur l'éventuelle extension du secteur public a repris en France depuis quelques mois, à l'approche des élections. Débat plus philosophique que pratique, généralement, où les espoirs — et les craintes — sur le « projet de société » future tiennent au moins autant de place que l'analyse calme des faits et des intentions.

Cette page vise donc d'abord à rassembler

les données principales de la discussion : quel bilan peut-on dresser aujourd'hui d'un programme de nationalisations qui, ébauché en 1936, s'est épanoui à la libération et prolongé — plus discrètement — depuis, avec le concours (ou au moins l'accord) de la plupart des dirigeants politiques ou patronaux qui critiquent aujourd'hui la gauche de vouloir aller au-delà ?

Avec 9 % des salariés de l'industrie et du commerce et 11 % de la valeur ajoutée des entreprises de production, le secteur nationalisé français n'est pas le plus important en Europe. L'Autriche, l'Italie, la Suède — pays peu suspects de « collectivisme » — ont accordé à leurs entreprises publiques une place plus importante respectivement 14 %, 12 % et 11 % de la valeur ajoutée des unités de production. Le programme commun de la gauche ira-t-il à peine au-delà du cas

autrichien en élargissant de moitié environ l'actuel domaine nationalisé.

L'objectif annoncé est, en tout cas, le même que celui qui guidait les dirigeants français à la libération : transférer à la nation les branches ou les entreprises qui ont le caractère d'un service public ou détiennent, dans leur secteur, une position de monopole (ou de domination). La gauche française a seulement élargi son dessin, proposant que soient également nationalisées les sociétés qui vivent largement des fonds publics, et celles qui, dans leur domaine, ont réduit la concurrence à celle de quelques firmes géantes. Cela permettra du même coup, pense-t-elle, de faire participer les travailleurs — et pas seulement les dirigeants — aux responsabilités économiques.

L'expérience menée depuis la guerre en France montre le rôle essentiel qu'a joué le

secteur public dans le redressement économique du pays et sa fidélité habituelle (en matière de prix, d'investissements, d'exportations...) aux consignes du gouvernement (en dépit de quelques exceptions, du côté bancaire notamment, et de réticences à respecter la Plan.) En matière sociale, les firmes nationales ont fait le plus souvent preuve d'initiative, les plus hardies n'étant pas toujours celles qui disposaient d'un monopole.

Ce bilan positif suffit-il pour penser que les nationalisations proposées par la gauche ne poseraient aucun problème ? Les questions énumérées ci-dessous montrent que tout n'est pas encore réglé à cet égard entre signataires du programme commun. D'accord sur l'essentiel, le P.S., le P.C. et les radicaux de gauche doivent encore préciser leurs choix sur des problèmes d'application, dont plusieurs ne sont pas mineurs.

I. — LA LEÇON DU PASSÉ

Quarante ans d'histoire

ASSURER la direction de l'économie dans l'intérêt collectif, créer dans les entreprises nationalisées un meilleur climat social et libérer l'état des pressions de la féodalité industrielle, tel était l'objectif assigné aux nationalisations dans le programme du parti socialiste à la veille des élections de mai 1936. Face à la double réticence des communistes — qui se refusent à créer des illusions chez les travailleurs — et des radicaux, le programme commun de rassemblement populaire n'accorde qu'une place mineure aux nationalisations. Il n'en prévoit explicitement que deux : la Banque de France et les industries d'armement et d'aviation.

Quelques semaines après la victoire du Front populaire, une loi transforme le statut de la Banque de France. Le 11 août, un second texte nationalise les industries de guerre (notamment les établissements Hotchkiss et la Société des torpilles de Saint-Tropez). Quelques mois plus tard, les industries d'aviation sont transformées en sociétés d'économie mixte avec participation majoritaire de l'Etat.

Le 31 août 1937, la S.N.C.F. voit officiellement le jour, au terme d'une longue négociation entre l'Etat et les sociétés privées de chemins de fer. Celles-ci perdent le contrôle de la gestion qui est confiée à une entreprise publique, la S.N.C.F., créée pour la circonstance, dont elles conservent 49 % du capital ; elles obtiennent en contrepartie une indemnité de 700 millions de francs.

La seconde vague de nationalisations, de loin la plus importante, intervient au lendemain de la guerre. Elle s'appuie sur le programme du Conseil national de la Résistance. Le gouvernement du général de Gaulle promulgue une série de lois et d'ordonnances pour mettre en application ce programme.

La première mesure a un caractère de sanction : elle opère la confiscation des usines de Louis Renault, accusé de collaboration ; une ordonnance du 16 janvier 1945 en transfère la propriété à l'Etat et crée la Régie Renault, établissement à caractère industriel et commercial, dont le P.-D.G. sera nommé par décret. La seconde « nationalisation » — sanction — concerne quatre sociétés (Rhône et Rhône, Motocars Renault, Générale mécanique et d'électrification, Groupement d'études des moteurs à l'huile lourde) qui sont regroupées au sein de la SNECMA. Les autres nationalisations ne répondront pour l'essentiel qu'à des impératifs politiques ou économiques.

Credit : le statut de la Banque de France est modifié, et les quatre principaux établissements de crédit (Crédit lyonnais, Société générale, Comptoir d'escompte de Paris, Banque nationale pour le commerce et l'industrie) sont nationalisés par une loi du 2 décembre 1945. Les banques d'affaires, contrairement à ce qui était prévu, resteront privées.

Assurances : trente-quatre compagnies et deux mutuelles sont nationalisées le 25 avril 1946.

Electricité et Gaz : une loi du 8 avril 1946 décide le transfert intégral à Electricité de France

et Gaz de France des biens, droits et obligations de huit cent soixante-neuf entreprises qui avaient pour activité principale la production et la transformation ou la distribution de l'électricité et du gaz en métropole.

Houillères : le 17 mai 1946, une loi impose le transfert intégral aux Charbonnages de France de l'ensemble des entreprises qui avaient pour activité principale l'exploitation de mines de combustibles minéraux.

Aéronautique : l'Etat rachète les actions d'Air France par une ordonnance du 26 juin 1945, ainsi que les actifs de l'Aéropostale.

Information : l'Office français d'information, créé en 1941, à la suite du rachat par l'Etat de la branche information de l'agence Havas, est transformé en Agence France-Press, l'agence Havas proprement dite est placée sous le contrôle de l'Etat, qui prend une participation de 67,6 %. Enfin, les biens de presse utilisés pendant l'occupation sont transférés à l'Etat, qui crée pour la circonstance la Société nationale des entreprises de presse.

Après 1945

Depuis trente ans, on note un triple mouvement :

— Les entreprises nationalisées étendent peu à peu leur domaine, en créant de nombreuses filiales dans des secteurs qui n'ont parfois qu'un lointain rapport avec leur activité première. En quinze ans (1945-1971), le nombre des filiales des entreprises publiques passe de 173 à 478.

C'est dans le secteur de l'assurance que l'accroissement s'est le plus rapide (+ 87 cas).

— Des sociétés sont créées par la puissance publique pour répondre à des situations nouvelles. Ce

fut le cas, notamment, avec les groupes Elf-Enip, né en 1965 de la fusion de deux organismes publics regroupés en 1975 avec le S.N.P.A. pour former Elf-Aquitaine.

— L'Etat prend des participations le plus souvent minoritaires ou renforce son contrôle dans un certain nombre de sociétés (notamment le Compagnie générale transatlantique). Pour l'Etat même il prend comme en 1975, le contrôle d'une société privée en difficulté qu'il regroupe avec une firme nationale proche (cas de Berliet absorbé par Renault).

Au total, le secteur nationalisé a eu tendance à s'élargir bien que soient au pouvoir des hommes politiques hostiles, en principe à cette extension.

LES INDEMNISATIONS

Les actionnaires des sociétés nationalisées ont obtenu des indemnités nombreuses et plus de quatre cent mille pour les banques, près de six millions et demi pour les entreprises électriques et gazières, près d'un million pour les houillères. Si le principe de l'indemnisation a été le même (détermination d'une valeur de reprise, puis remise des parts au obligataires), le résultat a été très différent selon les secteurs.

Avec le recul du temps, on constate que les porteurs d'actions des banques et des assurances ont été pénalisés, mais que, à l'inverse, les détenteurs d'actions des sociétés de gaz et d'électricité ont fait une très bonne affaire, puisque le cours de l'obligation de la Caisse nationale de l'énergie a suivi la courbe des ventes d'électricité !

Le titre est d'ailleurs très recherché à la Bourse de Paris.

II. — L'EXTENSION DU SECTEUR PUBLIC PROPOSÉE PAR LA GAUCHE

Pourquoi ?

La raison d'être des nationalisations est définie depuis trente ans dans la Constitution française. Ou plutôt dans les Constitutions, car la loi fondamentale de 1958, charte de la V^e République, a repris, sans le changer, le passage consacré au sujet par le préambule de la Constitution de 1946 fondant la IV^e République : « Pour tout, toute entreprise dont l'exploitation a un caractère d'intérêt général ou d'utilité publique, ou d'un service public national ou d'un monopole de fait doit devenir le propriété de la collectivité ».

Cette notion de monopole de fait — traitée dans le vocabulaire moderne de « domination » d'un secteur ou d'une production — est reprise sous diverses formes dans le chapitre 2 de la deuxième partie du programme commun de gouvernement. Celui-ci justifie l'extension du secteur public en évoquant tantôt « les groupes et entreprises industrielles qui occupent une position stratégique... dans des secteurs-clés de l'économie », tantôt « les entreprises qui contrôlent des branches essentielles pour le développement de l'économie nationale ».

L'autre justification constitutionnelle de la nationalisation — assurer un « service public national » — est également reprise par le programme commun. Il cite à ce propos les entreprises qui « répondent directement à des fonctions collectives » en vue d'assurer des « besoins sociaux fondamentaux ». Ces deux motifs de nationalisation ne sont cependant pas les seuls. Le programme commun et ses auteurs mettent en avant deux autres raisons d'élargir le secteur public :

● Éviter la dilapidation des fonds publics : ce qui vise les firmes (Casualty, entre autres) vivant pour l'essentiel des deniers de l'Etat, qu'il s'agisse de marchés publics, de subventions jouées crédits de faveur ;

● Empêcher une cartellisation trop poussée de l'économie, qui est dans la logique de la concentration en régime capitaliste ; cela concerne

« les principaux centres d'accumulation capitaliste qui, réduisant la concurrence à celle de quelques firmes géantes ».

Un dernier thème est évoqué par la gauche à l'appui de ses demandes de nationalisation : le souci d'un partage du pouvoir économique de plus en plus concentré aujourd'hui entre quelques mains, pour permettre une « accession des travailleurs aux responsabilités ». Mais l'argument est plus souvent présenté comme une conséquence de l'extension du secteur public que comme une de ses justifications premières.

Quatre questions à préciser

LES nombreux débats et travaux auxquels ont participé les auteurs ou les délégués du programme commun de la gauche ont apparemment posé quatre questions restant à préciser :

1) La liste ci-dessus des nationalisations que réaliserait une majorité de gauche est-elle définitive ? M. Mitterrand, qui avait lui-même posé la question d'une extension du secteur public à l'automobile, a l'occasion de la fusion Peugeot-Citroën ressorti d'une aide substantielle de l'Etat, semble aujourd'hui vouloir s'en tenir à la lettre du programme commun, « engagement pris devant l'opinion ». M. Marchais a toutefois ajouté à cette liste, outre l'automobile, le pétrole et la sidérurgie (où il est déjà prévu que l'Etat prenne une participation décisive).

2) La nature des titres remis aux actionnaires expropriés ne fait pas encore l'accord : seront-ils amortissables ou non ? L'intérêt qu'ils porteront sera-t-il ou non majoré pour tenir compte des résultats des firmes nationalisées ? Se relèveront-elles, dans ce cas, au chiffre d'affaires (comme pour l'E.D.F. après la guerre) ou aux bénéfices ?

Les entreprises concernées

EN signant le programme commun, le P.C., le P.S. et les radicaux de gauche ont estimé qu'« un seul minimum de nationalisations (devrait) être franchi dès le début de la législature », pour répondre aux préoccupations précédentes. Ce seuil a été défini de trois façons :

1) Nationalisation complète de neuf groupes industriels : cinq qui sont cotés en Bourse et demeurent pour l'essentiel la propriété d'actionnaires français : Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt,

Pechiney - Ugine - Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, C.G.E. ; deux autres dont la situation a profondément changé depuis 1972 : Roussel-Uclaf, passé sous contrôle allemand, et Honeywell-Bull, touché par la reorganisation récente de l'informatique française en collaboration avec les « géants » américains ; une huitième firme, dépendant depuis le départ de capitaux américains : L.T.T.-France ; enfin Dassault, qui n'est pas coté en Bourse.

2) Prise de participation financière de la puissance publique « pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires » dans quatre groupes, trois de la sidérurgie (Usinor-Vallourec, Wendel-Sidre, Schneider, dont Creusot-Loire) et un du pétrole (le C.F.P., déjà contrôlée à 40 % par l'Etat).

Ces treize groupes emploient à eux tous quelque 800 000 salariés (18 % des effectifs de l'industrie et du commerce en France), assurent à peu près 7 % de la production intérieure française et 16 % des investissements du secteur privé.

3) Maîtrise du crédit nationalisation de la totalité des banques d'affaires, des principaux holdings financiers et des banques de dépôts (non encore nationalisées), des établissements financiers de ventes à crédit, de financement immobilier, de crédit, de bail, enfin des assurances privées (à l'exception des « véritables mutuelles »). Aucune liste des établissements concernés n'a été publiée par la gauche.

Un autre paragraphe du programme note qu'« on cas où les travailleurs formuleraient la volonté de voir leur entreprise entrer dans le secteur public », cela pourrait être demandé ; mais il faudrait que « le gouvernement (accepte de) le proposer au Parlement ».

Comment indemniser ?

Le dernier paragraphe du chapitre consacré par le programme commun aux nationalisations affirme que les actionnaires de ces firmes seront indemnisés. « Cela fera l'objet d'une solution équitable », déclare ce texte de six lignes, qui ne comporte qu'une précision : « Une distinction essentielle sera faite entre les petits et moyens porteurs vivants de l'épargne réalisée et les gros porteurs ».

Une telle bricolette est à l'origine du désaccord, manifesté depuis cinq mois, entre l'interpellation qu'en donne M. Mitterrand et la direction du parti socialiste (notamment M. Rocard et Altat), mais qui est contestée par M. Motchane, du C.E.R.E.S., et la version du parti communiste, exprimée par S.M. Morlaix et Fiermon.

Pour le P.C., il s'agit d'indemniser les actionnaires en leur remettant des obligations remboursables sur vingt ans par annuités constantes, sur la base des cours des trois années précédant la nationalisation ; ces titres porteraient un intérêt en concordance avec ceux en vigueur pour les emprunts obligataires (le taux de 10 % est cité).

Pour le P.S., cette formule est trop coûteuse dans l'immédiat. Aussi est-il proposé de ne pas amortir les titres remis par l'Etat aux actionnaires des entreprises nationalisées, titres qui seraient des « obligations participatives », donnant droit à une rémunération « indexée sur les résultats de l'entreprise » et qui pourraient être négociés en Bourse à un cours qui ne serait pas fixé par l'Etat.

PAGE ÉTABLIE PAR PHILIPPE LABARDE, GILBERT MATHIEU, JEAN-MICHEL RETAUPET ET FRANÇOIS RENARD

Le Monde
dossiers
et documents

NUMÉRO DE MARS

● LE MOUVEMENT GAULLISTE

● LE SYNDICALISME EN FRANCE

Le numéro 1 : 2,50 F

محمان النحل

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

LE DÉFICIT COMMERCIAL DES PAYS INDUSTRIALISÉS S'EST ACCRU L'AN DERNIER

Les importations des pays industrialisés ont augmenté en 1976 de 15 %, alors que leurs exportations n'ont progressé que d'un peu plus de 11 %. Indique le Fonds monétaire international.

Les pays qui ont le plus accru leurs importations ont été les États-Unis (120,5 milliards de dollars au lieu de 100 milliards, soit + 20,5 %); la France (44,4 milliards au lieu de 39,9 milliards, soit + 11,3 %); l'Allemagne (68,2 milliards au lieu de 60,9 milliards, soit + 11,3 %); le Japon (64,7 milliards, + 11,9 %); le Canada (44,5 milliards, + 11,3 %).

À l'exportation, les gains les plus importants ont été enregistrés par le Japon (67,1 milliards au lieu de 59,8 milliards, soit + 12,5 %); la France (40,2 milliards, + 12,5 %); l'Allemagne (101,9 milliards, + 13 %). Les ventes de la France (57,1 milliards au lieu de 53,1 milliards, soit + 7,5 %) et des États-Unis (114,3 milliards au lieu de 107,8 milliards, soit + 6,1 %) ont également augmenté substantiellement.

Le Fonds monétaire international ne fournit pas de chiffres pour les importations des pays exportateurs de pétrole, mais précise que leurs exportations ont augmenté de 20 % environ pour atteindre 130,7 milliards de dollars au lieu de 110,9 milliards en 1975. Les plus fortes augmentations ont été enregistrées par l'Arabie Saoudite (35,6 milliards de dollars au lieu de 27,6 milliards) et l'Irak (25,4 milliards au lieu de 19,9 milliards). — (A.F.P.)

LES JAPONAIS AUX INDUSTRIES FRANÇAISES : vendez à des prix raisonnables.

Le ministre de l'économie pour la promotion des échanges franco-japonais, arrivé à la fin de la semaine dernière à Paris, devait être reçu par M. Raymond Barre mardi 8 mars. Cette mission, dirigée par M. Mikumaki, président du Japon Foreign Trade Council, doit étudier la possibilité pour le Japon d'acheter plus à la France. L'objectif commercial japonais a été de 3,1 milliards de francs en 1972, ou de 2,2 milliards de francs si l'on inclut les achats nippons de nickel de la Nouvelle-Calédonie. La mission japonaise, qui doit se rendre en province, s'attachera notamment aux secteurs de la chimie, de l'automobile, de la mécanique agricole, de l'aéronautique et des biens de consommation.

Au cours d'une conférence de presse, donnée lundi soir 7 mars à l'ambassade du Japon à Paris, M. Mikumaki a déclaré : « Posséder un produit français est chez nous actuellement synonyme d'un niveau de vie élevé. Si la France nous propose des produits conformes aux besoins de notre marché, à des prix raisonnables et accompagnés d'un service après-vente, le Japon offre de grandes possibilités. » M. Mikumaki a ajouté que son pays s'intéressait tout particulièrement aux techniques françaises de pointe dans trois domaines : nucléaire, liquéfaction de gaz, exploitation des océans.

BILLET

La sidérurgie belge appelle au secours

La crise de l'acier en Europe fait de nouvelles victimes. Après la sidérurgie française, c'est la sidérurgie belge qui appelle au secours.

Au cours d'une réunion qui s'est tenue pendant le week-end, les représentants des entreprises, des syndicats et du gouvernement ont estimé que l'industrie de l'acier belge devait se restructurer de toute urgence pour éviter une catastrophe, notamment dans le domaine de l'emploi. Un rapport en ce sens doit être élaboré dans un délai de six mois, le gouvernement belge s'efforçant d'assurer la « stabilité » des entreprises jusqu'à ce qu'une nouvelle politique soit définie et appliquée.

Dans l'immédiat, aux termes de l'accord qui est intervenu à l'issue de la réunion, aucun des dix mille licenciements (sur cinquante-sept mille personnes) que l'on redoutait pour les jours prochains ne sera effectué avant la fin de l'année. De leur côté, les trois grandes banques du pays ont accepté de maintenir les lignes de crédit accordées le 1^{er} janvier aux entreprises sidérurgiques, qui ont besoin d'au moins 9 milliards de francs belges (1,2 milliard de francs français) pour compenser le

chute de leur chiffre d'affaires. En attendant, tous les investissements productifs sont arrêtés, et les groupes financiers ont « gelé » la participation qu'ils détiennent dans la sidérurgie.

Dans une déclaration commune, les participants à la réunion ont demandé à la Commission européenne d'imposer un prix de vente minimum de l'acier dans la C.E.E. et une coordination des investissements. À l'heure actuelle, beaucoup pensent que si les prix de vente demeurent aussi bas, et les importations en provenance des pays extérieurs à la Communauté aussi fortes, la survie même de plusieurs sidérurgies européennes est en jeu. Même les sidérurgies allemandes, qui constituent aussi l'élément principal, notamment en Sarre, réclament à la Commission une action énergique vis-à-vis des pays tiers.

Jusqu'à présent, la Commission s'est bornée à imposer des quotas aux producteurs de la Communauté, sans vouloir prendre de mesures protectrices, et à entamer des négociations avec le Japon et l'Espagne. Il va lui être de plus en plus difficile de résister aux appels au secours d'une industrie en train de se noyer. — F.R.

ÉNERGIE

La mise en service de Fessenheim-1

LE P.C. DEMANDE LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES CENTRALES NUCLÉAIRES

C'est finalement à 15 h. 11, lundi 7 mars, que le réacteur nucléaire de Fessenheim-1 a commencé à produire de l'énergie, dix heures après le début du processus de divergence entrepris à 5 heures du matin (le Monde du 8 mars). Les opérations, indiquées par la direction de la centrale, se sont déroulées « dans des conditions satisfaisantes ».

M. Pierre Juquin, membre du comité central du parti communiste, député de l'Essonne, a demandé, lundi, au cours d'une conférence de presse à Strasbourg, que la centrale de Fessenheim fonctionne « uniquement à titre expérimental ». Fessenheim, à-t-il estimé, ne devrait pas produire et distribuer du courant avant que les techniciens de l'E.D.F. aient pu garantir la sécurité des installations et de l'environnement.

M. Juquin a indiqué que les présidents des groupes communistes de l'Assemblée nationale et du Sénat venaient de faire parvenir au premier ministre une lettre dans laquelle ils demandent notamment la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions d'implantation et de fonctionnement des centrales nucléaires. « Nous ne sommes pas radicalement opposés à la production d'énergie nucléaire », a-t-il précisé, « mais nous sommes opposés à la production d'énergie nucléaire dans des conditions de sécurité et de contrôle qui ne sont pas satisfaisantes ».

● RECTIFICATIF. — En 1975, 25 % de la production d'énergie électrique devraient être d'origine nucléaire, a-t-on écrit dans le Monde du 8 mars. C'est 70 % qu'il fallait lire, 25 % devant être, en 1985, la part de l'énergie nucléaire dans la consommation « totale » d'énergie.

● RECTIFICATIF. — C'est chez Europarc, et non chez Hertz, France, comme nous l'avons écrit par erreur dans notre première édition du 5 mars, que M. Berthelot est entré récemment, comme directeur général, après avoir abandonné des fonctions identiques chez Avia-France. Europarc est la première société française de location d'automobile sans chauffeur et filiale de la régie Renault.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● POUR SOUTENIR L'ACTIVITÉ DE L'IMPRIMERIE FRANÇAISE, M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, a défini l'amélioration de l'équilibre de la balance commerciale de ce secteur comme objectif prioritaire. Pour atteindre cet objectif, M. d'Ornano a chargé M. Aleson, inspecteur général de l'Industrie et du Commerce, d'analyser les causes concrètes qui font apparaître nos industries graphiques comme insuffisamment compétitives.

Agriculture

● LA COMMISSION DE BRUXELLES vient de décider de saisir la Cour de justice européenne de Luxembourg au différend qui l'oppose, au gouvernement britannique, à propos des aides directes que celui-ci accorde à ses producteurs de viande de porc. Le Royaume-Uni n'a pas donné suite à la demande que lui a adressée la Commission de mettre immédiatement fin à ces subventions qu'elle considère comme une infraction à la réglementation communautaire. — (Corresp.)

● LES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VINS ET SPIRITUEUX ont atteint 6,2 mil-

liards de francs en 1976, contre 4,99 milliards en 1975. Les ventes ont la progression la plus vive ont été celles de Bourgogne (+ 34,8 % en volume et 42,8 % en valeur) et de champagne (+ 36,6 % en volume et + 35,6 % en valeur).

● UNE UNIVERSITÉ DU VIN va être installée à l'initiative de M. Henri Michel, député-maire (socialiste) de Suzer-Rousse, dans un château médiéval du Tricastin, qui appartient à un conseil général de la Drôme. Une convention de 2.800.000 F a été approuvée pour les aménagements qu'impose la nouvelle affectation du bâtiment. Les locaux accueillent des laboratoires technologiques, des salles de cours, des amphithéâtres, que fréquentent, au titre de la formation permanente, les vignerons, les coopératives et des stagiaires des professions annexes du vin. — (Corresp.)

Commerce extérieur

● LE CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTÉRIEUR (C.F.C.E.) vient de réorganiser son service de documentation spécialisé dans les questions agricoles, alimentaires, outre les études sur la distribution de certains produits dans plusieurs pays étrangers, les exportateurs, les étudiants et les journalistes pourront consulter quelque quatre mille cinq cents ouvrages spécialisés, quatre cent cinquante revues techniques étrangères, les notes des vingt conseillers économiques à l'étranger, et les publications de la direction des produits agro-alimentaires du C.F.C.E.

Énergie

● LES ESPOIRS DE LA GRANDE-BRETAGNE DE DÉVELOPPER L'INDUSTRIE DES PÉTROLIS DIMINUENT. — Un rapport confidentiel du ministère britannique, cité ce 7 mars par le Financial Times, estime que la Grande-Bretagne a peu de chances de devenir un jour un important exportateur de pétrole. Jusqu'à présent, les estimations montraient que la production de la mer du Nord pourrait dépasser de 50 % les besoins intérieurs de la Grande-Bretagne. En raison du retard pris à la production, le pétrole de la mer du Nord ne couvrira les besoins du pays que vers 1985 et, selon le document du ministère de l'Énergie, les réserves « entre 2 et 4,5 milliards de tonnes » permettront aux Britanniques de satisfaire la demande interne jusqu'au début des années 90.

Syndicats

● DES MILITANTS DU CIO-UNATI ont occupé pendant deux heures, lundi 7 mars, des caisses de retraites à Bordeaux. Caracaux, Agénès, Nereux et Clermont-Ferrand, pour protester contre le refus des pouvoirs publics de prendre en considération le projet de réforme des caisses de retraite. A Marseille, une trentaine de membres de l'Actif, mouvement dissident du CIO-UNATI, ont bloqué pendant deux heures des locaux de l'administration fiscale et ont remis à un responsable plusieurs dossiers de commerçants victimes, selon eux, d'abus fiscaux.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS
SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORTS ET DE TRAVAIL AÉRIENS

AIR ALGÉRIE

APPEL D'OFFRES N° 07-76 AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI

La date limite de dépôts des offres concernant la fourniture d'un banc d'essais (A.T.E.) initialement fixée au 28 février 1977 est reportée au 20 mars 1977, délai de rigueur, au-delà duquel aucune offre ne sera acceptée.

Les soumissions des constructeurs devront être adressées à :

AIR ALGÉRIE - Direction Technique
Aéroport International d'Alger. — DAR-EL-BEIDA

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UCIP-BAIL

Lors de sa réunion du 25 février 1977, le conseil d'administration a examiné les comptes et arrêté les résultats de l'exercice 1976. Le montant des produits T.T.C. s'élève à 42,75 millions de francs contre 38,63 millions. Après affectation de 10 millions de francs pour amortissement et provisions, le résultat s'élève à 13,3 millions de francs contre 11,15 millions en 1975, soit une progression de 19,37 %.

Se conformant aux recommandations gouvernementales, le conseil a décidé d'augmenter le dividende qui sera versé pour le 13 mai prochain, à 12 F le dividende par action contre 11,50 F l'exercice précédent.

COMPAGNIE DE L'EST ASIATIQUE

Les comptes du groupe pour l'exercice 1976 montrent une nouvelle progression et les résultats sont considérés comme satisfaisants, compte tenu des conditions économiques difficiles qui prévalent encore dans un certain nombre de pays. Pour l'ensemble du groupe (deux sociétés, dont une en Danemark), le chiffre d'affaires a atteint 82,20 milliards contre 81,1 milliards en 1975. Après amortissements, provisions et impôts, le bénéfice net de la société mère ressort à 82,20 milliards contre 81,1 milliards pour l'exercice précédent. Le conseil propose à l'assemblée du 25 mars prochain de maintenir le dividende à 12 F sur le capital de 82,20 milliards.

TRADE DEVELOPMENT BANK (FRANCE)

20, place Vendôme - 75001 - PARIS

● Au cours de sa dernière séance, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1976. Les résultats enregistrés se caractérisent par une double progression : Le total du bilan s'élève à 1.333.722.000 F contre 1.215.000 F en 1975 et le bénéfice net après impôts et amortissements est de 4.013.000 F contre, en 1975, 3.512.000 F.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 24 mars 1977, d'affecter la

somme de 4 millions de francs à la répartition de cette somme, ainsi qu'à 11.500.000 F. Le total des fonds propres de la banque s'élève de ce fait à 33.500.000 F environ, dont 20 millions de francs de capital social, 2 millions de francs de réserve légale et 11.500.000 F de réserve extraordinaire. Par ailleurs, le conseil d'administration a décidé de remplacer M. Charles Barthez, décédé, M. Charles Barthez comme administrateur, dont sera soumise à la prochaine assemblée générale.

pour
valoriser les perfectionnements technologiques
et les innovations résultant de la recherche
renforcer les positions Rhône-Poulenc
dans les secteurs à forte valeur ajoutée
améliorer la lutte anti-pollution
et développer les économies d'énergie

emprunt rhône-poulenc

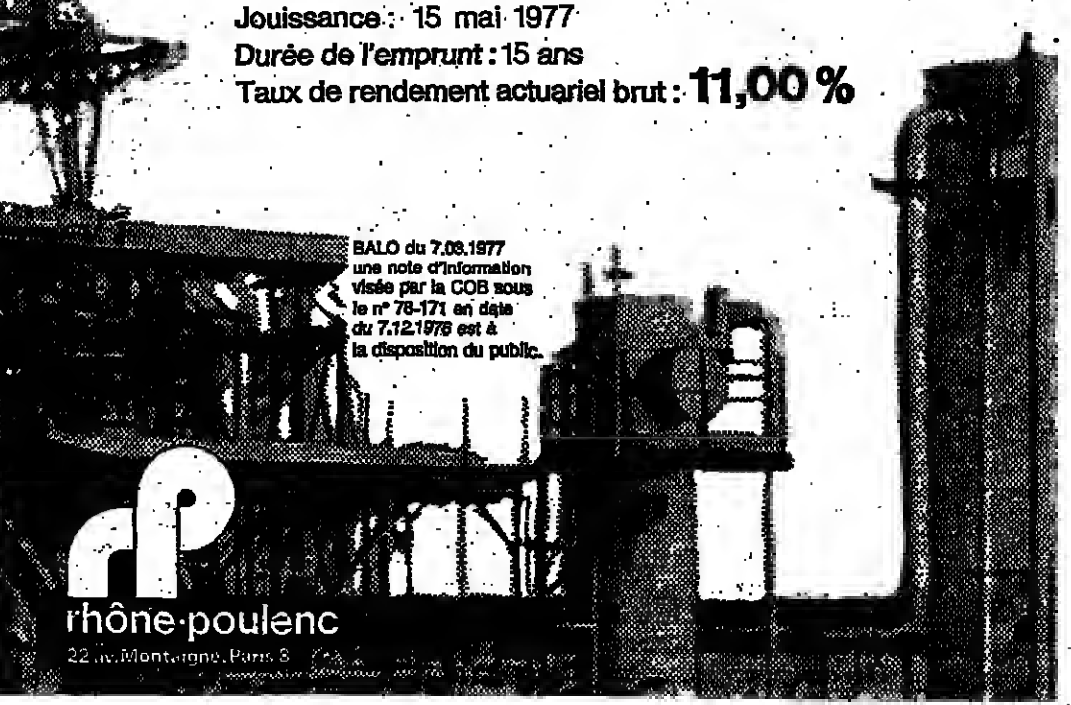
350 millions de francs
11,30 %

Prix d'émission : le pair soit 1000 F par obligation

Jouissance : 15 mai 1977

Durée de l'emprunt : 15 ans

Taux de rendement actuariel brut : 11,00 %



BAO du 7.05.1977
une note d'information
visée par la COB sous
le n° 76-171 en date
du 7.12.1976 est à
la disposition du public.

rhône-poulenc

22, av. Montaigne, Paris 8

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	£ sterling	F. français
à 1 heure	4 1/4	5 1/4	4 1/4	5 1/4
à 2 heures	4 1/4	5 1/4	4 1/4	5 1/4
à 3 heures	4 1/4	5 1/4	4 1/4	5 1/4
à 4 heures	4 1/4	5 1/4	4 1/4	5 1/4
à 5 heures	4 1/4	5 1/4	4 1/4	5 1/4

D'ORLY SUD LE "HOMA" RELIE PARIS A NEW YORK JEUDI ET DIMANCHE.

Décollage : 16.30 H. Arrivée : 18.45 H.

La journée à Paris.

La soirée à New York.

Pour plus de détails, prenez contact
avec votre agent de voyages ou : Iran Air,
63, Champs-Élysées. Tél. : 225.99.06+



NOUS GRANDISSONS PLUS VITE QUE LES AUTRES.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Monde THE TIMES Die Welt Europa LA STAMPA

POINT DE VUE

Qu'attend-on pour abaisser les taux d'intérêt ?

VOICI qua s'annonce le deuxième volet du plan Barre, le volet structurel. Et l'on attend toujours une mesure simple, presque évidente, qui contribuerait d'un coup à améliorer la situation sur plusieurs fronts. Cette mesure, c'est la baisse discrétionnaire des taux d'intérêt débiteurs.

Une telle mesure aurait un caractère nettement anti-inflationniste et favoriserait une reprise de la demande. Elle aurait aussi un impact social évident. Enfin, les inconvénients qu'elle peut présenter sur le front extérieur pourraient être facilement évités.

Il est vrai que, comme beaucoup d'autres variables économiques, le taux d'intérêt est une variable dépendante. Son niveau dépend, à long terme, de la hausse des prix et de la dépréciation du franc, deux phénomènes étroitement liés. A court terme, il dépend, d'une part, du caractère plus ou moins restrictif de la politique monétaire, d'autre part, du dynamisme plus ou moins grand de la demande de crédit, c'est-à-dire des investissements en général.

Mais le taux de salaire aussi est une variable déterminée par la hausse des prix et les tensions sur les marchés du travail. Pourtant, le gouvernement a choisi délibérément de freiner la croissance des salaires pour angérer le processus de déflation des prix. De plus, il y a belle lurette qu'il s'est décidé à agir, plus ou moins directement, sur le niveau des taux d'intérêt. En

par JEAN MATOUK (*)

décidant leur baisse, il ne changerait donc pas de clavier, il changerait seulement la tonalité de sa politique.

Cette baisse aurait d'abord pour effet de réduire les charges financières des entreprises, donc de faciliter leur développement et la reconstruction de l'investissement. C'est-à-dire de l'inciter à investir. A tout le moins, elle lui enlèverait un motif de ne pas le faire. Du même coup, elle exercerait une pression sur les coûts industriels. Les aléas seraient les mêmes sur l'agriculture, où l'endettement pèse de plus en plus tragiquement sur les trésoreries.

Surout elle relancerait mécaniquement les achats de logements, c'est-à-dire l'activité du bâtiment et des travaux publics. Ce secteur est actuellement en crise, parce que la demande de logements reste faible. Il ne fait aucun doute que cette faiblesse vient du niveau exorbitant des taux d'intérêt, de 11,5 à 14 %. Pour un logement — modeste — de 250 000 F, un crédit de 200 000 F sur vingt ans correspond à des traites mensuelles de 2 140 F dans le meilleur des cas. Si l'intérêt est capitalisé la quotité à verser au comptant sur un plan d'épargne à long terme lui donnant droit à un prêt à 6 %, il gagnera sur la durée du prêt, sur les traites à payer durant les dernières années; mais, pour les cinq ou dix premières, le montant du remboursement mensuel ne descendra pas en dessous de 2 000 F.

C'est dire que l'accession à la propriété n'est que très exceptionnellement possible aux ménages dont le revenu est inférieur à 4 000 F mensuels; or la moitié des ménages gagnent moins de 5 000 F (puisque le revenu disponible moyen est en France de 5 600 F, avec une distribution asymétrique). Une proportion comprise entre le tiers et le quart des ménages est donc exclue de l'accession à la propriété. Une fraction non négligeable d'entre eux y accéderait illico si les taux d'intérêt cessaient d'être aussi prohibitifs. L'impact social s'avère évident, l'effet économique sur l'activité aussi. Deux inconvénients risquent d'être avancés pour refuser une telle mesure.

Le premier à trait aux mouvements de capitaux: si les taux français baissent, les capitaux flottants tendront à se porter du franc sur une autre monnaie; on créerait alors une situation favorable à une crise du type de celle de mars 1976.

La parade est simple: il suffit de déconnecter les marchés intérieurs et extérieurs des capitaux et du crédit: opération simple pour laquelle les moyens administratifs existent et dont on exagère à dessein et a priori les difficultés. Cette mesure d'isolement du marché intérieur des capitaux pourrait d'ailleurs être dou-

blée — aim de pallier par avance tout « mouvement » monétaire — de l'institution d'une garantie de change sélective. La sélectivité porterait sur les créanciers ou, mieux, sur la durée des prêts: on privilégierait évidemment les crédits longs par rapport aux capitaux à court terme, les plus volatils. Cette mesure pourrait être présentée comme un pas de la France vers le retour aux changes fixes. Accessoirement, il serait possible de resserrer encore les conditions du rattachement.

Second inconvénient: l'équilibre des comptes des banques. Il n'est pas question évidemment, dans un premier temps, d'abaisser parallèlement les taux d'intérêt créditeurs et débiteurs. Au contraire, une véritable épargne longue doit être encouragée. Le bilan des banques va donc en souffrir.

Aussi faut-il d'urgence les contraindre à faire payer tous les prix de tous les services. Ces chèque aux virements, en un mot à se comporter en entreprises. Le public s'adaptera et ne réclamera ces services que s'ils lui procurent une réelle satisfaction, au lieu de les recevoir gratuitement en apparence, mais en réalité de les payer de taux d'intérêt exorbitants. Il sera alors possible de juger réellement la gestion des banques, ce qui peut révéler quelques surprises. Ce n'est qu'ensuite, longtemps après, quand l'inflation structurelle aura cédé, qu'il sera possible de rapprocher les taux créanciers et débiteurs du même taux d'actualisation dont ils sont tous deux issus, et dont la collectivité pourra décider dans un plan démocratique.

(*) Professeur d'économie à l'université de Montpellier-I.

Malgré la multiplication des mesures prises pour procurer des emplois

Le chômage des jeunes s'aggrave en Europe

Près de 2 millions de jeunes Européens sont sans emploi, cet hiver. Durant les années 70, le chômage a progressé chez eux plus vite que chez leurs aînés, tout comme en Amérique du Nord, au Japon et en Australie.

Tous les pays cependant ont pris des mesures à court terme pour lutter contre cette évolution: mais bien qu'il y ait eu l'an dernier un ralentissement de l'augmentation du chômage des jeunes — voire une amélioration dans un pays ou deux — le problème subsiste. Il commence à être évident qu'il faudra entreprendre une action plus profonde, même lorsque les économies mondiales sortiront de leur marasme.

Presque partout, les mesures prises comportent des encouragements aux employeurs, pour qu'ils ne licencient pas les travailleurs âgés et qu'ils en recrutent de nouveaux, ainsi qu'une prolongation des études, l'expansion des possibilités de formation, une réduction du nombre des travailleurs étrangers, l'encouragement aux retraites anticipées, de meilleures allocations de mobilité pour aider les chômeurs à se déplacer vers des emplois éloi-

gnés de leur résidence, un renforcement des services de conseils pour les carrières.

Le coût de tout cela est lourd pour chaque pays, mais il est partiellement compensé par les économies réalisées sur les indemnités de chômage et les autres frais sociaux. La Grande-Bretagne, la plus sévèrement touchée, a consacré 800 millions de livres sterling aux projets tendant à soulager le chômage au cours des deux années écoulées, somme qui doit bénéficier à 500 000 personnes. En Italie, un projet de loi pour favoriser l'emploi des jeunes a été retardé par les changements de gouvernement, mais il est proposé maintenant de dépenser 400 milliards de lire pour un programme qui, espère-t-on avec un certain optimisme, devrait procurer du travail à 420 000 personnes. Les Allemands, en développant surtout les systèmes existants, ont donné la préférence aux indemnités pour la réduction temporaire à l'emploi, la subvention temporaire à l'emploi, en Grande-Bretagne, 190 millions de livres aux employeurs qui acceptent de différer des licenciements. Français et Allemands ont beaucoup insisté sur la formation, notamment à l'intention de ceux qui

n'en avaient reçu aucune auparavant. Enfin les projets tendent à fournir du travail aux jeunes dans un but essentiellement social pendant une période limitée existant partout sous une forme ou une autre.

Les principaux systèmes adoptés et le nombre des effectifs concernés, de 1975 à 1977, par les différents programmes nationaux sont les suivants:

● En Allemagne: travail à l'horaire réduit (277 000 bénéficiaires); création d'emploi (191 000); formation et prolongation des études (301 000).

● En France: formation d'apprentis (projetée pour 100 000 personnes); création d'emploi (92 000 bénéficiaires); contrats de formation (22 000).

● En Italie: le programme en vigueur comporte la création d'emplois dans le secteur privé pour 300 000 bénéficiaires et dans le secteur public pour 120 000.

● En Grande-Bretagne (1975 à février 1977): subvention temporaire à l'emploi (251 000 bénéficiaires); création d'emploi (95 000); formation supplémentaire (44 000); subvention à l'emploi des jeunes et recrutement de jeunes quittant l'école (22 000).

LES JEUNES CHÔMEURS EN EUROPE

	Nombre de chômeurs							Proportion dans l'ensemble des chômeurs						
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Allemagne féd.	18 000	29 000	39 000	51 000	133 000	287 000	—	19	20	20	23	28	29	—
France	52 000	72 000	85 000	95 000	123 000	276 000	306 000	23	25	26	28	33	37	38
Italie	210 000	256 000	270 000	288 000	308 000	370 000	420 000	27	26	27	30	32	34	35
Grande-Bretagne	150 000	230 000	257 000	154 000	174 000	426 000	615 000	27	31	32	28	38	42	44

A Paris

UNE EXPOSITION SUR LES PROBLÈMES DU GROENLAND

Pour sensibiliser les pays de la Communauté économique européenne aux problèmes particuliers du Groenland, les autorités danoises ont organisé une exposition itinérante, qui fera le tour des capitales des pays du Marché commun, en commençant par

Paris, où elle restera ouverte jusqu'au 3 avril (1).

A partir de l'exemple de la ville de Jakobshavn ou Ilulissat (c'est-à-dire, en esquimaux, l'endroit près des icebergs), l'exposition tente de montrer l'évolution d'une population autochtone de quarante-deux mille personnes qui vivent sur cette énorme île polaire (plus de quatre fois la France) avec huit mille Danois. Il en coûte chaque année près de 1 milliard de couronnes au Trésor danois pour, peu à peu, donner à ces habitants le nécessaire. Certes, la tuberculose a presque disparu et l'alphabetisation est générale, mais la civilisation a apporté d'autres maux, dont l'alcoolisme et les maladies vénériennes.

Le Groenland, jadis colonie interne et depuis 1953 province danoise, a demandé un statut d'autonomie qu'il espère obtenir vers la fin des années 70. Il veut

gérer ses ressources minérales potentielles (fer, uranium, thorium, voire pétrole). Mais actuellement les Groenlandais dépendent de la pêche. Or les réserves de morue s'amenuisent et les crevettes sont drainées par les navires-usines étrangers. M. Gundlach avait déjà expliqué (le Monde du 20 avril 1976), ce qu'il faudrait faire pour éviter aux Groenlandais l'effet démolissant des subventions et surtout pour qu'ils ne soient pas tentés de se détacher de la C.E.E. quand leur île aura obtenu le statut d'autonomie.

Cette exposition est une illustration vivante et honnête du difficile problème posé à une tradition ancienne par la société de consommation.

AMB.

(1) Malsboe du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées, de 12 h. à 19 h.; le jeudi, de 12 h. à 18 h.; le dimanche, de 15 h. à 18 h. Entrée libre.

Les chiffres actuels de jeunes chômeurs et les pourcentages de ceux-ci dans l'ensemble des chômeurs apparaissent ci-dessus. Ils concernent les « moins de vingt-cinq ans », sauf pour l'Italie où il ne s'agit que des « moins de vingt et un ans », les jeunes démobilisés des forces armées et ceux qui cherchent leur premier emploi (d'autres statistiques italiennes donnent des chiffres plus élevés).

Le chômage des jeunes est toutoument saisonnier, se gonflant généralement après la fin de l'année scolaire et diminuant graduellement ensuite. On a choisi ici les chiffres du milieu de l'année, parce qu'ils sont disponibles dans tous les pays, mais ceux de l'hiver sont souvent plus élevés. Le chiffre français, par exemple, était monté jusqu'à 492 000 en octobre 1976, mais cela ne représentait qu'environ 8 000 personnes de plus qu'un an auparavant. Le chiffre italien s'était, lui, élevé à 443 000 en novembre. La chute du nombre de jeunes chômeurs britanniques en 1973 est principalement due à l'allongement de la scolarité obligatoire de quinze à seize ans.

ERIC WIGHAM.

L'AVENTURE DANS UN PAYS INSOLITE LE

YÉMEN

Des vols à 1,800 F
Nos expéditions à partir de 2,700 F

LES SEYCHÈLLES

Vol avec Veronika Reich de 13 h.
Plongée, pêche au gros sur des bateaux spécialement équipés.
Les plages désertes et la mer transparente des 84 îles Seychelles vous attendent.
Une semaine, vol + volée se plonge à partir de 3,250 F.

ILE MAURICE

Détente et repos hors du commun
vol et séjour à partir de 3,550 F.
Même si vous rêvez d'autres horizons, passez tout de même un séjour à nous.

544-21-99 et 544-20-43

PASSEPORT

68, rue de Valenciennes,
75006 PARIS
Métro: Rennes Ligne A 899.

... spécial voitures d'occasion... spécial voitures d'occasion... spécial voitures d'occasion... spécial voitures d'occasion... sp

8 JOURS EN OR
chez tous les concessionnaires Renault

- Un choix exceptionnel de modèles Renault et de nombreuses autres marques françaises et étrangères
- Possibilité de bail avec option d'achat (leasing)
- Des véhicules soigneusement sélectionnés et révisés, bénéficiant de la "Garantie OR"
- (garantie nationale 3 à 6 mois)



- Tous les magasins d'exposition Renault exclusivement réservés aux véhicules d'occasion.
- Formules de financement personnalisées. Crédit immédiat étudié sur place
- Reprise immédiate de votre voiture actuelle, aux meilleures conditions. Expertise gratuite.

du lundi 7 au lundi 14 mars
Vendredi 11 et samedi 12: nocturnes jusqu'à 22h Dimanche 13: ouverture toute la journée.

هنا نحن النحل

مكتبة النور

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 7 MARS

Calm et irrégulier
Hausse de l'or

Le marché a été particulièrement calme ce lundi à la Bourse de Paris où les valeurs françaises ont généralement enregistré des écarts peu importants.

De fait, le nouvel indicateur de la chambre syndicale a terminé la séance pratiquement inchangé. Parmi les compartiments dont la tendance générale a pu être définie, les établissements de crédit, les automobiles et les services publics ont été assez résistants. En revanche, les valeurs de la construction électrique, dans le reste de la cote, l'alimentation, le bâtiment, les pétroles, la métallurgie et la chimie, haussées et baissées de faible ampleur se sont, à peu de chose près, équilibrées.

Enfin, les valeurs de Saint-Louis et O.P.F. ont enregistré les plus fortes hausses de la séance (+ 3,5 %), tandis que Châlon-Châtillon (- 0,5 %), D.B.A. (- 0,4 %) et Orléans (- 0,3 %) ont subi une baisse légère.

Le mouvement de hausse qui se dessine lors des deux dernières séances de la semaine précédente a donc subi un coup d'arrêt. La hausse du loyer de l'argent au jour le jour (+ 1/4 à 3/4 %) a empêché sans doute une poursuite de cette opération. De plus, les élections municipales, à estimer que nombre d'opérateurs ont préféré rester sur leurs positions, peut-être, à attendre sur le terrain la semaine prochaine.

Aux valeurs étrangères, guère plus calmes, les américaines ont été résistantes tandis que les allemandes se sont effritées. Irrégularité des pétroles internationaux et fermes des mines d'or.

Sur le marché de l'or, dont le volume de transactions est retombé à 4,1 millions de francs (contre 6 millions), cent lingots ont été déchargés à 23 925 F, soit une nouvelle hausse de 500 F. La napoleon a gagné 0,60 F à 238 F, mille cent pièces ayant été traitées.

LONDRES Reprise

Encouragé par le ralentissement de la hausse du prix de gros, le marché londonien a repris. Les dividendes industriels ont été inscrits à 955,12, en hausse de 1,05 point.

Sur 1 987 valeurs traitées, 799 ont progressé, 614 ont baissé et 488 sont restées inchangées.

L'indice Standard and Poors (500 valeurs) est resté à 101,25 (+ 0,05).

Après les gains acquis précédemment, beaucoup d'acheteurs ont préféré attendre, en attendant d'un effacement des cours, l'économie n'offrant en outre, guère de motifs de satisfaction.

Pour autant, et en dépit des difficultés financières de la municipalité de New-York qui représentent la cote de la semaine dernière, les valeurs de la cote ont continué à progresser dans les semaines pour faire face à la hausse des cours.

Les titres de transports ont été chassés à la hausse, les valeurs de Boeing et McDonnell-Douglas ont progressé, tout comme les valeurs de Boeing et McDonnell-Douglas ont progressé, tout comme les valeurs de Boeing et McDonnell-Douglas ont progressé.

NEW-YORK Résistant

A l'issue d'une séance particulièrement calme, 17,41 millions de titres ont été échangés contre 14,98 millions. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a été inscrit à 955,12, en hausse de 1,05 point.

Sur 1 987 valeurs traitées, 799 ont progressé, 614 ont baissé et 488 sont restées inchangées.

L'indice Standard and Poors (500 valeurs) est resté à 101,25 (+ 0,05).

Après les gains acquis précédemment, beaucoup d'acheteurs ont préféré attendre, en attendant d'un effacement des cours, l'économie n'offrant en outre, guère de motifs de satisfaction.

Pour autant, et en dépit des difficultés financières de la municipalité de New-York qui représentent la cote de la semaine dernière, les valeurs de la cote ont continué à progresser dans les semaines pour faire face à la hausse des cours.

Les titres de transports ont été chassés à la hausse, les valeurs de Boeing et McDonnell-Douglas ont progressé, tout comme les valeurs de Boeing et McDonnell-Douglas ont progressé.

INDICES QUOTIDIENS

INDICE	Base 100 = 31 déc. 1966
Valeurs françaises	955,12
Valeurs étrangères	101,25
C. DES AGENTS DE CHANGEMENT	101,25
Indice général	61,5

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LOCINDUS. — En 1976, la société a réalisé un bénéfice net de 30,85 millions de francs contre 34,17 millions en 1975, soit une progression de 9,6 %. Le dividende (après la répartition des réserves) s'élève à 12,50 F par titre, contre 12,50 F en 1975 et 12,50 F en 1974.

CARREFOUR. — Après absorption de la société de distribution de produits alimentaires, la société a réalisé un bénéfice net de 21,4 millions de francs contre 21,4 millions en 1975, soit une progression de 0 %. Le dividende (après la répartition des réserves) s'élève à 12,50 F par titre, contre 12,50 F en 1975 et 12,50 F en 1974.

COMPAGNIE DE L'EST ASIATIQUE. — En 1976, la société a réalisé un bénéfice net de 280,35 millions de francs contre 254,05 millions en 1975, soit une progression de 9,9 %. Le dividende (après la répartition des réserves) s'élève à 12,50 F par titre, contre 12,50 F en 1975 et 12,50 F en 1974.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

COURS	1/3
1 dollar (en yen)	231,85
Taux du marché monétaire	9 3/4 %

BOURSE DE PARIS 7 MARS - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
3 %	85,50	85,50	0
5 %	85,50	85,50	0
5 % (1970-1980)	85,50	85,50	0
5 % (1970-1980)	85,50	85,50	0
5 % (1970-1980)	85,50	85,50	0
5 % (1970-1980)	85,50	85,50	0
5 % (1970-1980)	85,50	85,50	0
5 % (1970-1980)	85,50	85,50	0
5 % (1970-1980)	85,50	85,50	0
5 % (1970-1980)	85,50	85,50	0

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0

COTE DES CHANGES

MONNAIES	COURS	Précéd.	Différence
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES	COURS	Précéd.	Différence
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0
Alcatel	125,00	125,00	0

aggrave en Europe

OR

Renault

ars

ure toute la journée

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT

2. AFRIQUE

— LA « TABLE RONDE » SUR L'AVENIR DE DJIBOUTI : le séisme a provoqué sur les modalités d'organisation des élections générales.

3. AMERIQUES

2.5. EUROPE

— La visite du premier ministre portugais à Paris.
— RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE : M. Helmut Kohl est réélu président de l'Union chrétienne-démocrate.

6-7. ASIE

— Le sous-continent indien où le rocher de Sisyphus (III), par Gérard Viatelle.

8 à 15. POLITIQUE

— La préparation des élections municipales.
— TRIBUNES DU 13 MARS : « Pour une stratégie socialiste démocrate », par Eric Himmelfarb ; « Pour l'action royaliste », par Bertrand Renaud.

16. AÉRONAUTIQUE

— Un nouveau décali pour l'atterrissage de Concorde à New-York.

18. EDUCATION

— Mgr Lefebvre approuve l'occupation de Saint-Nicolas-de-Chardonnet.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

PAGES 19 ET 20

— La guerre navale moderne : une partie de cache-cache électronique.
— Le Soudan aux prises avec le désert.
— Haute fidélité en cassette.

21. L'ACTUALITÉ MÉDICALE

— LE PAIEMENT À L'ACTE : on mal nécessaire ou une idée reçue ?

21. LETTRES

— La mort de Marcel Duhamel.

22. JUSTICE

22. SPORTS

23 à 25. ARTS ET SPECTACLES

MUSIQUE : l'IRCAM et l'opéra ; les prix de l'Académie Charles-Cros.

33 à 36. LA VIE ÉCONOMIQUE

ET SOCIALE

— L'ÉVÈNEMENT : les notions, les points de vue ; « Qu'attend-on pour abolir les taxes d'entrée ? », par Jean Motout.

— EUROPA : le chômage des jeunes s'aggrave en Europe.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (25)
Annonces classées (28 à 32) ; Aujourd'hui (33) ; Carnet (31) ; « Journal officiel » (33) ; Lettre nationale (33) ; Météorologie (33) ; Mots croisés (33) ; Bourse (37).

Le numéro du « Monde » daté 8 mars 1977 a été tiré à 599 909 exemplaires.

FORMATION CONTINUE

du 4 au 22 avril 1977

■ R.d.M. ■ Org. de chantiers
■ Béton armé ■ V.R.D.
■ Métier ■ Const. métal
■ Topographie ■ Comptabilité

l'Institut de formation continue
1 rue Théodore
92400 Paris cedex 05

329.21.99

De la plus petite réparation au plus beau défilé (prix spécial début saison)

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES
MESURE

dans un choix de 3.000 draperies à partir de 681 F

Prêt-à-porter homme

Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre, PARIS (opéra)

A B C D E F G

Le potentiel économique de la Roumanie semble gravement atteint par le séisme du 4 mars

1034 morts et 6185 blessés dénombrés

Le nombre des victimes du séisme du 4 mars, en Roumanie, est encore incertain, officiellement, 1034 morts (dont 813 à Bucarest) ont été retrouvés et 6185 blessés dénombrés. Mais l'ampleur des destructions rend vraisemblable un

chiffre beaucoup plus élevé. Certains foot-est de 4000 à 6000 morts. Le tremblement de terre a, semble-t-il, gravement atteint le potentiel économique du pays. Près de deux cents entreprises ont été plus ou moins gravement adomina-

gées et sept grands centres industriels sont situés dans la zone sinistrée. Au total, ce sont les trois cinquièmes de l'équipement industriel de la Roumanie qui ont été touchés.

De notre envoyé spécial

Bucarest. — Baniété de la tragédie. Lorsqu'on pense tremblement de terre, on imagine volontiers, dans une vision d'Apocalypse, des quartiers entiers, voire une ville, rasés. La réalité du drame est tellement moins spectaculaire. Pour neuf cent quatre-vingt-dix-neuf immeubles endommagés, lézardés plus ou moins gravement, mais encore debout, un millième effondré, irrémédiablement détruit. Mais ce millième trouve au détour d'une rue, d'une place, dans un ensemble apparemment intact, n'est, lui, plus qu'un tas de ruines, un enchevêtrement de ferrailles tordues et de débris de béton, de meubles et de poutres écrasées, dix, douze étages réduits de moitié dans un inextricable amas de débris.

Ces jours après le séisme, Bucarest compte toujours ses morts et recense ses plaies. Ce décompte, pas plus que le recensement, n'est terminé ni près de l'étré. « Croyez que nous avons mieux à faire aujourd'hui que de faire des statistiques », dit le fonctionnaire du ministère des affaires étrangères chargé de chaperonner les journalistes dans cette ville d'une capitale sinistrée. Depuis maintenant quatre nuits et trois jours, une énorme entreprise de secours et de déblaiement fonctionne ici sans trêve ni repos. Depuis plus de quatre-vingt heures, des milliers d'hommes, soldats, pompiers, ouvriers, militaires, cadets de l'École militaire, étudiants mis en vacances

Au cœur de la capitale

Il faut comprendre que le tremblement de terre, encore une fois, a frappé non seulement les hommes et leurs abris, mais aussi un pays en son cœur — sa capitale — et en ses forces vives, ses entreprises (cent quatre-vingt-quinze d'entre elles sont endommagées plus ou moins gravement), une partie non négligeable, semble-t-il, de son appareil industriel et des facultés de médecine. L'effacement d'une interminable secousse, qui n'a duré pourtant que quelques secondes, a balayé, comme une sorte de lame de fond, quatorze départements roumains sur trente.

LE DÉBAT TÉLÉVISÉ ENTRE MM. BARRE ET MITTERRAND POURRAIT AVOIR LIEU LE 12 MAI

M. François Mitterrand a donné son accord à M. Jean Cazeneuve, président de l'I.F.P. 1, pour un débat télévisé avec M. Raymond Barre. Ce débat aurait lieu le 12 mai.

Spécialiste de l'endocrinologie animale

M. JACQUES BENOIT EST ÉLU À L'ACADÉMIE DES SCIENCES

L'Académie des sciences a élu, lundi 7 mars, M. Jacques Benoit, professeur honoraire au Collège de France, comme membre de la section de biologie animale. Il est le 25 février 1958 à Nancy. M. Jacques Benoit fait ses études de médecine à Strasbourg et devient docteur en médecine en 1939. Il est en sciences en 1939, il obtient en 1939 l'agrégation d'histologie et d'embryologie. Il devient alors professeur d'histologie à la faculté de médecine de Strasbourg et est nommé en 1939 professeur d'histologie et d'embryologie à la faculté mixte de médecine et de pharmacie d'Alger.

En 1944, il revient comme professeur à Strasbourg et est nommé en 1944 professeur d'histologie au Collège de France, où il enseignera jusqu'en 1964. M. Jacques Benoit est depuis 1957 membre de l'Académie nationale de médecine et depuis 1962 membre étranger de l'Académie royale de médecine de Belgique. M. Jacques Benoit est considéré comme un des fondateurs de la neuroendocrinologie. Ses travaux de recherches ont surtout été consacrés à l'endocrinologie animale chez les oiseaux. Il découvre notamment que les caractères sexuels secondaires des oiseaux (plumes, plumage) sont sous la dépendance des hormones testiculaires. Il a également mis en évidence et expliqué l'influence de la lumière solaire sur la croissance des glandes génitales.

Pour vous en convaincre, rendez-vous au Festival du Son, 7 au 13 Mars, stand 105, Av. Berlioz.

Ditton 3, rue Jacques Coeur, Paris

A "LA REGLE A CALCUL" : INITIATION À LA PROGRAMMATION SUR CALCULATEURS HEWLETT-PACKARD

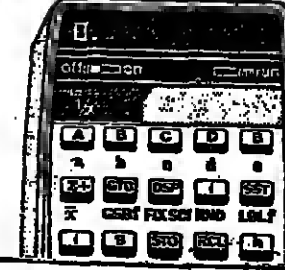
Jamais la programmation n'avait été aussi accessible : les deux derniers calculateurs Hewlett-Packard permettent, grâce à leurs 224 lignes de programmes et leurs 26 registres de données, de résoudre les problèmes de programmation les plus ardues. HP 67, version imprimante 5588 F.L.C. HP 67 : format de poche 3351, 60 F. HP 67 : 340, 207 F.L.C.

Et jamais la programmation n'avait été aussi facile : à la "Règle à Calcul", une équipe de vente spécialisée vous expliquera tous les mystères de la programmation. Mystères très simples : en une demi-heure, vous en aurez fait le tour.



1er distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP.
65-67, bd Saint-Germain 75005 Paris.
Tél. : 01 33 02 53 01 03 34 81

HEWLETT-PACKARD



Pour la présidence du Parlement européen

DUEL SERRÉ ENTRE MM. COLOMBO ET SPÉNALE

Strasbourg (U.P.I., A.P.P.). — Le Parlement européen des Nations, qui siège à Strasbourg depuis lundi après-midi 7 mars, devait procéder, ce mardi, en fin de matinée, à l'élection de son président, pour une durée d'un an. M. Emilio Colombo (démocrate-chrétien), ancien premier ministre italien, pourrait succéder à M. Georges Spénale (socialiste, France), candidat pour un troisième mandat consécutif. M. Colombo est en effet assuré du soutien du groupe libéral et apparenté. Le président de ce groupe, M. Jean Durieux, député républicain indépendant du Nord, a déclaré lundi à Strasbourg que la décision des libéraux et apparentés « n'était dirigée ni contre M. Spénale ni contre le groupe socialiste ». Il a souligné que M. Spénale avait été un « excellent président » qui avait fait beaucoup pour le Parlement européen, mais que « l'alternance était nécessaire ». L'issue du duel serré qui oppose M. Colombo à M. Spénale va donc essentiellement dépendre de la discipline de vote au sein du groupe libéral et de la position qui sera définie juste avant le scrutin par le groupe des démocrates européens de progrès (DEP), formé en particulier par des parlementaires français gaullistes.

Le général Barrois. — Le général Barrois, chef d'état-major des forces armées brésiliennes, a déclaré lundi 7 mars que le Brésil disposait d'un « autre » armement que les États-Unis. Le général a ajouté que la décision du gouvernement brésilien de rejeter l'aide militaire américaine ne créait pas de problème pour la fourniture d'équipements militaires à l'armée brésilienne. Le montant de l'aide américaine (50 millions de dollars) n'aurait représenté que 2,5 % du budget total des forces armées, qui s'élève à plus de 25 milliards de cruzeiros, soit presque 2 milliards de dollars. — (A.F.P.)

APPEL À L'AIDE INTERNATIONALE

Après le tremblement de terre du 4 mars, la Roumanie a fait appel à l'aide internationale par l'intermédiaire du Bureau de coordination des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (Genève). Elle a fait octroyer ainsi qu'elle avait besoin d'appareils pour contrôler la résistance des bâtiments, de matériel hospitalier, d'ambulances et de lait en poudre.

Les États-Unis ont offert des antihistaminiques, des antibiotiques et des pansements d'urgence ; Israël, des vaccins contre le choléra et le typhus, des aliments pour bétail et des magas de déblaiement ; la Grèce, du matériel et des produits directs ; la Grande-Bretagne, des médicaments et du matériel médical. À Paris, les dons peuvent être adressés aux organismes suivants (préciser : « Pour les sinistrés de Roumanie ») : — ACTION D'URGENCE INTERNATIONALE, 129, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris ; C.C.F. Paris 11-925-42 ; 161, 176-66-15. — SOCIÉTÉ MEDICAL AÉRO-POSTE : C.C.F. La Source 11-925-45. — SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS, 9, rue Froissard, 75003 Paris ; C.C.F. Paris 65-37. — CROIX-ROUGE FRANÇAISE, 17, rue Quentin-Bauchard, 75003 Paris ; C.C.F. Paris 60-00.

● L'écrivain roumain Anatol Bădescu a péri dans le tremblement de terre de Roumanie, annonce la société d'édition ouest-allemande Ulstein Verlag, de Hambourg.

● Bădescu, âgé de cinquante-deux ans, était traducteur, critique littéraire et poète, et ne pouvait plus, depuis un certain temps, publier ses œuvres en Europe orientale. Il était surtout connu en Occident pour son roman, interdit en Roumanie, l'Eglise noire.

● En Bulgarie, le nombre des victimes du séisme du 4 mars devrait dépasser la centaine : on a retrouvé 67 corps dont 64 à Svislov, mais il manque encore 70 disparus. Et on a dénombré 140 blessés. En outre, les dégâts matériels sont importants : 355 immeubles auraient été détruits et 4 600 endommagés.

Partout, moins cher, 12 mois sur 12 avec nouvelles frontières

Départ de Paris	
ATHÈNES	700 F
TUNIS (2)	720 F
ALGER	750 F
NEW YORK	1 450 F
BAIROBI	1 750 F
BOMBAY	2 050 F
DELHI	2 200 F
RIO	2 800 F
OSAKATA	3 120 F
OENPASAR	3 414 F

Allez-Retour
Vols à dates fixes
12 mois d'attente à prix réduits

CIRCUITS INITIATION AU VOYAGE

Goa et Inde du Nord
26 mars - 10 avril
3 800 F
Singapour - Malaisie
Thaïlande
3 mai - 25 mai
3 950 F

Renseignements et inscriptions

NOUVELLES FRONTIÈRES

TOURISME
63, av. Joffre-Rochereau
75014 PARIS
Tél. : 329.12.14
54, cours Pasteur
33000 BORDEAUX
Tél. : 54.18.48
13, rue Annuaire-Vieille
13100 AIX-EN-PROVENCE
Tél. : 26.47.22

LC 793 A

محاسبان الحساب

TELEPHONE : 246-72-23 -
Adresse télégraphique : JOURMUNIE PARIS

N° 1479

Canada, 0,50 \$ can.; Côte-d'Ivoire, 80 fr.
Egypte, 14 \$; Grèce, 20 fr.; Haïti, 1,15 fl.
Indonésie, 250 Rp.; Israël, 170 Li.; Liban,
100 p.; Sénégal, 65 fr.; Singapour, 1,50 \$ sing.
Tunisie, 2,50 Li.; U.S.A., 0,50 \$ U.S.

ABONNEMENT : Six mois Un an
France F 35 F 60
Etranger F 48 F 85

(Tarifs à la page 4.)

CHEQUE POSTAL - PARIS 18 4207 33

(Mercredi 9 mars.)

le taureau par les cornes. Le 3 février dernier, devant les ouvriers de l'usine de tracteurs Ursus, eux

grand monde.

u point d'oublier l'essentiel : la jeunesse française est totalement absente de ce grand bazar.

هكذا آمن الرسول

Brésil

RÉCUSANT UN RAPPORT AMÉRICAIN SUR LES DROITS DE L'HOMME

Le gouvernement renonce à l'aide militaire de Washington

De notre correspondant

Le gouvernement brésilien a fait savoir, le lundi 7 mars, qu'il considérait comme « clos » l'incident diplomatique avec Washington provoqué par l'envoi d'un mémorandum américain sur les droits de l'homme au Brésil.

Brasilia ne tiendrait pas à envenimer les choses avec les Etats-Unis, mais il maintiendrait sa décision, annoncée samedi, de mettre un terme à l'aide militaire américaine. L'Argentine et l'Uruguay avaient de leur côté vivement protesté contre l'ingérence dans leurs affaires intérieures que constituait les prises de position de l'administration américaine en faveur des droits de l'homme.

Rio-de-Janeiro. — Rien ne va plus entre le Brésil et les Etats-Unis. Après avoir repoussé, le 1^{er} mars, les pressions américaines visant à modifier sa coopération militaire avec Bonn, Brasilia a annoncé qu'il refusait l'aide militaire des Etats-Unis fixée pour l'année 1977-1978 à 50 millions de dollars.

Le Brésil n'admet pas qu'une telle assistance soit liée à la façon dont il respecte les droits de l'homme sur son territoire. Le gouvernement Geisel a refusé avant même que le Congrès de Washington examine le rapport sur les droits de l'homme au Brésil que vient de lui adresser la Maison Blanche.

Que des raisons humanitaires et morales soient à l'origine de la tension entre les deux pays relève du paradoxe. Personne n'ignore la part prise par les Etats-Unis dans l'élaboration au Brésil d'une doctrine et de méthodes destinées à en finir avec le « communisme » et la « subversion ». En février 1976, l'identité idéologique et politique entre les deux pays était sanctionnée par M. Kissinger lors d'une visite à Brasilia. Le secrétaire d'Etat avait accordé alors un traitement privilégié au Brésil en mettant en place un mécanisme de consultations réciproques, et il lui avait décerné un satisfecit moral en affirmant qu'il n'existait pas « deux autres peuples » que l'américain et le brésilien, plus préoccupés par la dignité et les valeurs fondamentales de la personne humaine.

Le ton a bien changé. Et ce n'est pas seulement en raison des initiatives moralisatrices de M. Carter. Comme l'a rappelé l'ambassadeur américain à Brasilia, c'est en juin 1976, sous l'administration Ford, que le département d'Etat a décidé de fournir au Congrès des rapports sur la situation des droits de l'homme dans chacun des quatre-vingts pays qui reçoivent des Etats-Unis une aide militaire.

Le rapport concernant le Brésil doit être débattu à Washington ces jours prochains. Par courtoisie, a précisé l'ambassadeur, un copie en a été remise le vendredi 4 mars au ministère brésilien des affaires étrangères. Quelques

heures après, le ministère retournait le texte à l'ambassade en affirmant qu'il contenait « des commentaires et des arguments tendancieux et inacceptables ».

Samedi, le gouvernement brésilien remettait à l'ambassadeur américain, M. John C. Grimmins, une note indiquant qu'il « refusait à l'agence une assistance militaire qui dépendrait directement ou indirectement de l'examen préalable par un gouvernement étranger d'affaires qui sont de la compétence exclusive du gouvernement brésilien ».

Le même jour, l'ambassade américaine répliquait par une autre note expliquant que l'ingérence au sujet des droits de l'homme ne pouvait être considérée comme une ingérence dans les affaires intérieures des nations.

« Le point de vue du gouvernement américain, disait la note, c'est qu'une telle préoccupation transcende les frontières nationales ».

Le rapport consacré au Brésil abordait de nombreux sujets : les tortures, les arrestations arbitraires, les violences commises contre l'Eglise, les « cassations » de parlementaires, la censure sur la presse, les activités de l'Exército de la mort, les atteintes aux droits des Indiens. Il a été rédigé à l'aide d'informations transmises par les diplomates américains en poste à Brasilia.

Des résolutions contraires à la politique américaine

A aucun moment depuis 1964, les organisations internationales n'ont été autorisées à se rendre au Brésil pour enquêter sur le sort des « disparus » et des prisonniers politiques. Le gouvernement Geisel a toujours laissé entendre qu'il n'admettait pas que les « crimes de sécurité » (c'est-à-dire les tortionnaires) soient mis au rang des accusés. Quand l'opposition a tenté de former une commission parlementaire d'enquête en mars 1975, elle a aussitôt essuyé une fin de non-recevoir et les « durs » de l'armée l'ont accusée d'agir à l'inspiration des communistes.

Mais la décision de rompre des liens avec les Etats-Unis est due aussi à la dégradation spectaculaire des relations avec un pays longtemps considéré comme le meilleur allié.

C'est avec l'arrivée à la présidence du général Geisel, le 15 mars 1974, que la diplomatie brésilienne a pris définitivement ses distances à l'égard de l'ancien protecteur. Dès cette année-là, Brasilia établissait des relations diplomatiques avec Pékin. En 1975, il signait un accord de coopération nucléaire avec Bonn. Puis venait la reconnaissance du gouvernement « forté » par le M.P.L.A. plusieurs mois avant la fin de la guerre en Angola et le vote à l'ONU contre le sionisme, « considéré comme une forme de racisme ».

Déjà des limites « avaient été indiquées » à la marge de manœuvre de Brasilia : Washington tolérerait mal que, dans les instances internationales, les Brésiliens fassent délibérément bloc avec d'autres pays pour adopter des résolutions contraires à la politique américaine.

La visite de M. Kissinger a caché pour un temps les divergences entre les deux pays. De l'aveu américain, le mécanisme de consultations réciproques mis en place à l'époque et dont Brasilia était la seule capitale latino-américaine à bénéficier était destiné davantage à flatter l'amour-propre national qu'à établir un dialogue de puissance à puissance. D'ailleurs, aussitôt adopté, le mémorandum de février 1976, qui prévoyait des consultations deux fois par an au niveau gouvernemental, a été pratiquement sans effet.

Accentués par la crise économique mondiale, les ressentiments de Brasilia à l'égard des Américains ont été renforcés. Le gouvernement Geisel a ressenti les inconvénients de liens excessivement étroits avec les Etats-Unis. Au cours des dernières années, le commerce bilatéral n'a cessé de se déséquilibrer au détriment du Brésil. En 1975, les Américains ont été responsables avec 1 milliard 800 millions de dollars de la perte de la moitié du déficit commercial brésilien. En accumulant les taxes à l'importation, ils ont amené leur principal partenaire en Amérique du Sud à agir à la menace de représailles.

La situation s'est aggravée lorsque le gouvernement Carter a lancé son offensive contre l'ac-cord nucléaire signé entre Bonn et Brasilia. Les Américains sont persuadés que le Brésil peut très bien produire de l'énergie atomique dans des conditions satisfaisantes sans se doter d'une usine de retraitement des combustibles irradiés. L'un des deux points de l'accord visé par le nouveau président, le 1^{er} mars dernier, le 34 Warren Christopher, a été l'énergie. A Brasilia, on a réagi avec une certaine réticence à l'idée de fournir au Brésil l'uranium enrichi, ce qui lui permettrait d'atteindre le huitième rang des producteurs nucléaires au monde. En échange, le gouvernement de Brasilia renoncerait à la possession de son stock d'enrichissement et de retraitement que Washington souhaite internationaliser.

« Pas une grande perte »

Le gouvernement Geisel ne négociera pas la poursuite de l'accord. Quelques jours après, il a été amené à braver une fois de plus son « allié » américain. Plusieurs chefs militaires se sont d'ailleurs exprimés d'optimisme à la cessation de l'aide américaine ne serait pas une grande perte. Il s'agit, comme on sait, d'une ouverture de crédits, et les responsables des achats de matériel assurent qu'il y a recouvrement de moins en moins des dernières années.

L'armée de l'air a en effet renouvelé complètement son équipement en achetant seize Mirage et quarante chasseurs F-5 dont les derniers exemplaires ont été livrés en 1976. En outre, elle dispose d'une entreprise brésilienne, EMBRASER, qui lui fournit des petits avions d'entraînement. L'armée de terre affirme qu'elle est presque auto-suffisante grâce à l'entreprise de matériel de guerre LARVAL, basée à São Paulo. Seule la marine dépend encore des Etats-Unis pour certaines fournitures. L'entraînement d'officiers brésiliens aux Etats-Unis devrait continuer dans la mesure où il est directement pris en charge par le gouvernement. La presse a souligné que 50 millions de dollars représentaient un petit pourcentage sur les 2 milliards de dollars consacrés cette année par le pays à sa défense.

Tandis que les militaires inter-régionaux affirment qu'ils se sont efforcés depuis longtemps de diversifier leurs sources d'approvisionnement en matériel de guerre et qu'ils continueraient de le faire, les hommes politiques dénoncent cette « nouvelle ingérence » américaine dans les affaires de la nation. Même le secrétaire général du parti d'opposition, M. Ramalho, a déclaré apporter son appui au président « en ce moment historique » : un appui tactique qui fait peu de cas de celui que le président Carter apporte adroitement ou non — aux démocrates brésiliens.

CHARLES VANHECKE
(Mardi 6 mars.)

Etats-Unis

Le mouvement syndical souhaite reprendre les avantages acquis sous Roosevelt

De notre correspondant

Washington. — Les relations déjà passablement difficiles entre la Maison Blanche et le mouvement syndical américain risquent de se détériorer. Estimant, en effet, qu'elle a fortement contribué à la victoire de M. Carter et à l'établissement de la majorité démocrate au Congrès, la centrale A.F.L.-C.I.O. a présenté la note à payer, sous la forme d'une série de propositions ambitieuses visant essentiellement à réviser la législation qui limite depuis plusieurs années l'influence des syndicats.

Les dirigeants syndicalistes veulent obtenir du Congrès l'annulation de certaines dispositions législatives et notamment certains articles de la loi Taft-Hartley de 1947, qui restreignent sensiblement la portée de la loi Wagner passée en 1935, grâce à laquelle les syndicats étaient considérés comme des entités légales et avaient acquis une importance nouvelle dans la vie publique.

Outre des revendications salariales (augmentation du salaire horaire minimum de 80 dollars à 1 dollar), et l'absence massive des heures supplémentaires, le conseil exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. propose d'annuler la section 14 B de la loi Taft-Hartley, qui permet aux Etats d'interdire l'« union shop », une disposition figurant dans de nombreux contrats collectifs et qui impose aux employeurs de l'emploi l'adhésion au syndicat lorsque une majorité de travailleurs de l'entreprise en décide. Le programme de l'A.F.L.-C.I.O. prévoit d'autres mesures pour protéger les syndicats contre les représailles des employeurs, autoriser les employés fédéraux à négocier les contrats collectifs pour leur permettre de participer pleinement aux campagnes électorales.

Une certaine méfiance envers M. Carter

Le mouvement syndical veut reprendre les avantages acquis sous Roosevelt, contestés puis grignetés à la fin des années 40 par Truman et les présidents républicains. L'effort de recrutement est d'autant plus important pour l'A.F.L.-C.I.O. que le pourcentage de travailleurs syndiqués (25 % de la main-d'œuvre) a encore diminué au cours des dernières années. Les syndicats veulent gagner du terrain là où ils ont toujours été faiblement implantés : dans le Sud et le Sud-Ouest, appelés à connaître un grand développement économique.

Les dirigeants syndicalistes, conscients des difficultés de la tâche, n'ont pas fixé de calendrier pour leurs revendications, dont

ils savent qu'elles ne pourront être que partiellement satisfaites. Néanmoins, la présence d'un démocrate à la Maison Blanche leur fait espérer qu'ils trouveront un interlocuteur plus favorable.

La vieille coalition conservatrice des républicains et des démocrates du Sud, qui dans le passé bloquait les programmes législatifs des syndicats, a perdu de sa force, puisque de nombreux démocrates du Sud sont relativement « progressistes » et doivent leur élection au soutien des organisations syndicales et des Noirs. Mais les relations des syndicats avec le président Carter sont tendues. Les syndicats gardent une certaine méfiance envers ce « patron » auquel ils reprochent d'ignorer les préoccupations du monde du travail, bien qu'il lui doive beaucoup de sa fortune politique.

Au cours des dernières semaines, les dirigeants de l'A.F.L.-C.I.O. ont rejoint les champions de la libre entreprise et les économistes les plus orthodoxes pour s'opposer farouchement à toute formule, même la plus indirecte, de contrôle des prix et des salaires. Le président a eu beau réaffirmer son opposition au principe de ce contrôle, les dirigeants des syndicats ne veulent pas même accepter l'idée d'une notification préalable par les employeurs et les travailleurs des demandes d'augmentation des prix et des salaires. Les dirigeants syndicalistes demandent en outre la suppression du conseil des salaires et des prix, un organisme pourtant dépourvu de tout pouvoir de décision.

Une telle attitude ne facilite pas évidemment les rapports avec la Maison Blanche, qui envisage avec méfiance les négociations de cette année sur le renouvellement des conventions collectives. Ces conventions intéressent environ 5 millions d'ouvriers dans les industries-clés de la sidérurgie, du bâtiment, des charbonnages, des chemins de fer et du vêtement. Aux Etats-Unis, comme ailleurs, le haut niveau des salaires et des prix, et les revendications et d'autre part, les dirigeants syndicalistes savent que de trop grandes exigences rallieront contre eux non seulement les patrons et le gouvernement, mais aussi l'opinion publique. Un récent sondage, confié à une majorité était convaincu de l'« arrogance », de la « brutalité » et de la « malhonnêteté » des dirigeants syndicalistes. Il est vrai que les liens entretenus par certains d'entre eux avec la pègre, l'absence d'une véritable démocratie syndicale, le

truquage des élections, entraînent le mépris, pour ne pas dire l'hostilité de larges secteurs de l'opinion et du Congrès.

L'ambitieux programme de l'A.F.L.-C.I.O. toujours dominé par l'octogénaire M. Meany et une majorité de dirigeants conservateurs, est dû dans une large mesure, aux pressions de la « base ». Les difficultés économiques ont, en effet, provoqué, dans la plupart des grands syndicats, un regain de militantisme, notamment parmi les jeunes générations, comme en témoignent l'élection honorable de M. Saul Alinsky à la présidence du Syndicat de l'acier. Certes, la paix sociale en cette période de chômage intense ne paraît pas menacée à court terme. Il n'empêche que l'établissement syndical, le patronat et le gouvernement sont préoccupés par cette poussée de combativité. La retraite prochaine d'un certain nombre de dirigeants, à commencer par M. Meany, coïncide avec l'arrivée d'hommes plus jeunes, mieux éduqués, et plus militants, à la tête de plusieurs syndicats. Comme, par exemple, M. Winpisinger, le nouveau président du syndicat des mécaniciens, qui a déjà annoncé qu'un mouvement vers la gauche était inévitable.

Les pressions de la base

L'événement important de la semaine a été la modification des forces, pourrait être le retour après neuf ans de sécession, du Syndicat de l'automobile (U.A.W.) au sein de l'A.F.L.-C.I.O. Son nouveau président, M. Fraser (il succède à M. Woodcock), héritier spirituel de M. Walter Reuther, le dirigeant décédé de l'U.A.W., dont l'action d'inspiration d'un socialisme modéré, devrait s'imposer comme le leader de la gauche et faire contrepois à M. Kirkland, actuellement trésorier de l'organisation et premier lieutenant de M. Meany, auquel il doit succéder.

Le ralliement des cadres doit donc favoriser l'aile gauche de l'A.F.L.-C.I.O., ce qui peut impliquer un affaiblissement de l'anticoommunisme virulent qui anime M. Meany et qui le rend préoccupé en outre par la défense des intérêts des millions de travailleurs employés dans les industries de la défense. Les leaders de la gauche syndicaliste pensent qu'ils dans leur opposition déclarée à la politique officielle de l'A.F.L.-C.I.O. qui appelle toujours le Pentagone à augmenter, ou en tout cas maintenir, les dépenses militaires.

HENRI PIERRE.

(Vendredi 4 mars.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MARDI 1^{er} MARS

WASHINGTON. — M. Vladimir Boukovski a été reçu, mardi, à la Maison Blanche pendant une demi-heure. Il s'est entretenu avec le vice-président Mondale. Le président Carter a participé aux dix dernières minutes de l'entretien.

MERCREDI 2 MARS

BRUXELLES. — La Commission européenne a décidé de modifier les conditions d'octroi des restitutions « subventionnelles » pour l'exportation de certains produits agricoles. Les prévisions par le collège européen sont politiquement et économiquement graves. Elles signifient un changement important de la politique d'exportations agricoles de la Communauté. Le président de la Commission, M. J. Delors, a déclaré que les exportations de beurre, qui étaient suspendues depuis le 1^{er} janvier, seraient rétablies à partir du 1^{er} mars. La Commission se fonde sur le fait que les exportations de beurre vers l'Europe de l'Est ont été suspendues depuis le 1^{er} janvier.

JEUDI 3 MARS

PARIS. — Le dépouillement du référendum organisé depuis lundi par le Comité interreligieux du tiers-parti (C.O.T.) dans l'ensemble des entreprises de presse, au sujet des propositions contenues dans le rapport Motin concernant le conflit du Parisien Libre, s'est conclu par la victoire de la proposition d'une majorité de 82,4 % des suffrages exprimés.

PARIS. — Lord Faulkner, ancien premier ministre d'Irlande du Nord, est venu à Paris pour assister à une séance de la commission de la vérité. Il était âgé de cinquante-cinq ans.

VENDREDI 4 MARS

BUCAREST. — Un très violent tremblement de terre a secoué la Roumanie, vendredi 4 mars, à 21 h. 21, heure locale. La région de Vrancea, à 120 kilomètres environ au nord de Bucarest, semble avoir le plus souffert du séisme. A 75 kilomètres au nord de la capitale, la ville de Focșani paraît atteinte, ainsi que d'importantes installations pétrolières. Les informations, encore très fragmentaires, laissent supposer de très importants dégâts matériels : de nombreux immeubles de la capitale roumaine ont été endommagés et plusieurs bâtiments s'y seraient effondrés. Le nombre des victimes est encore incertain, mais on craint que le nombre des morts n'atteigne plusieurs milliers.

MADRID. — Le gouvernement espagnol reconnaît le droit de grève. Il rétablit, d'après les lois, les droits populaires des deux provinces

troubées qui ont fait, officiellement, six morts, cinquante-deux blessés et entraîné l'arrestation de deux cents personnes. Les ministres du référendum affirment que les incidents ont fait plus de deux cents morts.

TRIPOLI. — Le régime libyen n'est plus seulement arabe, c'est devenu populaire et socialiste. Le régime libyen a été officiellement proclamé à l'inauguration du pouvoir du peuple à Tripoli, qui marque, M. F. el-Qadhi, qui incarne une révolution exemplaire pour la plupart des pays du tiers-monde. L'événement coïncide avec l'anniversaire de la naissance du prophète, autre référence majeure du régime libyen. La présence d'un chef de gouvernement étranger devant en outre, aux yeux du colonel Qadhafi, donner à cette proclamation un caractère international d'importance.

DIMANCHE 6 MARS

PARIS. — De deux à trois mille catholiques traditionnalistes ont assisté à une grande messe, chantée en latin, selon le rite de saint Pie V, dans l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet à Paris (cinquième arrondissement), pour marquer le huitième jour de l'occupation de cette église. La foule était si nombreuse qu'elle débordait sur le parvis de l'église. Les paroissiens habitués de Saint-Nicolas ont dû se réfugier dans des locaux paroissiaux, rue des Bernardins, autour de leur curé déposé, l'abbé Pierre Bellego.

Celui-ci a accusé le service d'ordre mis en place à Saint-Nicolas d'être d'une manière et qui rappelle l'échec de celle des mouvements politiques de la vieille droite. Lorsqu'un service d'ordre musclé, équipé au point, écoule selon les techniques éprouvées des troupes d'action, des fidèles et les moines, nous avons le droit de faire référence à des formes de sociétés réelles par la force et le mépris.

LUNDI 7 MARS

PARIS. — Le premier réacteur de la centrale nucléaire de Fessenheim (Fessenheim-1) devait commencer à fournir de l'énergie (« tirer ») le lundi 7 mars. Cette mise en service « technique » intervient en dépit des manifestations d'hostilité avec environ vingt-deux mois de retard sur le calendrier prévu. Dans quelques semaines, la centrale sera couplée au réseau électrique. C'est-à-dire qu'elle fournira à E.D.F. ses premiers kilowatts-heure. Fessenheim-1 pourra atteindre sa pleine puissance (2 660 MW thermiques, 880 MW d'énergie électrique) dans quelques mois.

La mise en service du second réacteur, Fessenheim-2, est attendue trois mois environ après celle de Fessenheim-1.

REVENUS ÉLEVÉS

Trimestriels ou annuels

de 8,60 à 12,20%

taux actuariel annuel brut

Depuis 20 ans, la SOBI offre aux épargnants trois formules de comptes à intérêts progressifs. (Versements à partir de 5000 F.)

Renseignez-vous sans engagement en écrivant à :

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

26, bd d'Italie 601 AS / B.P. 31

MONTE-CARLO (principauté de Monaco)

Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7

Affiliée à la Société Bancaire de Paris et à la Landesbank Rheinland Pfalz



Le Canada malade du Québec

III. — Y a-t-il un « nationalisme fédéral » ?

De notre correspondant A.-M. CARRON

Quelle serait la réaction du Canada anglais, et notamment des Canadiens anglais qui vivent au Québec, au cas où celui-ci demanderait son indépendance ? La faveur d'un référendum ? Pragmatiques par tempérament et peu prompts à s'émouvoir, les anglophones ont du mal à imaginer une telle situation. Des solutions pourtant devront, de toute façon, être trouvées, et elles risquent de remettre en cause un « nationalisme » canadien qui a toujours été fragile (notre précédent numéro).

Montréal. — L'usage, mais hésitant, homme de bonne compagnie, plus ouvert que l'habitant du Royaume-Uni, moins débridé que l'Américain, le Canadien anglais n'est pas porté aux émotions fortes. Arrivé au Québec comme son voisin du sud, il partage avec celui-ci le sens du confort maté-

riel, auquel il ajoute des améliorations venant de son propre fonds britannique. Cela donne une grande lenteur dans les services publics, des week-ends interminables, et le sentiment, tout à fait inconnu du Parisien polué (sans le savoir) ou du New-Yorkais névrosé, que la vie personnelle et familiale peut échapper à l'obsession du travail.

Le Canadien anglais s'appuie sur la grande famille anglo-saxonne. Que l'on n'aille pas croire que c'est un « mou » : il est de constitution robuste, à cause des conditions climatiques. « Québec, écrit le géographe Pierre Deffontaine, à la latitude de La Rochelle, est aussi froid que le port de Marseilles ».

Dans les provinces des Prairies, balayées par le vent, les températures descendent encore plus bas. L'hiver est plus long, même s'il est moins neigeux.

La seconde question n'est pas uniquement liée, comme on pourrait le penser, au « fait français ». Après l'échec de l'assimilation pure et simple des francophones, on trouve une formule commode qui consistait à isoler le Québec, ce membre mal coordonné au grand corps canadien. Les choses empirèrent comme l'on sait. A force de demander « que veut le Québec ? » (What does Québec want ?), le Canada anglais finit par obtenir une réponse, plus ou moins claire, le 15 novembre 1976. Depuis, il se demande à lui-même « Que veut le Canada ? ».

Tout serait plus simple si le sentiment national était au Canada fort et précis. Il ne l'est pas. Au cours d'un intéressant discours prononcé le 25 octobre 1976 à Toronto, M. John Turner, ancien ministre fédéral des finances, en qui beaucoup voient le successeur de M. Trudeau à la tête du parti libéral, constatait avec mélancolie : « Il reste pratiquement impossible de définir l'identité canadienne ». Le sentiment d'appartenance existe évidemment, mais il n'est pas serin. En bien des endroits, l'attachement pour le voisin américain (dont les supermarchés sont partout, à des prix bas, en dollars), l'attachement au monde anglo-saxon, l'attachement au monde britannique, ou en Alberta, on ne fait pas mystère de son ignorance des réalités du Québec. M. Lévesque est, semble-t-il, très estimé, surtout pour la modération qu'il lui prête. Mais on s'imagine que grouillent autour de lui des « socialistes » (le mot fait mal aux lèvres) aux mobiles douteux.

fonction publique. Là encore, le Canada anglais s'est rebiffé. On s'est d'ailleurs aperçu qu'il n'était pas très bûcher, et sans doute sans espoir, d'essayer de faire apprendre le français à des fonctionnaires anglophones ayant dépassé la quarantaine. A cela s'ajoute un argument qui n'est pas sans poids : tous ces programmes coûtent chers.

Cet état de conflit dans la navigation aérienne au Québec a montré à quel point le Canada anglais était mal disposé à l'égard du bilinguisme : pilotes et contrôleurs aériens anglophones sont jusqu'à présent parvenus à imposer l'idée qu'il est impossible de faire atterrir ou décoller un avion en français, avec du personnel au sol et en l'air francophones.

au-dessus d'un territoire francophone, sans compromettre gravement la sécurité des passagers. L'échec de M. Trudeau n'est pas total. Le premier ministre a fait progresser l'intégration des Français du Québec dans la vie nationale. Lorsque M. Trudeau et deux de ses amis (M. Pelletier, aujourd'hui ambassadeur du Canada à Paris, et M. Marchand) partirent à la conquête d'Ottawa en 1965, ils voulaient prouver que la classe politique québécoise pouvait tenir son rôle dans la capitale fédérale et que les deux seuls premiers ministres francophones que le Canada ait connus Wilfrid Laurier et Louis Saint Laurent, n'avaient pas été que des exceptions. Ils ont réussi, et des portefeuilles économiques

importants, tant ceux des finances que ceux des Travaux publics, ont été confiés à des francophones. Le Canada anglais a été, un peu abusivement, l'expression de « French Power » (le pouvoir français), c'était à tout le moins la reconnaissance d'une situation nouvelle. La participation des francophones à la vie du pays pouvait être accrue, elle ne pouvait pas, semble-t-il, contrairement au rêve de M. Trudeau, égarer celle des anglophones.

Un fédéralisme régénéré ? Aujourd'hui, le Canada anglais est encore plus las du premier ministre lui-même que de ce « French Power », qu'il ne craint guère. On reproche à M. Trudeau la faillite de son « remède miracle » au problème national, ainsi que ses tendances centralisatrices. Les enquêtes, interviews ou déclarations faites depuis le 15 novembre à travers le pays montrent que le Canada anglais n'est pas hostile à un accroissement des droits du Québec, à la condition expresse que rien d'important ne lui soit accordé qui ne puisse être accordé aux autres provinces si elles le désirent.

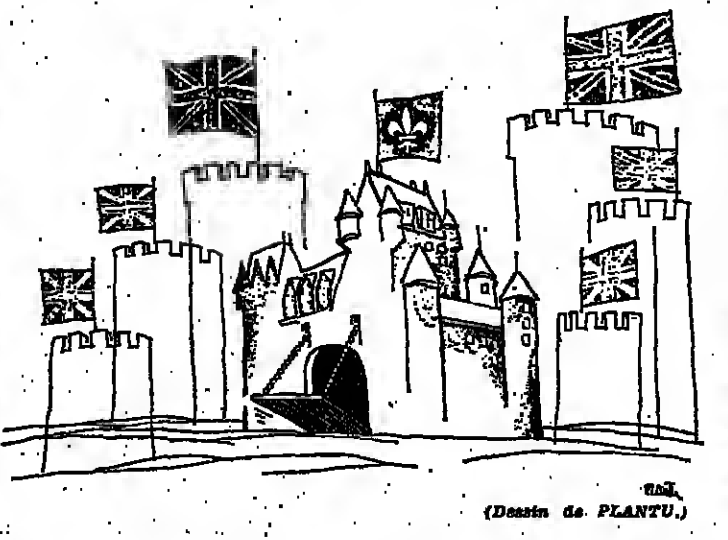
Il y a là, a priori, un terrain d'entente entre M. Trudeau et les gouvernements provinciaux du Canada anglais. Le premier ministre fédéral affecté de voir dans un fédéralisme régénéré, plus souple, la solution à la crise actuelle. Mais cela empêchera-t-il le Québec de se séparer complètement du reste du Canada ?

Pour le moment, c'est une hypothèse inconcevable pour la grande majorité des Canadiens anglais. « Je ne parviens pas à me l'imaginer », telle fut la réponse la plus fréquemment entendue par deux journalistes du quotidien montréalais *Presse*, qui ont parcouru le pays après le scrutin de novembre. Si cela devait se produire malgré tout, personne ne songe à employer la force pour ramener le moulin noir à la bergerie, mais chacun

s'inquiète du sort de sa propre province. Les provinces maritimes seraient dans ce cas isolées et plus éloignées encore du centre de gravité canadien qu'elles ne le sont. Depuis près d'un siècle leurs courants commerciaux ont été orientés, grâce à des tarifs de transport préférentiels, vers le Canada, alors que, bien souvent, le marché américain est plus naturel. Celui-ci retrouverait son pouvoir d'attraction. En Alberta, riche en pétrole, on n'est pas pour la mort du malade, mais on estime que le fédéralisme coûte plus cher qu'il ne rapporte (jusqu'à ce que le pétrole soit épuisé). Même sentiment, plus vif encore, en Colombie britannique, où l'on se considère volontiers comme la « vache à lait » de la confédération. Dans ces provinces de l'Ouest, il existe déjà des mouvements indépendantistes, peu importants, mais qui aujourd'hui ne prêtent plus à rire. En outre, l'attachement exercé par les États-Unis y est encore plus forte que dans l'Est.

Personne encore ne veut songer vraiment à ce que pourrait être un Canada sans le Québec. Aucun choix n'est possible aussi longtemps que les Québécois ne se seront pas exprimés par référendum. Et la date de cette consultation dépend du gouvernement québécois, dont de M. Lévesque.

F. I. N.
(Samedi 26 février.)
(1) Robert Laffont, 1967.



(Dessin de PLANTU.)

L'échec de M. Trudeau

La question de l'identité nationale est, bien sûr, compliquée par la présence d'une « nation québécoise ». Mais de ce point de vue, on découvre aujourd'hui que l'influence de M. Pierre Elliott Trudeau sur la politique canadienne a rendu la situation encore plus difficile. Doué d'une brillante intelligence conceptuelle, M. Trudeau pensait pouvoir enfermer la problématique du nationalisme dans son chapeau de prestidigitateur : il est impuissant aujourd'hui à contrôler ce qui s'échappe de cet accessoire à double fond. L'actuel premier ministre du Canada avait fait de l'anti-nationalisme son credo politique. Dans le *Fédéralisme* et la *Société canadienne française* (1), il écrivait : « Il se peut que le nationalisme ait encore un rôle à jouer dans les sociétés arriérées où l'on manifeste le statu quo par des forces traditionnelles et brutales. (...) Mais dans les sociétés avancées (...) la route qui conduit au succès se situe dans le sens de l'union internationale, le nationalisme devra disparaître comme un outil rustique et grossier. » « Je me hâte d'ajouter, poursuivait l'auteur, que je ne prétends pas prédire comment le pays tournera. Cependant, il me paraît évident que le nationalisme et l'attachement au Québec ne sont pas des forces positives pour le Canada que celui du Québec nous a placés sur une voie pleine de périls graves et cela m'empêche d'exprimer l'idée que la grande raison pourrait encore nous sauver (...) [par] le fonctionnalisme, et celui-ci apparaîtra peut-être d'une manière délicate comme insupportable de toute conception viable du fédéralisme. »

Le nationalisme québécois s'étant imposé comme une réalité, il n'est plus possible, pour le premier ministre fédéral, de songer à le zéro. Ce n'est d'ailleurs pas la voie qu'il a suivie depuis qu'il est à la tête du pays. Il a affirmé la personnalité internationale du Canada en ouvrant pour lui la perspective de la « troisième option » : ni alignement sur les États-Unis ni opposition à leur égard, mais coopération avec eux tout en ouvrant davantage le Canada sur le monde, en particulier l'Europe et le Japon. De

même pendant les neuf années qu'il a passées au pouvoir, le gouvernement fédéral a été plus centralisateur que jamais. Le « fonctionnalisme » n'ayant pas fonctionné, le premier ministre et le pays se trouvent devant des choix nécessaires : reconnaître que le nationalisme québécois n'est pas une prétention absurde, ou conclure, peut-être, qu'il est possible de conserver cette province dans la confédération en lui accordant une large autonomie. Ou bien s'accommoder d'un Québec du Québec, et prouver, avec les autres provinces, que la confédération peut exister sans les Québécois.

La première proposition serait à elle seule pour M. Trudeau un désolument. La grande œuvre de son régime est d'avoir tenté, par la loi sur les langues officielles de 1969, de donner au français un statut égal à l'anglais dans l'ensemble canadien. L'idée première était bien de faire du Canada un pays « bilingue », où les francophones se sentiraient partout « chez eux ». Les provinces, à part, notons-le, le Nouveau-Brunswick, où les Acadiens représentent 38 % de la population, ne l'ont pas suivi. Le Canada anglais a rejeté l'idée qu'on puisse lui demander de devenir bilingue. Certains règlements, comme celui qui impose un étiquetage bilingue des produits alimentaires, sans tenir compte du pourcentage de francophones dans les régions où ces produits sont distribués, ont suscité des protestations véhémentes, de même que la création de chaînes de télévision francophones dans les principaux centres du pays (à Vancouver par exemple).

Mettant de l'eau dans son vin, l'équipe de M. Trudeau a insisté sur le fait que son idée première était essentiellement de faire du gouvernement fédéral le reflet fidèle du biculturalisme national. Les francophones devaient pouvoir s'adresser aux ministères et tribunaux français. Les textes officiels devaient être disponibles en français et, surtout, la connaissance du français devenait obligatoire pour poursuivre une carrière de responsabilité dans la

ROULEZ, NOUS FAISONS LE RESTE.

Vous arrivez en Europe dans quelques mois, quelques semaines, quelques jours... Pour vous, la question « voiture » doit être réglée à l'avance, facilement, tranquillement.

Avez-vous interrogé Citroën Champ de Mars ?

Parce qu'il ne se contente pas de vous livrer une voiture : il vous propose de la choisir dès maintenant (demandez son test « à vous de jouer »).

Parce qu'il vous laisse opter pour le mode de paiement qui vous convient le mieux : soit achat ferme et définitif (vous pouvez ramener votre voiture dans votre pays de résidence) soit plan financé « tout compris » (vous ne payez que pour la durée d'utilisation de la voiture).

Parce qu'il vous livre dans la ville, à l'aéroport même où vous arrivez, la Citroën qu'il vous faut.

Parce qu'il vous procure, s'il le faut, une voiture dans les 24 heures.

Citroën Champ de Mars : pour profiter à fond de votre séjour 1977.

PLATINE DE SA CITROËN
6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris
Tél.: CITROËN 204.833 F, Tel.: 367.55.62 +

Pour profiter, avec une documentation détaillée, notre test « à vous de jouer » (qui vous permettra de vous orienter vers le modèle Citroën qui vous faut), nous vous recommandons de nous renvoyer ce bon à l'adresse ci-dessous.

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Date d'arrivée en France _____

Type de véhicule qui vous intéresse _____

AFRIQUE

Les massacres en Ouganda

La commission des droits de l'homme de l'ONU refuse de condamner Kampala

Tandis que les informations se précisent sur l'ampleur des massacres en Ouganda, comme le rapporte notre correspondant en Afrique orientale, la communauté internationale hésite à condamner les procédés du dictateur du Kampala. La commission des droits de l'homme de l'ONU, à laquelle l'Ouganda appartient depuis peu, a achevé ses discussions à huis clos sur le problème. Notre correspondant à Genève nous signale que la nom de l'Ouganda n'est pas même

mentionné dans un bref communiqué annonçant que des « décisions » seront « suivies d'effet ».

En revanche, le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, a à nouveau demandé au représentant de Kampala auprès de l'Organisation une « enquête internationale impartiale ». D'ores et déjà, après le levé de l'interdiction qui leur était signifiée par le maréchal Amin, des ressortissants américains ont pu quitter le pays.

La terreur érigée en système de gouvernement

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — « Pendant la nuit des ténements, nous n'avons pas entendu un coup de feu. Seuls quelques bruits sourds provenaient des pièces voisines. De temps à autre, nous entendions un cri bref, et puis c'était le silence. Apparemment ils étaient égarés, car les pleurs étaient étouffés, car les pleurs étaient étouffés d'un coup de dent. » Tel est le récit de M. Geoffrey Ogali, un rescapé de la prison de Makindye, quartier général de la police militaire ougandaise.

M. Mugabi affirme, de son côté, avoir été arrêté à Kampala le 17 février parce qu'il avait bien connu autrefois M. Obote, l'ancien président ougandais renversé par le maréchal Amin. « J'ai été embarqué dans un camion, où nous nous sommes retrouvés une quarantaine », a-t-il raconté. Interné à Makindye, il a vu le lendemain plusieurs camions militaires y amener des soldats, aussitôt enfermés dans les cellules. « C'est là », les « chambres d'extermination ». Les meurtres se sont produits la nuit suivante. M. Mugabi a reçu l'ordre, au cours du 25 janvier, d'aller chercher des prisonniers ougandais, de charger les corps sur des camions. Il a été libéré le 20 février grâce à un mensonge : il a affirmé à l'officier de garde avoir été arrêté pour avoir « refusé de laisser quelques soldats emmener mon amie ». Il s'est aussitôt enfui vers le Kenya, où il est arrivé deux jours plus tard.

1972, l'année la plus sanglante

Les témoignages sur les massacres en Ouganda peuvent être partiels et même exagérés. Ils sont tous horribles. On trouve par exemple des corps flottant sur la rivière Malaba, qui marque la frontière entre l'Ouganda et le Kenya. L'autre décrit les commandos du maréchal Amin tirant à vue sur les membres des ethnies Acholi et Lango, dans les bourgs de Gulu, Lira et Apac. Ces raids auraient fait trente-cinq morts et des dizaines de blessés. Les soldats se seraient alors déplacés des villes vers les villages.

Des réfugiés ont rapporté que « des centaines de personnes » ont été arrêtées et que deux cents corps, y compris ceux de femmes et d'enfants, auraient été retrouvés dans une forêt à la bordure de la route Kampala-Jinja. Des universitaires, des hommes d'affaires, des religieux, des officiers, et même des ministres ont portés disparus. Un témoin de la tuerie de Gulu a affirmé avoir « décompté trente-quatre cadavres dans les rues ».

Comment ne pas finir par les croire ? Les massacres ont commencé au lendemain de la prise du pouvoir par le futur maréchal le 25 janvier 1972. Le nouveau président ougandais était alors retourné contre les ethnies Acholi et Lango, proches du président déchu, M. Milton Obote. L'année la plus sanglante a sans doute été 1972. Les partisans de M. Obote, alors exilés en Tanzanie, avaient tenté de reprendre le pouvoir par la force. La terreur a suivi leur échec.

Selon une technique à laquelle il n'a pas renoncé depuis, le maréchal s'est efforcé de détourner l'attention à l'époque, en comptant bruyamment avec Israël et en expulsant la communauté indo-pakistanaise d'Ouganda.

Depuis, disparitions et violences ont marqué l'histoire d'un régime dont les méthodes rappellent singulièrement celles des « tontons macoutes » de l'ancien président François Duvalier à Haïti. Un président de cour, M. Kiwuka, est arraché de son fauteuil de luse et aussitôt tué. L'une des femmes du président Amin aurait été retrouvée découpée en morceaux dans le coffre d'une voiture. Le corps de son beau-frère, M. Ondaga, un ancien ministre des

affaires étrangères, aurait été jeté en pâture aux crocodiles du Nil. L'épouse et les deux enfants d'un officier supérieur interne ont été tués, leur voiture ayant été écrasée par un char alors qu'ils revenaient d'une visite à la prison. Enfin, il semble acquis que Mme Dora Bloch, la vieille dame israélienne retenue en otage à Entebbe, a été attachée de son lit d'hôpital et étranglée.

Les « explications » du maréchal se ressemblent : accidents de voiture, tentatives d'évasion. Aucun corps n'est produit, aucune enquête sérieuse n'est tolérée.

Quelle est l'étendue des derniers massacres ? Les estimations les plus prudentes se situent à quelques centaines de tués, peut-être un millier. Certains réfugiés qui ont franchi la frontière kenyanne — ils se comptent par centaines — ont parlé de trois mille tués en l'espace d'un mois. Selon l'un d'entre eux, les unités loyales au maréchal Amin se sont répandues, dès le 25 janvier, dans le nord du pays en tuant les gens.

C'est la quatrième fois en dix-huit mois que celui qui s'est proclamé « président à vie » agit sans merci pour seuer son titre », a déclaré Peter Hardy, un journaliste britannique miraculeusement sauvé d'une exécution sommaire. L'officier qui le conduisait à la mort est entré en contact radio avec le maréchal Amin : il

s'agissait d'un « malentendu ». « Vous avez de la chance, vous auriez pu être facilement éliminé », lui a dit l'officier. Le président Amin et son conseiller d'origine britannique Robert Asles ont « refusé de me rejoindre » avant que ma disparition devienne définitive », a raconté Peter Hardy la semaine dernière, à son retour au Kenya.

« Le châtiment de Dieu »

Les crises de rage du maréchal peuvent donner le signal d'une tuerie. Souvent, ses hommes de main devant les ordres. La terreur a été érigée en système de gouvernement. Gardes du corps, policiers et tueurs sont le plus souvent recrutés parmi les Kvakwas, une ethnie marginale, à cheval sur la frontière avec le Soudan, en majorité de confession islamique, et à laquelle appartiennent le maréchal.

La dernière tuerie semble avoir plusieurs causes. Fin décembre, le clergé chrétien a protesté contre la répression. Le maréchal lui a promis une réponse. A la veille des fêtes marquant, le 25 janvier, le sixième anniversaire du régime, trente-cinq sous-officiers ont demandé au maréchal, au cours d'une audience, de tempérer la domination des Kvakwas au sein de l'armée. Début février, l'archevêque Lurumb et dix-huit évêques ont signé un document dans

lequel ils s'inquiétaient de l'avenir des chrétiens ougandais, qui constituent plus de la moitié de la population d'un pays de douze millions d'habitants.

Le président Amin a-t-il été peur ? « Un complot a été déjoué », affirme-t-il après coup. Le 16 février, devant trois mille de ses soldats, il dénonce les comploteurs, désignant du doigt l'archevêque Lurumb qui est présent. « Tuez-les tuez-les aujourd'hui ! », crient les soldats. Armes et documents sont exposés à l'apouil des accusateurs. La suite, une tragédie massacrée, est connue. Des dizaines de disparus ont-ils également été liquidés ? Que sont devenus certains professeurs de l'université de Makerere et plusieurs hauts fonctionnaires ?

Rendu furieux par les oropes du président Carter sur le « dégoût » qu'inspirerait les événements à l'Ouganda, le maréchal Amin s'apprête à louer l'une de ses cartes favorites : le sort des résidents étrangers dans le pays. Ses amis lui ont fait comprendre qu'il valait mieux ne pas toucher aux Américains. Il a donc choisi, comme d'habitude, de faire évoluer l'affaire vers la bouffonnerie, puis de renoncer à son projet de convoquer ceux-ci. Avec l'espoir que les morts les orisonniers et les disparus tomberont dans l'oubli, victimes, comme il a osé le dire, du seul « châtiment de Dieu ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Judi 3 mars.)

Maroc

UNE HYPOTHÈQUE LEVÉE

L'événement est assez rare en Afrique, et même dans le tiers-monde, pour ne pas être marqué d'une pierre blanche. Après une longue période d'ostentation, postée de « complots » et de phases répressives, le roi Hassan II vient de faire une place à l'opposition dans le gouvernement marocain.

Quatre ministres d'Etat sans portefeuille ont été nommés, dont deux sont les principaux dirigeants de l'opposition : M. Bouabid, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.), et M. Boucetta, secrétaire général de l'istiglal. Les deux autres — M. Aherdane, secrétaire général du Mouvement populaire, et le Dr Khattab, secrétaire général du Mouvement populaire démocratique et constitutionnel — sont toujours restés proches du pouvoir, en tout cas d'une fidélité inconditionnelle au souverain, malgré, de temps à autres, certaines attitudes critiques.

La décision du roi lève la lourde hypothèque qui pesait sur le « processus de démocratisation » engagé en novembre dernier avec les élections municipales et poursoivi le 25 janvier avec la désignation des assemblées provinciales. Ce dernier scrutin, qui avait donné la majorité absolue aux candidats du gouvernement, avait été faussé par de graves irrégularités, au point que M. Boucetta avait parlé de « mascarade », tandis que l'U.S.F.P. menaçait de boycotter les élections législatives prévues pour ce printemps.

En intégrant les dirigeants de l'opposition dans le cabinet, Hassan II admet implicitement les fraudes passées et fait droit à leur désir de veiller à la régularité du prochain scrutin. Mais

leur rôle ne se limitera pas là, puisqu'ils participeront à toutes les délibérations gouvernementales et à la préparation des options de l'Etat.

Pour M. Bouabid et M. Boucetta, c'est la fin d'une longue « traversée du désert ». Le premier, à l'époque vice-président du conseil et ministre de l'économie, avait été démis de ses fonctions en mai 1969. Il y a dix-sept ans. Le second avait démissionné du gouvernement, ainsi que deux autres ministres de l'istiglal, en janvier 1963. Depuis lors, les dirigeants de l'opposition furent sollicités à deux reprises — en 1972 et 1973 — de participer au gouvernement, mais, en l'absence de garanties et devant la poursuite de la répression, ils refusèrent de se prêter à ce qu'ils considéraient comme une nouvelle manœuvre du souverain.

S'ils acceptent aujourd'hui de prendre le risque d'un « collaboration » qui leur sera sans doute reprochée par une partie de leurs militants, c'est sans doute qu'ils sont convaincus de la volonté d'« ouverture » du Palais. C'est aussi parce que, depuis deux ans, ils se sont assiduellement rapprochés du régime, au point de n'être plus que des « opposants circonstanciels ». Le vif regret fut pris en 1975 : les partis approuveront sans restriction — avec même une certaine surcraie — la politique de « récupération » des provinces sahariennes. Ils contiennent certes à préconiser des réformes susceptibles d'atténuer les disparités économiques et l'injustice sociale qui caractérisent la société marocaine. Mais l'union nationale à propos du Sahara et les « ouvertures » du souverain leur ont fourni cette occasion tant attendue de sortir du ghetto de l'opposition, dans lequel ils avaient fait l'amère expérience de l'ineffectivité et d'une dure répression.

« Nous voyons clair en Maroc nouveau. Si cette expérience réussit dans la clarté et l'authenticité, nous serons l'un des pays du tiers-monde où il y aura une certaine démocratie ». Ce récent propos de M. Bouabid en dit long sur le chemin parcouru par l'ancien compagnon de Mehdi Ben Barka.

(Judi 3 mars.)

TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix ci-dessous sont en francs et en centimes, en euros cas être majorés.)

Shots 1 an (F.F.)	
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Afrique, Caraïbes, Malte, Algérie, Maroc, Tunisie	59 109
O.U.M., Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Ouganda, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Afars et des Issas	59 109
T.O.A. (sauf T.F.A.), République arabe saoudienne, Poste navale, Etat du Maroc, Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	66 122
Sinistre, Grèce, Chine, Corée, Hongkong, Inde, Malaisie, Japon, Népal, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Gélande, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	93 175
Canada, Amérique du Nord, Amérique Centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	92 153

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « Le Monde ».

Nous leur serons reconnaissants, pour les renouvellements de joiindre à leur paiement la carte d'avis d'échéance.

Edité par le S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Fayet, directeur de la publication, Jacques Sauvageat.

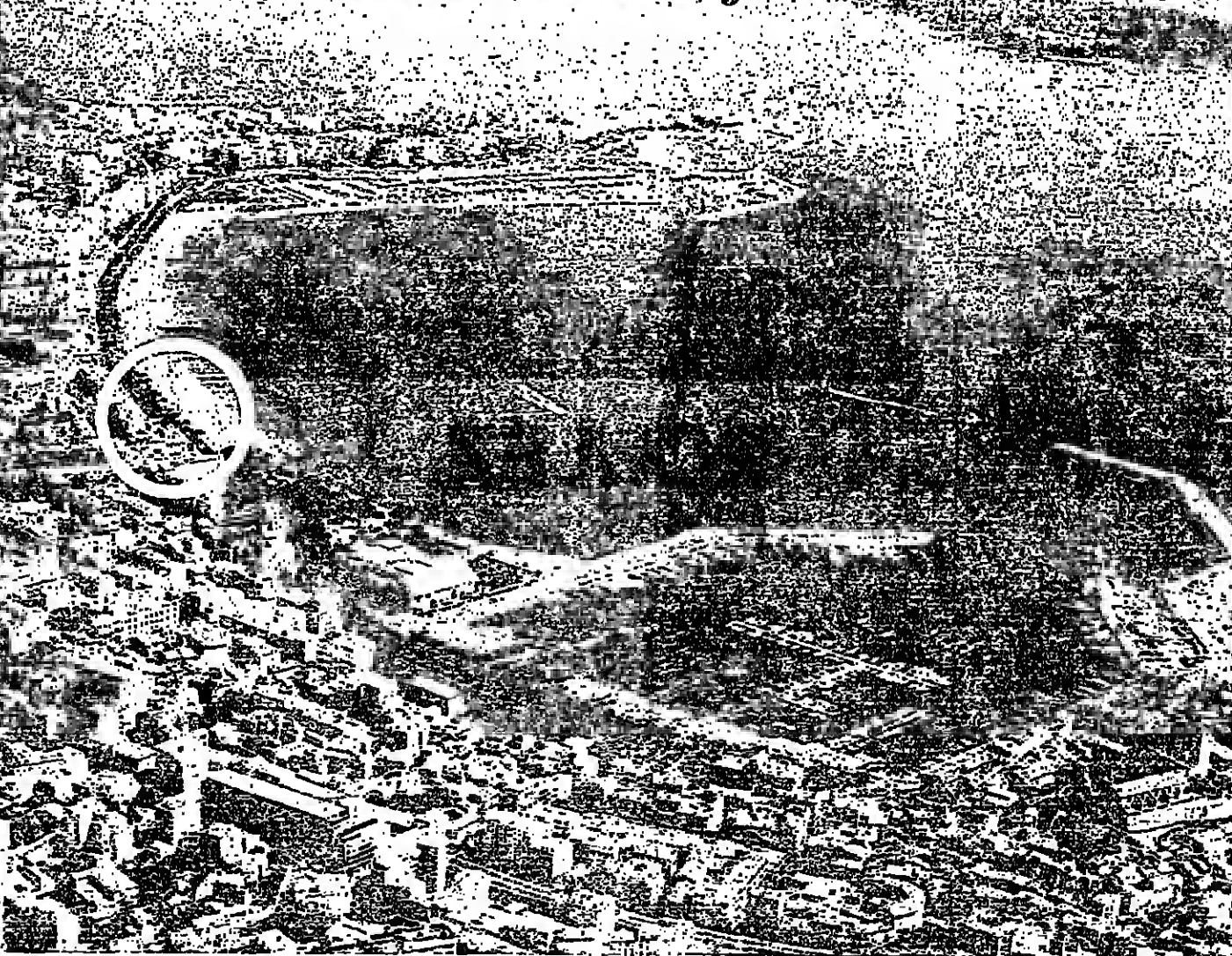
Imprimerie du « Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.

Publication hebdomadaire n° 57 400

17, La Croisette Cannes

maintenant ou jamais



MAINTENANT, au coeur de Cannes, en bord de mer, entre le Casino Municipal et le Palais des Festivals, se construit un programme exceptionnel.

JAMAIS la Croisette n'offrira un autre emplacement aussi central, aussi vaste et aussi agréable.

L'adresse la plus prestigieuse, la plus vivante de Cannes peut être la vôtre. Maintenant ou jamais.

(63 appartements vendus au 1er février 77)

résidences

GRAY D'ALBION CANNES



Appartement décoré sur place.

Renseignements et visite Résidences Gray d'Albion Cannes. Réf. 8. 17, la Croisette - 06400 Cannes. Tél. (93) 39.09.34

Réalisation SEFRI-CIME 33, avenue du Maine - 75755 Paris Cedex 15 - Tél. (1) 538.52.52.

Le Monde dossiers et documents

NUMERO DE MARS

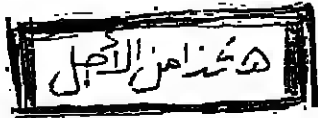
- LE MOUVEMENT GAULLISTE
- LE SYNDICALISME EN FRANCE

Le numéro : 2,50 F

Page 4

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

du 3 au 9 mars 1977



AFRIQUE

ASIE

Algérie

M. Rabah Bitat est élu président de l'Assemblée nationale

De notre correspondant

Alger. — L'Assemblée populaire nationale élue le 25 février a tenu sa séance inaugurale, le samedi 5 mars, en présence du président Boumedienne. Les correspondants étrangers n'ont pas été autorisés à assister à la cérémonie. Les deux cent soixante et un députés ont élu président par acclamation M. Rabah Bitat, ministre d'Etat chargé des transports, l'un des « chefs historiques » de la révolution algérienne.

On laisse attendre dans les milieux bien informés que le remaniement ministériel attendu aux alentours du 15 mars pourrait être ajourné.

Un homme d'appareil

Discret, secret, homme d'appareil, M. Rabah Bitat est né le 19 décembre 1925 dans une modeste famille paysanne de la région de Constantine. Il adhère au P.P.A. (Parti du peuple algérien) à l'âge de quinze ans, puis, en 1947, au M.T.L.D. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) que dirige Messali Eladj. Il participe un an plus tard à la mise en place du F.O.S. (Organisation spéciale) chargée de préparer une action armée et qui devait être démantelée par la police française. Son engagement dans ce mouvement clandestin lui valut d'être condamné par contumace à dix ans de prison pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

Il se cache dans les Aurès puis, toujours recherché, gagne la région d'Oran avant de revenir à Alger. Le M.T.L.D. est alors déchiré par le conflit qui oppose les « centralistes », conduits par M. Ben Khedda aux partisans de Messali Eladj. Pendant l'action directe depuis 1950, M. Bitat participe, en mars 1954, à la fondation du CRUA (Comité révolutionnaire d'unité et d'action) avec Elie Lach, Lach Moudal, Larbi Ben M'Hidi, Ben Boulfad et Mohamed Boudiat. En juin 1954, lorsque se produit l'écroulement du M.T.L.D., il participe à la constitution des « vingt-cinq jours » qui décident de passer à l'action directe.

La conférence charge les cinq fondateurs du CRUA, auxquels s'est joint Krim Belkacem, d'organiser le soulèvement du 1er novembre. Ce sont eux qui signent l'acte de naissance du F.L.N. Arrêté en mars 1955, M. Bitat connaît plusieurs prisons françaises. Il fait à trois reprises la grève de la faim pour obtenir le régime politique qui lui sera accordé après sa nomination, en 1958, comme ministre d'Etat du G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la République algérienne). Deux ans plus tard il rejoint au château de Turpinat MM. Ben Bella, Boumediène, Khider et Ait Ahmed, qui avait été arrêté en octobre 1956. Libéré en 1962, il gagne Tripoli, où il soutient l'état-major dirigé par le colonel Boumedienne, contre M. Ben Khedda, président du G.P.R.A. qui veut détruire ce dernier. Revenu à Alger, il est nommé responsable du F.L.N. et membre du bureau politique.

Hostile aux méthodes de M. Ben Bella, il refuse d'être nommé vice-président du gouvernement et pour éviter d'être arrêté, se réfugie en France. On le retrouve en 1965 aux côtés du président Boumedienne, qui lui confie le ministère des transports.

PAUL BALTA.

(Mardi 8 mars.)

OUTRE-MER

La « table ronde » sur l'avenir de Djibouti

La négociation achoppe sur les modalités d'organisation des élections générales

La « table ronde » de Paris sur l'avenir du Territoire français des Afars et des Issas, qui s'ouvre ce mardi 8 mars en séance plénière, est au stade de la phase la plus délicate en inscivant à l'ordre du jour la question des élections générales.

Les participants dressent d'ores et déjà un bilan provisoire de leurs travaux. Le référendum se tiendra dans le territoire le 24 avril prochain. Cette date, mise en avant par les autorités françaises, a reçu l'aval de tous. Selon toute vraisemblance, l'indépendance sera proclamée entre le 20 et le 30 juin. Ainsi, la période intermédiaire, qui s'écoulera pendant une certaine vacance du pouvoir, n'exclurait pas deux mois. La République de Djibouti — ce sera sans doute le nom du futur pays — sera créée le 1er juillet, à Libreville, lors du « sommet » de l'O.U.A. Cette introduction ne veut pas renforcer l'autorité des futurs dirigeants.

Le dossier du chemin de fer franco-éthiopien (C.F.E.) — dont l'utilisation est régie par un traité de 1960, pose quelques problèmes. En vertu de ce texte, Addis-Abeba jouit de certains privilèges extrajuridiques de droit commun : facilités d'accès au port de Djibouti, même en temps de guerre, à la tête de douanes, etc. Pour les Djiboutiens, la traité, du fait même de l'indépendance, deviendra caduc. Sa renégociation est donc indispensable. Mais c'est principalement sur les modalités d'organisation des élections générales qu'achoppent les discussions de Paris. Le T.F.A.I., jusqu'alors, comportait cinq circonscriptions électorales. Or le Front uni, qui regroupe la L.P.A.I. (Ligue populaire africaine pour l'indépendance), la majorité parlementaire, le P.L.C.S. (Front de libération de la Côte des Somalis), et une fraction dissidente de l'U.N.I. (Union nationale pour l'indépendance) souhaitent, sous prétexte de découpage dans un mémorandum demandé au gouvernement français, outre un élargissement de la consultation à de nouveaux

résidents, « de modifier par ordonnance les textes relatifs à la tenue possible d'élections au scrutin majoritaire de cette future Assemblée constituante ». A l'appui de sa requête, le Front uni fait valoir qu'une telle formule permettrait d'établir une égalité ethnique entre les deux camps, ce qui leur donnerait la majorité. Mais les autorités françaises, qui ont toujours insisté sur l'équivalence ethnique, refusent de se rendre à Paris, après avoir hésité jusqu'à leur dernière minute, à l'égard de la constitution d'une liste unique. Toutefois, une telle proposition, si elle était appliquée, entraînerait, en vertu de la loi de la majorité, la désignation de la liste des diverses représentations ethniques, évitant ainsi les récriminations de dernière heure.

D'autant que, si la modération de Mogadiscio rassure la nervosité éthiopienne, la nervosité éthiopienne ne laisse pas d'inquiéter les autorités françaises. Il apparaît que le M.L.D. (Mouvement de libération de Djibouti) et la M.P.L. (Mouvement populaire de libération) organisations afars, en refusant de se rendre à Paris, ont tenu leur promesse, d'ont fait que se plier aux exigences éthiopiennes d'adhérer part. Les dirigeants éthiopiens auraient manifesté leur souci d'organiser « l'ethnie afar », sans préciser plus avant ce que signifiait une telle formule. On s'attendait pas à Paris qu'Addis-Abeba incite ses alliés à fournir leurs armes, en vue de préparer une partition de facto. Paris estime toutefois que le danger éthiopien peut, à l'inverse, provoquer un surmenage, en incitant les Djiboutiens, attachés avant tout à leur indépendance, à resserrer les rangs et, dans l'immédiat, à voter une formule de compromis apte à faire sortir la conférence de l'impasse.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Mercredi 9 mars.)

Pakistan

AU TERME D'UN SCRUTIN DONT L'OPPOSITION CONTESTE LA RÉGULARITÉ Le parti de M. Bhutto conserve la majorité des deux tiers à l'Assemblée nationale

Le Parti du peuple pakistanais (P.P.P.) de M. Bhutto a remporté les élections du lundi 7 mars à une très large majorité. Selon les résultats connus le 8, en l'absence de contestation, la formation gouvernementale était assurée d'occuper au moins 140 sièges sur les 200 à pourvoir à l'Assemblée nationale. Grâce à cette majorité des deux tiers, le premier ministre pourra, comme par le passé, faire voter les mesures d'exception qu'il jugera nécessaires. Dans l'ancienne Assemblée,

qui comprenait seulement 150 membres, le P.P.P. détenait 108 sièges et bénéficiait du soutien de 8 députés de la Ligue musulmane.

Les dirigeants de l'Alliance nationale pakistanaise — coalition de neuf partis d'opposition — expliquent leur échec par de graves irrégularités dans le déroulement du scrutin. Leur porte-parole a déclaré le 7 mars qu'ils avaient été victimes d'un « coup monté » par le pouvoir.

De notre envoyé spécial

L'opposition avait placé au cœur de celui-ci la question religieuse, la manière d'interpréter l'islam (qui est religion d'Etat au Pakistan) religieux ainsi à l'arrière-plan les problèmes plus concrets. Constituée de mouvements islamiques rétrogrades, de droite ou d'extrême droite (à l'exception d'une réurgence du parti national Awami, mouvement régionaliste), l'opposition se pouvait présenter qu'un programme disparate, sans cohérence idéologique, à dominante franchement réactionnaire. Elle n'aurait pas une alternative réaliste à la politique gouvernementale, malgré la démagogie et l'arbitraire qui caractérisent parfois celle-ci. Elle n'allait pas non plus de personnalités de la stature de M. Bhutto.

D'autre part, en voulant poser

le problème du partage des responsabilités entre civils et militaires lors de la sécession, en 1971, de la partie orientale du pays, devenue le Bangladesh, et en voulant ainsi une prise douloureuse l'opposition a manqué un bon moment. Le rôle de M. Bhutto, qui fut jusqu'au dernier moment le conseiller de l'ancien chef de l'Etat, le général Yahya Khan, aujourd'hui en résidence surveillée, n'est sans doute pas éclairci. Le gouvernement a refusé de publier les résultats des travaux de la commission d'enquête créée pour faire toute la lumière sur cette page capitale de l'histoire du pays. Mais il était imprudent d'aborder ce sujet délicat en public.

En dehors des milieux ultra-conservateurs, rigoristes, religieux et régionalistes, les adversaires de M. Bhutto se recrutent dans la bourgeoisie urbaine et rurale, l'une et l'autre rendues inquiètes par le réformisme du régime. A quelques semaines de élections le gouvernement s'est annoncé la hâte une réforme agraire visant à la distribution de terres cultivables aux paysans. M. Bhutto avait déjà placé sous contrôle de l'Etat les principaux secteurs de l'économie, brisé le pouvoir des monopoles industriels et bancaires, nationalisé jusqu'aux moulins à grain.

De telles mesures ne pouvaient que aliéner les possédants et soulever des espoirs parmi les paysans et les ouvriers, mais elles sont loin d'avoir porté leurs fruits.

M. Bhutto a pu dire naguère qu'il n'y avait pas plus révolutionnaire que lui au Pakistan, et il est vrai que si l'extrême droite est active, la gauche et l'extrême gauche ne s'y manifestent

guère. Les clivages ne s'établissent pas comme dans les démocraties européennes, et le premier ministre parie maintenant de société égalitaire et non plus de socialisme islamique, afin de ne pas dérouter une population dans l'ensemble conservatrice. Enfin, la politique étrangère, domaine de prédilection du premier ministre, n'était pas l'un des électrons. Ses succès diplomatiques sont reconnus, sa politique nucléaire n'est pas contestée. M. Bhutto va pouvoir se consacrer maintenant à l'une de ses grandes ambitions : réunir une conférence des chefs d'Etat du tiers-monde, puisqu'il n'entend pas à être seulement le leader du peuple pakistanais.

La majorité des Pakistanais, notamment en Fendjab, violent dans M. Bhutto le manipulateur de l'unité nationale. Aussi tout le monde ne lui tient-il pas rigueur d'avoir réduit au silence le parti national, avant la principale force politique autonome au Baloutchistan et dans la province dite de la frontière du nord-ouest, l'un et l'autre proches de l'Afghanistan, en s'abstenant d'arrêter un arrêt de la Cour suprême qui a confirmé l'interdiction de ce mouvement prononcée par le gouvernement d'Islamabad en 1974. Le parti gouvernemental n'avait pratiquement jamais eu d'influence dans ces deux régions : il y a néanmoins conquis le pouvoir ces dernières années en recourant à une politique de force. Il y maintient d'ailleurs plus étroitement que ses adversaires, notamment au Baloutchistan, arguant de la poursuite de la répression, ont été le fait.

Les élections provinciales, le 10, devraient confirmer les résultats de la consultation nationale.

GERARD VIRATILLE.

(Mercredi 9 mars.)

Chine

La peine de mort ne semble pas menacer la « bande des quatre »

De notre correspondant

Pékin. — L'apparition dans plusieurs villes d'affiches annonçant des condamnations à mort donne à penser qu'un sérieux problème d'ordre public se pose dans certaines régions. Ces affiches ont été vues par des visiteurs étrangers à Wuhan et à Chongqing.

Huit condamnations à la peine capitale étaient annoncées dans la première de ces localités et une dans la seconde, en même temps que des crimes de droit commun. Les peines de détention prolongée. Dans tous les cas, les condamnations avaient été prononcées par des tribunaux ordinaires, pour des crimes de droit commun, et non les quelques affiches donnent des indications plus ou moins précises. L'un des condamnés de Wuhan aurait été jugé coupable de « sédition ».

Certaines des condamnations annoncées à Wuhan et à Chongqing s'appliquent cependant à des auteurs de crimes qui, pour être « de droit commun », n'en paraissent pas moins assimilables par leur nature, à des « crimes économiques » pour lesquels des condamnations à la peine capitale sont également prononcées dans d'autres pays socialistes. L'U.R.S.S. par exemple. Très fréquents sont les appels lancés aux autorités par les radicaux provinciaux pour que les crimes soient punis de la plus grande fermeté dans la « répression » de ceux qui « pillent, volent et cassent ». Des condamnations de vigilance sont données dans le cas de la lutte contre ce qu'on appelle la « l'infamie » de la

« bande des quatre » et de leurs agents.

La peine de mort pour des motifs proprement politiques est contraire aux usages de la République populaire.

La nouvelle direction chinoise n'a encore rappelé le 25 décembre dernier en étant le discours prononcé le 25 avril 1956 par Mao Tse-tung, dans lequel celui-ci traite longuement du « problème des exécutions ». Il admet qu'un cours de la répression des contre-révolutionnaires dans la société, c'est-à-dire des « ennemis qui oppriment directement les gens du peuple et font l'objet de leur haine mortelle », il faut un petit nombre d'exécutions. Mais il exclut formellement l'exécution des « contre-révolutionnaires dans les organismes du parti et du gouvernement, les écoles et les unités de l'armée ».

Selon ce principe, Mme Chang Ching, MM. Wang Hong-wen, Chang Chun-chiao et Yao Wen-yuan, ainsi que leurs « agents », qui sont dénoncés par la presse, les organismes provinciaux ou locaux ne sauraient pour leur part être menacés de la peine capitale. Récemment de source chinoise qualifiée, on nous précisait que les « quatre » étaient soumis à interrogatoire et que leur sort serait décidé par la lecture de la presse et la télévision, de suivre la campagne de « critique et de dénonciation » qui les ont touchés à travers le pays.

ALAIN JACOB.

(Jeudi 8 mars.)

« Vos vacances... votre séjour en France »

Côte d'Azur

06400 CANNES
LE SAINT-YVES *** N.N. 68 boulevard de l'Alcazar - Jardin, piscine, tennis, promenade de la Croisette. Tél. 33-66-20

Campagne

81230 LACAUNE
HOTEL FUSIER. Vacances agréables dans un pays vert et boisé. Cuisine, piscine, promenade, équestre.

Mer

66140 CANET-EN-ROUSILLON
La plage naturelle, son ciel, son climat, son soleil, 5 km de sable fin. Grand casino, cinéma, piscine, tennis, promenade, équestre. Syndicat d'initiative, P.P. 22 66140 CANET-PLAGE. Téléphone (06) 35-00-01 et 35-00-02.

Montagne

74700 COMBLOUX
Face au Mont-Blanc, EDELWEISS. Hôtellerie *** tél. (01) 35-64-06. Pension complète de 75 à 80 F. 33 chambres, piscine, tennis, promenade, équestre. Tél. 35-64-06.

67140 LE ROEWALD
*** tél. (30) 14-14-14. Pension complète de 75 à 80 F. 33 chambres, piscine, tennis, promenade, équestre. Tél. 14-14-14.

Paris

LE GRAND HOTEL 06-31-03. 100 rue de la Harpe. 150 chambres, piscine, tennis, promenade, équestre. Tél. 31-03-10.

Champs-Élysées

HOTEL DE LONDRES *** N.N., 1, rue d'Angoulême, près Terminal Invalides. Complètement rénové. 100 chambres, piscine, tennis, promenade, équestre. Tél. 705-35-40.

Suisse

LEYSIN (Alpes Vaudoises)
HOTEL MONT-ELIANT, 30 rue. Confort, Services, piscine, tennis, promenade, équestre. Tél. 181-2-2222.

PROCHE-ORIENT

Le « sommet » du Caire

L'Arabie Saoudite fait un don de 5 milliards de francs aux pays d'Afrique noire

Le prince Saoud, ministre des affaires étrangères d'Arabie Saoudite, a assuré le succès de la conférence « au sommet » afro-arabe du Caire en annonçant, lundi 7 mars, que son pays faisait un don de 1 milliard de dollars (5 milliards de francs) aux pays d'Afrique noire (sauf les Koweït) et attribuerait de son côté une aide de 240 millions de dollars, et les Emirats arabes unis de 130 millions.

De notre correspondant

Le Caire. — « Demander c'est honorer, donner c'est aimer ». Selon plusieurs représentants de l'Afrique, ce bon proverbe africain a été illustré le lundi 7 mars au Caire, au cours de la première journée du « sommet » afro-arabe. La délégation saoudienne avait au cours des travaux préparatoires, opposé un silence altier aux demandes africaines de crédits. Le jour de l'ouverture de la conférence, on s'attendait, en l'absence du roi Khaled, récemment opéré et du prince héritier Fahd, qu'il n'y avait pas tige utile de se déplacer, à un discours monologue du ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud, fils de feu le roi Fayçal.

En annonçant ex abrupto que Ryad faisait don à l'Afrique noire de 1 milliard de dollars (5 milliards de francs), dont 800 millions via le Fonds saoudien de développement et 400 millions par le canal des institutions financières afro-arabes de la Banque africaine de développement d'Abidjan, le prince-ministre a suscité la surprise et l'enthousiasme chez la majorité des délégués. Depuis trois ans, Ryad a déjà versé aux Africains l'équivalent de 5 milliards de francs.

Après avoir le président Amin Dada d'Ouganda, en grand uniforme de maréchal, arrive à prendre la parole aussitôt après les allocutions inaugurales, avait mis beaucoup de monde de son côté en demandant que « l'arabe vienne en Afrique au lieu d'aller en Israël traverser les banques américaines ».

Dans un discours d'ouverture aux résonances militantes, M. Saoud, président de la conférence, avait rappelé que le dépôt d'armes égyptiennes restituées à la disposition des mouvements anticolonisateurs de libération et annoncé un versement égyptien de 5 millions de francs aux nationalistes africains. Ces derniers venaient de recevoir 10 millions de francs de Ryad (à prélever sur les 5 milliards de francs) et 25 millions de francs de la Ligue arabe.

De nombreux autres chefs d'Etat ou leurs représentants devaient prendre la parole les 8 et 9 mars avant la fin d'un sommet à dont le succès est d'ores et déjà assuré grâce à l'Arabie en grande partie. Les services d'information de la conférence, qui fonctionnent dans la plus grande confusion distribuent des brochures sur la guerre d'octobre, mais sont incapables de préciser quels sont les chefs d'Etat présents. Vingt-cinq d'entre eux, surtout des Arabes et des Africains francophones, se sont manifestés jusqu'à présent.

Les autres participants ont envoyé des ministres ou des ambassadeurs. La Libye s'est contentée en définitive d'un secrétaire d'Etat. Le Libéria du fils du président Tolbert, et l'Ethiopie, négrière représentée surtout par un souverain rompu aux finesses diplomatiques, d'un obscur chef de département aux affaires étrangères.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(Mercredi 9 mars.)

EUROPE

LA POLOGNE APRÈS L'ÉPREUVE

(Suite de la première page)

Pour renforcer la position de M. Gierak, le voyage que celui-ci fit en U.R.S.S. au début du mois de novembre fut sûrement du meilleur effet. Curieusement, M. Babuch, prévu à l'origine pour figurer dans la délégation, n'en fit pas partie, et pas d'avantage M. Kempa ou M. Szydłak, secrétaire du comité central chargé des questions économiques et président de l'association d'amitié polono-soviétique. Habituellement, M. Gierak était entouré en revanche de façon assez inhabituelle de représentants des partis paysan et démocrate et de M. Władysław, président de l'Union des écrivains.

Port de l'appui de Moscou, le premier secrétaire pouvait, au début de décembre, procéder à un remaniement dont la signification ne fut pas toujours clairement perçue sur le moment mais qui, en dernière analyse, paraît avoir consolidé sa position. Les perdants ont été, on peut l'affirmer aujourd'hui, MM. Kempa et Szydłak, contraints d'abandonner le premier son fief de Varsovie, le second (en janvier seulement pour des raisons techniques) son poste au secrétariat du parti. Les deux hommes restent membres du bureau politique, mais leur influence en tant que vice-pre-

miers ministres sera moins grande que par le passé, surtout celle de M. Kempa, qui a été chargé de superviser le secteur des transports. M. Szydłak a, quant à lui, obtenu une meilleure consécration puisqu'il fait office, avec M. Jędrzejowski, de suppléant du chef du gouvernement en cas d'absence ou de maladie de ce dernier.

Le retour de M. Olszowski

Le gagnant est certes M. Gierak, mais plus encore peut-être M. Stefan Olszowski, qui a retrouvé au secrétariat un poste qu'il avait dû quitter en 1971. Pour de nombreux observateurs polonais de la vie politique, M. Olszowski, l'un des plus jeunes membres de la direction, doit désormais être considéré comme l'homme de l'avenir. Cela dépendra, il est vrai, pour une large part du rétablissement des équilibres dans le secteur économique qu'il a été chargé de suivre. Son affectation n'a pas manqué d'étonner, car si, en passant des problèmes étudiants aux affaires étrangères via la propagande, M. Olszowski a accumulé, au cours de sa carrière, de nombreuses compétences, il ne passait pas jusqu'à ce jour pour un économiste de premier plan. Mais, disent à Varsovie des esprits malicieux, ce ne sera pas forcément un mal pour l'économie d'être diri-

gée par un non-spécialiste, M. Olszowski, pendant ce temps, complètera sa formation. Il a, en outre, la réputation d'un homme à poigne; dans les circonstances actuelles, c'est sûrement un atout.

Il faut pourtant voir au-delà de cette redistribution des rôles au sommet. La crise des derniers mois a révélé une fois de plus la facilité avec laquelle certains groupes recouraient en cas de difficultés aux sentiments nationalistes et à l'antisémitisme. En même temps, le pouvoir s'est trouvé aux prises, pour la première fois depuis vingt ans, avec une protestation conjointe des travailleurs et des intellectuels, avec un début d'opposition ouvertement organisée. Enfin, la crise a posé avec une grande acuité la question des réformes.

À l'Université, des tracts d'un étrange contenu, émanant de « jeunes étudiants » ont circulé. Exaltant la patrie, le peuple, la nation, citant presque exclusivement les noms de membres d'origine juive du comité de défense des travailleurs, l'un de ces documents déplorait que « la Pologne soit menacée de destruction morale et physique et d'annihilation de l'esprit national ». Il poursuivait : « Au lieu d'être un pays pauvre du frère russe, nous devons en devenir un partenaire et un allié solide, impos-

sant de la même façon que lui nos conditions à nos voisins du sud et de l'ouest ».

Les membres de l'Union des écrivains de Varsovie ont reçu quant à eux un faux prétendument envoyé par le Club de la pensée polonaise à Londres et qui s'en prenait à la « théorie internationale », dont le porte-parole serait M. Kissinger. La propagande de bouche à oreille a parfois attribué aux fonds de solidarité touchés par le comité de défense une origine israélienne ou austro-allemande. Ces manifestations ne doivent pas être surestimées et leur écho fut sans doute minime. Mais il est significatif que des groupes aient trouvé le moment opportun pour relancer ce type d'argument, qui avait fleuri lors de la crise de 1968.

Pour M. Gierak, le problème posé par l'existence d'un comité de défense des travailleurs est, dans l'immédiat, sans doute encore plus délicat. Proclamé illégal par le porte-parole du gouvernement, ce comité, créé au mois de septembre dernier sous l'impulsion de quelques jeunes intellectuels catholiques, n'en continue pas moins son activité. « Est-ce une façon de reconnaître une certaine opposition ? » avons-nous demandé à M. Ryszard Frick, secrétaire du comité central et proche collaborateur de M. Gierak. « Pas du

tout, nous a-t-il dit. Mais nous ne procèderons pas à ces gens-là le plaisir d'être emprisonnés. M. Gierak est opposé à toute répression de ce genre. Pendant plusieurs années, personne n'a été détenu en Pologne pour des raisons politiques et nous voudrions qu'il en soit toujours ainsi. Les gens de ce comité n'auront pas les martyrs qu'ils souhaitent ».

Le discours d'Urus du 2 février a confirmé cette ligne. Comptant sur la lassitude et sa politique d'apaisement, le pouvoir peut espérer que les mesures de grâce ôteront progressivement au comité de défense sa raison d'être. Selon le procureur général, sur les soixante-dix-huit personnes détenues en novembre, quarante-cinq seulement étaient encore en prison le 17 février. D'autre part, si les membres du comité ont trouvé leur unité dans les actions de solidarité ou pour réclamer la création d'une commission d'enquête, la maintiendront-ils de la même façon si la situation revenait à la normale ? Quelle sera alors l'attitude de la masse ouvrière ?

Les derniers mois, M. Gierak a dû faire face à deux impératifs contradictoires : d'une part, ne pas trop heurter les fonctionnaires favorables au respect « de la loi et de l'ordre ». Cette tendance ne doit pas être négligée-

ble puisque l'hebdomadaire *Polityka* adressait récemment une mise en garde à ceux qui réclamaient « une politique de la main forte » et croient « qu'on peut régler tous les problèmes sociaux avec des ordres et des interdictions ». D'autre part, le premier secrétaire avait pour devoir, s'il voulait rester fidèle à lui-même, d'essayer de rétablir son capital de confiance dans la population.

Un vieil adage communiste nous disait à Varsovie, avec une sorte de désenchantement : « Autrement, dans les années 50, il y avait la foi et la peur. Aujourd'hui, la foi a disparu et les Polonais n'ont plus peur ». La société polonaise contemporaine ne se laisse effectivement plus gouverner par la terreur ou par l'invocation d'un credo communiste universel. Elle cherche à comprendre. Comme l'a bien montré l'un des films qui ont recueilli ces dernières semaines à Varsovie un grand succès, *Est-ce que l'on bat ici ?*, de Marek Piwowski, elle s'interroge sur la notion de loi et d'ordre, sur les relations de solidarité entre l'autorité et le citoyen. Certains dirigeants le comprennent. Mais comment résoudre un tel débat si l'on refuse obstinément de réformer, d'adapter un tant soit peu le système ?

(Mercredi 2 mars.)

II. — Du beurre ou des réformes ?

Varsovie. — En février 1971, l'hebdomadaire *Polityka* publiait un document qui fut considéré à l'époque comme une sorte de programme de la nouvelle équipe conduite par M. Gierak. Ce texte accordait une place importante à la « démocratie socialiste » et à la modernisation de l'économie.

Si l'industrie polonaise, au cours des six années passées, a été considérablement renforcée, l'entreprise de démocratisation de la vie sociale, économique et syndicale s'est arrêtée assez vite en chemin. Les événements de juin 1970 ont démontré à l'évidence que le syndicat n'assurait ni plus ni moins qu'auparavant sa tâche de défense des conditions de vie des salariés. Le « programme » de 1971 prévoyait pourtant un changement de style et de méthode dans l'activité de cette organisation. Il affirmait que sa « tâche essentielle » devait être de se soucier des conditions de travail des ouvriers, des questions sociales, des rapports entre les individus dans l'entreprise.

Le rôle des conseils ouvriers, pale reflet des organisations qui avaient vu le jour en 1956 ou en décembre 1970, n'est pas davantage accru. Le système polonais est sûrement moins autoritaire qu'ailleurs en Europe, mais l'Est. La moins grande homogénéité sociale — due à l'influence de l'Eglise catholique et à l'importance du secteur privé agricole — y est certainement pour beaucoup. Il n'empêche que, en l'absence de véritables structures de participation ou de contrôle ouvrier, chaque conflit social n'est qu'un « dur » risque, comme l'histoire récente l'a montré, de dégénérer en émeute.

La crise de juin 1970 paraît avoir eu au moins un effet : celui d'imposer plus nettement qu'auparavant le principe de la « consultation » des salariés. Cette idée avait, elle aussi, été avancée en 1971. La consultation devait même être « permanente » et devenir un « élément du mécanisme du pouvoir ». Mais, l'an dernier, la décision de hausse des prix a révélé à quel point l'application pratique de ce principe était caricaturale : les ouvriers avaient vingt-quatre heures pour se prononcer sur des mesures que le pouvoir avait hésité à prendre pendant plus de cinq ans et que les experts avaient mises au point pendant des mois. Les dirigeants paraissent avoir compris qu'à l'avenir une telle situation ne devrait plus se renouveler. « Si le problème des prix réapparaît », nous a dit M. Frick, secrétaire du comité central, la discussion parmi les travailleurs durera plusieurs semaines ».

M. Frick nous a assuré aussi que « le renforcement de l'autogestion ouvrière est un grand souci de la direction du parti ». Ainsi, pour manifester son intérêt envers cette institution, M. Gierak a-t-il envoyé, à la fin de l'année dernière, une lettre aux organismes directeurs de l'autogestion. Cette notation, toutefois, et loin d'avoir en Pologne le même contenu qu'en Hongrie, ne peut pas être considérée comme un pont s'élève affirmant que le geste du premier secrétaire ne suffirait pas à lui seul à en transformer le caractère.

Il reste que M. Gierak est sans doute parmi les membres du bureau politique l'un de ceux qui invoquent le plus fréquemment, et apparemment avec conviction, la nécessité d'instaurer un dialogue avec les travailleurs. « Notre parti écoute toujours avec attention la voix des masses ; quant à moi, j'attache personnellement la plus grande importance à l'opinion de la classe ouvrière », écrivait-il, le 3 février, dans la lettre adressée aux employés de l'usine Général Walter, à Radom. (C'est dans cette entreprise qu'un violent débat, le 25 juin dernier, les troubles qui devaient se terminer par la mise à sac de l'immeuble du parti.) Dans le même message, le premier secrétaire prenait soin de souligner que le principe de la consultation était « constitution-

nel » ; il ajoutait : « Rien ne nous empêche de la fois de la démocratie socialiste ».

Comparée aux espoirs réformateurs d'il y a vingt ans, cette intention, aussi louable soit-elle, paraît tout de même de portée bien limitée. On a le sentiment qu'il s'agit d'apaiser le système, de le rendre plus vivable, plutôt que d'en corriger durablement certains vices immanents. Le problème n'est pas nouveau, et il n'a jusqu'à présent été résolu nulle part en Europe de l'Est. La crainte qu'un changement sur un point n'entraîne à la longue la réforme du système tout entier reste partout la plus forte.

Pour faire taire les aspirations à la démocratie, les régimes d'Europe de l'Est ont pensé que le moyen le plus approprié était la promesse d'un meilleur niveau de vie. La Pologne de M. Gierak a, elle aussi, voulu connaître les plaisirs du socialisme du « goulash ». Mais l'on n'entre pas du jour au lendemain dans la société d'abondance. Comment préparer un goulash quand la viande fait défaut ? La production de fourrage en quantité suffisante, le cheptel porcin à diminué l'an dernier de près d'un quart, le cheptel bovin

de 6 % au total, mais de 10 % chez les paysans privés. Pour atténuer le choc, le gouvernement n'a dû renoncer à certaines exportations et procéder à des importations de céréales et de fourrage (6 millions de tonnes) ont dû aussi être effectuées. Le coût en a été particulièrement lourd : un milliard de dollars, soit l'équivalent du revenu des exportations de charbon.

Le pouvoir paraît conscient du fait que son projet de rendre la vie plus agréable aux citoyens ne réussira pas sans une amélioration radicale de la situation de l'agriculture. Ces derniers mois, les questions agricoles ont été débattues au cours de deux plénums du comité central, en septembre et en janvier. Si l'état actuel des terres est défavorable à long terme, dans la politique à court terme la ligne directrice du parti n'apparaît pas toujours clairement. Comprenez-vous constamment les contradictions idéologiques et la nécessité de ne pas heurter de front le monde paysan, elle se caractérise par un grand pragmatisme.

Un autre équilibre à rétablir est celui du commerce extérieur : l'an dernier, les importations ont continué à augmenter plus vite que les exportations ; le déficit a été de 2 milliards de dollars. Le gouvernement souhaite renverser la vapeur et prédit que le déficit aura disparu dès 1972. Même si cette prévision se réalise, il restera à rembourser la dette extérieure, évaluée entre 10 et 15 milliards de dollars.

Toutes ces « manœuvres » réussiront-elles ? Dans le domaine économique comme dans la vie politique les résultats dépendront largement de la faculté des dirigeants à rétablir un climat de confiance. Après l'effervescence des derniers mois, la situation s'est un peu plus calmée. Pour M. Gierak et ses compagnons l'alerte a été chaude. Mais si l'épreuve la plus rude est passée, les temps à Varsovie, restent difficiles.

FIN

MANUEL LUCBERT.

(Jeudi 3 mars.)

vosre future résidence principale
ou déjà votre résidence secondaire

les Belles Terres à Nice

la plus belle résidence de la Côte d'Azur

- Une vue panoramique mer et montagne.
- 4 ha de parc naturel avec piscine, club house et tennis.
- Livraison juin 76.
- Du studio au 5 pièces, des appartements de grand standing conçus pour la vie au soleil.
- Prix fermes et définitifs avec un excellent rapport qualité/prix pour un investissement.

contactez-nous en écrivant à :
Les Belles Terres 234, avenue de la Lanterne 06000 Nice Tél. : 33 31.88 - télex : 970 022

Les Belles Terres
234, avenue de la Lanterne 06000 Nice

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

Pour bien préparer votre retour en France

Deux moyens de cette politique se déduisent : la cession de terres par les paysans privés à l'Etat et la spécialisation des fermes. De 1971 à 1973, l'Etat a récupéré 150 000 hectares par un land reform. Le rythme de cette politique le domaine étatique s'est agrandi de 280 000 hectares. Cette tendance devrait se renforcer en raison du grand âge d'entrée en vigueur des agriculteurs et d'une récente décision du gouvernement. En janvier, le plénium du comité central a approuvé le principe du versement d'une prime à tous les paysans en fonction des ventes de leur production aux centrales de commerce. Les paysans âgés ne seront donc plus obligés, comme auparavant, de céder leur ferme à l'Etat pour toucher une rente. Mais, en pratique, cela reviendra au même, nombre d'exploitants n'ayant plus de successeurs.

Cette mesure a été qualifiée par M. Gierak de « progrès historique dans la réalisation des principes de la justice sociale ». Elle n'entraîne en vigueur qu'au 1^{er} janvier 1980. D'ici là, les agriculteurs devraient être encouragés à augmenter leurs ventes à l'Etat, ce qui améliorerait la situation sur le marché. Le regroupement de plusieurs fermes privées et leur spécialisation dans l'élevage devraient aussi avoir un effet bénéfique sur la production, par conséquent, sur l'approvisionnement du marché.

Le retour de l'équilibre du marché est, en effet, devenu, sur le plan intérieur, la priorité numéro un. Les dirigeants continuent d'invoquer la ligne économique des sixième et septième congrès. Les rythmes de développement devaient être affectés à des tâches sur la décennie, mais les priorités ont été sensiblement modifiées à la fin de l'année dernière au profit du « secteur B », c'est-à-dire de l'industrie légère. Il ne s'agit pas d'un changement de politique, dit-on officiellement, mais, certes, M. Gierak l'a déclaré lors du plénium de décembre, d'une « manœuvre spécifique ». La baisse du taux d'accumulation du revenu national traduit cette nouvelle orientation, plus favorable à la consommation : alors qu'il était en 1973 de 32 %, il est plus élevé d'Europe de l'Est, avec

la Roumanie et l'Albanie. — Il n'est plus, en 1977, que de 27,4 % et il descendra l'an prochain à 26 %. Simultanément, les investissements reviendront, pendant ce quinquennat 1976-1980, à des taux plus normaux : ils augmentent en cinq ans de 43 % contre 132 % de 1971 à 1975.

L'économie polonaise devra donc fournir sur le marché, dans les prochaines années, des quantités suffisantes de biens de consommation afin d'éponger les

LES MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1000

I	1	2	3	4	5	6	7	8	9
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Le mot. Juste. — II. Recueil force témoignage de confiance ; Point de repère. — III. Prit du poids sur le tard. — IV. Pénalités isolées d'une côte bleue. — V. Pas livrés ; Préfixe. — VI. Titré d'essai ; Page d'histoire. — VII. Mémoire, pour un certain nombre de musulmans ; Pour certains, cela vaut de l'argent. — VIII. Ami d'un poète. — IX. Paradoxe le droit d'indulgence. — X. Copie conforme ; En note. — XI. A déjà eu très chaud.

VERTICALEMENT

I. Règlements de comptes. — II. Odeur inquiétante, lors d'un repassage ; Ses dents ne jaunissent pas avec le temps. — III. Pronom ; Explicite peu réjouissant. — IV. Fait d'hiver ; Mané à bien. — V. S'opposent ; Orientation ; Attribut d'un académicien (épée). — VI. Flagrant ; délit ; Fatale à d'imprudents estivants. — VII. Fait des efforts pour rendre. — VIII. Entendu en Angleterre ; Offices d'aération. — IX. Furent, il y a bien longtemps, la fortune d'un cadet ; Opérateurs.

Solution du problème n° 1599

HORIZONTALEMENT

I. Bibelots. — II. Asie. — III. Nus ; Manie. — IV. Jambes ; Nu. — V. El. — VI. Mondaine. — VII. Intérieur. — VIII. Nd ; Tenter. — IX. Bu ; SN ; BA. — X. L6 ; Embus. — XI. Dessous.

VERTICALEMENT

I. Benjamin. — II. Da ; Ondule. — III. Brument ; Os. — IV. Bidets. — V. Lame ; Arènes. — VI. Oses ; Inn ; MS. — VII. Tin ; Anet ; B41. — VIII. Sein ; Erbus. — IX. Sus ; Aras.

GUY BROUTY.

Croissance et contrainte

V. — « Effets pervers » et contrastés en Afrique

par MICHEL BOYER

Contraintes économiques, forte dépendance (Amérique latine), répression à caractère historique (Iran et Arabie Saoudite), on retrouve en Inde et dans l'Asie du Sud-Est aussi bien le « nouveau cours » de la discipline pour favoriser la croissance que l'ombre de Washington (nos précédents numéros).

Des rivages de la Méditerranée aux bords de l'Atlantique, deux pays d'Afrique, l'Algérie et la Côte-d'Ivoire, ont suivi le chemin, semé d'embûches, de la croissance. La poursuite de l'expansion, qui doit en principe fournir la clé de la puissance et du bien-être, apparaît d'ailleurs — à première vue — comme le seul trait commun aux économies de ces deux morceaux de l'ancien empire colonial français. Le point de départ, la nature des ressources, l'importance de la population, le choix du modèle de développement diffèrent profondément d'une nation à l'autre.

D'un côté, dix-sept millions d'Algériens, riches en pétrole — 50 millions de tonnes extraites en 1976 — qui alimente une industrialisation à marche forcée. Un régime qui se veut socialiste, est dirigé et pratique une forme de capitalisme d'Etat. La nationalisation est « un acte de développement » déclaré en 1973, à la tribune des Nations

unies, le président Boumediène. De l'autre côté, six millions d'Ivoiriens. Des ressources nées du sous-sol tropical (les plantations de café, le cacao, le bois, qui sont vouées à l'exportation). Une croissance pour l'essentiel d'origine agricole, 30 % de la population vivant en zone rurale. Un système qui s'affiche, sans complexes, libéral et accueille avec faveur les capitaux étrangers. Parmi les douze « options de base » figurent au premier et au deuxième rang le maintien de l'option libérale et l'ouverture sur l'extérieur.

Au bout d'un dizaine d'années de cheminement, les deux pays ont franchi des étapes, obtenu des résultats. Selon la Banque mondiale, le produit national brut par habitant s'élevait en 1975 à 780 dollars en Algérie et à 500 dollars en Côte-d'Ivoire. De 1973 à 1975, cet indicateur moyen qui recouvre évidemment bien des inégalités, avait progressé : en valeur réelle par an de 0,6 % pour le premier pays et de 4 % pour le second, alors que le P.N.B. global augmentait respectivement de 3,8 % et de 6,8 %.

Dans les deux Etats, cette croissance n'a pas été innocente. Elle a eu son revers sous forme de tensions diverses, de contraintes imposées ou simplement induites par l'expansion. Les deux pays ont payé le prix de l'accroissement du P.N.B. Chaque type d'Algérien connaît les effets « pervers ».

Les technocrates au pouvoir

Le gouvernement algérien a adopté un modèle de développement de type socialiste, fondé sur la création d'une industrie lourde — 1 million de tonnes d'acier sont actuellement produites par an — et la multiplication des sociétés nationales des SONAS. Ce choix va de pair avec l'instauration d'un pouvoir fort et centralisateur. Vouloir créer en vingt ans ce que d'autres ont mis un siècle à réaliser implique, à défaut d'une levée en masse, que la mobilisation générale s'effectue par

voies d'Etat. Les technocrates se sont installés aux leviers de commande, le pays entendant se doter rapidement d'une technologie de pointe pour devenir le Japon de la Méditerranée. Ceux qui détiennent le savoir tiennent le pouvoir et, la vertu n'étant pas la chose du monde la mieux partagée, peuvent en abuser. Il s'est créé en Algérie une bureaucratie qui, si elle ne mène pas une poli-

tique de répression, crée un climat parfois oppressant et peut conduire au gaspillage des fonds publics.

Cependant le choix même du modèle impose que la génération présente soit en partie « sacrifiée » à celle qui la suit, l'investissement ayant pas sur la consommation. Les usines de type capitaliste et à faible absorption de main-d'œuvre ont été préférées aux unités de montage susceptibles de créer dans l'immédiat un maximum de postes de travail. Des emplois nombreux ont certes été créés (600 000 de 1965 à 1975), mais ils ne suffisent pas face à une population qui augmente de 3,5 % par an et dont les trois quarts ont moins de vingt-cinq ans.

Le poids démographique est moins lourd en Côte-d'Ivoire. Sa population, près de trois fois plus faible, ne s'accroît que de 2,3 % par an. Dès lors, la contrainte entraînée par la croissance apparaît moins pressante, d'autant qu'Abidjan a choisi un modèle fondé sur la demande extérieure de produits agricoles tropicaux et finance par les exportations ses investissements. Toutefois, ceux-ci ont besoin de sécurité et de stabilité. Le système économique, qui est loin de rejeter totalement le capitalisme d'Etat, s'appuie ainsi sur le renforcement du pouvoir présidentiel et l'affaiblissement de la fonction parlementaire.

L'ordre politique accompagne le libéralisme économique qui lui-même est suivi de son cortège habituel d'inégalités sociales, de ségrégation, de spéculation. En outre la Côte-d'Ivoire a dans une certaine mesure été « reconquis » par les Européens. Le nombre de cinquante mille — sont omniprésents dans l'administration, les ministères, les entreprises. La culture, le rythme du mode de vie, les habitudes de consommation personnelle, les goûts, les modes de formation, il s'est ainsi créé une sorte de « prix celtique » entre technocrates ivoiriens et étrangers, plus ou moins coupés de la base.

Dans les deux pays, de façon plus générale, l'homme des villes l'emporte sur celui des campagnes. Le paysan supporte le poids de la croissance plus qu'il n'en touche les bénéfices, alors que l'exode rural gonfle les agglomérations au point de donner naissance ou renaissance à un sous-prolétariat des bidonvilles. L'habitat se dégrade et les équipements collectifs sont en retard.

En Algérie, l'agriculture, qui avait souffert de la guerre d'indépendance, a été délibérément sacrifiée, parce qu'au départ elle a été jugée incapable de nourrir les habitants du pays. Ainsi, dans les deux premiers plans quadriennaux 1970-1973 et 1974-1978, les crédits accordés à l'industrie ont été trois fois plus importants que ceux consentis au secteur agricole.

Parallèlement, l'urbanisation s'est accélérée. Le Grand-Alger compte deux millions d'habitants. La population de Bel-Abbès a triplé depuis l'indépendance. Quarante pour cent des Algériens vivent dans les villes. Cependant les salaires ont perdu leur foi ter-

rienne, l'érosion a fait son œuvre. Une certaine prise de conscience s'est opérée, d'autant que le gouvernement doit à la fois importer et subventionner de nombreuses denrées de nécessité. Dans les campagnes, le « pouvoir révolutionnaire » s'efforce de renverser la vapeur.

En revanche, en Côte-d'Ivoire, à en croire le ministre de l'économie, M. Konan Bedie, l'agriculture « demeure l'âme même du pays ». Elle est en tout cas la base d'une certaine réussite. L'extension des programmes d'investissements a été favorisée par l'existence d'une main-d'œuvre immigrée abondante et bon marché. Composée surtout de Voltaïques et de Guinéens, celle-ci comprendrait un million et demi de personnes, soit le quart de la population totale. Représentant la moitié des effectifs salariés, cette main-d'œuvre étrangère ne gagne que le tiers de la masse salariale globale. Les places d'Africains non titulaires doivent être un peu plus à l'image de leur « mérite », déclare récemment le président Houphouët-Boigny.

La nature griffée

Un fort déséquilibre régional persiste en dépit de sérieux efforts pour le réduire. La région d'Abidjan, qui regroupe 14 % de la population, continue à attirer la majeure partie de l'activité économique, totalisant les trois quarts des salariés du secteur privé et le cinquième des dépenses publiques d'investissement. En outre, toutes les opérations de mise en valeur du centre ou du nord du pays sont compromises dans la capitale. Certains experts se demandent s'il n'aurait pas beaucoup mieux valu créer un nouveau centre de développement urbain, sur les hauts plateaux et même au-delà.

Pesant non seulement sur les hommes dont les mentalités peinent à s'adapter au rythme industriel ou urbain, la croissance, mal contrôlée, fait sentir ses griffes sur la nature. Pollution des côtes algériennes par des usines grandes buveuses d'eau ensuite rejetées dans la mer. De plus, les usines sont souvent implantées sur de bonnes terres agricoles, et l'extension du Grand-Alger de l'an 2000 est prévu sur la Mitidja. Certains experts se demandent s'il n'aurait pas beaucoup mieux valu créer un nouveau centre de développement urbain, sur les hauts plateaux et même au-delà.

De même la forêt ivoirienne disparaît. Elle ne compte déjà plus que 4,4 millions d'hectares d'espèces denses contre 11,8 millions en 1956. Au rythme

actuel d'exploitation, elle n'existera plus en 1985. Le choix du modèle d'expansion fait peser des contraintes, ou du moins des hypothèses, sur l'avenir des pays. Les économies algérienne et ivoirienne, qui dépendent toutes deux de leurs recettes d'exportation (pétrole et gaz pour l'une, produits tropicaux pour l'autre), sont vulnérables. Elles le sont d'autant plus que, pour accélérer leur croissance, elles ont largement fait appel à la technique ou aux capitaux étrangers. Jusque récemment, l'expansion mondiale avait masqué, ou du moins reporté, les difficultés. L'année de récession 1975 peut faire figure d'avertissement.

L'Algérie a pratiqué et pratique une fuite en avant économique, espérant trouver le point d'équilibre et de cohérence au cours des prochaines années. La Côte-d'Ivoire, elle, lancée dans une course-poursuite contre l'accroissement des exportations et la progression des transferts financiers vers l'étranger. Le service de la dette ivoirienne représentait, en 1974 — avec 115 millions de dollars — 10 % des exportations, le double de 1969. Pour l'Algérie, ce service atteignait, cette même année, 693 millions de dollars, soit 18 % des ventes à l'étranger.

La présence étrangère est forte dans les deux pays. En Algérie, l'expansion est liée à des hommes, à une technologie, venue de l'extérieur et imbriquée étroitement dans l'économie nationale. La Côte-d'Ivoire, faite de pouvoir mobiliser le large éventail de la main-d'œuvre étrangère, a de plus en plus recours aux capitaux privés étrangers qui figurent pour les deux tiers environ dans le capital global des firmes industrielles (45 % sont représentés par les intérêts français).

Pour l'instant l'Algérie s'industrialise « à la vaive » et le « miracle » ivoirien survit.

(Avec la collaboration de Daniel Junqua et de Philippe Le Maître.) (Samedi 26 février.)

VI. — « La force, agent économique »

par PIERRE DROUIN

Bétonnant spectacle auquel nous venons d'assister ! Les continents défilent où la reine Pauvreté fait la loi pour le plus grand nombre des habitants. Malgré les couleurs de la pauvreté, les histoires sans raccommodements, une vérité crie : l'indépendance politique n'est que le premier pas vers l'indépendance économique. C'est la première contrainte de la croissance. S'efforcer de la croissance, c'est non seulement pour la plupart de ces jeunes nations compter sur des recettes d'exportations fluctuantes, mais sur des techniques et des capitaux étrangers, et de proche en proche sur l'importation d'un autre modèle culturel.

Dernière du monde coup que ces armées dont le poids accable, pressent que toutes ces économies ! Absurdité que la désaffection des cultures vivrières pour construire des usines, fait marquer aussi dans ces régions de l'hémisphère sud !

Mart et Engels pensaient que lorsqu'on sort du règne de la nécessité, on entre dans celui de la liberté. Sans doute, nombre de ces pays n'ont pas encore « décollé », ce qui explique les fortes pressions socio-politiques subies. D'ailleurs, hélas, qu'un meilleur vent pousse, n'ont pas pour autant abandonné la politique du « tour de vis ». Soit parce que les dirigeants et les classes riches sont entrés dans la spirale du « désir fou », de la surconsommation, soit parce que la volonté de puissance « les enlève ».

Contracter le temps, prendre des raccourcis historiques pour arracher à la terre et aux hommes, plus vite que les ancêtres, le pouvoir économique, voilà ce qui fait courir la plupart des gouvernements des pays du tiers-monde. Ceux d'entre eux qui ont voulu recopier le plus étroitement le « modèle occidental » et filer à toute vapeur vers ses objectifs sont aussi ceux qui ont dû user du maximum de contraintes.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Revenons à l'Algérie lorsqu'il parle (1) de « la force concentrée et organisée de la société » qui est nécessaire « pour précipiter rapidement le passage de l'ordre économique capitaliste à l'ordre économique socialiste. La force est l'accompagnement de toute société en travail. La force est un agent économique ».

Plus loin, parlant de « la première technique de la grande industrie », il voit sa naissance « dignement célébrée par une sorte de massacre des innocents » — le vol d'enfants créés en grand, pour alimenter les fabriques. La description de la vie misérable des apprentis de sept à quatorze ans dans le district de Lancashire ou les « reportages » en France de Villermé sont trop connus pour qu'on insiste sur cet

aspect du « décollage » économique des pays industriels de l'Europe.

En 1835, dans l'industrie cotonnière anglaise, 2 % des employés étaient âgés de moins de dix-huit ans. Idem 4 % comprennent les enfants de huit à douze ans. Double avantage à employer des jeunes travailleurs : ils ont les parents moins, ils étaient capables d'utiliser des machines peu perfectionnées mais qui ne demandaient pour les conduire que peu d'efforts physiques.

Les taux élevés de profit, et

donc la forte accumulation du capital indispensable au démarrage industriel, étaient évidemment favorisés par l'absence de protection sociale de l'ouvrier. Selon Paul Balroch (2), malgré l'inévitable marge d'erreur des données, les historiens s'accordent pour noter non seulement des périodes de faible croissance des salaires réels, mais même des reculs de ces derniers. De 1770 à 1812 en Grande-Bretagne, on constate une réduction du revenu par habitant de la population, de l'environnement du salaire réel baisse de 1810 à 1820.

Le cas du Japon

Si l'on franchit des milliers de kilomètres, pour regarder comment le Japon est né à l'industrie, il y a un peu plus de cent ans, on voit aussi quelles contraintes ont été nécessaires pour « accoucher » la société. Dans son livre *Le Prix de la puissance*, Christian Sautter (3) raconte comment les réformateurs de l'ère Meiji (qui s'ouvre en 1868) commencent par détruire de fond en comble l'organisation inadaptée de la société japonaise mais en préservant les « valeurs » de la culture. C'est seulement à partir de 1877, l'ordre régnait. La « révolution » par le haut n'a pas duré dix ans.

En revanche, ce sont des « technologies douces » et non l'industrie lourde qui « entraînent » dès le début l'économie japonaise, textile de soie et transformation du coton. C'est seulement à partir de 1932 que l'industrie textile cède la première place à la sidérurgie et à la construction de machines.

L'absence d'intérêt pour les questions sociales marque l'ère Meiji comme elle avait marqué les débuts de l'ère industrielle en Occident : la première loi de contrôle de l'emploi des femmes et des enfants sera votée en 1911 et appliquée en 1919.

La durée du passage rapide du sous-développement à l'industrialisation est telle qu'un nombre de plus en plus important d'économistes se demandent si la route de l'expansion qu'ont choisie les pays du tiers-monde pour « décoller » est la bonne. Malheureusement, la fascination exercée par la « vitrine » de l'Occident est telle qu'assez peu de nations pauvres — si l'on excepte la Chine, dont la masse imposante infléchit bien sûr le jugement — refusent d'emprunter le chemin de l'indus-

trialisation à tout prix et de la forte dépendance du marché international. Même un pays socialiste comme l'Algérie n'échappe pas à ce vertige.

L'idée de sacrifier une ou deux générations pour déboucher sur la société de consommation paraît à première vue très stupide à ceux qui ont dû se priver depuis des siècles. Mais on en souffre beaucoup plus aujourd'hui : les moyens de communication de masse font rêver le peuple à ces paysages de terre promise qu'ils croient voir sur nos routes sillonnées d'autos et de camions, à travers nos villes clinquantes.

Même si la façon de vivre de la société a changé, le peuple a des aspirations à la « mode » de l'Occident, les moyens employés par certains des pays examinés dans cette enquête sont-ils appropriés ? Puisqu'ils s'inscrivent tant à la formule de croissance « à l'occidentale », il ne devrait pas leur échapper que c'est le développement de l'agriculture qui a conduit peu à peu à la cadence d'expansion industrielle de plus en plus soutenue par les nouvelles technologies.

Paul Balroch (3) a montré à l'aide d'exemples précis comment l'effet combiné des divers éléments qui ont entraîné au dix-neuvième siècle une amélioration de la productivité agricole a développé la consommation du fer et stimulé l'industrie sidérurgique. Toutes proportions gardées, et sans que l'on doive évidemment emprunter exactement le même chemin aujourd'hui, puisque les innovations se sont multipliées, le tremplin du développement du tiers-monde devrait être aussi l'agriculture pour de multiples raisons.

D'abord, c'est là que se trouve le plus grand réservoir d'hommes, et c'est cette masse de paysans qui doit être considérée d'abord, ne serait-ce que parce qu'elle est la plus pauvre. L'aider à sortir de la misère, c'est aussi constituer peu à peu un « marché intérieur » digne de ce nom. On a besoin plus diversifiés s'expriment que seule l'industrie pourra satisfaire.

Surtout, la croissance de l'agriculture du tiers-monde entraînera par la force des choses la

développement d'industries qui lui sont normalement liées aujourd'hui : engrais, matériaux de construction, engins mécaniques, etc. et de primes en poche d'autres secteurs industriels.

Les pays qui ne veulent pas entendre parler de ce développement « naturel » de l'expansion sont ceux qui devraient être les plus concernés. Les politiques sont les plus faibles. Vouloir mettre devant la charrie de toutes pièces des industries qui doivent chercher ailleurs leurs financements, aussi bien que leur main-d'œuvre qualifiée, alors que le chômage sévit chez eux.

Sans doute peuvent-ils disposer d'autres « richesses naturelles » que celles de la terre agricole, et Dieu sait si le pétrole a changé la face du tiers-monde. Mais la question est de savoir si, à l'instar de la face du tiers-monde, comme en Iran, le pétrole ne constitue qu'une fausse promesse de développement. La soif de puissance conduit à l'expansion des importations d'industries sophistiquées et d'armement, ce qui entraîne à son tour une couche de privilèges, l'essentiel des bénéfices de la croissance.

La question de la diffusion du progrès économique est l'une de celles qui devraient retenir en priorité l'attention des gouvernements. Dans les pays occidentaux, à force de luttes syndicales, des bastions peuvent être emportés de temps en temps, au bénéfice des travailleurs. Mais si de trop fortes inégalités subsistent encore dans nombre de pays industrialisés, le phénomène bat tous les records : ceux qui sont en voie de rétro.

An Brésil, par exemple, entre 1969 et 1975, les bas salaires ont augmenté en termes réels de 16 % et les hauts salaires de 68 %. Les écarts de revenus (avant impôts) entre les déciles extrêmes (10 % des plus bas et 10 % des plus hauts) sont de 43 au Brésil, de 307 en France et de 124 en République fédérale d'Allemagne. Du fait de l'urbanisation « sauvage », 50 % des logements de São-Paulo n'ont ni électricité ni eau courante.

Eviter ces a-coups de l'expansion, empêcher que la « force » entendue au sens marxiste du terme soit le seul levier de l'expansion, permettra aux peuples de progresser à pas plus lents, peut-être, mais d'un bloc, au lieu de projets difficilement accessibles, mais qui doivent pourtant guider les gouvernements s'ils veulent frayer plus de démocratie dans leur pays et s'acheminer vers une croissance sans contrainte.

Le plaidoyer pour un « développement spontané des sociétés traditionnelles » de l'anthropologue américain Merril Jackson (4) selon lequel le « développement consiste à entrer de mieux en mieux en possession de ses propres valeurs culturelles » rejoint dans une certaine mesure les idées de Jacques Chonchon, ministre de l'agriculture du gou-

vernement Algérien, actuellement conseiller de la F.A.O., de même que les thèmes exposés dans le rapport « Que faire ? » (Fondation Das Hammarskjöld) à la VII^e session extraordinaire de l'Assemblée des Nations unies en 1975.

Il faut sortir de l'économisme pur pour assurer un développement digne de ce nom, c'est-à-dire de la grille des taux de croissance, pour embrasser l'horizon beaucoup plus vaste des problèmes politiques, sociaux, culturels, ceux de la population, de l'environnement naturel, de la consommation, du bien-être.

Autre leçon de l'expérience : il

n'y a pas une seule voie de développement (celle de l'Occident), mais une diversité de chemins répondant à la spécificité des situations culturelles ou naturelles, et le meilleur développement est celui qui surpasse de l'individu de chaque société (51), l'échange international n'étant qu'un auxiliaire et non un but en soi.

Pour éviter ces tensions politiques, voire ces répressions, qui accompagnent trop souvent l'expansion rapide des pays qui « décollent », le seul moyen est de placer l'émancipation de la misère au cœur même du processus de développement.

Une histoire russe

Mais si l'accent est mis sur les besoins essentiels des pays pauvres, comment l'Occident pourra-t-il longtemps encore menacer la vie à grandes guides et l'ordre sur l'expansion sur le gaspillage des produits ? La crise a certes remis un peu de plomb dans la cervelle des agents économiques, et fait réfléchir sur le laisser-aller de la consommation, mais une fois le danger passé, les chemins de la facilité seront aisément retrouvés. Or, ce n'est pas seulement le pétrole qu'il faudra d'urgence économiser mais bientôt la viande, dont la consommation beaucoup trop forte en Occident réduit les stocks de réserves indispensables pour nourrir la planète.

Une histoire russe met en scène un ours, un zèbre, un loup et un crocodile en train de jouer un quatuor à cordes. Quand la cacophonie est à son comble, l'un d'eux dit : « Je pense que nous ne sommes pas d la bonne place. » Les multiples plans de sauvetage du tiers-monde font penser à l'absurdité de tels accommodements. Il n'y a pas une « bonne place » où les Africains, les Asia-

(1) *Le Capital*, livre premier, 8^e édition, p. 123, 124, 125. (2) *Le Tiers-monde dans l'histoire*, collection Idées, N.R.F. 1971. (3) *Le Tiers-monde*, 1972. (4) Dans le livre d'A. Eriou et de P.-M. Henry, *Pour un autre développement*, dans lequel on lira également une excellente contribution de Barbara Ward F.O.F. 1976 Prix : 85 F. (5) Voir l'article de Jacques Chonchon dans *Faïm et développement*, de mai 1976.

Le Monde

WEEKLY ENGLISH SECTION

Nous rappelons à nos lecteurs que la section hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly et vendue par abonnement dans tous les pays.

EXTRAIT DU TARIF

(Abonnement d'un an)

Voie normale	120 F
Voie aérienne :	
• Europe, Malte, Gibraltar, Chypre	138 F
• Moyen-Orient, Afrique du Nord	154 F
• Amérique, Canada, Afrique, Inde, Pakistan, Ceylon, Hongkong, Malaisie, Antilles	156 F
• Extrême-Orient	170 F

SERVICE DES ABONNEMENTS

3, rue des Italiens, 75227 Paris - Cédex 09 - C.C.P. 4297-23 Paris

« Weekly English Section » — « Le Monde »

Les candidatures écologistes

(Suite de la première page.)

L'électorat écologique est nouveau, inconnu, incertain, très composite dans ses préférences politiques, et certainement fort peu discipliné. Les candidats n'auront que peu d'effet sur lui.

Néanmoins, les douze cents candidatures écologistes impressionnent les formations classiques. M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., a parlé de cette question lundi 7 mars à Radio-Montecarlo. Partout, on s'étonne de la « marée verte », partout on s'interroge sur la réaction. Douze cents candidatures, voilà une bien mince cohorte parmi les cinq cent mille Français qui briguent les suffrages du corps électoral. C'est encore plus modeste si l'on songe au demi-million de citoyens groupés autour des cinq ou six mille associations de défense de l'environnement.

En revanche, c'est beaucoup pour un mouvement qui n'a aucun passé électoral. On ne souffrait pas d'écologie aux précédentes élections municipales, les candidatures « environnementalistes » se complaisant sur les doléances d'une seule main aux législatures de mars 1973. M. René Dumont était seul avec une poignée de bénévoles en 1974, et les candidats « verts » étaient moins d'une vingtaine lors des cantonales de 1976. Cependant, un avertissement avait été donné qui était passé inaperçu : à Châteauneuf-Malabry (Tarn-et-Garonne), lors d'une élection municipale partielle, il y a un an, la liste présentée par une association recueillait plus de 23 % des voix.

Douze cents candidatures, c'est encore une étonnante performance pour un mouvement qui ne possède ni corps de doctrine, ni leader, ni structure, ni moyens financiers qui ne vient pas de congrès, qui ne lance aucun mot d'ordre. Les douze cents candidatures se sont « auto-déclatées » : une génération spontanée qui est la caractéristique même du courant écologique.

On remarquera toutefois que ce courant est particulièrement

fort dans les grandes villes. Les concentrations urbaines où les nuisances l'emportent à présent sur les avantages séduisent littéralement la contestation écologique. Et cela quelle que soit la couleur politique de la municipalité. Les mêmes erreurs ont été commises partout.

Autre observation : les régions les plus touchées par la « marée verte » sont, hormis Paris et l'Île-de-France, plutôt périphériques : Alsace, Rhône-Alpes, Côte d'Azur, Languedoc, Bretagne, Nord. Le centre de l'Hexagone ne bouge pas.

On peut noter aussi que les grandes fédérations de sauvegarde de l'environnement qui couvrent la Côte d'Azur, le Sud-Ouest, la Bretagne, le Nord, ne sont pas engagées dans la bataille électorale. Seul à Paris, les notables du mouvement environnementaliste, les universitaires, les scientifiques, sont demeurés cois. Pour un Philippe Saint-Marc embarqué sur les listes d'Ornano ou un Henri Fabre-Luce, co-législateur écologique dans le département de la Seine, que de « caciques » de l'environnement brillant par leur absence !

D'ores et déjà, en dressant le premier bilan de l'opération « candidature », le mouvement écologique se félicite de la formidable publicité dont ses idées ont bénéficié. Mais il craint que certains militants ne se laissent séduire par les délices de l'électoralisme, du vedettariat ou, pis, de la participation au pouvoir. Il redoute aussi que dans la surenchère verte à laquelle se livrent les partis le véritable projet des écologistes soit oublié. A moins que, tout le monde se plaçant dans la perspective de la victoire, on ne réduise les problèmes du cadre de vie, n'apparaissent enfin les vraies questions : celles qui concernent le type de croissance, le pillage du bien-commun, les excès de la société industrielle, etc. « Quel que soit le résultat de ces élections », conclut un militant, « rien désormais ne sera plus comme avant ».

MARC AMBROISE-RENDU.
(Mercredi 9 mars.)

(Suite de la première page.)

Des petites annonces de Libération aux graffitis du métro en passant par les centaines de journaux « marginaux » qui se sont récemment multipliés en province, toute une vie en marche, toute une palpitation, se devinent pourtant, que nul parti ne prend plus vraiment en compte. Dans les universités que l'on dit un peu vives, silencieuses, les lycées plus imprévisibles qu'on ne le croit, quantité de « revendications » persistent à ne pas satisfaire évidemment aucun discours électoral. La parole, au contraire, paraît de nouveau confisquée par les institutions officielles de la politique politicienne. Et la jeunesse, au sens strict du terme, de nouveau « dépolitisée ». Ce qui vient de se passer à l'université de Rome, ce qui se passe depuis quelques semaines au sein des comités de citoyens d'Allemagne fédérale devrait inciter à se méfier de cette pseudo-dépolitisation qui n'est jamais que le refus d'une certaine politique.

Vient-on faire croire à un Français de vingt ans que toutes ses angoisses devant la vie urbaine et industrielle qui l'entend un rapport direct avec le nombre et les modalités de grandes entreprises ? Peut-on mobiliser les étudiants très longtemps sur des exigences concurrentes d'un ou deux articles d'ambigu de la Constitution ? Veut-on un certain type de génération qui toutes les questions posées jadis par le « mouvement de la vie » se ramènent désormais exclusivement à un pourcentage plus ou moins grand de chômeurs ou aux variations mensuelles de l'indice des prix ?

En fait, le contenu de cette campagne électorale française illustre de façon un peu caricaturale un phénomène qui n'est pas propre

LA JEUNESSE ABSENTE

à la France. La crise économique et le sentiment d'effacement d'une prospérité menacée aboutissent à une régression indéniable de la réflexion politique. Comme si toutes les questions « qualitatives » devant-hier étaient redevenues incongrues, indécentes même au regard de préoccupations « quantitatives », seules désormais sérieuses. La qualité de la vie psycho-sociale très lourde des temps qui restent plus tout à fait assurés en Occident le simple maintien du niveau de vie ? Le sens du travail salarié et l'aménagement du temps de travail ? Les pas fatigues devant un milieu urbain cent mille habitants ? Quant aux remises en question de l'école, de la famille, de l'entreprise, de la ville, les voilà ramenées au rang des sociologies littéraires mieux utilisables par les éditeurs de la rive gauche que par les états-majors de la rive droite. Tel est en tout cas le discours implicite qui se fait entendre depuis des semaines à la jeunesse l'ensemble de la classe politique française, furieuse d'être dérangée dans ses « jeux »

par la fortune électorale soudaine des écologistes.

Vu d'un lycée ou d'une faculté, pourtant, c'est la politique officielle qui semble avoir retrouvé une petite allure III^e République, un ton vaguement « rad-soe » qu'après tout il n'est pas scandaleux de trouver anachronique. Le succès imprévu des listes écologistes, alors même que l'on croyait la « peur écologique » déjà passée de mode, exprime sans aucun doute une protestation devant cette évacuation trop commode — au nom de la crise — des problèmes dits de société. Le débat nucléaire, en France comme en Allemagne, a été précipitamment interrompu par la « peur de manque » (d'énergie) sans être conduit à son terme. Les reproches adressés sur ce point à la gauche française sont révélateurs d'un sentiment de « lâchage », voire de trahison. La revendication féministe, pour citer un autre exemple, qui menace l'ordre moral et la famille, embarrasse maintenant tous les partis, aussi peu soucieux les uns que les autres de polémiquer vraiment en ce

domaine. Or ce n'est sûrement pas par hasard si ces deux questions sont précisément au centre de mouvements bizarres, qui, en Italie et en Allemagne, viennent de se révéler capables de précipiter des milliers de jeunes dans la rue. Des jeunes « dépolitisés », que les groupuscules d'extrême gauche eux-mêmes désespèrent depuis longtemps de mobiliser.

« Nous voulons détruire le modèle de la politique sérieuse ! », s'écrient-ils y a quelques jours les « Indiens métropolitains » de l'université de Rome. Il n'y a peut-être pas que de la loufoquerie provocatrice dans cette protestation de fol. Accusés de ne pas être « sérieux » par les partis officiels, les jeunes de Brokdorf, de Rome ou de Paris sont en droit de retourner l'accusation. Entre l'avenir de la coalition socialo-libérale en Allemagne ou la composition du futur Conseil de Paris et le choix quasi clandestin d'un « tout nucléaire » pour l'Europe, quel est donc le problème le plus « sérieux » ?

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.
(Mercredi 9 mars.)

AÉRONAUTIQUE

Un nouveau délai pour l'atterrissage de Concorde à New-York

A moins d'un miracle...

Alors que l'affaire de Concorde paraissait s'acheminer vers son dénouement — prévu pour le jeudi 10 mars, — le Port de New-York a décidé, le lundi 7 mars, de reporter une nouvelle fois la décision à une date non précisée.

Air France et British Airways déclarent être à l'origine du renvoi et ont décidé de porter l'affaire devant la cour du Southern District of New-York qui s'en saisira le 15 mars.

De notre correspondant

New-York. — La décision d'ajournement du Port de New-York aura, à court terme, deux conséquences. En premier lieu, elle permettra au gouvernement américain de ne pas offenser M. Callaghan, la mauvaise nouvelle concernant Concorde devant lui parvenir au cours du dîner qui, le jeudi soir 10 mars, lui sera offert par M. Carter à la Maison Blanche. Ensuite elle reporte — au moins de quelques semaines — la « défection » de l'appareil franco-britannique du sort à été comparé par un commentateur à celui de G. Moore, le condamné à mort dont l'exécution avait été reportée de semaine en semaine.

Les conditions psychologiques et politiques dans lesquelles la décision du Port de New-York devait intervenir embarrassent les trois gouvernements. Si la mesure de report répond véritablement à un vœu franco-britannique (dégagé sous la forme d'une considération technique), elle correspond également à un point de l'administration Carter.

Cela dit, l'avenir de Concorde se présente mal. Les experts savent pertinemment que l'appareil supersonique est capable de respecter le décollage la norme des 112 décibels imposés à Kennedy Airport. Ils savent aussi qu'elle est violée fréquemment par des avions commerciaux. Mais l'opposition des quelque cent mille riverains est purement passionnelle.

Depuis vingt ans, leur vie quotidienne a été pollué par le bruit des avions qui, toutes les trois minutes, survolent leurs maisons. Ils ont tenté en vain de s'opposer aux avertissements de plus en plus graves et de plus en plus bruyants qui recevaient droit de cité à Kennedy Airport. Pour la première fois, ils ont la possibilité de barrer la route à un nouvel avion. La colère des riverains et des écologistes est si grande que même si Concorde n'entraînait que 60 décès, la ville de New-York, qui espère se faire redire l'année prochaine, ne tient pas à rallonger ce groupe important d'électeurs.

Si Concorde devait être rejeté — et les déclarations faites le 5 mars par M. Carter à la radio paraissent destinées à préparer l'option franco-britannique à une mauvaise coïncidence : « Ce ne sera pas, a-t-il dit, en raison d'une animosité envers les Français », — la responsabilité en incombera au gouvernement fédéral et non aux chefs de file. Les gouvernements français et britannique jouissent aux États-Unis d'une grande autonomie vis-à-vis des autorités fédérales, mais lorsqu'il s'agit des intérêts vitaux des citoyens américains, le président sait se faire entendre et dispose de leviers politiques pour influencer les autorités locales.

Pour l'affaire de Concorde, le gouvernement fédéral n'est même pas allé jusqu'à défendre ses propres prérogatives devant le tribunal de New-York. Sa mollesse est si évidente qu'on pense, dans les milieux bien informés, que la cour du Southern District of New-York pourrait débouter, le mardi 16 mars, les Français et les Britanniques, prenant justement pré-

supersonique, s'il était autorisé à atterrir.

L'administration Carter est consciente de l'importance qu'on attache, en France et en Grande-Bretagne, à Concorde, mais elle semble sous-estimer les réactions qu'une décision négative du Port de New-York provoquerait dans ces deux pays et fait passer les impératifs de la diplomatie américaine de la politique intérieure. En l'état actuel des choses, il faudrait un miracle pour que le délai que le Port de New-York vient d'accorder à Concorde débouche à terme sur autre chose qu'une fin de non-recevoir.

LOUIS WIZNITZER.
(Mercredi 9 mars.)

RELIGION

DANS UNE DÉCLARATION DE SOLIDARITÉ AVEC L'ÉGLISE EN AMÉRIQUE LATINE

Des évêques français dénoncent l'exploitation du tiers-monde par les pays européens

Mgr Leonidas Proaño, évêque de Riobamba (Équateur), et Mgr Antonio Batista Fragoso, évêque de Crato (Brésil), sont parmi les plus connus des évêques latino-américains qui se sont engagés — parfois au risque de leur vie — dans la défense des droits de leurs concitoyens, surtout les plus pauvres et les plus exploités, et dans la promotion de réformes sociales.

Je passais à Paris, ils ont répondu ensemble aux questions des informateurs religieux le 3 mars. Ils ont signalé, tout d'abord, la généralisation, chez les gouvernements militaires du continent sud-américain, d'une forme de répression qui, sous le nom d'« idéologie de la sécurité nationale », tolère que l'on viole les droits de l'homme dans le but de maintenir « l'Etat fort, lié aux États-Unis ».

Face à ce fascisme « planifié », l'Eglise représente un des derniers espaces de liberté, bien que les prêtres, et maintenant les évêques, soient de plus en plus l'objet de pressions, voire de violence (« le Monde diplomatique » de

mars). Interrogé sur l'arrestation puis l'expulsion de fait, l'été dernier, de dix évêques de différents pays, réunis à Riobamba en conférence pastorale, Mgr Proaño a raconté comment la police avait confisqué un certain nombre de documents prétendant « subversifs ». « Le seul document vraiment subversif qu'on n'a pas emporté, ajouta-t-il, c'était l'Evangile ! ».

Pour Mgr Fragoso, l'Eglise ne peut pas rester passive, sans pour autant se transformer en une force politique.

Sept évêques français viennent, d'autre part, de publier une déclaration de solidarité avec les Eglises catholiques d'Amérique latine (1). Leur texte, intitulé « Solidarité d'une telle Eglise », est publié intégralement dans « le Monde diplomatique » de ce mois de mars.

N.N. SS. Proaño et Fragoso se sont déclarés « très contents » de ce geste de solidarité des évêques français, et décidé à tout faire pour assurer sa diffusion en Amérique latine. — A.W.

« Nous sommes de ceux qui tirent profit... »

« Les peuples de plusieurs pays d'Amérique latine ont souffert de l'oppression (...), déclarent les évêques catholiques. Les gouvernements d'expression et d'association sont réduits ou supprimés. Des femmes, des hommes, des jeunes et même des enfants sont prisonniers de la violence — quand ils conservent la vie — dans leur droit à l'existence, au travail et à la vie en société. Les leaders des organisations politiques et syndicales sont menacés, emprisonnés ou définitivement éliminés. La torture est pratiquée systématiquement. Des « suspects » sont portés à disparaitre. On ne peut plus ignorer que le nombre des victimes de ces actions est considérable ».

« Les prêtres et les évêques ne sont pas épargnés. Dans le seul mois de juillet 1976, cinq prêtres en Argentine et deux au Brésil ont été assassinés. Le mois dernier, mourait Mgr Angelotti, évêque argentin de La Rioja, dans un étrange accident d'auto. En octobre, un autre prêtre brésilien

était abattu par un policier sous les yeux de son évêque. Le 12 août 1976, dans une cérémonie d'adieu symbolique, le gouvernement de l'Equateur faisait arrêter dix-sept évêques réunis, avec d'autres évêques, chez l'un d'eux, Mgr Proaño, évêque de Riobamba, pour une conférence pastorale, puis les relâchait en les priant de quitter le pays. (...) »

« C'est au nom de l'Evangile que, dans certains pays, l'Eglise retrouve sa liberté d'égard des pouvoirs publics. Si elle reconnaît l'utilité d'une autorité pour le bien du peuple, elle conteste les pouvoirs qui se sont arrogés les gouvernements (...) Elle réprovoque la « doctrine de la sécurité nationale », dont s'inspirent les gouvernements de plusieurs pays et qui menace de se répandre encore plus largement. Cette doctrine, qui fait de l'intérêt de l'Etat le seul juge de son intérêt, sert à légitimer la politique répressive que les militaires au pouvoir conduisent avec l'appui de services étrangers. Les évêques dénoncent le danger que représentent ces régimes totalitaires. Pour eux, la défense des libertés est inséparable de leur tâche apostolique ».

« Nous nous déclarons solidaires d'une telle Eglise, aussi bien dans son amour pour les peuples dont elle partage la souffrance, que dans la dénonciation qu'elle nous a l'Evangile au prix de la vie de nombre de ses membres ».

(Lundi 7 mars.)

Le Monde de l'éducation

Numéro de mars

LES COMMUNES ET L'ÉCOLE

Parmi les tâches qui attendent les élus des prochaines municipales, l'école tient une grande place. L'enseignement est la première dépense ordinaire d'une commune (près de 20 % du budget pour les petites, plus de 30 % pour les grandes).

C'est l'effort supporté par les communes qui a permis, depuis quinze ans, d'assurer la prolongation de la scolarité et la démocratisation. C'est ce qui ressort d'une enquête menée par Guy HERZLICH dans des communes de tailles et de régions différentes et de toutes les orientations politiques.

Malgré l'importance des dépenses obligatoires, une commune peut, si elle le veut, avoir une politique originale en la matière. Mais beaucoup de maires — et pas seulement ceux de l'opposition — se plaignent à la fois des « transferts de charges » qu'ils ont à supporter de la part de l'Etat, et du contrôle tatillon exercé par l'administration.

Heut moires de grandes villes — MM. Mauroy (Lille), Durieux (Le Havre), Pflimlin (Strasbourg), Fréville (Rennes), Royer (Tours), Dubedout (Grenoble), Chaban-Delmas (Bordeaux) et Defferre (Marseille) — exposent également, dans des interviews, leur conception de l'action municipale en matière éducative.

Egalement au sommaire :

L'échec des C.E.S. : les lecteurs répondent. Des conseils de lecture pour les parents sur l'éducation des enfants. Sûreté : que vont faire les partis « bourgeois » ? Des collégiens à l'usine. L'ouverture de l'université de Pau. L'université populaire d'Alsace. Les sacs cachés des comtes, par Marc Soriano. Les métiers du droit. Que faire avec une année de psychologie ? Scolariser les enfants malades.

Le numéro 5 F - Abonnements (11 numéros par an), 50 F.
« LE MONDE DE L'ÉDUCATION »,
5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09.

La politique dans l'entreprise

M. Giscard d'Estaing a provoqué un tollé en déclarant, le 5 janvier, que « la tentative actuelle de politisation des entreprises... est contraire à la nature de l'entreprise, qui doit rester un lieu de travail conservant son caractère de neutralité politique ». Lors de sa conférence de presse du 17 janvier, le président de la République a ajouté que le débat politique

à l'intérieur de l'entreprise rendrait impossible le développement de la concertation et l'expression des travailleurs sur les réalités de leur travail ou sur l'information qu'ils ont en droit d'obtenir sur la vie de l'entreprise. Pour les syndicats, le gouvernement veut amorcer ainsi une limitation des libertés syndicales. De son côté, M. Chirac a invité les

jeunes du R.P.R. à occuper le terrain politique et à créer des sections d'entreprise. En dépit du barrage patronal et gouvernemental, les tribunaux, à diverses reprises, ont approuvé, sous certaines réserves, le débat politique dans l'entreprise. Les militants sont persuadés que la loi devra être modifiée en ce sens, comme ce fut le cas, en 1968, pour la

reconnaissance officielle des sections d'entreprise. Comment naissent et vivent les cellules et les sections politiques d'entreprise ? Où en est l'implantation des différents partis ? Quels rapports ceux-ci entretiennent-ils avec les organisations syndicales ? C'est l'objet de l'enquête dont nous commençons la publication.

I. — Au commencement était la cellule

Sur le coup de midi, chaque jour ouvrable, ils sont des centaines, des milliers d'hommes et de femmes, qui, négligeant le rite sacro-saint du déjeuner, changent de peau pour soixante ou quatre-vingt-dix minutes. A un vestiaire imaginaire ils laissent leur bleu d'O.S., leur blouse d'ouvriers ou de vendeuse, leur règle à calcul d'ingénieur. En quelques minutes, ils constituent tout à coup une entité nouvelle : la cellule communiste.

Celui, celle, qui, un quart d'heure plus tôt, était qu'un anonyme rouage de l'appareil de production, obscur exécutant ou « petit chef » incertain, devient tout à coup, dans le cercle bien soudé de ses compagnons, qui abolit les hiérarchies professionnelles et sociales, un militant à part entière. Pas de désertion à l'annonce des réunions, des femmes, des jeunes.

Peu importe que le nouveau venu cherche ses mots ou parte d'abondance, manie la théorie ou reste au ras du sol, soit timide ou combatif, il pourra, s'il en a le désir et l'effort, acquérir les connaissances doctrinales et culturelles qui lui manquent. Le temps de la formation allant de quelques heures par mois à des sessions de plusieurs jours. Le chemin des responsabilités lui étant ouvert, le militant communiste doit savoir que la liberté d'action, la démocratie, auront désormais pour lui, les caractéristiques que leur donne le P.C.F. Cette acceptation de l'effort désintéressé, de la discipline absolue, du dévouement total à la cause, ont fait la puissance de l'entraînement du P.C.F. dans la classe ouvrière.

Une naissance conflictuelle

« Au commencement était la cellule », a Pierre Sémard, au congrès du P.C.F. de 1925. Maurice Thorez, jeune secrétaire à l'organisation, coté autres « illustres » militants d'ont cessé de répéter qu'un parti communiste peut être fort et jouer son rôle historique seulement s'il a une base d'organisations dans les usines... Le communiste travaillant dans une entreprise a pour premier devoir d'être adhérent à la cellule d'entreprise, d'y militer, de contribuer à créer la cellule quand elle n'existe pas encore, à la décrire catégoriquement, l'article 19 des statuts du P.C.F.

Depuis les premières implantations de ceux qu'on appelait les « cellulards », il y a un demi-siècle, cette impérieuse obligation n'a cessé d'être rappelée dans les textes. Il est même surprenant qu'elle n'ait pas été mieux respectée. Après un certain nombre de relances, depuis deux ou trois ans, le parti « cravache ». Mais il avait commencé à se mettre sérieusement en lice il y a une vingtaine d'années, réussissant, dans cet intervalle, à plus que doubler le nombre de cellules d'entreprise. Celui-ci est passé de 4.500 en 1961 à 6.500 au printemps 1975 et à 9.000 à la fin de 1976, dont 14 % pour les deux dernières années. M. Jean Colpin, responsable de ce secteur, ruse maintenant l'objectif 10.000 pour 1977. Les cellules d'entreprise comprennent celles des établissements d'enseignement : 1.334 (1). En plus des cellules d'entreprise, il y a les « cellules rurales » et les plus nombreuses, les « cellules locales » des villes. Il y a au total 24.000 cellules communistes en France. Le P.C.F. annonce 500.000 adhérents, on peut évaluer à 180.000 le nombre de ses militants répartis dans les 8.000 entreprises recensées par les statistiques du p.r.t. Répartis sur les millions de salariés des secteurs public et privé, cela fait un pourcentage faible : 1,2 %. Mais la plupart des militants communistes exercent des responsabilités à divers niveaux dans la C.G.T. et dans de multiples organismes socio-professionnels ou culturels. De plus, ce réseau est bien tissé dans les principales branches des services public et nationalisés : S.N.C.F., E.C.F., mines, P.T.T. et dans les fortes concentrations industrielles, de la sidérurgie, de la métallurgie, de la chimie, des ports, de l'imprimerie, etc. Une liaison directe est établie entre le siège du parti et quarante-trois grosses entreprises françaises (2).

En cas de conflit social, de campagne électorale intense, ou de troubles populaires, l'efficacité du P.C.F. peut être puissamment multipliée par le quadrillage des cellules sur les lieux de production.

La renouance du P.S. a fait perdre au P.C.F. la primauté qu'il détenait sur les partis de gauche dans le corps électoral. Mais si, aux prochaines élections, M. Mitterrand et ses amis peuvent espérer obtenir plus de voix que M. Marchais et les siens, ceux-ci pourraient trouver dans les entreprises un complément de pouvoir compensateur.

Comment naît et vit une cellule ? La tâche est plus facile quand la C.G.T. est déjà présente dans l'entreprise. Il est bien rare que, dans la section syndicale, un adhérent — si ce n'est pas le secrétaire — ne soit membre du P.C.F. Car, assez souvent, c'est un militant communiste isolé qui a été le promoteur de l'action cégétiste (3).

Avec ou sans syndicat, la création de la cellule résulte fréquemment d'un litige avec l'employeur sur les salaires ou les licenciements. Lorsque la grève éclate, la cellule ou la section locale du parti vient manifester son appui, participe aux manifestations et, au besoin, les organise, fabrique et distribue des tracts, mobilise la presse, fonde un comité de soutien, organise des collectes, apporte une aide matérielle. Si le conflit se prolonge, les communistes mobilisent leurs élus et jusqu'aux membres les plus influents du parti.

Il n'y a guère de cas de ce genre où l'entreprise n'ait été déstabilisée, où elle n'ait subi des dommages. M. Marchais, lorsqu'il a été élu, a fait mobiliser l'opinion, après une manifestation syndicale de portée régionale et nationale, après un événement politique ou économique qui frappe les salariés dans leurs intérêts matériels ou moraux. Il en va de même quand le parti prend la défense de la population pour le logement, les transports, les équipements socio-culturels, quand il fait circuler une souscription ou une pétition.

Il faut être au moins trois pour constituer une cellule, la vingtaine de membres étant rarement dépassée. Si les adhésions affluent, il est plus « rentable » de créer plusieurs noyaux par affinités professionnelles ou « géographiques » dans l'entreprise. Les cellules se regroupent en une section d'entreprise.

L'école de la débrouillardise

Ensuite, c'est l'école de la débrouillardise. Les réunions se font — par principe et pour éviter les pertes de temps — dans l'entreprise même, quand la direction ferme les yeux. A la cantine, dans un coin d'atelier, de vestiaire ou de cour, les communistes ne détestent pas montrer aux autres salariés que la cellule est réunie, qu'elle a essuyé une plaisanterie ou un quolibet. Si l'entreprise est hostile, ou va au local de la cellule du quartier — on participera alors au paiement du loyer, — chez un particulier, ou au bistrot du coin. Dans les communes où la municipalité est communiste, le problème est résolu grâce à la maison du peuple ou à d'autres dépendances de la mairie.

Pour vivre financièrement, il y a les cotisations, qui représentent environ 1 % du salaire (dont le quart reste à la cellule), les tombolas, les fêtes et les quêtes « au drapeau » à la porte de l'usine. Sur ses ressources propres, la cellule doit payer ses tracts, son « journal », qui est souvent un bulletin ronéotypé, ses affiches, c'est-à-dire l'achat du papier, l'amortissement de la « bécan », quand on ne trouve pas le moyen de tirer les publications sur une machine appartenant à une collectivité... si ce n'est à l'entreprise. Le recrutement étant l'objectif prioritaire, l'une des principales activités de la cellule est la vente de l'hebdomadaire *l'Humanité-Dimanche*. C'est à la fois un puissant outil de propagande et l'origine de ressources non négligeables pour le parti. Les mili-

tants y consacrent beaucoup de temps à l'extérieur de l'entreprise, mais certains participent aussi à l'occupation de l'intérieur. Par exemple, dans un grand magasin, où les cellules ont poussé comme des champignons parmi les vendeuses et le personnel de gestion, tel rayon est devenu un centre de diffusion. On y trouve en permanence, à peine masquée par des articles ménagers, une bonne pile de l'hebdomadaire communiste.

L'organisation des tracts, leur répartition tiennent une large place dans les délibérations d'une cellule qui, en principe, se réunit tous les quinze jours. Le bureau, dans l'interval, a dégraffé le programme de travail.

Faire de la nouvelle présentation de l'*Humanité* un succès a été le point de concentration des efforts durant le mois de janvier.

par JOANINE ROY

En même temps, les cellules devaient mettre en œuvre l'opération « crève-cœur » (voir l'encadré ci-contre).

Parallèlement au programme d'actions lancé par la direction du parti, il y a toujours les actions relatives aux revendications de la classe ouvrière, conduites par la C.G.T. et, s'il y a lieu, par d'autres centrales : grèves dans les secteurs public et nationalisés, campagne contre les licenciements dans le sidérurgie ou l'aéronautique, contre les atteintes aux nationalisations, les orientations économiques du gouvernement, les scandales financiers, pour l'amélioration des transports, de l'habitat, pour l'écologie, etc.

Enfin, les initiatives propres à la vie de l'entreprise constituent une telle de fond permanente. Elles peuvent concerner les salaires, une prime, des licenciements, une sanction infligée à un militant ou un accident de travail. Au journal d'entreprise s'ajoutent alors des tracts, des affiches, des « prises de parole ».

Ce rapide inventaire montre l'implication constante des activités politiques et syndicales. Souvent, le secrétaire de la section C.G.T., ou du moins les militants les plus engagés, se retrouvent parmi les membres ou à la tête de la cellule et, plus tard, dans les cadres du parti, bien que parfois des directives invitent les militants à ne pas trop pratiquer le cumul. Mais les hommes, les femmes capables de prendre le relais ne sont pas toujours assez nombreux.

Le statut de délégué du personnel ou de délégué au comité d'entreprise apporte des commodités appréciables à celui qui est en même temps militant du P.C.F. Les crédits d'heures accordés au premier titre ne sont pas si étroits, comptabilisés qu'on ne puisse parfois les mettre à profit pour remplir la seconde fonction. Le délégué a aussi la facilité de circuler, de recueillir des informations multiples sur l'entreprise et sur chacun de ses salariés. La protection contre un licenciement arbitraire doit bénéficier les représentants élus du personnel peut s'étendre au militant politique.

De l'avis des militants d'expérience, si un communiste est timoré, la direction le brime. Si, à l'assurance, de l'audace et l'a prouvé, il peut agir avec une certaine liberté — étant entendu qu'il renonce prudemment à toute promotion quand il travaille dans une entreprise privée.

La « double casquette » a aussi ses inconvénients. Les comportements ambigus déplacent aux travailleurs. Certains tournent les talons quand les arguments communistes et cégétistes conduisent trop vite à l'apologie du programme commun.

(Mardi 2^e mars)

(1) Jean Elieustein : *Le P.C.*, Grasset.
(2) La liste en est donnée dans le livre de Jean Elieustein.
(3) Il arrive aussi que le syndicat repousse aux militants communistes de gérer son action, comme l'a exposé M. Max Frençois, au dix-septième congrès du P.C.F. en 1964, à propos d'un instructeur du comité central qui avait contribué à la création d'une cellule chez Ford à Amiens.

II. — L'apprentissage socialiste sur le tas

Longtemps, l'action politique dans l'entreprise a été la chasse gardée du P.C.F. Les trotskistes et autres « gauchistes » qui ont voulu s'y aventurer étaient dénoncés comme des ennemis encore plus pernicieux pour la classe ouvrière que ses adversaires « bourgeois ».

Lorsque le parti socialiste, après le congrès d'Epinal, entreprit lui aussi de s'implanter à l'intérieur des usines, la tâche ne lui a pas été facilitée par son nouvel allié. Il n'est guère de tract où le P.C.F. ne s'affirme comme « le parti de la classe ouvrière, le seul parti P.C. les autres qui campent la façade d'action nationale une majorité d'ouvriers. Les seuls ouvriers qui siègent à l'Assemblée et au Sénat, lit-on encore, sont tous communistes ».

Plus d'un socialiste a fait l'expérience d'une obstruction fâcheuse. Et l'éclosion des sections socialistes est difficile lorsque la

dont tous les membres sont pratiquement syndiqués à la C.G.T. Si la C.F.D.T. compte maintenant quelques dizaines de communistes dans ses rangs, on déclare nettement, à la direction du P.C.F., que jamais un membre du parti n'a délibérément adhéré à la centrale cégétiste : il s'agit simplement de quelques éléments qui se sont d'abord inscrits à la C.F.D.T. et que leur évolution politique a ensuite conduits à prendre leur carte au parti.

Au contraire, il n'est pas rare qu'à côté des cégétistes ayant adhéré au P.S. un militant socialiste entre à son tour à la C.F.D.T., avec parfois le désir d'y apporter le point de vue de son parti, ce qui ne va pas sans soulever des réactions. Le P.S. peut en tout cas se flatter d'un large pluralisme syndical. Pour prendre un exemple, M. Gérard Desaigne, secrétaire national des groupes socialistes d'entreprise, dans la métallurgie, est cégétiste, tandis que M. Gérard Compain, cégétiste, est secrétaire de la section socialiste de la C.I.T.-Honeywell-Bull.

Le style d'action de la section d'entreprise socialiste s'en ressent. Les synthèses des diverses orientations syndicales ne se font pas sans difficulté. Les militants socialistes qui se sont inscrits dans l'entreprise aux tendances hégémoniques du P.C.F. n'en ont pas tous tiré les mêmes conséquences, les uns pratiquant une certaine tolérance, d'autres étant poussés à se montrer plus doctrinaires que quiconque. Souvent, semble-t-il, le militant de base moyen n'est pas aussi rodé au débat politique que son homologue communiste.

La manière aussi diffère : « Quand le parti communiste décide de s'occuper d'une affaire, déclare un ouvrier parisien, il met les pieds dans le plat. Rien de semblable avec le parti socialiste », dont l'attitude peut être plus nuancée. Toute une génération qui a pris goût à la politique pendant ou après mai 68 s'emploie en tout cas à combler les lacunes d'une organisation qui, dans son renouveau, n'est pas encore dotée d'une véritable école de formation pour ses futurs cadres. Le parti socialiste bénéficie souvent à cet égard de l'aide d'un personnel d'encadrement qui s'engage dans l'action politique en défaut de pouvoir — ou de vouloir — toujours le faire dans l'action syndicale. C'est à ces praticiens, ces techniciens de rang moyen ou supérieur que le P.S. doit l'approfondissement de ses études, de ses projets, de sa doctrine dans le domaine économique, financier ou social, notamment en ce qui concerne les nationalisations.

L'importance des sections d'entreprise

Majoritaire dans la plupart des sections d'entreprise, le C.E.R.E.S. estime que cette forme de présence du parti sur le terrain est la plus efficace. M. Rannou pense, lui aussi, que c'est sur le lieu de travail que les salariés sont le plus sensibilisés aux effets du régime capitaliste. C'est donc l'endroit le plus idéal pour les mobiliser sur des objectifs communs. Près du domicile leurs intérêts ont tendance à se disperser, la durée des transports, les exigences de la vie familiale, un minimum de loisirs réduisent d'ailleurs le temps de militantisme de ceux qui mènent leur action politique d'abord sur le plan local.

« La section politique d'entreprise demeure la seule structure adaptée pour les travailleurs à un apprentissage du pouvoir », conclut, en avril 1976, la Fédération de Paris dans sa « contribution » à la troisième conférence nationale des sections et groupes socialistes d'entreprise, réunie à Massy. Faisant leur autocritique, les militants parisiens constatent que l'implantation du P.S. « est souvent fragile », que les sections d'entreprise ont fréquemment une activité de type syndical (pas d'élargissement suffisant aux choix politiques globaux), technique (réflexion axée sur ce qui pourrait être l'entreprise sous le programme commun de gouvernement) ou propagandiste (diffusion de matériaux fournis par le parti, sans que les militants se préoccupent assez de savoir s'ils correspondent aux problèmes des travailleurs). La section d'entreprise devrait pourtant, estiment-ils, avoir pour rôle fondamental de « mettre en œuvre pour développer et expliciter la signification du contrôle des travailleurs dans la stratégie du P.S. à un niveau d'entreprise (...), afin d'assurer, lors de la période

de transition, la liaison entre les luttes dans l'entreprise et les actions de contrôle populaire exercées à l'extérieur. Il ne faut donc pas que l'ex-classe dominante puisse récupérer d'un côté ce qu'elle perd de l'autre ».

Le P.S. n'est cependant pas unanime sur l'importance qu'il convient d'accorder aux sections d'entreprise dans l'expansion du parti. Leur développement soulève des appréciations mitigées parmi les dirigeants du P.S. M. Mitterrand a, semble-t-il, soupçonné, un temps, la C.F.D.T. de vouloir investir un peu trop massivement ces sections : « Je ne laisserais pas faire », avait-il dit lors de plusieurs débats.

Certaines fédérations, comme celle du Nord, — présente désormais dans cent soixante-quinze firmes, où elle dispose de quarante groupes ou sections d'entreprise, — préfèrent combiner le développement des sections avec celui des groupes socialistes d'entreprise (G.S.E.). Selon elles, dans les communes fortement industrialisées (111 les mines, les industries lourdes, la métallurgie, l'usine forme, en effet, un tout avec la ville, où les habitants sont à la fois salariés et habitants. Les statuts nationaux du P.S. prévoient d'ailleurs que lors de la désignation des candidats aux élections, les membres des sections d'entreprise (autonomes dans les autres domaines) votent avec la section de leur domicile.

Mieux coordonner l'action politique territoriale

Cette formule permet, selon ses partisans, de mieux coordonner l'action politique territoriale dans la municipalité ou le département — et celle des parlementaires avec le travail des militants dans les entreprises de la localité et de la région. Le G.S.E. et la section locale constituent dès lors des structures complémentaires, qui permettent de ne pas couper les militants d'entreprise des responsables locaux — souvent élus, conseillers généraux, députés — dont l'influence est importante.

Ajoutons que la distinction — de plus en plus délicate — des tâches respectives des partis et des syndicats dans l'entreprise complique le débat et peut entraîner des divergences entre militants sur la façon d'agir dans les ateliers et les bureaux.

Si le P.S. évalue à vingt mille le nombre de ses adhérents implantés dans des sections d'entreprise, le R.P.R. cite, lui, les mêmes effectifs pour ses sections d'action ouvrière et professionnelle placées sous la responsabilité de M. Philippe Dechambre, ancien secrétaire d'Etat au travail. M. Chirac, après avoir, en 1975, condamné l'action politique dans l'entreprise, s'est ensuite de lancer l'U.D.R. dans la compétition, spécifiant toutefois que son activité politique s'exercerait hors des grilles des usines. Sous cette réserve, le R.P.R. est présent chez Peugeot, Berliet, Renault, Kodak, C.I.T., dans les P.T.T., à la S.N.I.A.S., etc.

A l'extrême gauche, la faiblesse des effectifs n'empêche pas l'efficacité des militants. Les « socialistes unifiés » ont souvent été l'âme de conflits spectaculaires et significatifs. L.P. à Besançon, Rehan à Fougères, à Caron, Osane à Caen. Le P.S.U. fait état de quarante sections d'entreprise (contre quatre cent cinquante sections locales regroupant chacune au moins cinq personnes, cependant) et se déclare présent dans cent quatre-vingt-dix entreprises. Sans grand changement par rapport à 1976, il dénombre moins de dix mille adhérents, dont précise-t-on, 40 % d'ouvriers et 33 % de cadres moyens et supérieurs. Deux sur trois des socialistes unifiés sont syndiqués ; parmi eux 70 % sont à la C.F.D.T., 12 % à la F.E.N. 9 % à la C.G.T.

Trotskistes et maoïstes se sont, de leur côté, fréquemment trouvés à l'origine de la révolte des immigrés ou d'autres catégories d'ouvriers, particulièrement victimes de l'exploitation industrielle. A la Ligue communiste révolutionnaire, M. Krivine, avec trois mille adhérents ou sympathisants, annonce deux cents groupes « taupes » et autant de cellules, présentes dans trois cents entreprises. Ses militants se partagent à peu près également entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

(Mercredi 2 mars.)

Prochain article :

VRAI OU FAUX PROBLÈME

هكمان النحل

du 3 au 9 mars 1977

Enfin, un grand roman ! par Bertrand Poirot-Delpech

PLUS rien, après ce Feu, ne repoussera pareil dans nos forêts secrètes. Enfin une lecture dont on sort roussi ! Enfin un livre qui ravive nos brûlures essentielles, comme le vent attise le braise et l'encens ! Enfin un auteur français de carrure universelle !

Rezvani, il est vrai, n'a d'hexagone que la langue. Ses origines russo-persanes mêlent la crème des caviars à des états de conscience, le conte et la prophétie. Ajoutez-y un passé de vache enragée, jamais mauvais pour un artiste, et vous aurez le plus dur des écorchés : peindre à ses heures, du genre trou dans la tapis volant, musicien à l'occasion, le « mémoire qui flanche » de Jeanne Moreau, c'est lui ; et depuis dix ans écrivain-derviche, nanté par le temps qui presse (il vé sur cinquante et happé par le tournis des mots. Ses débuts ont ébloui : les *Années-lumière* (1967), par leurs souvenirs d'antenne au souffle épique ; les *Années-Lula* (1968) par leur amour fou à l'ombre msuive des Maures. Après quoi, la loue s'est sentie forcée de paraitre dans sa tanière, et a sorti les crocs : contre l'impérialisme américain — les *Voies de l'Amérique* ; les trusts pétroliers — *Capitaine Schelle* ; le chah d'Iran — la *Camp du drapeau d'or* ; les bulldozers, le béton, les Belges de l'été, les hippies de l'hiver, un pau tout... (*Milla aujourd'hui*, 1972). Même l'écriture, sa raison da vivre, lui semblait une trahison, comme le déguisement de ses ancêtres persans en Européens (Fokouli, 1974).

Pris au piège de sa rage, l'ennemi de la Carte-Francis allait-il retourner au duo exilé, à la chronique villageoise, à la fulmination gauchiste-écologique, ou à la dérision suicidaire ?

FEU laisse d'abord craindre que ne lui reviennent toutes ces marottes à la fois, sous prétexte d'un incendie de forêt aux portes de sa maison. Le peintre et le conteur volontiers apocalyptique menacent de sa laisser emporter par le motif en or des flammes aux striures d'agats, des camions rouges sous la neige des escarilles, des Canadairs jeunes posés sur le poing invisible du mistral, de toute cette violence nourrie d'elle-même et sans autre but que les lubies du vent. Mais très vite cette folie même des éléments dépouille le lait divers de son pittoresque, et l'auteur da ses complaisances. Le couple des *Années-Lula* n'apparaît qu'en coin de tableau, un peu honteux da son paradis hors du temps et loin du vulgaire, de son bonheur d'aimer et de créer dans la poisse des pollens. Le feu révèle les voisins, autant qu'il les débusque, et amène le romancier à las seoir, au-delà des sibouettes attendries ou haineuses des précédents livres, dans leurs convulsions viscérales, leurs contradictions inévitables.

LES victimes gardent sa préférence. Ainsi de deux bûcherons espagnols, dont l'un cause l'incendie en se faisant brûler avec sa molo, taule d'avoir été payé par la lointaine société qui l'employait. A propos de ces damnés

de la terre à qui le malheur colle à la peau comme la sclérose de leur tronçonneuse, Rezvani porte à la perfection son art da suggérer les fantômes des autres à la lumière des siens propres. On pense au petit demeuré du *Bruit et la fureur* et à sa complicité indicible avec le feu. La fresque provençale à la Giono prend soudain des accents taïkhiériens.

S'agissant du vieux Tchajsky, qui note dans l'alcool ses cauchemars de guerre et ses sursauts de salacité, c'est évidemment l'ascendance russe de Rezvani qui reprend le dessus baignée d'ouïrance et de pitié dostoïevskiennes.

La même sympathie intime enveloppe le portrait du jeune truant toulonnais que la violence sourde de la société, mise en évidence par cela da l'incendie, oblige à se chercher une identité dans la virilité de pacotille, viol de stoppeuses et exhibition de revolver.

« Feu », de Rezvani

MEME les hippies locaux, dont la mièvrerie falote avist le don d'exaspérer l'auteur (jusqu'ici, trouvent grâce les pérégrinations vont peu à peu l'occuper tout entier. Ils sont venus de « Bufo ». Un coup de tête, comme ça, d'un des lils. Théo il a l'iré de la banque des économies de sa mère aveugle, et en route pour le Vieux Monde avec, pour tout vasiue, des souvenirs d'église du dimanche et un petit sac mou de la Panam ! Taille est devenue l'Amérique depuis les Misfit et un certain Kerouac ; outre ses veuves à cars nickelés et lunettes-papillons, le pays le plus riche du monde dépêche désormais sur tous les continents des locataires que l'écoulement d'une société gavée et sans bul a déguisés en mendiants de Calcutta.

Echoué dans cet autre « sud » qu'est la forêt des Maures, Théo compie d'abord sur l'art pour donner à sa nouvelle vie le sens d'un complément à la création divine. Il écrit fiévreusement deux mille pages dans ce qu'il appelle « la langue inconnue de l'âme ».

Mais à quoi bon, si personne ne doit comprendre ! Le sermon du Christ sur la montagne n'invite-t-il pas plutôt aux joies du renoncement ? Théo jette son manuscrit au vent de la vallée, et entraîne les siens, en minibus avachi, dans une sorte de voyage initiatique vers la Grèce des oracles et des icônes.

Tel le Christ crucifié, de Kazantzakis, auquel la fin du roman fait beaucoup penser, il mourra par le feu, une nuit bleue d'orage, sur le toit d'un monastère orthodoxe. En « comédien », diront ses frères, mais ils ne le diront pas sans trouble. Le

regard de voyeurs détraqués qu'ils ont posé, en Thessalie, sur des agneaux égorgés pour la Pâque, la salissure et la loie dont leur pays a couvert le monde, ne fallait-il pas que l'un d'eux les expie, dût-il se prendre pour le prince Mulchikine ou le Christ en personne ?

Si, après tant de pamphlets sans merci, Rezvani paraît croire au rachat des péchés américains par un illuminé, ce n'est pas que ce dernier l'a rendu croyant, mais que le feu lui a ouvert des horizons nouveaux sur le violence de la nature et des hommes.

Inutile da nier le mal eu nom d'on ne sait quelle bonté déguisante : aucune morale ne résiste au feu de l'âme, et le cruauté est soudée à l'homme comme la flamme à l'arbre qu'elle dévore. Il exalta un plaisir da guerre, d'une certaine qualité d'ombre où ne se devinent que la cuir et l'acier. Une haine exquise souda l'amitié, comme celle du vieux Russe pour le truant toulonnais et des deux bûcherons espagnols. L'amour lui-même n'exclut pas la joie malsaine de meurtir, ou de shooter dans une charogne de chat. Ce n'est pas par hasard si les personnages de Feu, et jusqu'aux métaphores, exhibent des poings au lieu de mains ; pas de place, dans ce monde de coups, pour les doigts de la caresse et de l'art.

UNE tentation surgit pourtant, énonc une issue : s'offrir à la violence pour l'interrompre, en protestation folle. Un instant, l'auteur imagine la destruction de sa maison avec un soulagement qu'il ne s'explique pas lui-même. L'Espagnol qui a déclenché l'incendie s'est immolé pour... punir son employeur, lequel s'est suicidé en apprenant sa faillite Théo croit effacer les crimes de son pays en jettant et en s'incendant d'essence. Le sacrifice de la victime indignée et celui du bourreau bourrés de remords se rejoignent, et nous brûlent d'une même flamme mystérieuse. De quelle nuit monte en nous cet espoir de vaincre le péché par le Gogolha, les bombes à billes par les holocaustes de bonzes, les chars étrangers par la torche vivante de Ian Palach, le prison par le pendaison, le feu par le contre-feu ?

C'est cette interrogation majeure de l'humanité en nos temps de fausse paix qui embrase Feu, da partir d'un vulgaire incendie de broussailles. Dans une langue soudain déshabillée, ses enfantillages par l'immensité de ce qu'elle a da dire, Rezvani trouve enfin la dimension mythique et mystique qui manque tant aux romans français, hormis ceux de Tourneur, l'étrécille d'éternité que Thomas Mann voyait chez Kazantzakis, et Malraux chez Faulkner.

De marginal touche-à-tout et surdoué, la voilà très grand écrivain.

* Feu, de Rezvani. Stock, 346 pages, 39 F.
(Vendredi 4 mars.)

MACCIOCCHI A LA RECHERCHE DE LA FRANCE

À touches roses ou chaleureuses, la militante marxiste italienne fait le portrait de la France où elle cherche ce qui reste de mai 68.

LA France « profonde », comme dit M. Barro, M.-A. Macciocchi, qui la connaît bien pour l'avoir obs « au jour le jour » comme correspondante du journal communiste italien *Unità* à Paris, puis, depuis deux ans, comme professeur à Vincennes. Elle parle si bien notre langue qu'elle a écrit directement son livre en français. Docteur ès lettres en sorbonne depuis quelques jours, elle l'était depuis longtemps en Italie avec une thèse sur Stendhal, auquel elle a emprunté, autant qu'à Marx et à Léone, une ironie mordante et une saine esthétique dont jamais une faute de goût ne s'écartera. Mais elle dit rarement : les Français sont comme ceci ou comme cela, voilà leurs qualités et en voilà les raisons, tentation à laquelle Alain Peyrefitte, après César et quelques autres, s'est délibérément aba : donné.

C'est seulement dans la préface qu'elle a sacrifié au démon d' la généralisation. A l'en croire, les Français « seraient fondamentalement mécontents », mais infiniment plus gas et dévotement que toute la gauche réunie — c'est peut-être bien vrai. Tout en gardant « une morge de liberté » — avoir une « melle est en France une véritable institution familiale, — les maris français sont probablement « médiateurs du monde ». Et encore : « Les Français ne croient ouvement à rien, ils sont sans loi, ils ne se contentent pas de mépriser le jonasme, ils se méprisent eux-mêmes. Mais si on est attiré par leur intelligence, par leur esprit, par leur culture, par leur civilisation, on en arrive aussi à romir leur arance, leur mauvais goût, leur égoïsme, leur cynisme. »

Allons, allons, chère Maria-Antonietta, toutes les Français ne sont pas rousses. En tout cas nous voilà prévenus. Ce n'est pas un chant d'amour, comme l'était *La Chine*, où l'éclaircissement de la flamme du marxisme vrai, mise sous le boisseau en Union soviétique, embrassait l'aube d'un monde nouveau. Mais ce n'est pas non plus un requiltoire. Plutôt une sorte de carnet de voyage dans lequel une femme chaleureuse,

militante décidée et écrivain-né, note sans se préoccuper le moins du monde du qu'en dira-t-on, tout ce qui lui paraît intéressant : les phrases entendues, les images qui l'ont choc, et ses propres réflexions même. Et, comme c'est le cas du *Chien* sur son bien-aimé Gramsci, elles s'écoulent passablement du sujet. Althusser lui reproche sa « subjectivité » : comme si elle ne faisait pas justement l'intérêt du livre. Pour le conformisme et les images d'Epinal on n'a aujourd'hui de la droh à la gauche, que l'embarras du choix.

Les étapes du tour de France de Maria-Antonietta Macciocchi sont, on s'en doute, fortement affectées par ses options : Li, le Larzac, une clinique psychiatrique, des étudiants, des groupes féministes. Mais aussi, sur le mode rose, la fête de l'Humanité et la soutenance de thèse d'Althusser. Et encore de longues discussions avec des militants syndicalistes, cégétistes comme cédistes, à Fos, à Marouille, à la SNAS de Toulouse, chez Rhône-Poulenc. Un tour dans la campagne bretonne « la France qui se fait ». Au passage quelques énarques.

La taupe de Marx

Ce tour de France, en réalité, est une quête du Graal M.-A. Macciocchi est à la recherche de ce qui reste de mai 1968, époque dont elle note à juste titre qu'elle a vu « se fissurer la croûte de la fausse tranquillité française ». Elle en rapporte un seul « message » : « Semblable à la taupe de Marx, moi 1968 creuse des galeries de plus en plus profondes pour repaître à la dernière sous d'autres formes, nullement dompte, prêt à se transformer en une autre réalité, contre la frustration, l'aliénation, l'ennui, la solitude, et pour se réapproprier la grande tronie, l'enné de rure, l'imagination, le sens de l'humour. » Que le ciel, auquel elle ne croit pas, l'entende... « Revolte contre les états-majors, contre les détenteurs de vérités absolues, les maîtres de la discipline, de la hiérarchie, du savoir. En somme revolte contre l'Eglise — elle y tient — contre toutes les Eglises — aujourd'hui ce sont des Eglises qui font la politique et qui rendent les masses subalternes... Il me vient à l'esprit qu'un spectre hante les partis communistes : le spectre du socialisme. »

Cette femme, si féroce envers les donneurs de leçons et les

pharisiens de toute espèce, a trop de cœur et de lucidité pour attendre de ses amis qu'ils la suivent dans toutes ses querelles. Aussi bien ce livre-ci nous paraît-il faire une grande part, malgré la loi intacte que l'auteur conserve dans la prédication marxienne — et plus encore gramscienne — à une approche beaucoup moins philosophique, beaucoup plus spontanée de l'homme, d'un homme constamment tiraillé, comme le décrit l'Evangile, entre le bien et le mal, et avant tout respectable de lui-même.

Une contradiction salutaire

Faut-il voir là comme le reflet d'une contradiction ? Maria-Antonietta Macciocchi admire trop Mao pour ce pas croire que les contradictions sont créatrices à partir du moment où l'on s'attache à les dénouer et non à les ignorer. Mais la contradiction principale de ce livre, ce n'est pas celle qu'il porte à la société française dans son ensemble, majorité et opposition mêlées. Macciocchi nous interpelle tous, peu ou prou. C'est dire que de la France est à lire, et surtout par ceux qui, d'instinct, en recuseraient la leçon.

ANDRÉ FONTAINE

(Vendredi 4 mars.)
* DE LA FRANCE, par Maria-Antonietta Macciocchi. Ed. du Seuil, 470 pages, 35 F.

« Des femmes » ou la difficulté d'être « ailleurs »

Une entreprise qui connaît le succès redoute de devenir institution.

LA manière de Michel Jobert, « Des Femmes » se situe « ailleurs » dans ce courant, pourtant bouillonnant, de la nouvelle édition. Sylvie Messenger disait : « Je me sens près d'elles. Elles sont un point de repère, un exemple. Et dans leur ligne éditoriale, elles sont seules, elles occupent tout le terrain. »

Elles l'occupent, en effet. Elles en ont bel et bien bouché un coin à la profession, unanime à reconnaître le succès, mieux, à juger leurs livres jolis et bien faits. D'où viennent-elles ? Elles aussi de mai 68. En cherchant mieux, d'une de ces « réflexions », comme il eo fut alors tant faites, mêlant le discours politique, la psychanalyse et Marx. Ce fut le temps où le M.L.F. manqua de devenir institution. On se débattait dans les contradictions. Chacune n'arrivait pas du même rivage. Déjà les féministes affrontaient les sexistes. Freud, Marx, pour référence ? Des hommes, non ? Alors, au large ! « Des Femmes » sont sorties de là. Pour écrire, certaines avaient affronté l'édition telle qu'on la connaît. Elles avaient eu à demander en femmes, à des hommes, à des pères. Et si les femmes avaient leurs éditions ? Elles les ouvraient à toutes celles qui initiaient depuis des années et

dont les lectrices seraient des femmes et des femmes en lutte. De la façon de voir, et de recevoir, les choses qui pourraient difficilement se comparer à celle des autres.

Les textes sont venus tout à la fois de femmes qui, jusque-là, « n'avaient pas voulu être éditées ailleurs » et de femmes aussi qui, éditées ailleurs, n'attendaient que « Des Femmes » pour « plaquer » leur éditeur. Ainsi d'Hélène Cixous et d'Emma Santos.

Le paradis des auteurs femmes alors ? Las ! Il y a aussi des conflits, car il y a des tendances. Féminisme et M.L.F. ne se rejoignent pas, se heurtent même et violentement. « Des Femmes » ne cachent pas ces différences : « Nos textes ne sont pas forcément militants. Il y a des romans, des essais. Pour être édités il faut d'être femme et d'être en lutte. » A quelques conditions près tout de même : force est bien de choisir « ce qui paraît le plus significatif », d'écarter ce qui risquerait de faire double emploi ou mauvaise redite.

L'argeot dans tout cela ? Car il en faut et il y en a. « C'est que certaines de nous pouvaient en apporter. » Mais ces fortunées ne doivent pas se prendre pour des mécènes, c'est-à-dire se contenter de financer. On peut être riche et militer. Des lors les consciences sont nettes vis-à-vis de cet argeot qui a permis de voir grand, de devenir grand. Une caisse a été constituée. La maison d'édition est un investissement.

Juridiquement c'est une S.A.R.L. constituée en octobre 1973, avec vingt et une associées, chacune détenant le même nombre de parts, ayant le même pouvoir. C'est une S.A.R.L. qui entend aussi ne pas réaliser de bénéfices. Et l'oo travaille. Pour six ou sept à pleio temps ; pour les autres autant que possible. Et sans « compter ses heures ».

Tel personne ne venait de l'édition. Et pourtant Souffles, d'Hélène Cixous, qui n'avait pas fait plus de mille cinq cents ailleurs, a été déjà vendu à cinq mille dans sa réédition « Des Femmes ». C'est peut-être une affaire de confiance politique, puisque les femmes qui ont découvert « Des Femmes » assurent en acheter toute la production. C'est vrai, dans la boutique, librairie de la rue des Saints-Pères ; « ça passe et ça s'écrit ».

Les voilà pourtant dans le circuit traditionnel de la diffusion. Elles essayèrent au début d'être aussi cette charge : « C'était militant et ça marchait. » En prenant de l'étoffe on a pris la SODIS. « Mais ils voulaient nous mettre dans une catégorie. Il a fallu se battre pour faire comprendre qu'on adressait à toutes les femmes, gauchistes ou non, P.S. ou non, d'oùlant que les gauchistes étaient la petite minorité. »

Un jour elles auront peut-être leurs représentants qui seront des femmes. Elles les ont déjà, qui « doublent » ceux de la SODIS depuis l'automne 1975. Et l'on fait des débats en province. Mais il faut se battre, car « on essaye de monter les gens contre nous ». Quel « on » ? N'entrons pas plus avant dans ces querelles où ces canabes. Il suffit de savoir leur existence. « Des Femmes » sont dans leur quatrième année. Elles y sont entrées avec des questions. Toujours la crainte de devenir « institution ». « Car sommes-nous éditeurs ? Oui, puisque nous sortons des livres. Mais ce n'est qu'une part de notre activité politique. Et pas forcément éditoriale. On nous appelle éditeurs, et nous ne le sommes pas. Si on était seulement reçu comme tel, il faudrait arrêter. » Mais arrêter constituerait une défaite, et ce serait « terrible ». Il est vrai que ça fait partie de la lutte, de ses bagarres, de sa réalité. Comme elles disent : « C'est assez subtil. »

JEAN-MARC THEOLLEIRE

(Vendredi 4 mars.)

Essais

PIERRE FOUGEYROLLAS : *Contre Livi-Strauss, Lacan, Althusser*. — Ce livre polémique se présente comme un essai sur « l'obscurantisme contemporain » (Savelli, 95, rue de la Jonquière, 75017 Paris, 216 p., 35 F.).

Documents

CABU-BOEGLIN : *Ouvrez le masacre*. — Un pamphlet dénonçant la « renouveau » de Châlons-sur-Marne. *Mam basse* (ai la rille, en venant) (Sagittaire, 288 p., 49 F.).

Histoire

FERNAND RUDE : *C'est nous les émeutiers*. — Revue par un de ses spécialistes, la première entrée en scène du socialisme armé. C'était à Lyon en 1831, quarante ans avant la Commune. (Maspero, collection « Actes du peuple », 201 p., 49 F.).

(Vendredi 4 mars.)

vient de paraître

Romans

MANUELE PEYROL : *Journa d'une jeune indienne*. — L'histoire d'une femme qui abandonne enlans et man. Par la correspondante du Monde en Tunisie. (Julliard, 190 p., 35 F.).

Poésie

L'ANNEE POETIQUE 1976. — Un choix des poèmes parus l'as passé en volumes ou en revues. Plus de cent auteurs ont trouvé place dans cette anthologie, de Jacques Prévert et Jean Lassau à Olivier Lécivain, né en 1958. (Seghers, 276 p., 38 F.).

Littérature étrangère

JOHN FOWLES : *La Mage*. — La rencontre dans une île grecque d'un mystérieux mage et d'un

jeune professeur d'anglais. Par l'auteur, né en 1926, de *Serab* et *Le lieutenant français*. Traduit de l'anglais par Anne Saumont. (Albin Michel, 648 p., 59 F.).

JACINTO-LUIS GUERENA : *La Poésie espagnole contemporaine*. — Une autobiographie bilingue de l'Espagne de l'après-guerre à nos jours. Introduction, choix de textes et traduction de J. L. Guerena. (Seghers, coll. « P.S. », 336 p., 32 F.).

MARINETTI, par Giovanni Latta. — Dans la collection « Poètes d'aujourd'hui », un volume consacré au père du futurisme : une étude sur l'œuvre, une biographie et un choix de textes. (Seghers, 204 p., 19,50 F.).



Au Festival d'Avignon

LE THÉÂTRE DE DIX NATIONS

Le 15^e et ultime Festival d'Avignon devait accueillir le Théâtre des Nations. Les aides du budget culturel de la France ont été refusées, mais l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, la Grande-Bretagne, la Roumanie, l'Algérie, le Maroc, le Québec, le Portugal, les U.S.A., seront présents.

Les ballets d'Alvin Ailey reviennent dans la cour d'honneur, où supplantant le TEP sera présenté l'Opéra, dans la mise en scène de Guy Rétoré et un Hamlet monté par Denise Besson. Gabriel Garran, qui assure la programmation du théâtre des Nations et y crée Coriolan, accueille Richard Demarcy, qui poursuit le geste de la révolution portuaise avec Barrabas 1975 et les Vaches de Cujana. D'autre part, Gabriel Garran reprend son succès Cuirasse à quatre, de l'auteur québécois Michel Garneau, et invite le Théâtre populaire du Québec avec le Temps d'une vie, de Roland Lapage.

Le Schauspiel de Bochum envoie sous le chepteur de Champfleury sa troupe avec le spectacle de Jérôme Savary, d'après le roman dont Brecht a tiré sa Mère Courage, et qui s'appelle tout simplement Courage. Le théâtre national des marionnettes de Budapest et l'Action théâtrale arabe avec le Collier des russes, d'Ahmed Essawy, d'après un texte du dixième siècle. En ce lieu consacré au théâtre musical, Georges Aperghis présente deux spectacles avec son atelier. Daniel Benoit met en scène Héloïse et Abélard, d'Alfred Tennyson, d'après Roger Vailland, et Antoine Vitez, enfin « Festival » mais pas encore à la cour d'honneur, trois dans Charles Perrault une Grisaille que Georges Courroux met en musique.

Dans la salle Benoît XII, il y a des mines... l'espéranto (Marc Favreau), d'Angelière (Holt. Reil et Guy Rétoré), de Tchécoslovaquie (Milen Sladek, d'après Karel Svoboda), des mines d'après Marcel Maréchal, qui tentent d'élargir, de renouveler les signes du corps dans l'espace.

Jacques Lecoq, spécialiste et maître en la matière, dirige à Villeneuve-les-Avignon l'école d'été sur ce thème, à la chartraine, où Carolyn Carlson organise trois semaines de stages publics destinées aux enfants et aux professionnels. A la chartraine encore, Bernard Journoy accueille un cycle de poésie, et le poète se retrouve au verger où le TEP et le Théâtre de la Commune organisent des lectures de textes.

Lectures de textes quotidiennes, mais de textes dramatiques inédits, au Gueuloir du Théâtre ouvert, qui renouvelle chaque année sa recherche d'auteurs dans les « mises en espace » de la chapelle des Pénitents blancs, et se recherche d'une mise en pratique de l'écriture avec la cellule de création.

Le Chêne noir, enfin, la troupe avignonnaise de Gérard Gelas, fait vivre de nouvelles aventures à Miss Madone sous les tentes d'un petit cirque et les projecteurs d'un studio de télévision.

Au Rio, Jacques Robert a demandé à Claude-Michel Chury de composer un panorama. « Vingt ans de l'histoire du cinéma du dix-neuvième », et nous confrontons les critiques avec leurs propres jugements et les films qui en ont fait l'objet; cela s'appelle « Les critiques française d'aujourd'hui et le cinéma ». On espère des débats polémiques.

Le programme du Festival est sans doute moins chargé que ces dernières années, mais le on propose de quoi occuper toutes les heures du jour et de la nuit - il s'agit, déclare Paul Poux, directeur du Festival, de répondre aux préoccupations du public en suivant sur plusieurs années l'évolution du travail de quelques metteurs en scène, en maintenant une présence étrangère, en renouvelant le style d'échange entre les spectateurs et les artistes. Les vœux qui nous parviennent sont souvent contradictoires. La presse nous adresse également des part de propositions et de critiques. Mais notre vocation n'est-elle pas d'accepter cette gigue d'être à l'écoute de tous les besoins, de tenter d'y répondre sans perdre de vue nos objectifs essentiels ?

COLETTE GODARD.

(Jeudi 3 mars.)

LE CUARTETO CEDRON AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Les nouveaux coups de feu du tango argentin

Tandis que le dictateur ou bureaucrate de service parlait pour défendre le décorum établi du régime, le poète a pris un hendécasyllabe ou vers né de la rencontre d'une pierre et d'un éclat d'automne (...)

AINSI commence le long poème de Juan Gelman, cette Cantate à six chants qu'il faudrait dire en espagnol (en français exotique) pour entendre la pesanteur et la dureté des mots. Des pierres ouvertes par le poète comme des fruits au milieu du hurlement des sirènes de police, puis chargées des deux côtés de « plus de beauté », refermées soigneusement et lancées :

Le coup d'hendécasyllabe partit / le discours continu / la lutte de classes continua / le capitalisme brutal / le dur travail (...)

La Cantate de Juan Gelman est la dernière création du Cuarteto Cedron, elle fait partie du répertoire, avec d'autres musiques, donné par l'un des meilleurs groupes de tango argentin jusqu'au 5 mars au Théâtre de la Ville. Six chants (Sur la poésie et le combat : Sur un certain type de mort ; Sur un certain type de vie ; Sur la femme qui nage l'eau froide ; Moeles qui brûlent violemment ; Chances) qui traversent les années, la pluie et la mort qui « n'était pas à cheval » comme les « coups de feu de la beauté incessante ». Chargées de doute aussi. Ces ballades sont-elles utiles ?

En Argentine, c'est la guerre, les deux enfants de Juan Gelman ont disparu, le Cuarteto Cedron est en France, le poète - l'artiste - continue de travailler un peu comme les combattants se disent « chances ! » là-bas en vérifiant leurs armes, une façon de croire à l'« éphémère », d'espérer pour l'autre : « suivi, viendrai toi » - « continue de vivre, toi ».

Il ne reste plus que quelques groupes de tango en Argentine. Cette musique, née au début du siècle avec l'arrivée de deux millions et demi d'immigrants, qui portait avec elle la nostalgie, l'agres-

sivité, la mélancolie de ces déclassés prolétaires - Italiens, Espagnols, Allemands, Russes - mais aussi de paysans, a pris une ampleur telle qu'on comptait cinq cents orchestres (soit six mille musiciens) à Buenos-Aires entre les années 45 et 55. Elle s'est réduite à une dizaine de groupes aujourd'hui. Le Cuarteto Cedron, qui s'est constitué en 1963 - il s'appelait à l'époque, ils étaient trois, le trio Cedron-Pratino-Sirocco - est peut-être le groupe qui a le plus profondément renouvelé ce mode d'expression populaire tout en restant fidèle aux sources.

Le tango argentin, qui s'est modifié au fur et à mesure des transformations sociales et politiques, était d'abord une « chronique », il racontait la vie, la faim au ventre, le vol, l'alcool ; l'amour était dans les caniveaux. On n'avait pas peur de parler argot. Le Cuarteto Cedron a été le premier à utiliser des textes de poètes : « C'était très nouveau à l'époque », dit Juan Gelman, nous on mélangeait tout, les langages sur les poèmes de Juan Gelman, les tangos traditionnels et les tangos de Raúl González Tuñón, qui se situait entre les deux. Tuñón nous a raconté un jour qu'il avait donné un poème à Trollo pour qu'il le mette en musique, mais celui-ci avait répondu : « ce n'est pas possible, c'est de la poésie ! ». Tuñón ne comprenait pas que le plus grand bandoniste argentin - un poète donc - refusait. On ne croyait pas alors que les paroles des tangos pussent être de la poésie, et on nous critiquait, nous, de ne pas avoir de style ».

Le Cuarteto Cedron a mis en musique Raúl González Tuñón, Juan Gelman, mais aussi Quevedo, poète espagnol, Bertolt Brecht et les anonymes précolombiens, Mayas et Aztèques : dix années de recherche sur le chemin étroit d'un tango qu'on ne danse plus à Buenos-Aires, et que la veratification de cette « nouvelle » a fait changer. Pour le Cuarteto Cedron, il s'agit d'interpréter et de recréer la poésie et la musique qu'a produite ce peuple, sans retourner pour autant à ce qui se faisait auparavant.

« Nous voulons reprendre le chemin du tango qui parlait de la réalité, disent-ils, nous le reprenons pour être fidèles

à notre passé, fidèles aux origines, mais il n'est pas possible de composer comme dans les années 40 car le fondement même de cette musique est de coller au temps, et les temps ont changé. Nous ne sommes pas absolument engagés dans la chanson politique, on chante aussi l'amour, la vie, la nature, mais le langage exprime la réalité et la réalité est très dure. L'argot argentin était le langage des couleurs. Aujourd'hui, ce n'est pas pour une poésie qu'on se bat avec le poète. Les mots sont moins lyriques, on ne s'amuse plus. Les policiers prennent des enfants et les torturent, ils leur arrachent les yeux avec des couteaux, ce ne sont plus des « flits », des « poulets », ce sont des assassins. Aujourd'hui, les militaires arrêtaient les intellectuels, les artistes, les écrivains, les poètes, les étudiants, les ouvriers : toutes les couches sociales sont touchées. On compte trente disparus par jour depuis deux ans - disparus, torturés ou assassinés ? Il y a près de vingt mille détenus politiques, les droits de l'homme sont constamment bafoués.

« Nous, musiciens, nous demandons que la solidarité avec le peuple argentin s'exprime maintenant et pas après, trop tard, quand il y aura des dizaines de milliers de morts comme au Chili. Nous ne croyons pas que l'art, la musique, puissent faire la révolution, mais nous croyons qu'il est nécessaire de lutter sur tous les terrains, en premier lieu en racontant ce qui se passe aujourd'hui en Argentine ».

Une lutte qui est aussi une volonté de maintenir une identité culturelle menacée. Le recul du tango a coincidé, pour le Cuarteto Cedron, avec la chute de Peron : « Quand l'impérialisme pénètre dans un pays, cela ne se traduit pas seulement économiquement, mais culturellement, selon un processus commun à tous les pays dépendants. L'impérialisme essaye de stopper l'expression populaire par le moyen de la radio, des disques et de la télévision. La jeunesse a découvert le rock, et il était aussi le contraire, pour un organisateur de bol, de passer des disques d'Elvis Presley ou d'Eddy Mitchell, que d'inviter un orchestre de



Juan Gelman. Sans parler des pressions exercées à la radio pour empêcher la diffusion de certains chanteurs comme Mercedes Sosa, Atahualpa Yupanqui et même, récemment, Carlos Gardel, mort il y a plus de quarante ans, et qui était le plus grand des chanteurs de tango argentin.

Dans la salle sombre du Théâtre de la Ville, le Cuarteto a répété une dernière fois. Juan Cedron et sa guitare; Cesar Sirocco et son bandonéon; Miguel Pratino, au violon, et Carlos Carlsen au violoncelle, instrument que le groupe utilise spécialement pour la Cantate. Ils travaillent depuis un an, près et loin de l'Argentine, sur ces poèmes forts et difficiles, qui n'ont pas été écrits pour être chantés. Pour composer la musique, Juan Cedron s'est appuyé sur le « même sentiment aigu » qu'il éprouve à écouter ou à interpréter les premiers tangos, ceux que l'on dansait au coin des rues, entre hommes, ou dans les bordels de Buenos-Aires.

Le coup d'hendécasyllabe partit - le discours continu (...).

La tristesse, la passion, l'amertume et le goût de la vie sont chargés d'une tension continue et qui jamais n'explose. Des pierres violettes, des fruits qui brûlent. Le tango n'est plus seulement « une pensée triste qui se danse ».

CATHERINE HUMBLLOT.
(Jeudi 3 mars.)

SELECTION IMMOBILIERE-FRANCE

Campagne • Mer • Montagne

La ligne : 10 F-T.V.A. = 1,60%

DÉGRESSIF :

5% pour 4 insertions consécutives
10% pour 12 insertions consécutives

11 - Aude

PROCHE BRAM Maison de maître sur 1 hectare. Salle à manger, salon, bureau, 6 chambres, cuisine, salle d'eau, toilettes. Autre logement 3 pièces : terrasse, salle, beau parc. Prix : 420 000 F. Cabinet M&L-LANDEZ 11400 CASTELNAUDARY (Tél. (05) 21.16.55).

LANGUEDOC Soliel, sable fin, climat de studio 72 m², front de mer et port. 78.000 F. apt 73 avec piscine, villas T. 2, T. 3, T. 4 : 88.000 F. Agence de la Côte d'Azur 11570 PORT-LEUCATE 11510 PORT-LEUCATE (Tél. (06) 32-21-34).

24 - Dordogne

EN PERIGORD Centre de gestion. Grand exception. A VENDRE PETIT HOTEL-RESTAURANT DE CLASSE Murs et fonds - Clientèle sélectionnée. Nous ferons pour détails : DORDOGNE MANOIRS place de la République, 24100 BERGAC (Tél. (03) 27-24-11).

30 - Gard

CEVENNES Exceptionnel. Propriété 45 ha mas + annexe. 2 km rivières, pêche, chasse. Proximité viticole 17 ha, mas restauré avec goût unique. Superbe maison maître dans beau parc 14 pièces vendue ou non avec meubles époque. Châtaignier 18^e siècle, 30 pièces sur 22 ha, piscine, annexe. ANDOZE - DEMOISIELLE F.N.A.I.M. Place Couverte, 30120 ANDOZE.

40 - Landes

COTE LANDAISE VILLAS - FORNEN - TERRAINS Spécialiste de la forêt landaise. Catalogue gratuit par retour. Agence ESCA 49178. L.Y. EL MILLE.

49 - Maine-et-Loire

Pr. SAUMUR PROPRÉTÉ avec carrière, bois, chevaux, dépendances. 10 hectares de prés. Prix : 1 000 000 de F. Cabinet GRUAT-BELEY, 30, rue Beaupré 49000 SAUMUR. R.P. 53 - Tél. : (41) 51-04-65.

56 - Morbihan

BRETAGNE - SUD CAFE - RESTAURANT - HOTEL. 15 chambres. Vue sur mer. 200.000 F. BENEAT-CHAUVEL 21, rue Thiers - 56000 VANNES.

66 - Pyrénées-Orientales

DANS UN ENVIRONNEMENT APPARTEMENT TYPE 2. Tout confort - Prix : 258.000 F. t.t.c. **RESIDENCE SAINT-GERMES** 20, rue des Minimes - PERPIGNAN. Tél. : 16 (05) 61.41.33. RENSEIGNEMENT SUR DEMANDE.

74 - Haute-Savoie

14 km ANNECY Petit village. Commerces. VILLA-CHALET (1974) 3 ch. 84jour avec terrasse - CUISINE. S.d.d. Bédouin - Garage - Parc. Antibes 1 000 m² Prix : 350 000 F. Alt. 950 m. Eau autorisation de construction. Eau. Electricité. Prix : 65 000 F. AGENCE IMMOBILIERE DE GRAN. Annecy - Téléphone : (50) 57-02-70.

79 - Deux-Sèvres

Permette rénover et à rénover. De deux à huit pièces - Jardins. Dépendances - A partir de 30 000 F. Maison 6 pièces, 600 m², près gare, maison 1 pièce, 60 m², 25 000 m². MORIN André, expert foncier, com. d'Arbonne - 79130 Secondigny. Tél. : (05) 85-75-45.

Etes-vous un automobiliste en T.T.?

Si oui, Pan-Cars a pour vous des idées en tête, et des propositions originales à vous faire pour votre prochain séjour en France.

Pan-Cars est une société spécialisée dans la vente de voitures « toutes marques » hors-taxes.

Ces voitures sont destinées exclusivement à l'immatriculation en T.T. et sont vendues au prix Usine.

Pan-Cars vous propose, selon vos besoins et votre budget, trois formules originales :

Plan A - Vente ferme en vue d'exportation.
Plan B - Vente avec contrat de reprise suivant un barème de dépréciation officiel.

si vous ne désirez pas exporter votre voiture en fin de séjour.

Plan C - Vente financée (leasing) voiture neuve, kilométrage illimité, à un prix forfaitaire sans surprise, comprenant l'assurance tous-risques.

le livraison et l'immatriculation.

Pan-Cars, 2 avenue de la Porte de Saint-Cloud, Paris 16^e.



(Disponibilité immédiate sur principales marques françaises et étrangères).